

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15996 - 7 F

MARDI 2 JUILLET 1996

FONDATEUR: HUBERT BEUVÉ-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

La fausse sortie de Radovan Karadzic

Le leader serbe a beau avoir abandonné officiellement le pouvoir à sa vice-présidente, il n'est pas disposé à renoncer à celui-ci.

L'ETA rompt la trêve

L'organisation armée basque espagnole a annoncé lundi 1^{er} juillet qu'elle ne prolongerait pas la trêve d'une semaine qu'elle a observée.

Baisse des exportations chinoises

Enregistrée au cours des cinq premiers mois de l'année, cette baisse risque de réduire la croissance de la production en 1996 et de provoquer une hausse du chômage.

La présidentielle en République dominicaine

Leonel Fernandez (centre-droit) a été élu.

Le nouveau permis moto



La nouvelle réglementation vise autant à relancer le marché qu'à améliorer la sécurité des motards.

Les vacances des jeunes en difficulté

Comme chaque année, l'Etat organise des séjours « Ville-Vie-Vacances » pour des adolescents venus de quartiers difficiles.

Un entretien avec le pasteur Stewart

Le président de la Fédération protestante de France estime dans un entretien au Monde qu'il n'est plus tolérable de répondre à l'exclusion par l'exclusion.

L'héritage socialiste de l'Est

Un entretien avec l'économiste hongrois Janos Kornai.

Le débat sur le terrorisme

Un point de vue d'Alain Marsaud, ancien magistrat anti-terroriste et député (RPR) de la Haute-Vienne.

Allemagne, 3 DM; Autriche, 5 S; Belgique, 45 F; Canada, 2,5 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 200 F CFA; Danemark, 16 DKK; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 350 DR; Irlande, 1,40 £; Italie, 2000 L; Luxembourg, 3 F.; Portugal, 200 Escudo; Pays-Bas, 40 F.; Suisse, 1,50 CHF; Suède, 10 Krona; Taiwan, 2,5 NT\$; Turquie, 1 Lira; USA, 1 \$; USA (Hawaï), 2,50 \$.

M 0147 - 0702 - 7.00 F

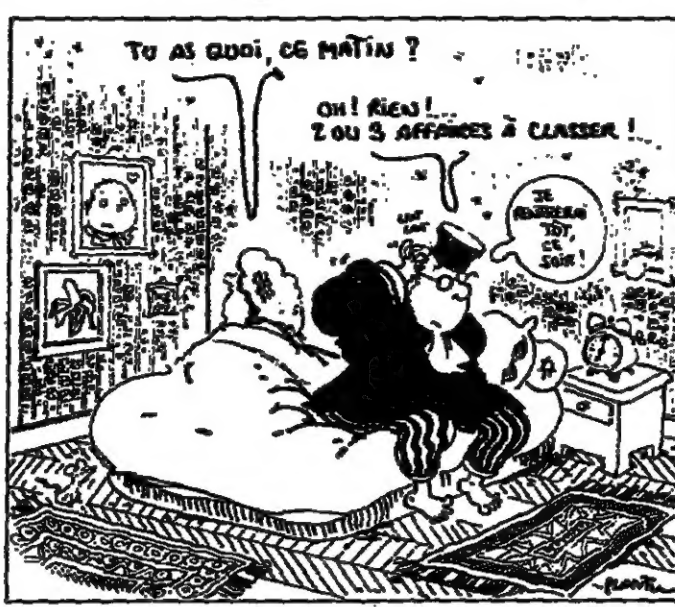


Le traitement des « affaires » parisiennes provoque le trouble dans la majorité

Alain Lamassoure, ministre UDF, juge « anormale » l'attitude de la police judiciaire

LE PREMIER week-end de départ en vacances d'été a été marqué par la polémique, d'une violence croissante, entre le garde des sceaux, Jacques Toubon, accusé d'étouffer les « affaires », et le Parti socialiste, qui réunissait, samedi 29 et dimanche 30 juin, sa convention nationale sur la démocratie. Les derniers rebondissements des démêlés de Jean Tiberi, le maire (RPR) de Paris, avec la justice ont été à l'origine d'échanges de propos sévères. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qualifiant M. Toubon de « garde des siens ».

Les socialistes ont d'abord critiqué l'attitude du directeur de la police judiciaire parisiennaise, Olivier Foil, qui a affirmé avoir pris seul la décision de ne pas faire assister le juge Halphen par des policiers, jeudi, lors de la perquisition du magistrat au domicile de M. Tiberi (Le Monde daté 30 juin-1^{er} juillet).



M. Jospin a évoqué une « affaire d'Etat ». Samedi, après l'annonce du classement sans suite, par le parquet de Paris, de l'affaire de l'appartement HLM du fils de M. Tiberi, le PS a encore haussé le ton.

Ces deux affaires, notamment celle de la perquisition, provoquent le trouble à droite. Ainsi, Alain Lamassoure (UDF), porte-parole du gouvernement, a-t-il jugé que quelque chose « d'anormal » s'était passé entre les policiers et le juge, tandis que l'ancien ministre Simone Veil (UDF) a affirmé, lundi, qu'un tel incident est « quasiment sans précédent ». Pour Patrick Devedjian, député (RPR-balladurien) des Hauts-de-Seine, le comportement du directeur de la PJ parisienne est « totalement illégal ».

Lire pages 6 et 7 et notre éditorial page 18

Dassault-Aviation et Aerospatiale formeront un groupe unique dès 1997

POUR RESPECTER le calendrier fixé par M. Chirac, M. Juppé devait rendre publics, lundi 1^{er} juillet, les contours du futur groupe unique Aerospatiale-Dassault-Aviation. Une société mère, chapeautant deux filiales indépendantes et revêtant probablement la forme d'une entreprise à conseil de surveillance et de direction, rassemblera les intérêts communs des deux groupes aéronautiques français, l'un privé et l'autre nationalisé, mais voué à être privatisé. Dès 1997, leur fusion devrait aboutir à la création d'une nouvelle entité industrielle de 60 milliards de francs de chiffre d'affaires, la quatrième du monde occidental et la deuxième en Europe.

Lire page 20

Pétition sur le Net pour sauver les oiseaux de Couëron

NANTES

de notre correspondant

Venus de l'autre côté de la Loire, les moines de Buzay y ont creusé des canaux au X^e siècle. Jean-Jacques Audubon y a dessiné ses premiers oiseaux en 1800. Le rôle des genêts continue d'y chanter sans jamais s'y montrer. Les marais de Couëron (Loire-Atlantique) sont pourtant menacés d'être nivelés pour partie par les produits de dragage du port de Nantes-Saint-Nazaire. Même si la direction de l'établissement assure que rien n'est décidé.

Sacrifier le lieu qui vit naître la vocation de Jean-Jacques Audubon serait une « faute contre l'histoire et l'intelligence », clament depuis belle lurette les Couëronnais. En vain. Aussi quatre d'entre eux, Michel Chomienne, Guy Chabrier, Jean-Louis Lavigne et Jean-Yves Noblet ont-ils décidé de faire pression via Internet sur les aménageurs de l'estuaire. Code d'accès : <http://www.IN-net.fr/plaie/> accueil.html.

Jouant sur la notoriété d'Audubon aux Etats-Unis, leurs pages Web appellent les internautes du monde entier à adresser une pétition électronique à Jacques Chirac. Presque oublié en France, Jean-Jacques Audubon est depuis deux siècles l'une des grandes figures de l'environnement aux Etats-Unis. A Couëron, il vécut jusqu'à dix-huit ans « ses plus belles années » avant d'émigrer en Amérique. Dans les marais de cet ancien avant-port de

Nantes, Audubon eut le coup de foudre pour les oiseaux et apprit d'un ami de son père, le docteur Charles d'Orbigny, les rudiments scientifiques nécessaires à la maîtrise de son art, effritée plus tard dans l'atelier de David.

Là où d'autres reproduisaient des oiseaux empalés, il sut restituer la vigueur d'images saisies sur le vif sans jamais perdre la précision des encyclopédistes. Naturalisé américain en 1812, Audubon publia, de 1827 à 1832, une somme de dessins baptisés Les Oiseaux d'Amérique qui en fit un héros outre-Atlantique. Reconnaisant ses talents, le savant français Georges Cuvier y vit le « monument le plus magnifique qui ait été élevé à l'ornithologie ».

Audubon a donné son nom à sept villes américaines et à un pic de 4 000 mètres dans le Colorado. Aujourd'hui, la National Audubon Society compte 570 000 adhérents et gère un budget de 44 millions de dollars (229 millions de francs). Des centaines d'associations dépendant d'elle organisent des séjours de découverte des oiseaux et forment des enseignants. Audubon est un patronyme qui pèse lourd aux Etats-Unis. Dans les marais de Couëron menacés de remblaiement, il dessinerait aujourd'hui le couple de cigognes qui fait honneur, depuis mars, à un nichoir planté par l'Association Couëron Audubon-Atlantique. Et signalerait sans doute la pétition électronique dès demain.

Adrien Favreau

's-Hertogenbosch, Wembley, Magny-Cours

L'AMATEUR de sport en pantoufles, celui qui a passé sa fin de semaine d'été devant le petit écran, zappant de 's-Hertogenbosch à Wembley en passant par Wimbledon et Magny-Cours, ne remercia jamais assez les organisateurs du championnat d'Europe des nations de football 1996 pour avoir adopté le « but en or » afin de départager les équipes à égalité à la fin du temps réglementaire.

Ce dispositif, qu'on qualifie également de « mort subite », lui a permis - ainsi qu'à la reine d'Angleterre, qui devait remettre la coupe au vainqueur - d'aller se coucher une bonne demi-heure plus tôt qu'il ne l'aurait fait si les prolongations de la rencontre Allemagne-République tchèque étaient allées à leur terme. Il a suffi de cinq minutes pour qu'Oliver Bierhoff, qui avait déjà permis à son équipe d'égaliser, mette un terme au long et palpitant suspense de cette finale : l'Allemagne s'imposait par 2 buts à 1, remportant ainsi son troisième titre continental.

Autres émotions sur la route du

Tour de France, qui musardait encore dimanche aux Pays-Bas aux alentours de Bois-le-Duc : c'est le Français Frédéric Moncassin qui, au terme d'une étape de 209 kilomètres marquée notamment par les chutes de Luc Leblanc et de Djamel Zidane, a gagné un sprint massif devant quelques-uns des meilleurs spécialistes. Cela n'a pas empêché le Suisse Alex Zülle de conserver le maillot jaune conquis la veille avec un vélo qu'il ne pourra plus utiliser.

Sur le circuit de Magny-Cours, où se disputait le Grand Prix de France de formule 1, Renault, une semaine après avoir annoncé son retrait de la compétition fin 1997, a réussi un tour de force : placer ses quatre moteurs aux quatre premières places.

A Wimbledon, où Pete Sampras devait affronter Cédric Pioline lundi 1^{er} juillet, le court n°1 s'emploie à justifier sa réputation de « cimetière des éléphants » avant d'être reconstruit : une hécatombe de têtes de série s'y est produite.

Lire page 23 et 24

L'après-Eltsine a commencé

DRÔLE de campagne ! Celle du premier tour de l'élection présidentielle russe avait été presque « normale » : les acteurs étaient à leur place, les rôles bien distribués, les partitions attendues. Les résultats eux-mêmes étaient logiques. Les surprises sont venues dès le lendemain, avec le ralliement-éclair, bien que préparé de

longue date, du général Lebed à Boris Eltsine, le limogeage rapide de quelques partisans éminents d'une solution de force, puis la « disparition » du président, fatigué, malade, incapable de battre les estrades comme avant le 16 juin, tandis que le candidat communiste avait du mal à abandonner un profil bas.

Comme si tout était joué ; comme si le discours musclé d'Alexandre Lebed mis au service de Boris Eltsine avait irrémédiablement fait pencher la balance en faveur du pouvoir. C'est possible. C'est même probable. Et pourtant l'incertitude est plus forte que jamais. Contre Guennadi Ziouganov, Boris Eltsine avait

martelé le slogan de la stabilité, de la sécurité, du refus de l'inconnu. La formule se retourne maintenant contre lui. Si le candidat communiste venait à l'emporter mercredi, on peut imaginer à quoi ressemblerait sa politique : ce n'est réjouissant ni pour les Russes, ni pour leurs voisins, ni pour l'étranger plus lointain, mais c'est prévisible. Si Boris Eltsine gagne, tout est possible, y compris le pire. L'ère du « post-eltsinisme » est déjà ouverte et ses contours sont très flous.

La première inconnue est l'état de santé du président. Quoi qu'en disent ses conseillers, il ne doit pas être très brillant. Boris Eltsine aura-t-il encore assez de forces et de temps pour imposer une politique, voire désigner un dauphin ? Ou les coteries reprendront-elles de plus belle autour d'un chef de l'Etat définitivement « brejnévisé » ? Ce qui laisse entrevoir de belles empoignées entre les clans que l'arrivée d'Alexandre Lebed a troublés sans les détruire, des révolutions de palais et des coups bas qui n'épargneront pas le nouveau homme fort du Kremlin.

Daniel Vernet

Lire la suite page 18 nos informations page 3 et le portrait du général Lebed page 15

Rockeuse et poète



PATTI SMITH

EN 1975, un album, Horses, révélait Patti Smith, rockeuse androgyne et provocante qui hantait l'underground new-yorkais depuis quelques années déjà. Vingt ans plus tard, après des périodes de gloire et des éclipses, des deuils aussi (dont la mort de son mari, Fred Sonic Smith), elle revient : un disque et une tournée européenne.

Lire page 27

International	2	Agenda	26
France	6	Abonnements	26
Société	16	Météorologie	26
Carnet	14	Mots croisés	26
Motors	15	Loto	26
Entreprises	20	Culture	27
Finances/marchés	22	Communication	30
Aujourd'hui	23	Radio-Télévision	31



INTERNATIONAL

LE MONDE / MARDI 2 JUILLET 1995

BOSNIE Le chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, a officiellement abandonné le pouvoir à sa vice-présidente, Biljana Plavsic. Le haut représentant en Bosnie,

Carl Bildt, a annoncé avoir reçu à ce sujet, dimanche 30 juin, une lettre du « président » serbe bosniaque. Bien que saluée par la communauté internationale, cette

décision apparaît surtout comme une manœuvre destinée à gagner du temps. ● **BILJANA PLAVSIC**, « présidente par intérim », est une ultranationaliste et fut une ar-

dente partisane du refus de tous les plans de paix, sans jamais s'être affirmée comme un ténor de la classe politique serbe. ● **A MOSTAR**, les premières élections de

l'après-guerre se sont soldées par la probable victoire des nationalistes des deux camps, et n'ont guère de chance de favoriser la réunification de la ville.

La « démission » de M. Karadzic apparaît comme une manœuvre de Pale

Dans une lettre adressée au haut représentant international, Carl Bildt, le dirigeant serbe de Bosnie a annoncé son remplacement par la vice-présidente, l'ultranationaliste Biljana Plavsic

SARAJEVO
de notre correspondant
Radovan Karadzic s'est résigné, dimanche 30 juin, à abandonner officiellement le pouvoir à sa vice-présidente, Biljana Plavsic, sous la pression conjuguée de la communauté internationale et de la Serbie. Toutefois, malgré le sentiment de victoire qui animait les diplomates occidentaux, il semble que le « départ » de M. Karadzic soit, une nouvelle fois, une manœuvre destinée à gagner du temps. M. Karadzic n'a en effet pas formellement démissionné, et M. Plavsic a annoncé qu'il demeurerait « président en titre », elle-même assumant la fonction de « présidente par intérim ». Aucun élément ne permet donc de penser que Radovan Karadzic ne va pas continuer de régner sur la « République serbe », et de freiner l'actuel processus de paix.

Carl Bildt, le haut représentant international en Bosnie, a confirmé avoir reçu une lettre du « président » serbe bosniaque. « Un document officiel de la « République serbe », annonçant que M. Karadzic a été remplacé comme président en exercice par M. Biljana Plavsic, m'a été remis », a déclaré M. Bildt. « À partir d'aujourd'hui (dimanche), M. Karadzic ne peut plus exercer de fonctions publiques et de responsabilités en tant que président de la « RS ». Nulle trace de véritable démission, nulle promesse de se retirer complètement de la vie politique du pays. Pale a présenté ce geste comme un « transfert des pouvoirs dû à l'impossibilité temporaire du président d'exercer ses fonctions », et a réitéré que M. Karadzic demeurerait le « président » de l'entité serbe jusqu'au 14 septembre prochain, date des élections générales qui auront lieu en Bosnie-Herzégovine.

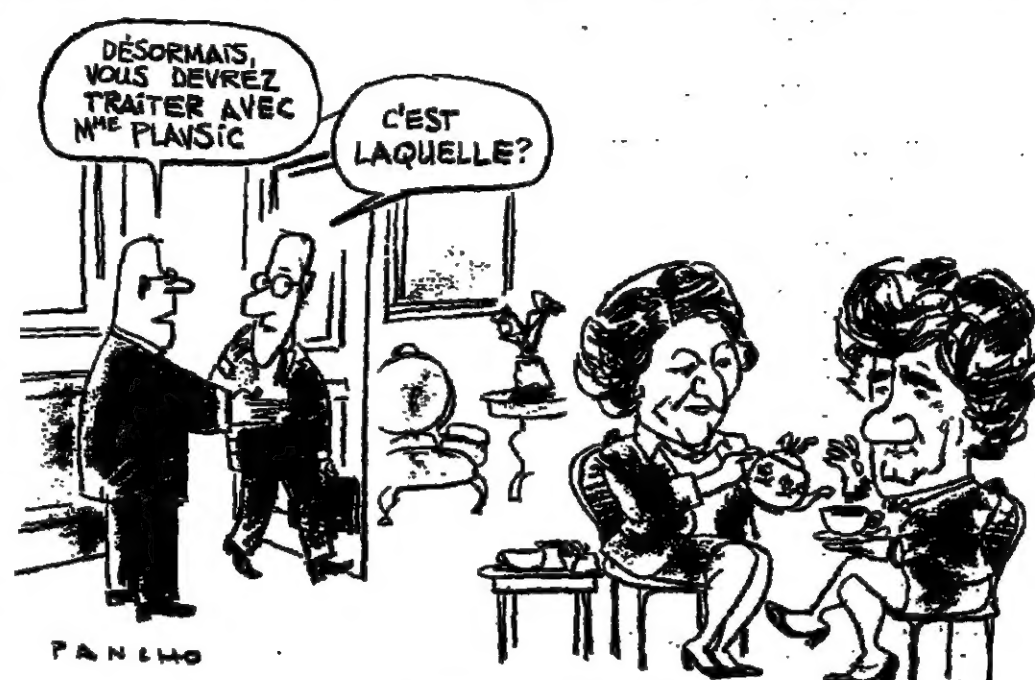
Les Occidentaux exigeaient le départ de Radovan Karadzic, inculpé pour « crimes contre l'humanité » par le Tribunal pénal international de La Haye et considéré comme un obstacle majeur au processus de paix. M. Bildt avait lancé un ultimatum pour le 1^{er} juillet, affirmant qu'il réclamerait ensuite la réimposition des sanctions économiques à l'encontre du camp serbe. Le président de Serbie, Slobodan Milosevic, avait également exigé le « limogeage » du leader serbe bosniaque, menaçant de prendre « toutes les mesures » à sa disposition afin de l'évincer. M. Milosevic a joint le geste à la parole, puisqu'il a envoyé à Pale le chef de la sécurité d'Etat de Serbie, Jovica Stanisic. En 1995, M. Stanisic, à la tête de « commandos » des forces spéciales, était déjà venu à Pale afin de régler la libération des « casques bleus » pris en otages.

Radovan Karadzic, sans doute inquiet pour sa sécurité physique,

a donc symboliquement cédé. L'annonce du « transfert des pouvoirs » est une étape supplémentaire vers son retrait de la vie politique. Il reste cependant fermement aux commandes de la « République serbe », réélu, vendredi 28 juin, à la tête du Parti démocratique serbe (SDS), et remplacé par une « vice-présidente » qui lui obéit fidèlement depuis le début de la guerre.

POSITION INCONFORTEBLE
La réaction de Carl Bildt a surpris les observateurs. Il est évident qu'il cherche à éviter d'avoir à réclamer des sanctions contre les Serbes, et que cette ligne de conduite correspond aux consignes qu'il a reçues des capitales occidentales. En affichant si nettement sa satisfaction, Carl Bildt se place toutefois en position inconfortable vis-à-vis de Pale, alors que l'éviction de Radovan Karadzic n'est absolument pas à l'ordre du jour.

Selon l'accord de Dayton, les personnes inculpées de « crimes de guerre » n'ont aucun droit d'exercer une fonction publique, ou d'être candidates à une élection, sur tout le territoire de l'ex-Yougoslavie. Le plan de paix prévoyait implicitement une démission de M. Karadzic en janvier. Depuis six mois, il a refusé d'abandonner son poste et s'est employé à saboter le processus de paix. Il défie régulièrement la communauté internationale, conscient que les Occidentaux ne refusent d'ordonner aux 60 000 hommes de l'OTAN de procéder à



son arrestation. En nommant à sa place Biljana Plavsic, une ultranationaliste qui lui est dévouée, Radovan Karadzic parvient encore à retarder sa propre chute. La date du 1^{er} juillet est arrivée, et Carl Bildt, au lieu de réclamer les sanctions promises, décerne un satisfecit au clan de Pale. L'artifice semble avoir fonctionné, au moins temporairement. C'est exactement ce que désire M. Karadzic, convaincu que les Occidentaux quitteront la Bosnie à la fin de l'année. Il sait qu'il devra encore affronter la période cruciale

des élections, auxquelles il n'a pas le droit de se présenter, puis il désire reprendre fermement les commandes de sa « république » autoproclamée.

A Sarajevo, le premier ministre bosniaque, Hasan Muratovic, dénonce « une manœuvre et une nouvelle manière de se moquer de la communauté internationale ». « Plavsic agit en accord avec Karadzic et suit toutes ses directives », dit-il. Il n'y a donc pas de changement réel. Carl Bildt a promis de rester vigilant et d'étudier l'éventuelle influence que Radovan Ka-

radzic conserverait en « République serbe ». Il est surprenant que, au terme de six mois de processus de paix, M. Bildt ait besoin d'étudier la situation à Pale.

En autorisant Radovan Karadzic à jouer ainsi avec la diplomatie occidentale, M. Bildt prend un sérieux risque. L'application de l'accord de Dayton a déjà pris du retard sur le calendrier prévu. Aucun réfugié n'a pu regagner son foyer, et la « République serbe » ne tolère ni liberté de mouvement ni liberté de la presse. M. Karadzic, s'il reste au pouvoir jusqu'au

14 septembre, va préparer des élections à sa convenance.

La convention du SDS doit déterminer, mardi 2 juillet, la liste des candidats. Il est probable que M. Karadzic n'y figurera pas, s'il continue de conserver le profil bas adopté dimanche. En revanche, il choisira ses hommes de paille, et préparera dans l'ombre l'avenir de son territoire. A Pale, on estime que Momcilo Krajcinovic, le président du « Parlement », sera amené à jouer un rôle de plus en plus important. M. Krajcinovic est considéré comme le véritable homme fort de la « République serbe », aux côtés de M. Karadzic. Il pourrait profiter du semi-retrait de son ami pour se lancer personnellement à la conquête de la future présidence.

La diplomatie occidentale paraît, une nouvelle fois, prise au piège. Si Radovan Karadzic continue de tirer les ficelles en coulisses, le processus de paix est en danger. Si des sanctions économiques sont nécessaires pour obtenir son départ, il est également en danger, puisque le peuple serbe sera de nouveau plongé dans l'isolement. La seule solution consistait à envoyer M. Karadzic à La Haye, afin qu'il y réponde des crimes dont il est accusé. Le problème est que ni Slobodan Milosevic ni l'OTAN ne veulent remplir cette mission. « Toutes les routes mènent à La Haye », affirme Carl Bildt, mais Radovan Karadzic parvient assurément à emprunter la route la plus sinistre.

Rémy Ourdan

Biljana Plavsic, celle pour qui le nettoyage ethnique est « un phénomène naturel »

SARAJEVO
de notre correspondant
Biljana Plavsic aime le peuple serbe. Passionnément. M. Plavsic aime tant les Serbes qu'elle n'hésite pas à en sacrifier un certain nombre afin d'atteindre ses objectifs. « Quand bien même six millions de Serbes devraient périr pour la cause, dis-elle, il en resterait dix millions d'autres pour jouir des fruits de leur lutte. » A l'époque, Slobodan Milosevic, le père du projet de Grande Serbie, avait reconnu que « la place de M. Plavsic était, si ce n'est à l'hôpital, du moins pas à la tête de fonctions publiques ». M. Plavsic s'était sincèrement offensée de ces remarques émises à propos de sa santé mentale.

C'est avec l'accord de Slobodan Milosevic que Biljana Plavsic, cinquante-six ans, vient d'être nommée, dimanche 30 juin, au poste de

« présidente par intérim » de la République serbe. Professeur de biologie à l'université de Sarajevo avant la guerre, M. Plavsic a souvent développé des théories « biologiques » afin d'expliquer l'incapacité des Bosniaques à vivre ensemble. Selon elle, les souffrances des Musulmans sont dues au fait qu'ils se sont attachés à la substance biologique serbe. « Pourtant, affirme cette grande femme blonde d'une voix douce, j'avais prévenu les Musulmans de Bosnie qu'il était difficile de faire la guerre aux Serbes. »

La Bosnie-Herzégovine se souviendra longtemps d'une image de Biljana Plavsic retransmise à la télévision de Pale au début de la guerre. Elle visitait Bijeljina, dans le nord-est du pays, peu après la prise de la ville par l'armée serbe. Aux troupes de l'armée régulière avaient succédé les milices du commandant Zeljko Raznjajevic, dit Arkan. A la tête de ses « Tigres », ce dernier venait de tuer, torturer et violer la population mu-

sulmane de la région. Biljana Plavsic s'est précipitée vers Arkan afin de l'embrasser, enjambant, serine et satisfaite, le cadavre ensanglanté d'un civil musulman assassiné.

Son objectif est l'unification de tous les Serbes d'ex-Yougoslavie en un seul Etat ethniquement homogène

« Le nettoyage ethnique est un phénomène naturel, et non pas un crime de guerre », a plus tard commenté M. Plavsic. Rien ne prédisait Biljana Plavsic, issue d'une famille de la bourgeoisie serbe de Sarajevo, à rejoindre le clan des ul-

tranationalistes de Pale. Ses études supérieures l'avaient menées à Prague et aux Etats-Unis. Devenue professeur de faculté, M. Plavsic était parfaitement intégrée à la société sarajévienne. Elle répondait pourtant immédiatement à l'appel du Parti démocratique serbe (SDS) de Radovan Karadzic, dès qu'il fallut attiser la haine inter-ethnique en Bosnie.

Durant la guerre, une fois l'époque de la « purification ethnique » achevée, Biljana Plavsic fut une ardente partisane du refus de tous les plans de paix. Pour les médias étrangers, la « Pasionaria » du commandant Arkan devenait la « Dame de fer » des séparatistes serbes bosniaques. Prenant une solution militaire au conflit, elle affirmait que « les frontières ne sont pas là où les dessinent lord Owen et Cyrus Vance (les médiateurs internationaux en 1992-1993), mais là où se trouvent les soldats serbes ». M. Plavsic était résolument opposée à la signature de l'accord de Dayton, qualifié de « diktat améri-

tain », mais elle fut prise de se taire. Son unique objectif est l'unification de tous les Serbes d'ex-Yougoslavie en un seul Etat ethniquement homogène.

En fait, malgré ses discours brutaux, Biljana Plavsic ne s'est jamais affirmée comme un ténor de la classe politique serbe. Son titre de « vice-présidente » de la République serbe était largement exagéré, et elle ne conservait ses fonctions que grâce à sa fidélité à Radovan Karadzic. Longtemps tenue à l'écart de la vie politique de la République sécessionniste, M. Plavsic a effectué un retour inattendu fin mai, lorsque la communauté internationale a entamé son offensive diplomatique contre Radovan Karadzic. Elle hérite désormais de « pleins pouvoirs » qui ressemblent fort à une nouvelle manœuvre de Pale. Au moins Biljana Plavsic peut-elle se rappeler au bon souvenir des douze millions de Serbes qu'elle aime tant.

R. O.

Trois initiatives américaines

Bill Clinton a annoncé, samedi 29 juin à Lyon, le lancement de trois initiatives américaines en Bosnie, pour accélérer le déminage, financer des projets économiques réalisés par des femmes et éclaircir le sort des disparus. Le programme de déminage, qui sera financé par les Etats-Unis à hauteur de 15 millions de dollars, consistera à former des soldats déminés. Le deuxième projet concerne l'établissement d'un fonds pour l'initiative des femmes de Bosnie d'un montant de cinq millions de dollars, qui sera géré par le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés. Enfin, une commission internationale sur les disparus présidée par un ancien secrétaire d'Etat américain, Cyrus Vance, essaiera « de résoudre les prés de 12 000 cas de personnes disparues », a dit M. Clinton. - (AFP)

MOSTAR

de notre envoyé spécial

A la terrasse du café Papaga, les voyous croates sont arrivés tôt dimanche matin 30 juin. Ils ont hissé un drapeau et réveillé Mostar au son de chants oustachis (croates pro-nazis de la deuxième guerre mondiale). A 5 mètres d'eux était garée une BMW aux vitres teintées, munie d'un stock de cailloux sous le siège du conducteur. Les bureaux de vote ouvraient à peine, et les caisses de bière s'alimentaient déjà sur la table. Un bus rempli de Musulmans est passé, les voyous ont dressé le poing et envoyé des signaux... Impolis. Au cinquième bus, une pierre a volé, sans atteindre la fenêtre du véhicule. Le premier scrutin de l'après-guerre venait de commencer en Bosnie-Herzégovine.

Contre toute attente, la journée s'est déroulée sans incident majeur. Il y eut des mécontents, des électeurs non-inscrits sur les listes, mais l'Union européenne (UE) n'a pas relevé de cas flagrant de tricherie ou d'intimidation. Les voyous du café Papaga ont vite déguerpé. Les Mostariens se sont massivement rendus aux urnes, dans

A Mostar, Croates et Musulmans ont « bien » voté

le quartier où ils vivaient avant la guerre. Concrètement, des centaines de Musulmans ont donc voté dans l'actuel quartier croate, et vice-versa. C'est la première fois que les habitants de Mostar traversaient ainsi l'ancienne ligne de front, la rivière Neretva, certes sous une importante protection de l'OTAN et de policiers internationaux.

UN SCRUTIN SOUS CONTRÔLE

A la sortie des bureaux de vote, les Musulmans affirmaient souvent avoir voté pour la liste « Mostar unifiée » de Safet Orucovic, qui menait une coalition de partis bosniaques, dont le SDA (Parti d'action démocratique) du président Izetbegovic. Les Croates, eux, ne semblaient pas faire défaut à Mijo Brajkovic, la tête de liste du HDZ (Union démocratique croate) du président Tudjman. Les deux maires actuels de Mostar divisée devraient donc rassembler la quasi-totalité des voix, l'opposition n'ayant eu aucune chance de mener une campagne électorale sereine.

« Je pense que tous les Mostariens devaient voter pour Orucovic, afin que nous

puissions vivre ensemble », pense Salih, un Musulman, qui contemple la foule de Croates venus voter dans son quartier. « Je sais parfaitement qui je peux embrasser en signe de retrouvailles, et qui nous a tiré dessus », dit-il. Ceux qui ont traversé la rivière sont méfiants, inquiets. « Ce serait bien de réunifier Mostar, admet Mirjana. Je vais voter pour le HDZ, pour la paix. » Mirjana, croate, ne conçoit pas de voter pour un autre parti que celui de son ethnie, bien que celui-ci se soit toujours battu pour la division de la ville. « Le problème, dit Salih, est que beaucoup de Mostariens sont loin d'ici. »

Monsieur K. avait deux fils. Le premier a été sage, et le second est resté à Mostar », dit un diction hérité de la guerre. Environ soixante-dix mille habitants, essentiellement des Serbes et des Musulmans, ont quitté la ville, et soixante mille sont restés. Les réfugiés avaient la possibilité de revenir, ce qu'ils n'ont quasiment pas fait, ou de voter dans quatre villes européennes (Bonn, Berne, Stockholm et Oslo). Selon les informations reçues par l'Union européenne, près de dix mille Mostariens au-

raient ainsi voté à l'étranger. Le scrutin municipal, malgré son succès technique, demeure toutefois parfaitement contrôlé par les partis nationalistes, avec la bénédiction de l'UE.

Ces élections n'ont presque aucune chance de favoriser la réunification de la ville. Elles pourraient, au contraire, légitimer ceux qui se sont employés à la diviser à coups de canon, lors de la guerre de 1992-1994 entre Croates et Musulmans. Les diplomates européens ont conçu une « loi électorale » qui attribue d'avance trois autres aux Musulmans. Les résultats définitifs devaient être annoncés mardi 2 juillet.

Le fait de placer un bulletin de vote dans une urne, s'il est un succès en soi, risque donc fort de ne rien changer à la division ethnique héritée du conflit. Et Mostar-ouest devrait rester sous la domination des séparatistes croates, fermement résolus à ne jamais réintégrer une Bosnie-Herzégovine unitaire.

R. O.

Les médias russes passent sous silence l'éclipse du chef de l'Etat

M. Eltsine n'est toujours pas apparu en public à la veille du second tour de l'élection présidentielle

A la veille du second tour de l'élection présidentielle, le 3 juillet, les spéculations sur l'état de santé de Boris Eltsine se sont encore intensifiées

MOSCOU

de notre correspondant

La « fatigue » ou, selon Bill Clinton, le « mal de gorge » de Boris Eltsine, l'ont maintenu, lundi 1^{er} juillet, absent de la scène publique, à trois jours du second tour de l'élection présidentielle, mercredi 3 juillet, cruciale pour lui comme pour le pays. Mais ses assistants, comme les médias, ont tout fait, semble-t-il, avec assez de succès, pour que les électeurs ne le sachent pas, ou n'y accordent qu'une attention minime. Le président sortant, âgé de soixante-cinq ans, est apparu la dernière fois en public mercredi 26 juin, le visage à nouveau bouffi et pâle, comme lors de son unique voyage en province de l'entre-deux-tours, il y a une semaine. Ses brèves apparitions, vendredi et samedi à la télévision, entouré de trois assistants et de sa fille, Tatiana Diatchenko, puis d'un seul de ses assistants, soulèvent plus de questions qu'elles n'en résolvent : rien ne prouve que ces apparitions aient bien été filmées les jours indiqués, alors que Boris Eltsine y est montré parlant sans problème avec ses interlocuteurs, malgré son « extinction de voix » officielle. La voix d'un commentateur recouvrant la conversation.

Toutes les activités du président sortant programmées entre jeudi 27 juin et lundi 1^{er} juillet ont été annulées. Dimanche, il ne s'est pas rendu à la fête du quotidien *Moskovski Komsomolski*, journal favori des jeunes (lire ci-dessous). Une réunion prévue au Kremlin avec, notamment, l'opposant démocrate Grigori Iavlinski, arrivé quatrième au premier tour du 16 juin, n'a pas eu lieu non plus. Plus grave, une rencontre prévue lundi au Kremlin

entre les présidents d'Ukraine et de Moldavie pour la signature de textes sur la fin du conflit de Transnistrie, qui était appelée à avoir une grande résonance en termes de propagande, a aussi été annulée lundi matin, qui plus est sans raison officielle. Certains signes montrent, en outre, que tout a été organisé pour que les activités ultérieures de M. Eltsine puissent aussi être annulées jusqu'au jour de l'élection.

Le jugement du G7

Les membres du G7 ont adressé samedi 29 juin, à la clôture de leurs travaux à Lyon et en présence du premier ministre Viktor Tchernomyrdine, un ultime *satisfecit* à Boris Eltsine. A la veille du deuxième tour de l'élection présidentielle russe, Jacques Chirac a observé que la Russie « donnait des signes de santé (économique) qui s'améliorent sensiblement ». « Viktor Stepanovitch Tchernomyrdine m'a fait part de sa conviction que Boris Nikolaïevitch Eltsine serait réélu », a poursuivi Jacques Chirac. Invité à Lyon, le directeur général du Fonds monétaire international, Michel Camdessus, a assuré que la Russie, en dépit de quelques largesses de campagne électorale, avait tenu tous ses engagements à l'égard du FMI. « La performance de la Russie est une bonne performance (...). Cela augure bien de l'avenir », a ajouté M. Camdessus. — (Corresp.)

L'agence de presse officielle Interfax, en effet, diffusé dimanche soir un long entretien du président, précisant qu'il s'agit « apparemment du dernier avant le 3 juillet ». Outre le fait qu'un tel entretien est exceptionnel — Boris Eltsine a toujours communiqué ses messages importants et moins importants à la télévision —, les réponses du président balayaient tous les aspects de sa politique et visaient à satisfaire, en une seule fois, tous les courants de l'électorat. Alors que sa campagne durant le premier tour était caractérisée par le soin mis à séparer ses « cibles », cet entretien semble ain-

si remplacer le discours télévisé à « la nation » que Boris Eltsine devait prononcer lundi, dernier jour autorisé pour faire campagne. Interrogé par le quotidien de langue anglaise *The Moscow Times*, le rédacteur de service dimanche soir à Interfax n'a pas su dire si le vice-président de l'agence, Viatcheslav Terekhov, qui a « ramené le texte de l'interview et s'est mis à le taper très vite avant de partir à la datcha », avait pu voir le président.

Une mission dont est d'ores et déjà chargé le premier ministre actuel, Viktor Tchernomyrdine, l'homme qui assume, selon la Constitution, l'interim de la présidence en cas « d'incapacité prolongée » du titulaire.

Sur la question de la Tchétchénie, où les négociations n'ont repris que pour en constater l'impasse, rien de neuf n'est proposé. L'interim n'a pas été oublié, avec le rappel du nombre d'espions arrêtés en 1995 et d'autres déclarations sévères sur l'OTAN, les Bos Kouriles ou la mer Noire. Le tout s'achevant par un appel prévisible à « cesser de diviser le pays en Blancs et Rouges », alors que sa campagne fut tout entière vouée à faire resnaître les peurs du passé, en assurant les communistes actuels aux maîtres des goulags.

Cette tactique a payé et beaucoup de journalistes russes se disent convaincus que la liberté de la presse disparaîtra avec une victoire de Guennadi Ziouganov. Les journaux « libéraux » de lundi ne parlent donc pas de la « fatigue » du président. La veille, le présentateur-vedette de la chaîne NTV a donné l'information par une incise dans une phrase sur les activités du président. Etrangement, la presse communiste n'en parle pas non plus. Selon la loi électorale russe, un forfait de Boris Eltsine avant le second tour provoquerait un simple report de celui-ci, qui se déroulerait alors entre les candidats arrivés en deuxième et troisième place du premier tour, MM. Ziouganov et Lebed. Sa disparition après le scrutin provoquerait une nouvelle élection dans un délai de trois mois.

Sophie Shihab

« Eltsine, malade ? Mais non, je viens de le voir à la télévision ! »

MOSCOU

de notre correspondant

« Eltsine, malade ? Mais non, c'est un nouveau truc. Il se cache. Il sait qu'on en a assez de le voir, qu'on ne veut pas voter pour lui. Il laisse Lebed faire sa campagne », assure Iouri, cinquante ans, qui de toute façon n'a pas l'intention de voter pour le président russe. Même les électeurs communistes ne sont pas choqués, quand ils l'ont remarqué, par l'absence de la scène publique de Boris Eltsine depuis quatre jours. « Eltsine, malade ? Mais non, je viens de le voir à la télévision ! », s'exclame Vassili, vingt-neuf ans.

L'immense majorité des électeurs russes semblent n'avoir rien remarqué du tout. Pour une simple raison : tout le long du week-end, les journaux télévisés, tous au service du pouvoir, ont donné l'impression que le président était un hyperactif. « Le président a signé un ou-kase », annonce à plusieurs reprises la présentatrice de la chaîne d'Etat ORT ; « Le président a donné une interview à l'agence Interfax », annoncent, en chœur, dans la soirée de dimanche, les télévisions. Toutes ces « activités » sont illustrées d'images du président, certes muettes, anciennes ou non datées. Mais personne ne semble voir la différence.

Les mauvais signes sont tout simplement ignorés. Aucune télévision ne dit que Boris Eltsine a annulé, dimanche, son apparition programmée à la fête du quotidien *Moskovski Komsomolski*. Au service de presse de la présidence, on joue l'étonnement. « Mais le président n'avait jamais prévu d'y aller ! », assure un porte-parole. Pourtant, c'est ce même service de presse qui avait annoncé la participation de Boris Eltsine à ce festival électoral. Les télévisions ne diffusent pas non plus les remarques acides de Guennadi Ziouganov, l'adversaire communiste du second tour, sur la santé du président. Même les vœux de rétablissement de Bill Clinton sont passés sous silence.

Au stade Loujniki, à l'ouest de la capitale, à la fête de *Moskovski Komsomolski*, le maire de Moscou, Iouri Loujkov, anime le rassemblement à la place du président, dont il est un puissant allié. Certains jeunes, ceux qui ne sont pas venus pour la musique ou pour s'amuser, sont déçus de l'absence de Boris Eltsine. Mais ils ont toujours l'intention de voter pour lui, mercredi 3 juillet. « On ne veut pas de Ziouganov », le candidat communiste, expliquent-ils. « Même si Eltsine est mort, tous ceux qui voulaient voter pour lui vont le faire. Ils ne veulent pas des communistes », estime Anna, une intel-

lectuelle de Moscou. Absent, Boris Eltsine reste omniprésent. Des ballons publicitaires appellent à voter pour lui. Et même une statue de Lénine, coiffée d'un chapeau en papier, a été affublée d'une pancarte demandant de voter pour le président.

Beaucoup de Russes ont passé, comme d'habitude, ce week-end ensoleillé à la datcha et ne sont au courant de rien. Il n'y a que les journalistes et les ambassadeurs pour quetter le moindre signe de vie du président russe. Et pour trouver inquiétants tous les signaux « rassurants » diffusés par la chaîne privée NTV, passée au service du pouvoir, ont préféré ignorer le sujet, samedi soir. Le nouvel allié du président russe, le général Alexandre Lebed, y a fait son entrée dans le rôle d'un « Terminator » envoyé du futur pour sauver la Russie. Il a affronté un Guennadi Ziouganov en robot, envoyé du passé par Staline pour sauver le communisme. La scène s'est terminée par un Boris Eltsine embarrassé par son sauveur et demandant au Lebed-Terminator : « Vous êtes venu pour rester ? »

Jean-Baptiste Naudet

Les islamistes turcs présentent un programme modéré de gouvernement

ISTANBUL

de notre correspondant

La question kurde, sous la forme d'un attentat-suicide commis, dimanche 30 juin, par une jeune femme, qui a tué six soldats et blessé une trentaine d'autres personnes dans la ville sud-ana-tolienne de Tunceli, s'est une nouvelle fois imposée comme étant le plus grave problème auquel le gouvernement turc sera confronté, un jour après que le nouveau premier ministre, Necmettin Erbakan, eut présenté son programme d'action, en compagnie de sa partenaire, Tansu Ciller. Cet attentat, particulièrement alarmant puisque la méthode du commando kurde est utilisée pour la première fois depuis le début du conflit kurde, aurait été revendiqué par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), selon la presse turque.

Le protocole de coalition signé par le Parti de la prospérité (RP) islamiste, la formation de M. Erbakan) et le Parti de la juste voie (DYP, de M^{me} Ciller) ne contient

aucune solution miracle pour mettre fin au conflit. Le gouvernement, qui s'est engagé à poursuivre la lutte contre le « terrorisme », a tout au plus mentionné de tenir compte de « dimensions spirituelles et psychologiques » dans la lutte contre le PKK.

Apparemment aussi prudent que pragmatique depuis son arrivée au pouvoir, le dirigeant islamiste Necmettin Erbakan a présenté un programme modéré, dans lequel ne figure aucun des projets radicaux de sa campagne électorale. Economie libérale, privatisation, encouragement aux investissements étrangers : les thèmes mentionnés paraissent être une reprise directe des gouvernements conservateurs précédents. La majeure partie de l'économie et plusieurs ministères importants demeurent d'ailleurs entre les mains du DYP de M^{me} Ciller.

En politique étrangère, M. Erbakan a mentionné que son pays développerait ses contacts avec les

pays islamiques et ceux d'Asie centrale — chers à son parti — tout en maintenant ses liens avec l'Occident. Le premier ministre a affirmé que le gouvernement respecterait tous les engagements internationaux pris par la Turquie, mais a souligné qu'il ne permettrait pas que « les intérêts de la Turquie soient mis à mal ». Pour ce qui concerne l'union douanière avec l'Europe, à laquelle le RP s'opposait, le gouvernement a promis d'appuyer tous les changements législatifs nécessaires pour permettre le succès de cet accord.

Malgré les garanties introduites dans le document pour rassurer ceux qui perçoivent le RP comme une menace pour le régime laïque, la nouvelle coalition fait face à une presse hostile et à une forte opposition. « Nous faisons tout ce que nous pouvons pour empêcher le gouvernement d'obtenir le vote de confiance », a déclaré Ismet Sezgin, à la tête d'un groupe de dissidents au sein du DYP. De leur côté, les responsables de gauche ont ap-

pelé les défenseurs de la laïcité à s'opposer au gouvernement.

Les réactions ne sont cependant pas toutes négatives. Après des mois d'incertitude, une partie de l'opinion publique est soulagée d'avoir enfin un gouvernement, quel qu'il soit. D'autres perçoivent même l'arrivée des islamistes au pouvoir comme un test que la démocratie turque semble avoir passé avec succès. « Le 28 juin 1996 marque le jour où nous avons été délivrés, d'un seul coup, de deux craintes, deux phobias qui planaient constamment sur la Turquie : « Refah va venir », l'armée va venir », écrit l'éditorialiste Gülay Gökalp, dans le quotidien *Yeni Yüzyil*. Même l'ancien chef d'état-major Dogan Güres, député DYP, qui paraît récemment de coup d'Etat en cas de gouvernement islamiste, a changé d'avis. « Pour l'instant, la composition du cabinet ne me paraît pas mauvaise », a-t-il déclaré au quotidien *Hürriyet*.

Nicole Pope

L'opposition démocratique remporte les élections en Mongolie

ULAN BATOR. Pour la première fois en Asie, un régime hérité de l'ancien système communiste a perdu le pouvoir dans des élections libres. Le Parti populaire révolutionnaire mongol (PPRM), qui, durant soixante-dix ans, avait dirigé une « démocratie populaire » inféodée à l'URSS, était parvenu à se maintenir au pouvoir par une démocratisation effective des institutions. Dimanche 30 juin, il n'a pourtant obtenu que 23 des 76 sièges du Grand Khoural d'Etat, ou chambre législative. L'Union démocratique, qui fédère les deux principaux mouvements d'opposition (Parti national et Parti social-démocrate), remporte les élections en s'assurant de 48 sièges. Le pays, qui avait été le premier parmi ceux d'Asie vivant sous dictature communiste à rompre avec ce système, n'a pas grande influence dans la région. Mais l'effet psychologique de la démocratisation mongole a toujours pesé lourd dans la conscience des pouvoirs communistes d'Asie, notamment chinois, qui misent sur leur spécificité culturelle pour justifier leur refus d'évoluer. Pékin, pour qui tout exercice de démocratisation est lourd de menaces, avait accueilli d'un œil soupçonneux les premières élections libres mongoles, organisées en 1992, même si le PPRM avait alors remporté 70 des 76 sièges. — (Corresp.)

Un des assassins de l'écologiste brésilien Chico Mendes a été arrêté

RIO DE JANEIRO. La police brésilienne a capturé, dimanche 30 juin, Darli Alves, condamné en 1990 pour avoir commandité l'assassinat, en 1988, du célèbre écologiste Chico Mendes. Grand propriétaire terrien, Darli Alves avait été condamné avec son fils Darci, en 1990, à dix-neuf ans de prison, mais tous deux avaient réussi à s'enfuir de la colonie pénale de Rio Branco (capitale de l'Acre), grâce à des complicités policières. L'écologiste Chico Mendes, célèbre dans le monde entier, avait organisé la résistance au déboisement incontrôlé de la forêt amazonienne pratiqué par les propriétaires fonciers de la région. Avec d'autres « seringueiros » (récolteurs de latex), il empêchait les fermiers de transformer la forêt en pâturages destinés à l'élevage, s'attirant les foudres des « fazendeiros » (grands fermiers) locaux. La condamnation de ses assassins, qui, pour la première fois, remettaient en cause l'impunité des meurtriers de travailleurs ruraux, avaient été considérée comme « exemplaire » par le ministre de la justice de l'époque. — (AFP.)

Les partisans de Carlos Menem perdent la mairie de Buenos Aires

BUENOS AIRES. Le gouvernement de Carlos Menem a subi, le 30 juin, un dur échec au cours d'une élection, considérée comme historique, où, pour la première fois, les habitants de Buenos Aires élisent leur maire, jusqu'à présent désigné par le chef de l'Etat. Le candidat de l'opposition radicale, Fernando de la Rúa, l'a emporté avec près de 40 % des voix. Jorge Domínguez, l'actuel maire justicialiste (peroniste) de Buenos Aires, n'est arrivé qu'en troisième position derrière le candidat de l'Alliance de gauche (Frepaso), Norberto La Porta.

Plus de deux millions et demi de citoyens ont également élu soixante législateurs chargés de rédiger, avant le 6 octobre, le nouveau statut de la capitale. Celle-ci aura désormais un gouvernement autonome à mi-chemin entre une municipalité et une province fédérale. Alors que la pauvreté et le chômage sont en hausse dans tout le pays, y compris à Buenos Aires, la victoire de M. de la Rúa, avocat de cinquante-sept ans, redore l'image de l'Union civique radicale (UCR), ternie par des scandales de corruption impliquant plusieurs de ses dirigeants. « La capitale, a déclaré le président Menem, n'est pas représentative de l'ensemble de l'Argentine. » — (Corresp.)

Olafur Ragnar Grimsson élu nouveau président d'Islande

REYKJAVIK. Olafur Ragnar Grimsson, cinquante-trois ans, a été élu, samedi 29 juin, président de la République islandaise, au suffrage universel à un tour, avec un peu plus de 40 % des voix. Cette élection peut être considérée comme un tour de force dans la mesure où Olafur Ragnar Grimsson a récemment quitté la direction de l'Alliance du peuple, parti qualifié, il y a peu, de communiste, et que son parti ne recueille que 14 % des voix et qu'il militait pour la sortie de l'île de l'OTAN. Il succède à ce poste à Vigdís Finnbogadóttir, qui, au terme de quatre mandats de quatre ans, ne se représentait pas. Fils d'un coiffeur d'une ville de l'ouest du pays, le nouveau président a fait ses études supérieures en Grande-Bretagne avant de devenir professeur de sociologie à l'université d'Islande. Sa carrière politique a été assez sinuante, puisqu'il occupa des postes importants dans trois partis différents. Ministre des finances entre 1988 et 1991, Olafur Ragnar Grimsson a été le père du redressement financier de l'Islande. — (Corresp.)

Constantin Simitis succède à Andréas Papandréou à la tête du Parti socialiste grec

ATHÈNES. Les socialistes grecs ont choisi, dimanche 30 juin, de tourner la page Papandréou en élisant, à l'issue d'un congrès houleux, le premier ministre Costas Simitis à la tête du Pasok, le Parti socialiste au pouvoir. M. Simitis, chef de file du courant européen et rénovateur du Pasok, a recueilli 54 % des voix des 5 200 délégués, devant son adversaire, Alexis Tsouatzopoulos, ministre de l'Intérieur, homme d'appareil et fidèle du dirigeant disparu une semaine plus tôt. Les débats ont été dominés par de durs affrontements qui laisseront leurs traces au sein de la formation. M. Simitis aura dû mal à rassembler les diverses tendances et à moderniser le parti, profondément marqué par la forte personnalité d'Andréas Papandréou et sa politique nationaliste et populiste. Le chef du gouvernement a lancé un appel à tous les militants socialistes pour qu'« à partir de lundi ils avancent tous ensemble, unis pour la victoire ». — (Corresp.)

مكتبة الأمل

L'opposition algérienne stigmatise les mesures proposées par le président Zeroual

Les principaux partis politiques restent cependant divisés sur l'attitude à adopter

Initialement prévue pour le début du mois de juillet, la seconde phase du « dialogue national », entre le pouvoir et l'opposition, ne devrait vraisemblablement pas commencer avant l'automne, selon des sources concordantes à Alger. Selon la présidence, le mémorandum contenant le train de réformes en-

visagées par le président Liamine Zeroual a reçu l'aval de 58 % des personnalités consultées. Un chiffre contesté par la plupart des dirigeants de la

classe politique. Dimanche 30 juin, Cheikh Sahnou, considéré comme le « patriarche » de l'islam en Algérie, a été blessé dans un attentat.

LA SITUATION politique apparaît de nouveau bloquée à Alger. Le programme de réformes « pour mettre fin à la violence », que Liamine Zeroual avait proposé à quel- que 199 personnalités et chefs de partis, a été plutôt fraîchement ac- cueilli et l'opposition monte au créneau. Ne faisant pas de détail et mettant sur un même pied d'égalité personnalités politiques et re- présentants de la société civile, as- sociations et formations politiques, la présidence, dans un communi- qué, a estimé à 58 % les réponses favorables aux propositions conte- nues dans le mémorandum, sou- mis, le 11 mai, aux différents par- ticipants aux rencontres bilatérales du « dialogue national ». Pour la présidence, l'approbation globale du document doit ouvrir la voie à une seconde phase du « dialogue », portant sur les modalités pratiques d'application. Mais les groupes qui approuvent ou désapprouvent ne sont pas identifiés, ce qui rend im- possible l'évaluation du poids réel de l'opposition.

Le président Zeroual avait pro- posé d'organiser des élections lé- gislatives et communales, respecti- vement au premier et au second semestre 1997, après un référen- dum sur une révision de la Consti- tution, avant la fin de l'année, et une conférence nationale avant la fin de l'été.

La majorité des partis conteste l'analyse arithmétique de la pré- sidence, estimant que les avis des principales formations ont été « dilués » parmi ceux de personna- lités et d'associations choisies en raison de leur sympathie pour le pouvoir. L'opposition est persuadée que l'on cherche, ainsi, à lui forcer la main, dans la perspective de l'ouverture de la seconde phase du dialogue national. Mais là s'ar- rête l'unanimité.

Les formations politiques appré- cient, en effet, différemment la dé- marche préconisée par le chef de l'Etat pour mettre sur rails son plan de réformes constitutionnelles. Le Front des forces socialistes (FFS), qui a rejeté catégoriquement le mémorandum en soulignant que les propositions présidentielles équivalaient à une « dictature in- stitutionnelle », réclame toujours l'ouverture d'une vraie consulta- tion entre les militaires et les forces représentatives du pays, en préa- lable à toute procédure électorale.

SILENCE DE LA PRÉSIDENT

Pour sa part, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) rejoint, implicitement, les positions de son grand rival et a appelé à une « mise en échec » de la démarche du pouvoir. Quant au Front de libération nationale (FLN), il est tiraillé entre plusieurs

courants qui se livrent une sourde et âpre lutte. Il est actuellement en pleine reprise en main et remise « en état » par son secrétaire gé- néral, Boualem Benhamouda, qui bat le rappel des ex-organisations de masses, en espérant un retour à l'âge d'or du parti unique. Le FLN

de 1989 dont il conteste le bien- fondé. Bien qu'absent de l'actuel débat politique, pour cause de dis- solution, le Front islamique du sa- lut (FIS) a quand même fait connaître sa position : rejet pur et simple du texte présidentiel, dont les propositions, selon lui, sont

Attentat contre un dirigeant islamiste

Cheikh Ahmed Sahnou, 89 ans, proche des dirigeants de l'ex-Front islamique du salut (FIS) et considéré comme l'un des figures les plus illustres de l'islam en Algérie, a été blessé par balles, dimanche 30 juin, par deux inconnus, dans sa mosquée d'El Arkam, à Birmandjels, dans la banlieue sud d'Alger. La vie de l'imam ne serait pas en danger, selon le ministère de l'intérieur. Président de la Ligue de la daawa (prédica- tion) islamique, creuset de tous les mouvements islamistes algériens, Cheikh Sahnou vivait dans la discrétion depuis plusieurs années, mais restait une personnalité respectée. Son mouvement, qui regroupait beaucoup d'intellectuels, voulait fédérer toutes les tendances is- lamistes, notamment l'ex-FIS et MSI-Hamas. Cheikh Sahnou avait présidé, en 1991, le comité de soutien aux dirigeants du FIS, dont Abas- si Madani et Ali Benhadi, qui venaient d'être arrêtés. Il ne s'est jamais prononcé sur les violences qui déchirent le pays depuis 1992.

semble avoir perdu de son mor- dant dans l'opposition. Ses prin- cipaux dirigeants pratiquent l'art de la nuance, partagés entre le « oui mais » et le « non mais ».

Enfin, pour le Mouvement de la société islamique (MSI-Hamas) de Cheikh Mahfoud Nahmah, le prin- cipal point de désaccord portait sur la révision de la Constitution

« avant tout destinée à légaliser le coup d'Etat [de janvier 1992] ».

Liamine Zeroual, pour sa part, observe, se tait et... gagne du temps. Face à une opposition qu'il a réussi à fragiliser et à désunir, il garde en mains les principaux atouts d'un jeu dont lui et les siens continuent à dicter les règles. Selon de nombreux analystes algé-

riens, les consultations politiques et les rééditions du « dialogue na- tional » ne sont destinées qu'à vo- luer une démarche autoritaire. Ce ne serait qu'un geste pour obliger l'opposition à aller, bon gré mal gré, à Canossa, sans perdre la face. Les militaires dissimulent, de moins en moins, leur peu de goût à négocier avec elle. Ils estiment être les mieux placés pour sauver le pays de la débâcle.

L'extrême brutalité avec laquelle ils gèrent le dossier sécuritaire et leur volonté de poursuivre sans état d'âme leur tentative d'« éradi- cation totale » des terroristes et de la mouvance islamiste radicale les empêchent, si toutefois ils en avaient réellement l'envie, de li- cher du lest vis-à-vis du monde po- litique, de crainte de miner de l'in- térieur l'édifice qu'ils s'attachent à construire depuis janvier 1992.

Sur le terrain, les affrontements entre les forces gouvernementales et les groupes islamiques armés se poursuivent toujours. Ainsi, selon le quotidien privé *La Tribune*, les forces combinées de l'armée et de la gendarmerie, appuyées par des hélicoptères, ont engagé depuis, jeudi 27 juin, une opération à Tak- hroukht, en Kabylie, où les groupes islamistes ont multipliés les opérations.

Ali Habib

La baisse des exportations risque de ralentir la croissance chinoise

LA BAISSSE des exportations en Chine au cours des cinq premiers mois de l'année risque de réduire la croissance de la production en 1996 et de provoquer une hausse du chômage. Selon les douanes, les ventes à l'étranger ont atteint 51,7 milliards de dollars de janvier à mai, soit une baisse de 7,1 % par rapport à la même période de 1995. Sur l'ensemble de 1996, le recul pourrait atteindre 5 %, alors que depuis le début des années 90, les exportations avaient progressé de 19 % en moyenne.

Cette baisse touche particulière- ment les produits phares des ex- portations, comme les textiles, pour lesquels la chute atteint 23,3 %, les « produits touristiques » et les sacs », ainsi que les ma- chines. Elle pourrait, selon des économistes chinois, avoir un effet dépressif sur la croissance : Zhao Fuping, du Centre de recherche sur le développement, organisme dé- pendant du Conseil d'Etat, estime à 1,5 point le recul sur 1996. En ef- fet, la progression de l'économie chinoise depuis près de quinze ans a été construite sur le développe- ment des exportations, en par- ticulier dans des secteurs comme le textile-habillement, qui représen- tait un tiers des exportations, et di- vers produits manufacturés (notamment le petit électroménager) où la Chine a pris le relais de l'Asie du Sud-Est.

DÉBUT DE SATURATION

La baisse enregistrée résulte, selon les spécialistes cités par le *China Daily Business Weekly*, de la réduction des exonérations fiscales accordées aux entreprises publiques exportatrices. L'économiste Qiu Xihou propose donc d'évaluer les possibilités d'exportation pour les entreprises privées. Mais, selon certains experts étrangers, elle pourrait aussi traduire un phéno- mène plus grave : un début de sa- turation des capacités de vente sur les marchés extérieurs dans cer- tains secteurs. Déjà, la croissance des exportations chinoises vers les pays industrialisés depuis 1989 s'était accompagnée d'une baisse de celles en provenance des « nou- veaux pays industriels », la Corée, Singapour, Taiwan et Hongkong. « Depuis le deuxième semestre de 1995, le marché mondial est saturé de produits chinois bon marché. On peut se demander combien il peut encore en absorber », déclarait au début de l'année Joe Zhang, un des responsables de *Economist Unit* à Hongkong.

Le ralentissement de la crois- sance chinoise pourrait alors, s'il se confirmait, dépasser l'« atterrissage en douceur » espéré, consistant à revenir progressivement d'un taux de 13,4 % en 1993 à une croissance moyenne de l'ordre de 8 % à 9 % jusqu'à la fin du siècle, de façon à éviter la surchauffe, qui s'était tra- duite par une hausse des prix de quelque 22 % par an entre 1992 et 1994, mais aussi le coup de frein brusque de 1989-1990. Mettant en cause la croissance incontrôlée des investissements, le gouvernement a restreint sévèrement le crédit.

Cette politique a effectivement ramené l'inflation à un peu plus de 10 % en glissement annuel à la fin de 1995. Mais le ralentissement des investissements, en dépit d'un lé- ger relâchement du crédit, a commencé à inquiéter certains économistes. Pour Wu Jinglian, chercheur au Centre de développe- ment, on est « allé trop loin ». Zhang Jingping, du Bureau des sta- tistiques, avait même que les der- niers chiffres soient connus, esti- mait que la croissance pourrait tomber à 7 % en 1996 (contre un objectif officiel de 8 %). Or le ralenti- ssement de la croissance entraine- rait aussi celui des créations d'emplois, un risque majeur pour la Chine. La Commission d'Etat au Plan estimait qu'il fallait créer 180 millions d'emplois sur les quatre années 1996-2000 pour ab- sorber à la fois les jeunes arrivant sur le marché du travail et les pay- sans quittant la terre. Or en 1990-1994, l'économie chinoise n'en a créé que 64 millions.

Jean-Claude Pomonti

Guy Herzig

Interrogations et critiques aux Etats-Unis après l'attentat en Arabie saoudite

WASHINGTON

de notre correspondant

Après le choc causé par l'attentat du 25 juin contre les forces américaines stationnées en Arabie saoudite, après l'émotion sus- citée par le rapatriement des corps des dix-neuf victimes et le retour de douzaines de blessés, l'heure des questions a sonné aux Etats-Unis : comment maintenir dans le Golfe un dispositif américain dans un envi- ronnement politique et religieux de plus en plus difficile ?

La nécessité de cette présence militaire pour défendre la stabilité d'une région qui abrite la majeure partie des réserves mon- diales de pétrole n'est pas, pour l'instant, remise en cause aux Etats-Unis. On a générale- ment conscience, depuis la guerre de Golfe, que des « intérêts nationaux vitaux » sont en jeu, selon l'expression consacrée pour justi- fier le déploiement de troupes à l'étranger. Mais le maintien de ces troupes deviendrait plus difficile à accepter s'il s'agissait que le coût humain en était trop élevé. La question de savoir si l'attentat de Dhahran aurait pu être évité et surtout s'il est possible d'en évi- ter d'autres, prend donc là toute son impor- tance. Et c'est en tentant d'y répondre que l'administration américaine a révélé au public des aspects des relations américano-sau- ditiennes qui augurent mal de l'avenir.

Le commandant des forces aériennes amé- ricaines à Dhahran, le général Schwalbe, a ainsi affirmé à la presse américaine qu'à deux

reprises depuis le premier attentat, en no- vembre, à Riyad (sept morts, dont cinq Amé- ricains), les autorités saoudiennes avaient refusé d'accéder à la requête américaine d'élargir le périmètre de sécurité autour du quartier de logements qui a été la cible de l'attentat du 25 juin. Or si, comme le souli- gnait dimanche le *New York Times* dans un vi- rulent éditorial intitulé « Incompétence fatale à Dhahran », les barrières de béton avaient été situées à 120 mètres des immeubles oc- cupés par les militaires américains et non pas à 35, l'explosion du camion piégé aurait sans doute été moins meurtrière. Parallèlement, de sources officielles américaines - mais an- onymes -, on a rapporté que les enquêteurs du FBI et du Pentagone, dépechés à Riyad après l'attentat de novembre, n'avaient pas été au- torisés par les Saoudiens à interroger les quatre auteurs présumés, des musulmans sunnites saoudiens, décapités le 31 mai après des aveux télévisés, qualifiés de « surréa- listes » par des observateurs occidentaux. Ce manque de coopération de la part des au- torités saoudiennes a renforcé les soupçons des Américains, selon lesquels, vraisemblable- ment, les responsables de l'attentat courent toujours, libres d'en commettre un deuxième.

Les dirigeants américains ont, certes, une idée assez claire du dilemme devant lequel se trouvent les Etats-Unis en Arabie saoudite : s'imposer en force au risque de fragiliser un peu plus le régime saoudien et d'accroître le

sentiment antiaméricain dans le pays qui abrite les lieux saints de l'islam ; ou bien mé- nager les susceptibilités des Saoudiens, au risque de ne pas avoir la latitude souhaitée pour la sécurité du personnel américain. Les fautes de plus en plus apparentes au sein du régime saoudien, tant politiques qu'écono- miques, ont conduit l'administration Clinton à privilégier la seconde solution, partant du principe que les relations américano-sau- ditiennes ne sont pas à sens unique. « Nous ne faisons pas une faveur aux Saoudiens en étant là-bas », a déclaré le secrétaire à la défense Wil- liam Perry au *New York Times*, et il ne nous faut pas une faveur en nous permettant de res- ter chez eux. Nous estimons de part et d'autre que cela contribue à la stabilité de la région. »

SUBTILITÉ DIPLOMATIQUE

Ce type de subtilités diplomatiques est ce- pendant délicat à expliquer au public, à l'heure où reviennent les cercueils. Le pré- sident Clinton ne s'y est pas risqué, dimanche 30 juin, lors d'une étonnante visite aux deux bases aériennes de Foudou dont dépendaient les victimes de l'attentat de Dhahran, et où il s'est contenté de promettre que l'Amérique tiendrait tête au terrorisme. Mais à moins de progrès rapides dans l'enquête, cette attitude risque de laisser une impression d'impu- sance qui peut coûter cher au chef de l'exé- cutif américain en période électorale, comme certains de ses prédécesseurs en ont déjà fait l'expérience. Le sénateur républicain Arlen

Spector, qui préside la commission sénato- riale du renseignement, menace déjà de de- mander la démission de William Perry sur les questions soulevées par l'attentat de Dhah- ran restent sans réponse.

En dehors de la scène politique, le débat sur le rôle des Etats-Unis au Proche-Orient, à la lumière de la dégradation de la situation en Arabie saoudite, à Bahreïn, et du change- ment de gouvernement en Israël, est en tout cas lancé parmi les experts : « Compte tenu de l'absence de progrès sur le front israélo-arabe, les Etats-Unis peuvent s'attendre à ce que la détermination des pays de la région à faire face à l'Irak et à l'Iran faiblisse », écrit dans le *Washington Post* universitaire Shibley Telhami ; les gouvernements arabes seront de moins en moins disposés à s'accommoder de la présence américaine ». Chas Freeman, qui fut amba- sadeur américain à Riyad pendant la guerre du Golfe, dénonce, quant à lui, dans les co- lumes du *New York Times*, la politique de double containment de l'administration, consistant à « isoler à la fois l'Irak et l'Iran dans la région, les couper de l'économie et du commerce mondiaux et contrebalancer leur puissance militaire par le déploiement des forces américaines en attendant que Saddam Hussein s'effondre ». Pour M. Freeman, la po- litique du « double containment est une po- litique qui comporte beaucoup de risques et au- cun avantage visible ».

Sylvie Kauffmann

Le PC vietnamien maintient une politique de réformes sous haute surveillance

HANOI

de notre envoyé spécial

Même s'il a été tenté, ces der- niers mois, par un repli sur lui- même, le PC vietnamien peut diffi- cilement abandonner les réformes entreprises voilà dix ans. Sa marge de manœuvre, en la matière, est tributaire de l'assistance interna- tionale et des investissements étrangers nécessaires à la pours- suite des objectifs - jugés raison- nables par les experts étrangers - qu'il s'est fixés : un doublement du niveau de vie en l'an 2000, par rap- port à 1990, et une industrialisation substantielle du pays à l'aube du prochain millénaire.

Voilà sans doute pourquoi la troika d'anciens - dans l'ordre, Do Muoi, Le Duc Anh et Vo Van Kiet -, qui gère le parti depuis 1991, a été reconduite, lundi 1^{er} juillet, à l'issue d'une série d'intenses débats qui ont occupé l'essentiel du mois de juin et dont le huitième congrès du PC a avalisé les résultats. Dans un esprit de monolithisme, de savants dosages ont permis de rassurer à la fois ceux qui s'inquiètent des ef- fets, néfastes à leurs yeux, d'une li- beralisation socio-économique ju- gée trop rapide et ceux qui sou- haient une accélération des ré-

formes économiques afin que le Vietnam commence à combler son retard sur certains de ses voisins.

En d'autres termes, comme beaucoup de pays qui amorcent leur développement, le Vietnam est invité à hypothéquer provisoirement son indépendance écono- mique pour se donner les moyens, plus tard, de la trouver réellement. Au sein d'un PC encore marqué par des années de lutte et une forte tradition marxiste-léniniste, cette gymnastique est difficile à digérer et le glissement vers une économie de marché ne s'opère qu'à pas bé- sants. La notion d'un secteur pri- vé fort est encore rejetée et la pré- dominance du secteur public garde la faveur du PC, même s'il vient d'ajouter un peu d'eau dans son vin à ce propos.

OUVERTURE MAINTENUE

Dimanche, après une petite dia- tribie contre les influences étran- gères prononcée à la tribune par Nguyen Van Linh, ancien secrétaire général du PC (1986-1991), Do Muoi a même pris l'initiative inha- bituelle de se rendre dans les jar- dins de la salle du congrès pour rassurer les journalistes sur la vo- lonté du PC de continuer l'ouver-

ture du pays et la quête - avec dis- cernement, cela va de soi - des investissements étrangers. Il en a fait tout autant lundi matin.

Il n'y aura donc pas de grands changements dans la ligne suivie depuis l'adoption, voilà dix ans, du « renouveau ». Jusqu'à la réunion d'une conférence nationale du parti, fin 1998 ou début 1999, la troika sera chargée, entre autres choses, de calmer le jeu et de préparer sa succession. Les mieux placés sont : le général Le Kha Phieu, chef du département politique de l'armée populaire et promu au politburo seulement en 1994 ; Nong Duc Manh, 55 ans, un ancien forestier qui a étudié à Leningrad, président de l'Assemblée nationale ; et Nguyen Manh Cam, 67 ans, un an- cien ambassadeur à Moscou deve- nu ministre des affaires étrangères en 1992 et membre du bureau po- litique en 1994.

Trois autres personnalités font également partie du peloton de tête du bureau politique : le gé- néral Doan Khue, ministre de la dé- fense, mais, âgé de 72 ans, il pour- rait se retirer dans deux ans ; Phan Van Khai, vice-premier ministre depuis 1991, lequel n'a cependant pas bénéficié d'une promotion et

pourrait ne pas figurer dans le comité permanent de sept membres du politburo ; et Nguyen Tan Dung, 47 ans, nouveau venu qui vient de troquer un vice-mini- stre de l'intérieur contre la respon- sabilité des questions écono- miques et sociales au sein du comité central.

SEUL DE PAUVRE

Cette équipe est le fruit de sa- vants et durs dosages entre ré- gions, tendances politiques, tem- péraments, militaires et civils qui seront complétés lors d'un reme- niement ministériel prévu à la fin de l'année, donc sans attendre les élections législatives de 1997. Le rythme du « renouveau » devrait en être d'autant moins affecté que le PC et l'armée populaire ont éga- lement trouvé leur compte dans un bon équilibre économique sensible sur- tout depuis 1993 : pour deux pas en avant, on continuera de compter un pas en arrière.

Moyennant quoi, les commu- nistes vietnamiens continuent de reconnaître, avec une réelle fran- chise, les insuffisances de leur ges- tion et les retards d'un pays où, disent-ils par exemple, le quart d'une population de 75 millions de

gens vit encore en-dessous du seuil de la pauvreté. Des statistiques pu- bliées à l'occasion du huitième congrès soulignent à la fois stagne- tion des effectifs du PC et leur vieillissement de 1991 à 1995 : un peu plus de deux millions de membres parmi lesquels les moins de trente ans ne représentent plus que 11,6 % du total en 1995 (contre 15,6 % en 1991) et les retraités plus de 27 % (contre 24,5 %). Le seul pourcentage encourageant est ce- lui des diplômés d'études supé- rieures, qui est passé de 10,6 % à 14 %.

Cependant, comme ni tension ni amertume populaires ne sont ap- parents, surtout depuis que les ef- fets du « renouveau » sont sen- sibles, le PC peut continuer, après son étonnant rétablissement de 1990-1991, de naviguer à sa guise pendant quelque temps. Le pari de sa direction est qu'elle peut encore se donner les moyens d'assurer la stabilité et de contrôler suffisam- ment le développement écono- mique pour que l'autorité du parti ne soit pas remise en cause. Dans ces conditions, on ne saurait évo- quer une fin de règne.

Jean-Claude Pomonti

Guy Herzig

مكتبة العمل

La baisse des exportations risque de ralentir la croissance chinoise

La baisse des exportations en Chine risque de ralentir la croissance chinoise, selon les données publiées par le gouvernement chinois. La production industrielle a augmenté de 10,1 % en mai par rapport à la même période de l'année dernière, mais les exportations ont baissé de 1,1 %.

Le ministre de l'Économie, Zhu Rongji, a déclaré que la croissance de la production industrielle était le résultat de la mise en œuvre de la réforme de la structure industrielle. Cependant, la baisse des exportations est une préoccupation majeure pour le gouvernement chinois.

Les données indiquent que les exportations ont baissé de 1,1 % en mai par rapport à la même période de l'année dernière. Cette baisse est principalement due à la réduction des exportations de produits de haute technologie.

Le gouvernement chinois a pris des mesures pour stimuler la demande intérieure et réduire la dépendance aux exportations. Ces mesures incluent la réduction des impôts sur la consommation et la mise en œuvre de politiques de soutien à l'industrie nationale.

ite

Le ministre de l'Économie, Zhu Rongji, a déclaré que la croissance de la production industrielle était le résultat de la mise en œuvre de la réforme de la structure industrielle. Cependant, la baisse des exportations est une préoccupation majeure pour le gouvernement chinois.

Les données indiquent que les exportations ont baissé de 1,1 % en mai par rapport à la même période de l'année dernière. Cette baisse est principalement due à la réduction des exportations de produits de haute technologie.

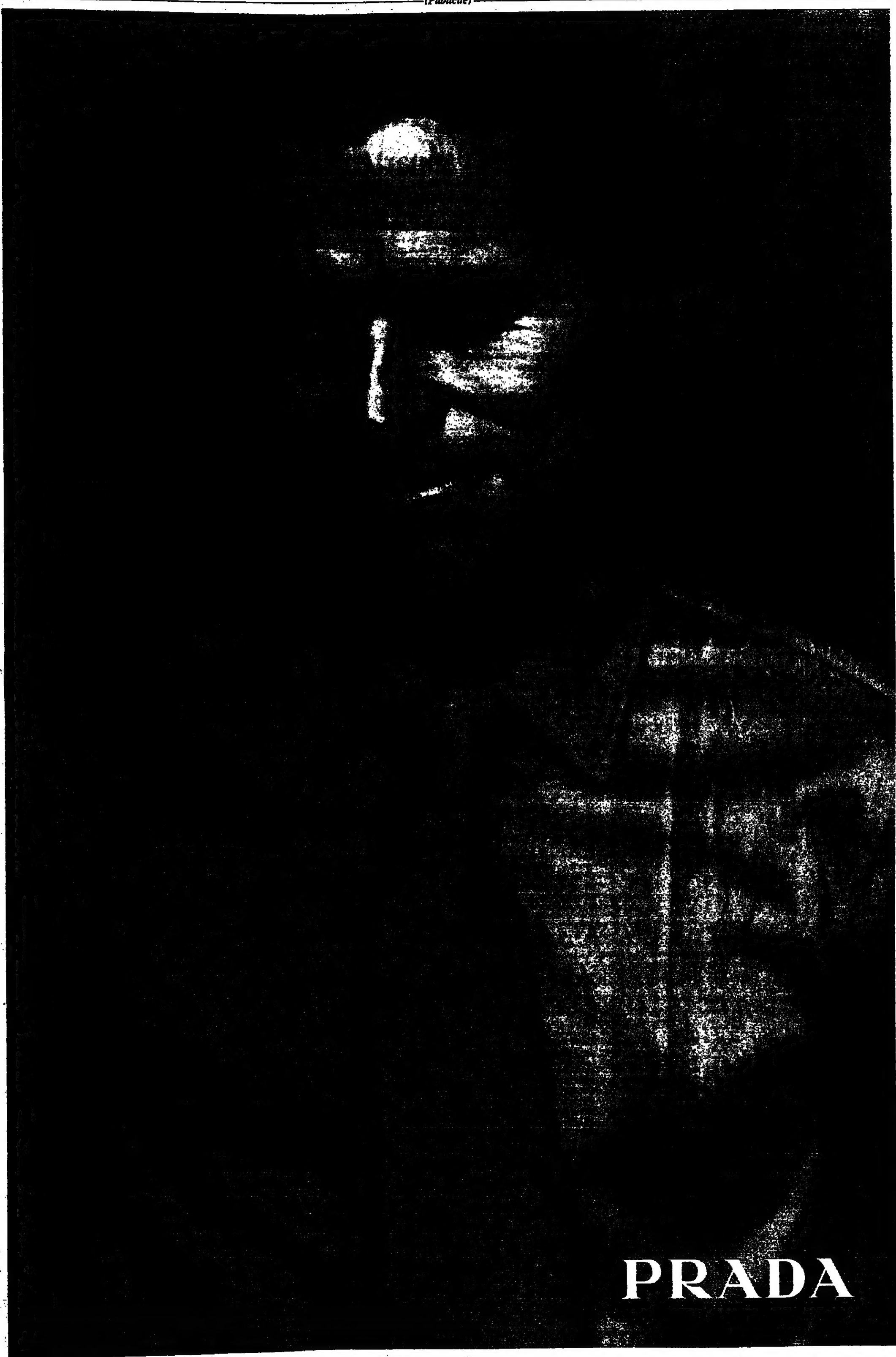
Le gouvernement chinois a pris des mesures pour stimuler la demande intérieure et réduire la dépendance aux exportations. Ces mesures incluent la réduction des impôts sur la consommation et la mise en œuvre de politiques de soutien à l'industrie nationale.

Rance

Le ministre de l'Économie, Zhu Rongji, a déclaré que la croissance de la production industrielle était le résultat de la mise en œuvre de la réforme de la structure industrielle. Cependant, la baisse des exportations est une préoccupation majeure pour le gouvernement chinois.

Les données indiquent que les exportations ont baissé de 1,1 % en mai par rapport à la même période de l'année dernière. Cette baisse est principalement due à la réduction des exportations de produits de haute technologie.

Le gouvernement chinois a pris des mesures pour stimuler la demande intérieure et réduire la dépendance aux exportations. Ces mesures incluent la réduction des impôts sur la consommation et la mise en œuvre de politiques de soutien à l'industrie nationale.



PRADA

JUSTICE La gestion par le gouvernement de l'affaire des HLM de Paris commence à être critiquée au sein même de la majorité. Alain Lamassoure, pourtant porte-parole du

gouvernement, a reconnu qu'il s'était passé quelque chose « d'anormal » entre les policiers et le juge Halphen. Simone Veil a estimé que le refus de collaborer de la

police était « quasiment sans précédent ». Patrick Devedjian a estimé que ce comportement était « illégal » et a rendu Jacques Toubon responsable du classement de l'affaire

de l'appartement du fils de Jean Tiberi. **LIONEL JOSPIN** a profité de la tenue de la convention du PS sur la démocratie pour dénoncer « une affaire d'Etat ». **LE PROCUREUR DE**

PARIS a justifié sa décision de classement en assurant qu'il n'y avait pas « prise illégale d'intérêts » et qu'en outre la réalisation des travaux était couverte par la prescription.

Le parquet classe l'enquête sur l'appartement du fils de Jean Tiberi

Le procureur de la République de Paris estime qu'il n'y a pas prise illégale d'intérêts. Cette décision, comme celle du refus de la police de collaborer avec le juge Halphen, provoque de très vives réactions, non seulement de l'opposition mais aussi d'une partie de la majorité

IL AURA FALLU à peine deux jours au procureur de Paris, Gabriel Bestard, pour classer le dossier de l'appartement HLM du fils de Jean Tiberi. Saisi jeudi 27 juin par le parquet de Créteil, qui lui avait transmis la procédure au nom de la compétence territoriale, le parquet a diffusé, au beau milieu d'un samedi de départ en vacances, un court communiqué indiquant qu'il avait déjà classé ce dossier au mois d'avril et qu'il n'avait pas changé d'avis. « Au terme d'une analyse approfondie des textes et de la jurisprudence en la matière, il a été décidé que la prise illégale d'intérêts ne pouvait entraîner des poursuites pour un tel délit, note-t-il. (...) Après un nouvel examen, aucune suite ne saurait être réservée sur ce point aux faits portés à la connaissance du parquet. »

Depuis la première demande de l'Association pour la défense des contribuables parisiens (ADCP), le dossier s'est pourtant enrichi de nouveaux éléments. Entendu par le juge Halphen, chargé du dossier sur les fausses factures des HLM de Paris, l'ancien directeur général adjoint de l'OPAC, François Ciolina, avait indiqué le 30 mai que d'importants travaux avaient été engagés avant l'entrée dans les lieux de Dominique Tiberi : pose de combi-plancher, refecton des peintures, rénovation des radiateurs et de l'installation électrique. Selon M. Ciolina, la facture s'élevait à environ 1,5 million de francs. Les documents retrouvés par les enquêteurs attestent, pour l'instant, de la réalisation de travaux pour un montant de 230 000 francs.

Dans une ordonnance de soit communiqué transmise le 17 juin au parquet de Créteil, le juge Halphen soulignait que toutes les factures n'avaient pas été retrouvées - obturation de l'escalier, complément de pose de combi-plancher, appareils sanitaires de la salle de bains, aménagement de la cuisine, création de placards - et qu'elles émanaient, pour certaines, de sociétés dont les dirigeants étaient mis en examen dans l'affaire des HLM. Malgré ces éléments troublants, le parquet de Paris ne souhaite pas ordonner d'enquête. « Les dépenses occasionnées pour la remise en état du logement ne sauraient être détachées de l'opération d'attribution principale de celui-ci et constituer en soi une infraction de prise illégale d'intérêts. » De toute façon, « la prescription serait acquise puisque les travaux ont été réalisés depuis plus de trois ans. »

DÉLIT CONTINU
Inscrite, dans le code pénal, au chapitre des manquements au devoir de probité, la prise illégale d'intérêts, consiste, pour un élu, à prendre un « intérêt » dans une opération dont il est chargé d'assurer la surveillance. Un maire qui est l'actionnaire d'une entreprise réalisant des travaux pour la commune s'expose ainsi à des poursuites, tout comme le président d'un conseil général qui dirige un journal accueillant des publicités faites par le département. « Le législateur a voulu éviter que certains ne succombent à la tentation et moraliser la vie publique en opérant une distinction nette entre le pouvoir, les affaires et l'argent », résume Michel Véron, professeur à l'université Paris-Nord dans son livre de droit pénal spécial (éditions Masson/Armand Colin, 333 pages).

Pour que l'infraction soit constituée, il faut, en premier lieu, que l'élu assure la « surveillance » de

l'affaire en question. Dans le cas de Jean Tiberi, la réponse ne fait guère de doute : en tant que président de l'OPAC, M. Tiberi était indéniablement chargé de la surveillance du secteur des HLM. C'est ce que soutient l'ADCP et c'est également ce qu'écrivait le juge Halphen dans son ordonnance du 17 juin. Le parquet de Paris ne conteste d'ailleurs pas cet aspect du dossier.

Il faut, en second lieu, que l'affaire ne soit pas prescrite. Depuis l'entrée en vigueur du nouveau code pénal, en 1994, la prise illégale d'intérêts vise tous ceux qui ont pris, reçu, mais surtout « conservé » l'avantage en ques-

tion. « L'ingérence devient ainsi un délit continu, ce qui permet de réprimer ces agissements, même s'ils sont découverts plus de trois ans après la prise illégale d'intérêts », soulignait la chancellerie dans une circulaire du 14 mai 1993. En vertu de cette interprétation, l'ancien procureur de Paris, Bruno Cotte, avait conclu en 1995 que l'affaire de l'appartement d'Alain Juppé, qui remontait à 1989, n'était pas prescrite. Pour l'attribution de l'appartement HLM de Dominique Tiberi, Gabriel Bestard se range, lui aussi, à cet argument, puisqu'il n'invoque à aucun moment la prescription.

Enfin, il faut que l'élu ait tiré un

intérêt « personnel » de l'opération. Dans un avis rendu en septembre, le Service central de prévention de la corruption notait que ce bénéfice pouvait être « matériel, mais aussi de nature morale ou familiale. Le délit est constitué dès lors que l'auteur a eu un comportement incompatible avec l'exercice désintéressé et impartial de ses fonctions en s'impliquant personnellement, d'une manière quelconque, dans l'affaire soumise à sa surveillance ». Dans son ordonnance du 17 juin, le juge Halphen remarquait que M. Tiberi avait tiré un bénéfice indirect de cette opération : grâce à ce logement HLM attribué de manière préférentielle, Dominique Tiberi a pu mettre en location les appartements dont il était propriétaire et en percevoir les loyers.

Le parquet de Paris a donné une interprétation plus restrictive du texte. Pour Gabriel Bestard, l'intérêt personnel doit nécessairement être celui de l'élu, pas celui de sa famille. « Il apparaît que cette incrimination d'interprétation stricte ne saurait s'appliquer à l'octroi d'avantages fondés sur la seule situation familiale, note-t-il. Il convient que la personne visée ait été partie directement ou par interposition de personnes à l'acte ou à l'opération incriminée. » Le dossier de l'appartement HLM de Dominique Tiberi ayant été classé, ces divergences d'appréciation ne seront jamais tranchées par un tribunal.

O. B. Arne Chemin

« En vertu de sa conscience... »

L'EXERCICE auquel se livre Jacques Toubon sur les classements à répétition et les refus de collaborer de la police avec le juge Halphen, a permis un petit retour en arrière.

C'était au temps où le maire du 13^e arrondissement de la capitale n'était pas encore garde des sceaux mais pousseur de la majorité de gauche à l'Assemblée nationale lors de « l'affaire » de financement du Parti socialiste par Urbatech. C'était le 9 avril 1991. La gauche était au pouvoir. Le juge d'instruction Thierry Jean-Pierre venait d'être dessaisi du dossier, sur pression du ministre de la Justice. M. Toubon accusait alors le gou-

vernement d'avoir « entravé l'action d'un magistrat pour empêcher que la vérité ne se fasse sur les agissements du parti au pouvoir ».

Invité du « Grand-jury RTL-Le Monde », le 28 avril de la même année, il ajoutait : « Si les socialistes depuis deux ans et demi avaient voulu faire la lumière sur le financement des partis, ils n'auraient pas commencé par voter la loi d'amnistie. Ils n'auraient pas essayé de bloquer les instances judiciaires. » Quelques années avant, en 1988, il défendait avec fougue les juges d'instruction, en soulignant que « le rôle du gouvernement, c'est de les protéger ».

Aujourd'hui, M. Toubon refuse de se laisser entraîner dans une discussion d'ordre moral. Tous les textes mais bien que les textes, soutient-il. Député d'opposition, pourtant, il suggère, de concert avec le socialiste Michel Pezet, d'assurer l'indépendance du parquet par rapport au politique : en coupant « les ponts entre les deux ». Le magistrat du parquet, s'il peut « recevoir, affirmer, des instructions de caractère général », relevant d'une politique pénale, doit pouvoir décider « en vertu de sa conscience... »

O. B. Arne Chemin

Jacques Toubon : « Je n'ai aucune opinion à avoir... »

DANS CETTE AFFAIRE, on veut purement et simplement instrumentaliser la justice, faire de la justice de la politique », a déclaré le garde des sceaux, Jacques Toubon, dimanche 30 juin, au « Club de la presse d'Europe 1 ». « Dans les décisions qui sont prises par le parquet sur les affaires qui concernent Paris, comme sur les autres affaires, je n'ai aucune part. C'est clair ! (...) Pourquoi est-ce qu'on ne me croirait pas ? (...) Je viens d'avoir cinquante-cinq ans. (...) Ce n'est pas maintenant que je vais commencer une carrière de tyran ou d'oppression de la justice qui n'est pas l'instrument d'une politique ni d'une morale. »



Lorsqu'on lui a demandé s'il comptait réagir au refus des policiers d'obéir au juge Halphen jeudi, il a répondu que, « comme toute procédure judiciaire, que ce soit le comportement des magistrats ou celui des policiers, c'est à la chambre d'accusation [de la cour d'appel] d'en décider si elle est saisie. (...) En tant que garde des sceaux, je n'ai aucune opinion à avoir sur la manière dont se déroule la procédure d'information dont est chargé à Créteil le juge Halphen. »

Il a dénoncé ceux qui « ont décidé que le juge doit se départir de cette laïcité, de cette neutralité, de cette distance qui est le propre même de la fonction de la justice, qui lui commande de n'appliquer que la loi, sans admettre la pression ni de ses propres opinions, ni de celles qu'on veut lui faire avoir, ni de la censure publique ». « Je souhaite qu'on s'en tienne à une conception de la justice qui n'est pas l'instrument d'une politique ni d'une morale. »

Lorsqu'on lui a demandé s'il comptait réagir au refus des policiers d'obéir au juge Halphen jeudi, il a répondu que, « comme toute procédure judiciaire, que ce soit le comportement des magistrats ou celui des policiers, c'est à la chambre d'accusation [de la cour d'appel] d'en décider si elle est saisie. (...) En tant que garde des sceaux, je n'ai aucune opinion à avoir sur la manière dont se déroule la procédure d'information dont est chargé à Créteil le juge Halphen. »

Gabriel Bestard, spécialiste du « classement sans suite »

GABRIEL BESTARD, procureur de la République de Paris, a succédé le 16 novembre 1995 à Bruno Cotte, invité à quitter ce poste sensible après avoir classé sous condition l'affaire de l'appartement d'Alain Juppé, contraint de démissionner. M. Bestard, qui a commencé sa carrière en 1970 à l'administration centrale du ministère de la Justice, a effectué la totalité de son parcours professionnel au parquet. Depuis 1979, il a été procureur de la République, successivement, à Châlons-sur-Marne, Pau (Pyrénées-Atlantiques) puis Rouen (Seine-Maritime). Il a occupé son premier poste de procureur général, hors hiérarchie, à Fort-de-France, en 1990, avant d'être nommé près la cour d'appel de Rouen en février 1993.

Tres enclin au secret, difficile à influencer selon les magistrats qui l'ont côtoyé, M. Bestard a aussi la réputation d'être extrêmement respectueux des ordres de la hiérarchie. A peine nommé à Paris, il classe sans suite, le 22 novembre, l'affaire du pavillon loué par Jacques Chirac rue du Bac, dans le 7^e arrondissement. Un contribuable contestait l'achat de

cet immeuble par la Ville de Paris, dans le but de permettre à M. et Mme Chirac d'y demeurer, estimant qu'il s'agissait d'une prise illégale d'intérêt (déjà que l'ancien code pénal dénommait « ingérence »).

M. Bestard a ensuite classé l'affaire des employés de maison, payés par la Ville de Paris, mais affectés pendant plusieurs années au domicile personnel de deux anciens ministres RPR, Robert Pandaud et Camille Cabana. Pour des faits comparables, Patrick Balkany, ancien maire (RPR) de Levallois-Perret, a été condamné, par le tribunal de Nanterre, à quinze mois de prison avec sursis et deux ans d'indéligibilité.

Fin avril, M. Bestard classe l'affaire de l'attribution d'un appartement de l'OPAC à Dominique Tiberi, le fils du maire de Paris, dénoncée par l'Association de défense des contribuables parisiens comme une prise illégale d'intérêt. Le délit n'était, selon l'argumentation du procureur, pas constitué. Le même sort a été réservé par lui, samedi 29 juin, à la seconde affaire de « l'appartement Tiberi », celle des travaux faits par l'OPAC dans l'appartement de M. Tiberi fils.

Pascale Sauvage

Les droits et les devoirs des officiers de police judiciaire

LE REFUS D'ASSISTANCE opposé au juge Edic Halphen par le directeur de la PJ parisienne, Olivier Foll, doit être observé à la lumière des textes juridiques fondateurs. Selon le code de procédure pénale, la police judiciaire est exercée sous la direction du procureur de la République et placée sous la surveillance du procureur général dans le ressort de chaque cour d'appel, tandis que la chambre d'accusation exerce un contrôle de l'activité des officiers de police judiciaire (OPJ).

Lorsqu'une information judiciaire est ouverte et qu'un juge d'instruction est saisi, précise de surcroît le code de procédure pénale, la police judiciaire « exécute les délégations des juridictions d'instruction et défère à leurs réquisitions ». Les commissions rogatoires délivrées par le juge d'instruction aux OPJ revêtent alors un caractère impératif, les OPJ étant les délégataires du pouvoir confié par le magistrat instructeur pour effectuer les missions s'inscrivant dans le cours de son dossier.

Dans le cadre d'une commission rogatoire, l'interlocuteur des OPJ est le juge d'instruction, résume un

spécialiste de l'action publique. L'argument de l'évaluation par la hiérarchie des moyens mis à la disposition d'un juge d'instruction peut être recevable pour une opération d'ampleur, nécessitant un grand nombre d'OPJ et des moyens importants, qui serait décidée ex abrupto. Cela ne semble pas être le cas pour une opération ponctuelle, comme celle conduite au domicile de M. Tiberi.

DOUBLE TUTELLE
Dans les faits, les juges d'instruction soucieux de faire avancer leurs enquêtes sont tributaires de l'aide apportée par leurs OPJ. Ceux-ci sont soumis aux pressions croisées d'une double tutelle : d'une part, leur hiérarchie administrative - le ministère de l'Intérieur pour les policiers, le ministère de la défense pour les gendarmes -, dont dépend très largement leur carrière, et qui peut être contrebalancée par le pouvoir syndical dans la police ; d'autre part, la tutelle de l'autorité judiciaire.

Il n'est cependant pas question d'interdire « aux chefs de service d'exercer l'autorité hiérarchique sur l'OPJ lorsque celui-ci agit en qualité (...), sous réserve que les ordres du

supérieur hiérarchique ne soient pas incompatibles avec les instructions de l'autorité judiciaire », notait André Decocq, Jean Montreuil et Jacques Buisson dans *Le Droit de la police* (Editions Lhes, 1991).

Le contrôle de la PJ par l'autorité judiciaire « est souvent plus théorique que réel », notait en 1991 le rapport de la commission justice pénale et droits de l'homme, présidée par Mireille Delmas-Marty. La chambre d'accusation peut certes être saisie par le procureur général, par son président, ou encore peut se saisir d'office de l'examen d'une procédure contestée. Elle peut alors faire procéder à une enquête sur l'activité d'un OPJ, et même interdire à l'intéressé l'exercice de ses fonctions de PJ. « De fait, ces articles sont très rarement appliqués », notait le rapport. Ecartant le rattachement de la PJ au ministère de la Justice - préconisé notamment par le sénateur RPR Hubert Haenel afin que la justice « reprenne la maîtrise de la police judiciaire », la commission Delmas-Marty avait proposé la création à la Chancellerie d'un corps d'inspection de la police judiciaire.

Erich Indyann

Le débat est relancé sur le lien chancellerie-parquet

EN CLASSANT une nouvelle fois des dossiers concernant des proches du pouvoir, le procureur de Paris a relancé le débat sur les liens entre le garde des sceaux et le parquet. Au regard du statut de 1958, le ministère public est placé « sous l'autorité » du garde des sceaux, qui peut lui adresser des instructions écrites dans les dossiers particuliers. La carrière des magistrats du parquet dépend en outre étroitement du bon vouloir du pouvoir politique : contrairement aux magistrats du siège, qui sont nommés après avis conforme, voire sur proposition, du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), les procureurs sont nommés après un simple avis que le ministre n'est pas tenu de suivre. Quant à la nomination des procureurs généraux, elle n'est pas soumise au CSM.

Invité, dimanche 30 juin, du « Club de la presse d'Europe 1 », Jacques Toubon a invoqué de nobles motifs pour défendre la subordination hiérarchique du parquet. « Le rôle du ministère public, c'est d'abord de représenter la loi et les intérêts de la société. Sinon toutes les institutions finiront par se parcelliser autant que la société et

nous n'aurons plus de quoi organiser. »

Lorsqu'ils étaient place Vendôme, les gardes des sceaux socialistes tenaient à peu de choses près le même discours. « Il importe que l'action publique obéisse aux mêmes règles sur l'ensemble de la République », écrivait Henri Nallet, en 1992, dans *Tempête sur la justice* (éditions Plon). « Il appartient au ministre de veiller à la cohérence, la stabilité et la continuité de l'action publique », renchéissait Michel Vauzelle devant le Sénat en 1992.

LE PS PRÔNE L'INDÉPENDANCE
L'opposition encouragerait-elle les audaces ? Lorsque Jacques Toubon était député, il demandait avec conviction l'autonomie du parquet. Depuis leurs défaites électorales, les socialistes demandent à leur tour la rupture du lien entre le ministre de la justice et les parquets.

« La chancellerie doit bien sûr conserver les compétences nécessaires pour fixer les orientations de la politique pénale du pays et en surveiller l'application, note le texte présenté ce week-end à la Convention nationale du PS, à La Villette (lire page 8). Mais il faut définitive-

ment retirer à l'exécutif la possibilité d'intervenir dans les affaires individuelles. Pour garantir cette indépendance nouvelle, le statut des magistrats du parquet sera identique à celui des magistrats du siège. »

L'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) souhaite que le lien entre le ministre et les parquets soit assoupli. « L'hypothèse de parquets totalement indépendants comme en Italie n'est pas réaliste, remarque le secrétaire général de l'USM, Valéry Trucy. Il suffirait, comme nous le réclamons depuis des années, d'une réforme de l'article 36 du code de procédure pénale qui interdirait enfin au garde des sceaux de donner aux procureurs des injonctions de classement. »

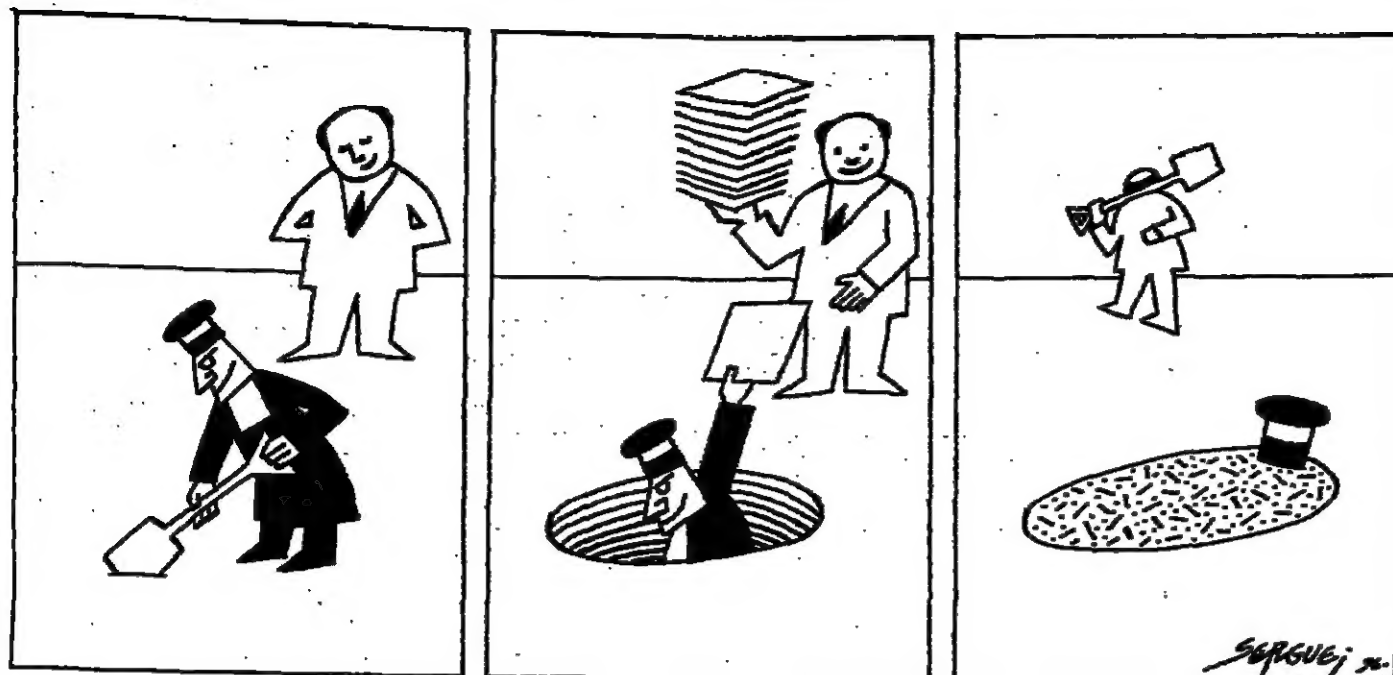
Pour le Syndicat de la magistrature (SM, gauche), « il faut, de manière urgente, que la nomination des magistrats du parquet ne relève plus du pouvoir exécutif mais d'un Conseil supérieur de la magistrature indépendant ». « Le statut des magistrats du parquet doit être semblable à celui des magistrats du siège », conclut le secrétaire général, Jean-Claude Bonvier.

A. C.

حکومت الرشید

FRANCE

LE MONDE / MARDI 2 JUILLET 1996 / 7



Lionel Jospin dénonce « une affaire d'Etat »

INCONTESTABLEMENT, Jacques Toubon, Eric Halphen et Jean Tiberi ont tenu la vedette, lors de la convention nationale du Parti socialiste sur la démocratie, samedi 29 et dimanche 30 juin à la Cité des sciences de la Villette, immédiatement devant Olivier Foll, le directeur de la police judiciaire parisienne, et Jean-Louis Debré.

Les derniers développements de l'affaire Tiberi, depuis les attaques de M. Foll contre le juge Halphen, au lendemain du refus des policiers d'accompagner ce dernier lors de sa perquisition, jeudi 27 juin, au domicile du maire de Paris, jusqu'au classement sans suite du dossier de l'appartement du fils de M. Tiberi, constituent l'essentiel des conversations.

Jack Lang avait donné le ton, dès l'ouverture des travaux, en mettant en cause le « bon vouloir autoritaire et capricieux » du « verrouilleur professionnel qui gouverne aujourd'hui la place Vendôme », accusé de « trahison mission » (Le Monde, 29 juin).

Dans son discours de clôture, dimanche, Lionel Jospin, qui avait seulement prévu au départ de se borner à dénoncer « une droite d'affaires pesant sur la justice pour protéger les siens » et « les dysfonctionnements de la justice », a su-

renchérit : « Je suis abasourdi de voir le directeur de la police judiciaire de Paris, qui devrait faire amende honorable ou être sanctionné, non seulement assumer ses actes, mais se permettre une attaque directe contre le juge. On croit rêver. Cette affaire scandaleuse est vraiment une affaire d'Etat ». Les militants socialistes ont alors vivement applaudi leur premier secrétaire, une partie des délégués scandant à plusieurs reprises « Toubon, démission ! ».

« L'ÉTAT RPR-VILLE DE PARIS »

« Place Vendôme, a poursuivi M. Jospin, ce n'est plus le garde des sceaux, mais le garde des siens. Place Beauvau, ce n'est plus le ministre de l'Intérieur, mais le ministre des protections internes au RPR. » Nous craignons le retour de l'Etat RPR-Ville de Paris », a-t-il ajouté, avant de conclure : « Si la justice est empêchée de rendre la justice - il se trouve en son sein des serveurs assez sages pour qu'elle ne soit pas rendue -, cela posera de graves problèmes d'ordre public, une menace sérieuse pour l'Etat de droit dont les citoyens doivent se faire les juges en 1998 ».

Dans les trêves de la convention, dès samedi, le classement sans suite, par le parquet de Paris, du dossier de l'appartement du fils de M. Tiberi, connu en début

d'après-midi, avait provoqué de vives réactions, amplifiant les protestations qui avaient déjà accueilli, dès le début de la matinée, le refus des policiers d'accompagner le juge Halphen lors de sa perquisition.

Président du groupe socialiste au Conseil de Paris, Bertrand Delanoë a jugé que c'était « une information très grave » car, a-t-il affirmé, « elle vient après d'autres classements sans suite, qui avaient concerné des permanents du RPR de Corbeil payés par la Ville de Paris, ou des appartements de la famille Juppé ». « Les affaires de la Ville de Paris sont en train de devenir les affaires de l'Etat RPR », a souligné, de son côté, Jean-Marie Le Guen, premier secrétaire de la fédération de Paris. Il faut que cela cesse et que la justice passe. M. Juppé doit en prendre l'engagement solennel devant les Français ».

Sur France-Info, François Hollande, porte-parole du PS, a estimé que M. Toubon était le « ministre du classement des affaires, pour qu'elles n'apparaissent pas ». « Après avoir dessaisi le juge Halphen, avoir renvoyé le dossier au parquet de Paris, on pouvait craindre, même si on s'y attendait, que le parquet de Paris classe cette affaire comme il a classé celle de l'appartement du fils de M. Juppé, comme il avait classé

l'affaire de la maison de M. Chirac » en 1995. Samedi, sur TF 1, Martine Aubry a reproché à son tour à M. Toubon d'être « le ministre de ses amis ». « Je suis inquiète », a ajouté l'ancien ministre socialiste. Je crois qu'aucune démocratie n'accepterait cela ».

Lundi 1^{er} juillet, sur RTL, Jacques Delors, faisant écho aux propositions du PS visant à « couper le lien » entre le ministre de la Justice et le parquet, a suggéré d'inscrire dans le code pénal que « le garde des sceaux n'a pas le droit de classer une affaire ».

L'ancien président de la Commission européenne a rappelé aussi que lorsqu'il avait eu « des expériences au service de l'Etat », il avait été « choqué par le fait que le parquet était dans les mains du pouvoir exécutif ». « On m'a expliqué ensuite, a ajouté l'ancien ministre socialiste, que c'était plus compliqué que cela ».

M. Delors faisait implicitement allusion aux démentis que les socialistes au pouvoir avaient eux-mêmes avec la Justice. A la Villette aussi, certains délégués se souvenaient que, le 7 avril 1991, le juge Thierry Jean-Pierre, qui instruisait l'affaire Urbain sur le financement du PS, avait été dessaisi, alors qu'Henri Nallet était garde des sceaux.

Michel Noblecourt

La droite oscille entre le trouble et la solidarité

ÉVOQUANT le refus des policiers d'accompagner le juge Halphen lors d'une perquisition au domicile de Jean Tiberi, le porte-parole du gouvernement, Alain Lamassouze, a affirmé, dimanche 30 juin sur TF 1, qu'il y a eu manifestement quelque chose d'anormal (...) entre le juge Halphen et les policiers qui, normalement, sont à ses ordres. Soulignant qu'il n'est de l'intérêt de personne, ni de l'opposition, ni du gouvernement, ni surtout de la justice, de livrer des actes de procédure judiciaire à la polémique politique et médiatique », M. Lamassouze a ajouté que, « si le juge n'est pas satisfait, (...) il s'adresse au président de la chambre d'accusation, qui prend les décisions qui s'imposent ».

L'ancien ministre des affaires sociales, Simone Veil (UDF-AD), a estimé, lundi 1^{er} juillet, à propos du classement sans suite dans l'affaire de l'appartement du fils de M. Ti-

ber, qu'il « aurait été préférable de ne pas prendre une décision aussi rapide et, le cas échéant, de demander un complément d'information ». A propos du refus de coopérer de la police avec le juge d'instruction, M. Veil a indiqué, sur Europe 1, qu'un tel refus était « quasiment sans précédent ». Tout en jugeant « ridicule » et « purement polémique » la formule de Lionel Jospin qualifiant le garde des sceaux de « garde des siens », M. Veil a reconnu que la justice n'a pas « parfaitement fonctionné ». « C'est le révélateur d'une situation très ancienne qui n'a fait que se détériorer », a-t-elle précisé.

Invité, dimanche, du « Grand Jury RTL-Le Monde », Charles Pasqua a affirmé que, si les socialistes protestent avec vigueur, c'est qu'ils « ont été tellement défaits par les affaires qu'ils espèrent qu'il en sera de même pour la majorité ». Estimant que, « pour les socialistes,

une affaire bien conduite par la justice est une affaire qui leur donne satisfaction », l'ancien ministre de l'Intérieur a affirmé que, « lorsqu'on met en cause les décisions qui sont prises par un procureur de la République, cela signifie qu'on considère que ce magistrat est aux ordres ». « Il y a là quelque chose d'injurieux pour les magistrats », a conclu M. Pasqua, avant d'ajouter à propos de l'affaire de la perquisition au domicile de Jean Tiberi : « Il n'est pas normal que [les policiers] soient prévenus à la dernière minute ».

POSSIBILITÉS DU CODE

Répondant aux déclarations de l'ancien ministre socialiste Jack Lang, qui avait qualifié le garde des sceaux, Jacques Toubon, de « verrouilleur de la place Vendôme », le secrétaire général du RPR, Jean-François Mancel, a affirmé samedi : « M. Lang est passé

aux aveux avec trois ans de retard. (...) En dénonçant la corruption et les entraves à l'action judiciaire, il nous décrit aujourd'hui très exactement la situation qui fut celle des gouvernements où il siégea si longtemps ».

Pour Pierre Mazeaud, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, le ministre de la Justice a simplement utilisé « un certain nombre de possibilités offertes par le code de procédure », comme celle qui touche à la compétence territoriale du parquet, par exemple dans le dessaisissement partiel du juge Halphen. « Les instructions au parquet sont de la compétence du garde des sceaux et je veux qu'elles le restent », a précisé M. Mazeaud, dimanche, sur Radio J. « Je ne crois pas que M. Toubon ait violé quelque procédure que ce soit », a-t-il insisté, en se disant « convaincu que les affaires (...) vont à leur terme ».

Robert Hue, secrétaire national du Parti communiste, a estimé, dimanche sur France-Info, que « l'affaire Tiberi avec ses nouveaux développements est grave », ajoutant que « toute entrave à la justice, d'où qu'elle vienne, est inacceptable et condamnable ». « Il est important que l'opinion publique réagisse à de telles dérives, mais pour autant cette affaire ne peut faire oublier la situation économique, sociale, morale du pays, l'angoisse qu'elle provoque et encore moins servir de fosse jetée ».

Enfin, dénonçant samedi le triomphe de la « corruption », le Front national a affirmé que « le parquet de Paris respecte dédaigneusement les traditions du gaullisme immobilier ». « Juppé enterre la France, Toubon enterre les affaires. Sous la présidence Chirac, chacun tient son rôle. Mais c'est moins drôle qu'au théâtre. Les Fourberies de Scapin nous faisaient rire, celles du pouvoir nous accablent », conclut le parti de Jean-Marie Le Pen.

M. Devedjian : le comportement de la police a été « illégal »

ANCIEN AVOCAT de Jacques Chirac mais proche d'Edouard Balladur, Patrick Devedjian a toujours défendu l'indépendance de la justice. Cette attitude le conduit à s'en prendre séchement au gouvernement, et particulièrement à Jacques Toubon, dans l'affaire de l'Office HLM de Paris. Dans un entretien publié par Libération, lundi 1^{er} juillet, il fait remarquer que, « aux Etats-Unis, lorsqu'un homme politique est mis en cause, le principe d'opportunité des poursuites est apprécié par un procureur spécial qui est une personnalité connue et respectée pour son élévation morale ». Le député RPR des Hauts-de-Seine ajoute qu'en France « le garde des sceaux est responsable politiquement du comportement du parquet ». Il explique aussi, critiquant ainsi le refus de laisser le

juge Eric Halphen traiter le dossier de l'appartement du fils de Jean Tiberi, que « les faits qui ont fait l'objet d'un classement sans suite pour Jean Tiberi sont juridiquement beaucoup moins graves, même s'ils sont moralement navrants, que l'affaire des marchés publics des HLM de Paris. Un traitement global aurait été plus justifié, car l'affaire la plus grave emporte le tout ».

La sévérité de M. Devedjian est tout aussi grande sur le refus des policiers d'assister le juge Halphen : « Je me demande, dit-il dans Libération, s'il n'y a pas là une véritable infraction d'entrave à la justice ».

Dimanche, au micro de RTL, il avait assuré que le comportement d'Olivier Foll, directeur de la police judiciaire parisienne, qui a dit avoir ordonné aux policiers de ne pas ac-

compagner le juge d'instruction lors de la perquisition au domicile de M. Tiberi, était « complètement illégal » et qu'il appartenait donc au gouvernement de « prendre sa responsabilité ».

Sans le dire explicitement, M. Devedjian fait allusion à l'attitude d'Edouard Balladur qui, en février 1995, avait exigé la démission de Jacques Franquet, alors directeur central de la police judiciaire, qui avait, notamment, fait mettre sur écoute le docteur Maréchal, beau-père du juge Halphen, accusé de chantage par Didier Schuller, conseiller général RPR des Hauts-de-Seine et dirigeant de l'Office HLM de ce département sur lequel enquêtait le magistrat de Créteil. Dans ce dossier, la justice avait, à plusieurs reprises, désavoué M. Franquet.

Alain Peyrefitte

ALAIN PEYREFITTE

LA SOCIÉTÉ DE CONFIANCE



556 pages

160 F

Peyrefitte nous emmène avec brio, preuves à l'appui. Il a mis sa passion et son talent à nous convaincre. Il a réussi.

Pierre Drouin
Le Monde

Sa lecture historique est sûrement celle qui en ce moment peut être la plus stimulante pour sortir du cercle vicieux de la stagnation, du poids de l'Etat-Providence et du chômage.

Michel Crozier
Le Débat

Lassé sans doute de briller, il a décidé d'étonner. Au-delà du savoir et de la virtuosité, il est avant tout un esprit libre.

Alain Milne
L'Express

Livre fascinant, d'une richesse extraordinaire, d'une très grande érudition : il bénéficie aussi du bonheur de plume et de la clarté de pensée propres à l'auteur.

Jacques Le Goff
France Culture

Et vient de paraître

AUTOUR DE
ALAIN PEYREFITTE
VALEURS ET MODERNITÉ

RAYMOND BOUDON et
PIERRE CHADIN



365 pages

160 F

EDITIONS
ODILE JACOB

Les députés repoussent la censure sur le statut de France Télécom

B
C
L

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a rejeté, samedi 29 juin, la motion de censure déposée en réponse au gouvernement qui avait engagé mercredi sa responsabilité sur le projet de loi modifiant le statut de France Télécom. Cette motion, déposée par les députés socialistes et apparentés, les communistes et les élus du Mouvement des citoyens, a recueilli 96 voix, soit le nombre exact de ses signataires. La majorité requise était de 289. Le projet de loi - pour lequel une seule lecture avait été demandée par le gouvernement dans chaque assemblée, en vertu de la procédure d'urgence - a donc été définitivement adopté, dans la version votée par le Sénat le 13 juin. A compter du 1^{er} janvier 1997, France Télécom devient ainsi une société anonyme dont le capital pourra être ouvert à hauteur de 49 % au privé.

Après le vote, députés de la majorité et de l'opposition ont quitté les bancs de l'Assemblée avec le sentiment du devoir accompli. Les premiers parce qu'ils ont appuyé un gouvernement décidé à faire adopter coûte que coûte le changement de statut de France Télécom d'ici la fin de la session. Les seconds, élus socialistes en tête, parce qu'à l'issue de trois jours de bataille d'amendements, une motion de censure leur a permis de signifier haut et fort leur hostilité au projet.

Tout le monde avait donc de quoi être satisfait... n'était un malheureux lapsus du rapporteur du texte, Claude Gaillard, député UDF-PR de Meurthe-et-Moselle, sincèrement déçu de n'avoir pu faire voter les amendements de la commission de la production. M. Gaillard proposait notamment que les retraits de France Télécom puissent eux aussi acquiescer des actions de leur société à des conditions privilégiées. Dénonçant non sans humour, Jacques Prévert à l'appui, l'obstruction menée par les socialistes, M. Gaillard a déploré ce mauvais coup porté par la gauche elle-même à la revalorisation... du « Parlement ». « Le Parlement ? L'appartement plutôt ! », s'exclamait-on immédiatement à gauche, renvoyant à l'affaire Tibéri. A plusieurs reprises, les socialistes ont fait mine d'interpeller les membres du gouvernement présents dans l'hémicycle - parmi lesquels le garde des Sceaux, Jacques Toubon - en scandant le nom du juge Halphen.

CHASSE AU SERVICE PUBLIC

Sur le fond du texte, Ségolène Royal (PS, Deux-Sèvres) a engagé le débat en citant Henri Guaino, le commissaire au plan, économiste proche de Philippe Séguin, qui avait participé à la rédaction du programme électoral de Jacques Chirac, et a récemment souligné le caractère politique et moral du service public. M^{me} Royal a accusé le gouvernement d'abdiquer sur ces deux terrains en engageant, avec le projet de loi sur France Télécom, « une sorte de chasse au service public ». Georges Sarré (Mouvement des citoyens, Paris) a plaidé pour la censure, destinée, selon lui, à contraindre « une logique dévastatrice ». Remy Auchedé (PC, Pas-de-Calais) a dénoncé une politique de « casse radicale des atouts nationaux ». Pour sa part, Jean Besson (RPR, Rhône) qualifiait la motion de censure de l'opposition de « non-événement » témoignant, à ses yeux, « d'un gauchisme de l'opposition ».

Le premier ministre Alain Juppé a clos la discussion, avant le vote, en défendant fermement la réforme de France Télécom. « Nous essayons de ne pas imiter ceux qui ont été les fuyeurs de la SNCF et du Crédit lyonnais », a-t-il lancé à l'adresse des bancs de gauche, non sans ironiser sur un désormais fameux amendement de Christian Bataille (PS, Nord) qui souhaitait faire reconnaître le principe de laïcité dans les télécommunications. « Le Votant ne prendra aucune participation dans le capital de l'opérateur », a indiqué M. Juppé, constatant par ailleurs le terme de « privatisation » employé par la gauche et dénonçant « le pitoyable combat d'arrière-garde de l'opposition ».

Caroline Morinot

Le PS propose un « changement profond » dans le fonctionnement des institutions

Lionel Jospin oppose le « réalisme de gauche » au « modérantisme »

La convention nationale du Parti socialiste sur la démocratie, réunie à Paris, à la Cité des sciences, samedi 29 et dimanche 30 juin, s'est achevée par l'adoption, à

une très forte majorité, des propositions mises en ordre par Jack Lang sur l'évolution des institutions et de leur pratique.

« NOUS VOULONS encourager les nationalisations », a proclamé Lionel Jospin, dimanche 30 juin à la Cité des sciences de La Villette, dans son discours de conclusion de la convention du Parti socialiste sur la démocratie. Le premier secrétaire du PS s'est immédiatement repris : il voulait parler des « naturalisations », en présentant le chapitre sur l'immigration avec le rétablissement du droit du sol et le remplacement des lois Pasqua.

Cependant, comme M. Jospin l'a reconnu aussitôt, son lapsus était « révélateur », car il a clairement placé son parti à gauche en martelant que les cent cinquante propositions sur la démocratie qui, avec celles sur l'Europe et, à l'automne, sur la redistribution, « serviront de base à un véritable programme de gouvernement, complet, précis et loyal », sont destinées à marquer « un changement profond et salutaire dans notre vie politique ».

Très dur sur l'affaire Tibéri - « une affaire d'Etat » - (lire page 7), critique envers Jacques Chirac, dont l'action se résume au diptyque « désillusion-dégradation », incise sur Alain Juppé, à qui il attribue le triple record du chô-

M. Jospin a esquissé - et fait adopter à une très forte majorité, mais avec une faible participation - les contours de ce qu'il appelle « une démocratie moderne et vivante ». Il a aussi souligné que certains principes doivent, d'ores et déjà, être mis en application au sein du PS et dans les collectivités territoriales qu'il dirige.

SEIZE AMENDEMENTS

Ainsi le premier secrétaire a-t-il annoncé que Frédéric Bredin, député de Seine-Maritime et député européen, va renoncer à son mandat européen, « conformément à l'engagement qu'elle avait pris » (Le Monde des 22 et 24 février). M^{me} Bredin a précisé que cette décision sera effective le 17 juillet. En revanche, M. Jospin s'est borné à « souhaiter » que Michel Rocard, député européen et sénateur des Yvelines, « après un délai normal dû à quelques grands objectifs », choisisse entre ses deux mandats. Il a volontairement ignoré que l'ancien premier ministre avait déjà fait savoir, se réclamant d'un accord avec lui, qu'il n'abandonnerait son mandat européen qu'en 1997. Alors que les sujets sensibles

« l'exigence d'un principe de représentativité majoritaire des signataires de conventions collectives ». La fédération du Nord a obtenu « une concertation » avec les syndicats sur la représentation des salariés dans les conseils d'administration des entreprises privées.

Les débats eux-mêmes ont été sans surprise, avec, même, un parfum de consensus : un responsable de la Gauche socialiste, Harlem Désir, se référait à la rocardienne Catherine Trautmann. Marie-Noëlle Lienemann s'est réjouie des « points assez importants » marqués, notamment, avec le rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement, que Gérard Filoche a salué avec passion. Le maire de Strasbourg a justifié, sans susciter d'hostilité, sa présence, le 15 juin, à la rencontre du Théâtre de Châteauneuf, avec des personnalités de droite, contre le Front national. Elle a marqué, aussi, les limites de son réalisme, en s'exclamant : « Il n'y a pas de progrès possibles de notre démocratie si notre population continue à ce point à s'appauvrir. Être de gauche, ce n'est pas seulement constater les contraintes, c'est aussi les surmonter ! »

MANIFESTE POUR LA PAIRIE

Tandis que le fabiusien Henri Weber plaidait pour « une utopie libératrice », l'ex-fabiusien François Rebsamen, de Partages, demandait que toutes les sections socialistes se réunissent le même soir pour établir « la liste de toutes les injustices et inégalités ». Confirmé, à la veille de la convention, comme animateur d'Agir en socialistes, Vincent Peillon a déclaré qu'il manque au texte sur la démocratie « une arête vive » : « Nous avons une petite volée de la rénovation, a-t-il dit. Elle est élégante, mais il semble qu'il y manque une petite poignée pour pouvoir s'en servir ». Laurence Rossignol, de la Gauche socialiste, a défendu le Manifeste pour la pairie, signé, à la fois, par des femmes de gauche et de droite, en rappelant la lutte des suffragettes britanniques pour le droit de vote. Très applaudie, elle a résumé l'état d'esprit de la convention en affirmant que « poser la question de la lutte contre la précarité, contre la toute-puissance patronale et pour la réduction du temps de travail ». Elle anticipait ainsi, habilement, sur la redistribution, thème de la prochaine convention.

Michel Noblecourt

« Notre responsabilité est d'être prêts à gouverner »

DANS SON DISCOURS de clôture de la convention sur la démocratie, dimanche 30 juin, Lionel Jospin a affirmé que l'objectif du PS est de « faire de notre pays une démocratie moderne et vivante ».



Rappelant que son parti devait présenter 30 % de candidates aux élections législatives, il a affirmé : « Nous sommes en mesure, à l'occasion des prochaines élections, d'accomplir un grand pas en avant dans la représentation des femmes. C'est une question de volonté politique collective. Soyez sûrs que je veillerai à ce qu'elle ne fasse pas défaut. » A propos du rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement, M. Jospin a assuré : « C'est un engagement très clair que nous tiendrons si nous gagnons les élections législatives (...). Naturellement, si nous gagnons en 1998, nous enverrons le processus de privatisation et de déréglementation [des services publics]. » Dénonçant « le record historique du chômage, le record historique des prélèvements obligatoires et le record historique du déficit de la sécurité sociale », le premier secrétaire du PS a estimé que « quand on entend le premier ministre nous annoncer

fièrement qu'il va "garder le cap", on tremble pour le bateau et on s'inquiète pour le capitaine ».

Critiquant les décisions de Jacques Chirac sur la défense nationale et la réintégration du commandement intégré de l'OTAN - « une véritable rupture » - et l'« immobilisme volontaire » du ministre de l'Éducation, M. Jospin a jugé que « la dégradation du climat économique et social est lourde de désespoirs et de rages (...). Nous ne pouvons faire progresser la démocratie dans notre pays sans faire reculer cette société de régression sociale ». M. Jospin a qualifié de « décevants » les résultats du G 7 à Lyon, en notant que « rien n'a été dit de sérieux sur l'emploi et la croissance ».

« Je suis convaincu, a-t-il poursuivi, que la mise en œuvre des propositions pour rendre notre démocratie plus transparente, plus vivante et plus efficace aurait contribué à éviter à notre pays de connaître la situation dans laquelle elle se trouve après treize mois de pouvoir RPR : une situation de marasme économique, de tension sociale et de crispation politique (...). Ces propositions serviront de base à un véritable programme de gouvernement, complet, précis et loyal. Nous l'élaborerons ensemble en 1997, pour le proposer aux Français en 1998, dans des conditions sur lesquelles je ferai des propositions au

retour de vacances (...). Pour 1998, rien n'est fait, mais soyons logiques : il n'est nul besoin de se préparer à l'opposition, nous y sommes (...). Ce qui est notre responsabilité, c'est d'être prêts à gouverner, si les Français nous font confiance en 1998. C'est à cela que nous travaillons ensemble. » Après avoir affirmé que la première année du mandat de M. Chirac était marquée par « la désillusion » et la deuxième par « la dégradation », M. Jospin a conclu : « Opposons à ces mots ceux d'espérance et de cohérence. »

Jacques Chirac : Lyon n'est pas Davos

JACQUES CHIRAC s'est félicité, samedi 29 juin à Lyon, que l'ensemble des participants au G 7 aient partagé son souci de « maîtriser la mondialisation ». Il s'est plu à souligner que cela survenait « quelques mois seulement » après la dernière rencontre de Davos, « qui avait mis en œuvre une sorte de pensée unique » chantant les seuls mérites de la libéralisation des échanges. Le président de la République a souligné qu'à Lyon des « voix raisonnables et sérieuses » avaient fait remarquer que la « mondialisation était inévitable et porteur d'acquis positifs et nombreux », mais qu'elle comportait « également des dangers considérables » si elle n'était pas maîtrisée.

Interrogé sur l'augmentation du chômage en France, M. Chirac a expliqué que ce n'était pas « en attendant les effets de mondialisation que l'on améliorera la situation », même s'il est persuadé que celle-ci « permettra dans les vingt ans qui viennent une forte croissance ».

Alain Juppé lance la réforme de l'Etat dans « Ouest-France »

C'EST DANS UNE TRIBUNE publiée par Ouest-France qu'Alain Juppé a choisi de présenter la réforme de l'Etat, lundi 1^{er} juillet, près d'un an après l'avoir annoncée. Le choix de ce grand quotidien régional est significatif : la principale mesure du plan consiste à promouvoir la déconcentration, en accordant aux préfets une certaine marge de manœuvre financière. Les mesures que le premier ministre détaille représentent le contenu d'un « document de travail » diffusé pendant l'hiver (Le Monde du 8 mars). M. Juppé indique notamment que le conseil des ministres adoptera cet été un projet de loi permettant de diviser par deux le délai de réponse des administrations. Le paiement dans les administrations sera simplifié « grâce au développement de l'usage de la carte bancaire ».

DÉPÊCHES

■ MAJORITÉ : l'ancien ministre Charles Pasqua a insisté, à plusieurs reprises, dimanche 30 juin lors du « Grand Jury RTL-Le Monde », pour que le chef de l'Etat prenne rapidement une initiative politique. « Dès que le président aura la possibilité de faire en sorte que le peuple se manifeste, il devra choisir l'opportunité de le faire (...). A la fin de cette année, il faudra bien que chacun tire les leçons de la politique qui a été suivie », a affirmé le sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine.

■ CORSE : la manifestation organisée samedi 29 juin à Bastia afin de soutenir la revendication d'un Programme d'options spécifiques à l'éclatement et à l'insularité (Posel) - que Bruxelles estime ne pas pouvoir accorder à la Corse - n'a réuni qu'un millier de personnes. Cette manifestation avait lieu à l'appel de la Coordination pour un statut fiscal dérogatoire. La présence parmi les organisateurs de A. Concolta nazionalista, vitrine légale du FLNC-canal historique, a dissuadé la plupart des socioprofessionnels qui s'étaient d'abord joints à cet appel. La revendication d'un statut fiscal avait réuni plus de dix mille personnes dans les rues de Bastia en 1992. Quelques incidents ont marqué la manifestation.

Victoire du RPR contre le FN dans le canton de Marseille-2

BOUCHES-DU-RHÔNE

Canton de Marseille-2 (2^e tour).

L. 20 177 ; V. 4 342 ; A. 78,48 % ; E. 4179.

Marie-Jeanne Fay, RPR, adj. m. de Marseille, 2 743 (65,63 %) ; ÉLUE

Jackie Blanc, FN, c. m., 1 436 (34,36 %).

(Avec une abstention presque aussi élevée qu'au premier tour, Marie-Jeanne Fay (RPR) succède à Renaud Muselier, député RPR des Bouches-du-Rhône et premier adjoint au maire de Marseille, démissionnaire pour cause de cumul de mandats. Le candidat socialiste, Gabriel Malmont, qui n'avait pas recueilli suffisamment de voix pour se maintenir au second tour, avait appelé à voter pour M^{me} Fay, tandis que Roland Carrière (PC) demandait à ses électeurs de « faire barrage » au Front national. Par rapport à octobre 1995, le Front national progresse de plus de sept points. Ce canton, regroupant les quartiers du centre de Marseille, avait été aux prises du Front national de 1985 à 1992.)

23 juin 1996 : L. 20 177 ; V. 3 979 ; A. 80,27 % ; E. 3 922 ; Marie-Jeanne Fay, 1 333 (39,98 %) ; Jackie Blanc, 1 080 (27,53 %) ; Gabriel Malmont, 576 (22,33 %) ; Roland Carrière, 364 (9,28 %) ; Frédéric Guimard, 99 (2,52 %) ; Guy Julien, div. d., 66 (1,68 %) ; Michel Ben-Haim, G.E. 56 (1,42 %) ; Robert Ichimi, écol., 48 (1,22 %).

3 octobre 1995 : L. 22 435 ; V. 4 333 ; A. 80,68 % ; E. 4 179 ; Renaud Muselier, RPR, 3 053 (73,05 %) ; Jean-Philippe Motte, FN, 1 126 (26,94 %).

Une élection municipale partielle

BOUCHES-DU-RHÔNE

Commune de Bouc - Bel-Air (2^e tour).

L. 8 487 ; V. 5 506 ; A. 35,12 % ; E. 5 327.

Div. d. (Richard Mallé, UDF-PR, s.), 2 588 (48,58 %) ; 25 sièges ; Un. g. (Francis Dominiati, PC), 1 990 (37,35 %) ; 6 sièges ; div. d. (Danièle Viale, RPR), 749 (14,06 %) ; 2 sièges.

(Richard Mallé (UDF-PR), élu depuis 1989, remporte cette élection anticipée par la démission de plus d'un tiers des trente-neuf conseillers municipaux dont Danièle Viale (RPR), première adjointe. Dans une situation confuse, née de graves dimensions au sein de la majorité municipale, les élus-majors départementaux de l'UDF et du RPR n'ont pu accéder d'accord à l'investiture, observant « une neutralité absolue ». Arrivé en troisième place le 23 juin, François Pradon (UDF-AD) n'a pas pris part au second tour. Déçu par son score, il appelait ses électeurs à « faire barrage » à la liste de M. Mallé. Le Front national n'a pas donné de consignes de vote.)

23 juin 1996 : L. 8 484 ; V. 5 225 ; A. 34,41 % ; E. 5 107 ; Div. d. (Richard Mallé, UDF-PR, s.), 2 020 (39,53 %) ; Un. g. (Francis Dominiati, PC), 1 401 (27,43 %) ; div. d. (François Pradon), 738 (14,45 %) ; div. d. (Danièle Viale, RPR), 513 (10,05 %) ; FN (Jean Fourès), 453 (8,52 %).

18 juin 1995 : L. 8 482 ; V. 6 472 ; A. 23,69 % ; E. 6 291 ; Un. d. (Mallé, UDF-PR, s.), 2 905 (46,37 %) ; 25 élus ; div. d. (Pradon), 1 785 (28,57 %) ; 4 élus ; Un. g. (Dominiati, PC), 1 601 (25,44 %) ; 4 élus.

Avis financiers des sociétés

WORMS & CIE



La Gérance de Worms & Cie, réunie le 28 juin 1996, a constaté la réalisation de l'ensemble des conditions suspensives de la fusion-absorption de Maison Worms & Cie votée par les Assemblées du 13 juin 1996 pour Worms & Cie et du 28 juin 1996 pour Maison Worms & Cie.

En conséquence les opérations de fusion sont effectives à compter du 28 juin 1996 et le capital de Worms & Cie s'élève désormais à 412 292 688 francs divisé en 34 357 724 actions au nominal de 12 francs.

هكتر النجل

LE MONDE / MARDI 2 JUILLET 1996 / 9

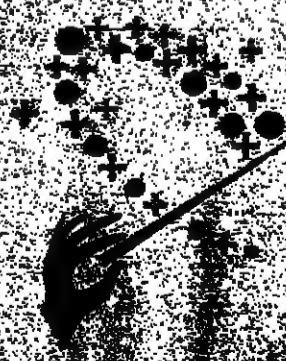
(Publicité)

Naissance d'un leader

Aujourd'hui
IM lance
Imation.

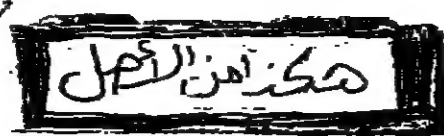
Le leader dans l'univers
de l'informatique et de
l'imagerie, avec un
chiffre d'affaires de
2,25 milliards de dollars.

Imation est une nouvelle société qui
permet l'innovation 3D dans ses
activités. C'est un nouveau leader
mondial dans l'univers de l'imagerie
numérique, de la gestion et du
stockage de l'information, des
industries graphiques et des films.
Imation propose des solutions
pour tous les secteurs d'activité.
Imation est une société d'avenir.
Imation est une société qui
vous propose de beaucoup
plus. Une société qui
vous propose de beaucoup
plus. Contactez-nous via
Internet à <http://www.imation.com>
ou par téléphone au 01 30 31 80 28.



IMATION

Imation Innovation



VACANCES L'opération « Ville-Vie-Vacances » (VVV) devrait concerner cette année environ 650 000 jeunes habitant pour la plupart dans des cités de banlieues ou

des quartiers défavorisés. Une minorité d'entre eux bénéficieront de séjours en bord de mer. Des élus et commerçants de stations balnéaires craignent des incidents. ● DANS UN

RAPPORT intitulé « Sous la plage, les pavés », Paul Mignon, un sociologue de Perpignan, démonte le mécanisme de la « rumeur d'Argelès-sur-Mer » et décrit l'accueil ré-

servé aux jeunes Maghrébins par les estivants « traditionnels ». ● AU CAP D'AGDE, dont la population va brutalement passer de 20 000 à 200 000 habitants, chacun retient

son souffle en espérant que tout se passera bien. Les incidents de l'an dernier sont dans toutes les têtes et, discrètement, des mesures discriminatoires ont été envisagées.

Des stations balnéaires veulent se prémunir contre les jeunes de banlieue

Comme chaque année, l'Etat organise des séjours « Villes-Vie-Vacances » pour des adolescents venus de quartiers difficiles. Les incidents de l'an dernier conduisent certains élus et commerçants à s'organiser pour limiter les « mélanges » avec les estivants « traditionnels »

SOIXANTE ANS après les premiers départs en congés payés, ce ne sont plus les hordes d'ouvriers défilant sur les plages qui effraient les autochtones mais les jeunes dits « de banlieue ». Casquette américaine vissée à l'envers, attitudes provocantes et t-shirt foncé les désignent dans ces lieux de vacances. Des incidents se sont multipliés ces dernières années, mettant aux prises ces jeunes avec commerçants ou à d'autres vacanciers. Des stations balnéaires comme Arcachon, Argelès-sur-Mer, Agde et Les Sables-d'Olonne ont ainsi vécu des scènes de délinquance et de violence trop rapidement attribuées aux jeunes participant aux séjours financés par l'Etat dans le cadre de l'opération « Ville-Vie-Vacances » (VVV). L'absence de projet accompagnant ces départs, la défiance de l'encadrement, ont été mises en cause.

Si les incidents sont réels, et parfois inquiétants, ils semblent résulter d'un phénomène qui dépasse largement les opérations VVV : la rue des jeunes issus des quartiers défavorisés vers les plages populaires. « Dans certaines cités, descendre sur la côte est un « must », constate un éducateur. Comme la Côte d'Azur est financièrement inaccessible, les jeunes préfèrent le Languedoc-Roussillon. Là, ils se heurtent au décalage existant entre le

comportement toléré dans les quartiers et celui qui est admis dans une station balnéaire. » L'été 1995 a été plus « chaud » encore que les précédents. Aux incivilités, vols à l'étalage, trafic de haschisch, bagarres résultant d'un mot déplacé ou d'une provocation, se sont ajoutés les contentieux nés du refus opposé aux jeunes Noirs ou Maghrébins à l'entrée des centres de loisirs, des campings et des boîtes de nuit. Pourtant, certains délits attribués aux « banlieusards » ont été commis par des locaux ou par d'autres touristes, des jeunes qui, hors de toute organisation, placent tout leur budget dans la location d'un appartement et vivent de chapardages.

« VACANCES POUR DÉLINQUANTS » Elus et commerçants locaux ont pourtant vite fait de voir dans les séjours VVV la source de tous leurs maux, d'autant plus scandaleuse à leurs yeux qu'elle est subventionnée. Lancés au début des années 80 sous le nom d'« opérations anti-délinquance » visant la prévention de la délinquance, ces loisirs organisés conjointement par les municipalités, les associations et la protection judiciaire de la jeunesse ont conservé l'image de « vacances pour délinquants ». En réalité, les activités VVV touchent, selon le chiffre officiel, une masse de



650 000 jeunes et ont généralement lieu « au bas des toits » ou à proximité des quartiers. Moins de 18 % des jeunes concernés quittent leur région d'origine et près de la moitié restent dans leur ville.

« Contrairement à une interprétation abusive, VVV n'est pas un dispositif de déplacement collectif vers les plages », se défend-on à la délégation interministérielle à la ville (DIV), qui coordonne l'initiative.

Pourtant, les incidents de l'été dernier ont amené les responsables à s'interroger et à retoucher le dispositif. Mis en cause, l'encadrement de ces groupes « black-beurs » par un jeune de même origine est désormais considéré comme une erreur. « En cas d'incivilités raciales, on a vu des animateurs prendre fait et cause pour les jeunes sans aucune distance. Cela se termine mal », explique-t-on à la DIV. Des

consignes ont donc été données pour que les groupes soient mixtes, aussi bien d'un point de vue social et racial que pour inclure des jeunes filles. La nécessité de choisir des encadrements formés et de préparer les séjours a été soulignée.

Dans une circulaire adressée aux préfets en février, le premier ministre lui-même leur a demandé de rejeter les dossiers des organismes ayant montré des défaillances en matière d'encadrement l'an dernier. Selon les termes de son message, les préfets des départements de départ devront « systématiquement » informer leurs homologues des zones de vacances de l'arrivée de groupes. Enfin, une lettre co-signée par les ministres chargés de la ville et par le président de l'Association des maires de France invite les élus des communes touristiques à « envisager des dispositions adaptées en matière d'accueil et d'animation ».

Coïncés entre la fureur des commerçants locaux contre les jeunes banlieusards et les injonctions de l'Etat, les maires concernés, de gauche comme de droite, ont développé un discours musclé lors de leur récente rencontre avec Eric Raoult, ministre délégué à la ville et à l'intégration. « Ils savent qu'il est impossible de dresser des barbelés autour des stations balnéaires mais ils ne veulent pas qu'il

soit dit qu'ils font des efforts pour améliorer l'accueil », commente-t-on à la DIV.

Déjà, des communes comme Arcachon ont compris la nécessité de proposer des activités qui évitent aux jeunes de traîner. Un consultant a été nommé pour aider les communes des Pyrénées-Orientales à passer calmement l'été. D'autres initiatives pourraient s'inspirer des réponses expérimentées par les villes de festival comme Annonay, Aurillac, Bourges et La Rochelle. Là, les « zonards » sont accueillis sur des terrains municipaux ou sont proposés des activités et des boissons non alcoolisées. Mais la rivalité entre les administrations chargées d'organiser les opérations VVV ne facilite pas la généralisation de telles solutions.

Discrètement, l'Etat développe en parallèle une méthode plus radicale : refuser de financer des séjours libres à la mer. Ainsi, la préfecture de Seine-Saint-Denis donne désormais la priorité aux activités organisées dans le département lui-même. Les sorties de « pur loisir comme Aquaboulevard ou Le Cap d'Agde » ne sont financées qu'en troisième choix. Résultat : aucune d'entre elles n'a été retenue pour cet été.

Philippe Bernard

« Sous la plage, les pavés » : un sociologue démonte le mécanisme des rumeurs

UNE RUMEUR, une sale rumeur a hanté la station balnéaire d'Argelès-sur-Mer (Pyrénées-Orientales) pendant l'été 1995. « Des hordes d'égorgeurs et de violeurs maghrébins étaient accueillies au camping municipal en vertu d'accords passés discrètement entre la mairie (...) et d'autres maires banlieusards », raconte Paul Mignon, chargé de cours en sociologie à l'université de Perpignan. Dans un remarquable rapport intitulé *Sous la plage, les pavés*, il démonte le mécanisme pervers de cette rumeur infondée et relate une enquête de terrain menée avec trois étudiants auprès de tous les protagonistes - jeunes de banlieues, commerçants, gendarmes, etc. - des incidents estivaux dans les stations balnéaires des Pyrénées-Orientales.

Son constat, rédigé à la demande des directions départementales des affaires sanitaires et sociales et de la jeunesse et des sports, est nuancé. Deux réalités se font face, note-t-il : d'un côté, « la présence de jeunes dont certains, un petit nombre, pratiquent la petite délinquance » ; de l'autre, « la réaction

exacerbée et disproportionnée des autres types de populations face à cette présence, indépendamment de toute réalité de la délinquance, jusqu'à en faire le bouc émissaire de tous les maux du moment ». L'enquête aboutit d'abord à relativiser l'ampleur du phénomène. Sur les 120 000 personnes peuplant une ville comme Argelès durant l'été, les « jeunes banlieusards » ne sont guère plus de 700 et ceux qui se rendent coupables d'actes répréhensibles probablement quelques dizaines.

« VISIBILITÉ MAXIMUM » Ce qui pose un problème aux vacanciers « ordinaires », c'est la « visibilité maximum » de ces jeunes, d'origine maghrébine à 90 %, qui circulent en bandes, mais aussi leur désinvolture et leur langage. « Dans les épiceries, certains ont la mauvaise habitude de passer des marchandises sous leurs tee-shirts, constate Paul Mignon. Les commerçants reconnaissent que des quadragénaires hollandais BCBG en font autant, mais les jeunes banlieusards coiffés de casquette sont immédiatement

repérés. » La deuxième source d'incidents se trouve dans leurs rapports avec les filles : « Ils sont très directs. Ils peuvent s'asseoir à côté d'une jeune fille et lui demander directement : « Est-ce que tu baisses ? ». Généralement, ça se passe très mal. Et même si l'interpellée donne des signes d'intérêt, le jeune banlieusard se trouve en concurrence avec les jeunes locaux, d'où des bagarres. »

« Au mois d'août, pas un Maghrébin ne rentre »

Propos recueillis par le sociologue Paul Mignon auprès de jeunes originaires de la banlieue parisienne rencontrés dans un camping de Saint-Cyprien-Plage (Pyrénées-Orientales), en août 1995 : « Si on avait su, on serait pas venu : c'est cher, y a rien ici, des BMW, des motos et des petits chiens. Sur la plage, on est regardés bêtement. Le seul endroit où on nous sourit, c'est quand on achète quelque chose. Argelès, c'est le mythe, tous les banlieusards en rêvent et y vont au moins une fois. On n'a rien prévu. Le 3 août, je me jette dans le train, pas besoin de payer. En arrivant, je vais piquer un vélo, dormir sur la plage ou au camping. Argelès, ça nous attire comme Châtelet-Les-Halles. »

Auprès d'un gérant de discothèque à Argelès-sur-Mer : « Dès que vous laissez entrer un Maghrébin, il y a des problèmes (...) avec la gent féminine. Ils sont grossiers avec elles, ils ne s'adressent à elles que pour leur dire qu'ils vont les sauter, alors (...) ça se passe mal, c'est normal et je suis obligé d'avoir des monstres à l'entrée qui cognent de temps en temps. Alors, au mois d'août, c'est un refus systématique. Pas un Maghrébin ne rentre, sauf ceux qu'on connaît bien. »

« L'interdiction opposée de facto à tous les « bronzés » à l'entrée des discothèques et de certains campings ne fait qu'envenimer la situation. » Un banlieusard dérange parce qu'il ne correspond pas à l'étalon de clientèle recherchée et parce qu'il est potentiellement res-

ponsable de la fuite d'une clientèle plus noble », note le rapport. « Il se voit trop simple d'expliquer ce rejet par le racisme des gérants de camping ou de boîte de nuit. Ces derniers n'ont que quelques semaines pour faire leur chiffre d'affaires de l'année et leurs clients, qui vivent eux-mêmes en banlieue, leur disent : « On les a déjà onze mois sur douze sur le dos, alors, épargnez-nous ! »

GROUPES AUTONOMES

Le troisième facteur de conflit tourne autour du trafic de cannabis : « Les autres jeunes, qu'ils soient roussillonnais ou hollandais, s'adressent aux jeunes de banlieue pour s'approvisionner, explique le sociologue. Parfois, ils font affaire, mais certains banlieusards se placent à « carottes les Blancs », à prendre leur argent sans rien fournir en échange, situation qui dégrade presque inévitablement. »

Selon Paul Mignon, les incidents mettent en cause non pas les jeunes appartenant à des groupes encadrés, mais ceux qui partent en groupe de façon autonome. L'universitaire note que les jeunes ban-

lieusards descendent en priorité dans les stations balnéaires desservies par une gare SNCF et que les incidents ont souvent mis aux prises une municipalité socialiste à des commerçants proches du RPR, voire de l'extrême droite.

L'afflux de ces nouveaux touristes n'est pas près d'être arrêté. D'abord, la situation en Algérie a notablement freiné les vacances « au bled » pour les jeunes beurs. Surtout, l'auteur note que les jeunes effectuent de fréquents va-et-vient, revenant à chaque fois avec un autre groupe d'amis. D'où une croissance exponentielle des arrivées, se traduisant, selon lui, par un doublement des effectifs « banlieusards » d'année en année. Le sociologue souligne le rôle positif d'apaisement et de médiation joué localement par les gendarmes dans les situations tendues. Mais il constate aussi une certaine prolifération d'armes à feu chez les commerçants et la présence, chez les jeunes, de bâtons de base-ball et de couteaux.

Ph. Be.

« Ces gens-là, on n'a rien contre eux, à condition qu'ils se tiennent convenablement... »

AGDE de notre envoyé spécial

Le Cap-d'Agde retient son souffle. Comme chaque année, pendant la dernière semaine de juin, tout ce que la station balnéaire de l'Hérault (20 000 habitants en hiver, 200 000 en été) compte de professionnels du tourisme se prépare à frapper les trois coups. Sur les quais, ce jeudi, les cafés ont déjà sorti leur terrasse, les bateaux embarquent leurs premiers visiteurs avides de croisière. Le Lunaparc de l'île des loisirs a fait tourner, une fois encore, ses installations à vide. Dimanche, lundi, les 14 kilomètres de sable fin de la plage Richelieu seront occupés. Bars, restaurants et boîtes de nuit afficheront complet. En attendant, les uns scrutent le ciel, les autres contemplant, un peu inquiets, leurs listes de réservation. C'est qu'il l'année dure deux mois. Alors, personne n'a droit à l'erreur. « En tout cas, on a tout fait pour que ça se passe bien, assure Christian Ladogne, photographe et président de l'Association des professionnels du centre-est. Ce qui s'est passé l'an dernier n'a été qu'un incident de parcours. Cette année, tout sera calme. »

Un incident de parcours. D'autres parlent de « bricoles », de « simples accrochages ». Pour un peu, il ne se serait rien

passé au Cap-d'Agde. Le 25 août 1995, pourtant, près d'un millier de commerçants manifestaient devant la mairie pour réclamer plus de sécurité. Vols, meurtres, pillages : les rumeurs les plus folles circulaient alors. Toutes accusaient des « jeunes de banlieues » venus dans le cadre des opérations « Villes-Vie-Vacances » (VVV). Le maire socialiste de la ville, Régis Passerieux, dénonçait l'irresponsabilité des pouvoirs publics, coupables de lui avoir « repassé le message ». Furieux de ne pas avoir été averti de la venue de groupes à risques, le préfet de l'Hérault, Charles-Noël Hardy, fustigeait à son tour les carences de l'opération. Professionnels, mairie, préfecture : tous assuraient que cela ne se reproduirait pas : « Ils » ne reviendraient pas.

« EXAGÉRATION »

Neuf mois plus tard, le ton a changé. A la préfecture, on dénonce l'« exagération ». « Il y a eu des problèmes, mais les jeunes venus dans le cadre de l'opération VVV n'étaient pas concernés », assure Francis Spitzer, sous-préfet de Béziers, chargé de la ville. « Ça n'a duré que dix jours et d'autres stations ont connu les mêmes problèmes, ajoute Régis Passerieux. Seulement, elles n'ont rien dit. » Et le commissaire d'Agde, Franck Desru-

maux, de déplorer « l'apparition de phénomènes de bandes, avec des bagarres, des comportements agressifs, des violences. Mais, paradoxalement, les statistiques de juillet-août montrent une baisse de 8,5 % de la délinquance par rapport à 1994. » Les commerçants, eux, ne disent rien. Ils préfèrent parler du réaménagement des parkings de l'île des loisirs, du mariage de Johnny Hallyday avec une fille de la ville, des réunions interprofessionnelles pour préparer la saison. En un mot, de l'essentiel.

Derrière cette apparente banalité se cache pourtant une mobilisation sans précédent. Lentement, sans bruit, un véritable cordon sanitaire a été discrètement installé autour du cap d'Agde. Aucune consigne n'a été officiellement donnée à l'échelon préfectoral. Dans une lettre envoyée au préfet, le ministre délégué à l'intégration, Eric Raoult, a même précisé qu'il n'était « pas envisageable de suspendre l'envoi de groupes de jeunes vers Agde », comme l'avait demandé le maire. Pourtant, hormis quelques adolescents de Colmar attendus dans un camping tenu par des religieux, aucune arrivée dans le cadre du programme VVV n'est prévue. Le commissaire Desru-maux, qui réclamait un renfort des effectifs, a lui aussi été largement entendu : il disposera cet

été de cinquante policiers supplémentaires, et d'une vingtaine de CRS : « Un effort sans précédent », se félicite-t-il. La mairie, de son côté, lancera, le 10 juillet, son dispositif de vidéosurveillance : dix caméras, un poste central sur lequel seront également branchés tous les commerçants du « réseau d'alerte », le tout en lien direct avec le commissariat. « On y pensait depuis deux ans, mais on a accédé sa mise en place, explique le maire. Il ne s'agit pas de faire dans le tout sécuritaire, mais si on ne fait rien, on risque de voir apparaître des milices et toutes sortes de pratiques discriminatoires. »

DISCRIMINATION EN MARCHÉ

Un « risque » qui fait doucement sourdre les agences immobilières. Elles ne le cachent pas : la discrimination est en marche. Chez Béchaux Immobilier, on ne connaît qu'« on ne se presse pas de répondre quand on a des demandes de documentation qui viennent du 92, du 93 ou du 95 ». L'agence n'a, certes, pas subi de dégradations l'an dernier, mais « d'autres en ont eues », explique-t-on. Une de ses collègues renchérit : « Quand un jeune téléphone et qu'il a un nom comme... enfin vous comprenez, c'est facile de refuser. Le problème c'est quand il dit qu'il s'appelle

Martin, qu'en réalité il s'appelle Mohamed, et qu'il arrive avec dix copains pour un appartement de quatre personnes. » Chez Interhome, on a moins de difficultés : installée dans toute l'Europe, l'agence draine plutôt une clientèle venue d'Allemagne, des Pays-Bas, de Suisse. « Mais quand on a une réservation de France, précise l'employée, on demande à notre bureau local de vérifier que Dupont n'est pas un prête-nom, qui cacherait par exemple le centre social de Bobigny. » Le barrage n'est, cependant, pas étanche. « Certains passeront », soupire un restaurateur. Et puis il faut bien remplir les appartements. « On est des commerçants, explique un traiteur de l'île de la Flanerie. Ces gens-là on n'a rien contre eux, à condition qu'ils se tiennent convenablement. » Et sinon ? L'homme bombe le torse. D'ores et déjà, une trentaine de commerçants du quartier ont embauché des vigiles pour patrouiller la nuit, avertit-il. « On a aussi prévu quelques surprises, dont je ne peux parler... mais c'est juste au cas où. La saison, en vérité, je la sens plutôt calme. » Comme l'an dernier ? Le commerçant sourit. « Pour-quoi, il s'est passé quelque chose l'an dernier ? »

Nathaniel Herzberg

Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France « J'aimerais que l'Eglise catholique fasse preuve de plus de simplicité »

Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, regrette que les voyages du pape Jean Paul II « ne se résument plus désormais qu'à de grandes manifesta-

tions publiques, où un seul discours est entendu, d'où est exclue toute forme de conversation et d'écoute ». Aussi souhaite-t-il que « l'Eglise catholique fasse preuve de plus de simplicité ». Par ailleurs, le pasteur Ste-

wart considère que « L'Evangile est incompatible avec cette idéologie du libre marché qui écrase les plus fragiles » et que la laïcité doit s'exprimer « dans la façon dont nous irons au devant des laissés-pour-compte ».

Les médiateurs demandent la tenue d'assises de l'immigration

Elles devraient avoir lieu en septembre

CINQ JOURS après la réponse sans concession du gouvernement aux « Africains de Saint-Ambroise » (Le Monde du 28 juin), le collège de médiateurs qui avait plaidé leur sort auprès des pouvoirs publics appelle à des assises de l'immigration. Réunis lundi 1^{er} juillet à la cartoucherie de Vincennes, les 25 personnalités devaient officiellement annoncer la tenue, à la rentrée, de « rencontres indépendantes ». « Au-delà des cas particuliers, que nous continuerons à soutenir, il faut définir, ensemble, une autre politique de l'immigration », estime Stéphane Hessel, porte-parole des médiateurs. En attendant, une manifestation de soutien aux sans-papiers aura lieu mercredi 3 juillet, à 18 heures, entre Belleville et Nation.

Tout le week-end, les occupations d'églises se sont poursuivies, avec chaque fois le soutien des paroisses. Les dizaines de familles africaines qui avaient quitté l'entrepôt SNCF de la rue Pajol pour l'église Saint-Bernard-de-la-Chapelle ont reçu, samedi, l'assurance de l'archevêché de Paris que, contrairement à ce qui

s'était passé à Saint-Ambroise, il ne serait pas fait appel à la force publique. Une rencontre pourrait avoir lieu entre les représentants du cardinal Lustiger et les médiateurs pour tenter de trouver « une issue » à cette occupation « effectuée sans notre consentement », précise l'archevêché.

JUÛNE DE SOUTIEN

Ailleurs, les mouvements se sont poursuivis sans incident ce week-end. A Saint-Denis, les quinze « sans-papiers », pour la plupart parents d'enfants français ou nés en France, qui s'étaient installés pour le week-end dans la basilique, ont regagné le local paroissial mis à leur disposition par l'Eglise depuis 23 jours. Au cours de la messe dominicale, le père Jean-Bernard Berger, curé de la cathédrale, a dénoncé l'attitude « immorale » de l'Etat. Un jeûne de soutien a été organisé par la coordination départementale pour le droit de vivre en famille, qui regroupe une trentaine d'associations (AC 1, CImade, DAL...).

N. H.

jeunes de banlieue

Plus de quarante officiers.

« Avec les enfants traditionnels »

« Vous étiez, samedi 29 juin, à l'église Saint-Hippolyte à Paris (13^e), occupée par des « sans-papiers » qui réclamaient leur régularisation. Comment expliquer cette combativité protestante dans les luttes pour les immigrés ou pour les SDF qui ont mal à partir avec certaines municipalités ?

— Par des raisons à la fois historiques, bibliques et politiques. On en a assez d'entendre dire qu'il n'y a pas d'alternative possible pour ces immigrés qu'on renvoie en charter ou à qui on dénie le droit de vivre en famille, pour ces salariés qu'on licencie, pour ces SDF contre lesquels se protègent fielleusement des municipalités. On répond à l'exclusion par l'exclusion et ce n'est plus tolérable. Le protestantisme doit avoir le courage de dénoncer l'idole du nouvel ordre économique mondial. C'est elle qui est en train d'écraser, de marginaliser, d'aliéner un nombre croissant de personnes et des groupes sociaux entiers.

» L'Evangile est incompatible avec cette idéologie du libre marché qui écrase les plus fragiles. Le protestantisme qui, dans son histoire, a tellement valorisé le travail et l'esprit d'entreprise doit rechercher aujourd'hui — avec d'autres bien sûr — comment rompre avec une idéologie aussi inhumaine et comment faire une place à l'exclu et à l'étranger. Notre vocation première n'est pas de rebâtir politiquement le monde. Elle est d'attirer son attention sur des situations insupportables. Le protestantisme l'a fait en luttant hier en Afrique du Sud contre l'apartheid, avant-hier contre les discriminations nazies. Le combat d'aujourd'hui pour affirmer que l'économie doit être au

de des rumeurs

« Le DAL « réquisitionne » un immeuble appartenant à la Ville de Paris

TREIZE FAMILLES et six célibataires ont été rélogés, samedi 29 juin, par l'association Droit au Logement (DAL) et par le Comité des sans-logis (CDSL) au terme d'une opération « coup de poing » de réquisition. Le bâtiment, un immeuble désaffecté de la Ville de Paris situé au 1, rue Marcadet dans le 18^e arrondissement, a été investi dans la soirée vers 15 heures.

Préparée dans le plus grand secret par le DAL et le CDSL, cette réquisition se veut symbolique. Contrairement aux opérations de la rue du Dragon ou du boulevard Maiesherbes, l'immeuble de la rue Marcadet n'est pas grand et les familles rélogées sont peu nombreuses. Mais, pour les militants, il s'agit avant tout de se faire entendre. « On nous a fait des promesses qui n'ont pas été tenues, les négociations avec la Ville de Paris traînent en longueur, explique Jean-Baptiste Eyraud, président du DAL. On s'est tenu tranquille jusque-là, mais, aujourd'hui, on passe à l'action. » Par cette réquisition de la rue Marcadet, le président du DAL entend bien protester « contre la logique libérale du gouvernement. Les allocations de logement vont sans doute être baissées. Les crédits du logement social sont réduits à portion congrue. Dans le même temps, des milliers de personnes attendent toujours d'être rélogés ».

Le choix de l'immeuble réquisitionné samedi n'a rien d'innocent. Le 1, rue Marcadet est un bâtiment de la Ville de Paris, qui faisait partie du parc HLM. « En prenant cet immeuble, nous voulons aussi dénoncer la politique d'attribution des logements sociaux parisiens, explique Nicole Rein, avocate du DAL. Elle ne favorise que les plus riches, les amis des amis. » Le 1 de la rue Marcadet n'a pourtant rien de luxueux. Désaffecté, il a été muré par les services de la Ville pour éviter tout squatt éventuel. Des mouticules de gravats jonchent les pailers, les portes sont défoncées et les sanitaires

meublement

ont été soigneusement cassés. « Ils blindent les portes avec l'argent du contribuable après avoir tout détruit de l'intérieur », s'indigne Jean-Claude Amara, secrétaire général du CDSL. C'est une véritable politique de la terre brûlée, d'une violence inouïe.

UNE GOUTTE D'EAU

Malgré tout, les quelques familles qui y sont logées se réjouissent. L'opération est une goutte d'eau au regard des sept mille dossiers de famille en attente du DAL et des mille huit cents dossiers de célibataires du CDSL. Les « heureux élus » ne s'en estiment que plus privilégiés. C'est le cas de Noëlla, cinquante ans. En attendant son nom à l'appel dans la cour de l'immeuble, elle lève le poing en signe de victoire. Pour elle, c'est la fin d'une longue galère. Voilà près de neuf ans qu'elle a fait une demande d'HLM, sans succès. En attente d'une expulsion, elle vivait dans une petite pièce avec ses deux filles. RMiste, elle ne peut prétendre louer un appartement du circuit privé. « L'occupation d'aujourd'hui est un premier pas vers l'aboutissement d'un logement, confie-t-elle. Quand le DAL fait une réquisition, il négocie jusqu'au bout le logement des gens. »

Mais la réquisition de samedi laisse aussi un goût amer. Dans la cour, deux femmes sont assises, entourées de leurs enfants. Elles ne font pas partie de la liste des rélogés, mais elles sont venues quand même, « au cas où ». Toutes deux espèrent une attribution de logement HLM dont elles ont fait la demande, il y a dix-huit ans. « En attendant », elles vivent à sept dans des pièces de moins de 20 mètres carrés. « On n'a plus confiance dans les mairies, affirme l'une d'elles. Ils disent tout le temps qu'on est prioritaire, mais on voit rien venir. Pourtant, on a les moyens de payer. Alors, où est le problème ? »

Cécile Prieur

Classe Affaires

Olivetti M24 New:
Tout Olivetti pour
6990 FHT

Tarif Loisirs



Puissance ou prix ? C'est la question qui revient quand on doit choisir un PC. Mais aujourd'hui, pourquoi choisir ? Voici le M24 New d'Olivetti. Un grand nom, une lettre et deux chiffres qui sont déjà une référence dans le monde des PC professionnels. Mais comment devient-on une légende ? Certainement pas par hasard. Tout commence par une sensation. Sans doute la ligne

supérieure, une constante chez Olivetti Plus, la confirmation que la première impression est souvent la bonne : un processeur Intel Pentium® 100 MHz, Microsoft Windows® 95... Encore des références. Enfin, il y a son prix : 6990 FHT. Olivetti propose tout simplement un standard professionnel au prix d'un PC ordinaire. De quoi entretenir la légende pour longtemps. Alors maintenant, pensez équilibre, commencez par une sensation. Sans doute la ligne pas complémente

Pour en savoir plus sur la gamme M24 New, appelez le (1) 69 29 90 02 ou contactez l'un de nos distributeurs agréés, liste disponible sur le 3616 OLIVETTI (1,29 FTTC la minute), ou encore consultez notre site Internet : <http://www.olivetti.com>

L'INFORMATIQUE EST UN ART

olivetti
personal computers



Le Conseil national du sida s'alarme de la situation aux Antilles-Guyane

DANS UN RAPPORT rendu public lundi 1^{er} juillet, le Conseil national du sida (CNS) recommande que des mesures « exceptionnelles » soient prises pour combler les déficits structurels en matière sanitaire et sociale des départements français d'Amérique (Guyane, Martinique, Guadeloupe). Le CNS, qui insiste sur les difficultés rencontrées sur place pour mener à bien son enquête, souhaite que « l'égalité des droits des habitants des trois départements français d'Amérique avec ceux des métropolitains en matière sanitaire soit respectée ».

Le taux de cas de sida déclarés est presque une fois et demie supérieur en Martinique qu'en métropole, deux fois et demie en Guadeloupe et six fois plus élevé en Guyane. La transmission est, dans ces départements, majoritairement hétérosexuelle, alors que ce mode de contamination ne représente que 13 % des cas en France métropolitaine. Aux Antilles-Guyane, l'épidémie touche davantage les femmes et les enfants. L'exclusion des malades demeure très forte, les étrangers (Haitiens, principalement) et les métropolitains étant souvent désignés comme des boucs émissaires, déplore enfin le CNS.

DÉPÊCHES

■ **PRÉVENTION** : la ville de Marseille va s'équiper de huit échangeurs de seringues, afin d'éviter le partage du matériel d'injection par les toxicomanes et de réduire ainsi les risques de contamination par le sida. Deux des huit échangeurs-récupérateurs de seringues usagées qu'il fonctionneront cet été à Marseille ont été inaugurés, vendredi 28 juin. Paris est équipé de cinq distributeurs, Lyon et Nîmes de deux et Montpellier d'un seul.

■ **INCENDIE** : deux pompiers sont morts, dimanche 30 juin à Epervilliers (Marne), en tentant de secourir les occupants d'un pavillon en flammes. Un adjudant volontaire et un caporal professionnel ont été ensevelis sous la maison qui s'est écroulée. Informés de la présence possible d'un locataire au premier étage, les pompiers s'étaient engagés dans l'escalier lorsqu'une explosion, sans doute provoquée par une bouteille de gaz, a soufflé le pavillon. Le locataire était absent de la ville au moment de l'incendie.

■ **ACCIDENTS** : une collision a fait trois morts, dimanche 30 juin vers 7 heures du matin, à Saint-Trivier-sur-Moignans (Ain), près de Villefranche-sur-Saône. Un jeune homme de vingt-quatre ans, son épouse et un homme de soixante-dix-neuf ans, tous trois habitants de Villefranche-sur-Saône, n'ont pas survécu au choc frontal des deux véhicules. Les circonstances de l'accident, qui s'est produit dans une ligne droite, étaient encore indéterminées lundi 1^{er} juillet.

■ Une jeune femme s'est tuée, samedi 29 juin après-midi, après que son jet-ski fut entré en collision avec un appareil du même type, sur la base nautique de Pompoint (Oise). La victime, âgée de vingt-cinq ans et domiciliée dans le Val-d'Oise, aurait effectué une mauvaise manœuvre et ainsi coupé la route à un autre jet-ski. Le second pilote est indemne. Une enquête a été ouverte.

■ Le pilote d'un petit autogère est mort, dimanche 30 juin, au lieu-dit Coutens, près de Montfort (Gers), dans l'explosion de son appareil. Après être entré en collision avec un arbre dans une zone vallonnée, l'appareil a heurté à l'arrière un poteau de ligne électrique. Les secours n'ont retrouvé son corps qu'à l'issue d'une heure et demie de recherches. Le pilote, âgé de quarante-deux ans et habitant à Aubiet (Gers), serait mort sur le coup.

■ **PROFANATIONS** : trente-neuf tombes ont été profanées au petit cimetière de Maréville, près de Forbach (Moselle), dans la nuit du samedi 29 au dimanche 30 juin. « Aucun graffiti n'a été découvert, il y a des croix cassées ou renversées, des stèles déclinées ainsi que des ex-voto, des décorations funéraires et des béatitudes brisées », a précisé un enquêteur, invoquant l'éventualité d'« actes de vandalisme stupide ». Le cimetière a été placé sous surveillance par la police de Forbach qui a ouvert une enquête.

■ **JUSTICE** : les magistrats affectés en Corse ont adressé un texte au garde des sceaux afin de lui demander l'engagement de poursuivre « contre les auteurs de bracts et d'articles mettant en cause les magistrats et la justice », a indiqué le quotidien *Libération* du 1^{er} juillet. Elaboré en assemblée générale au palais de justice de Bastia, le 26 juin, le texte fait suite aux menaces, attentats et pressions visant les juges au cours des derniers mois.

■ **ÉDUCATION** : une brochure consacrée aux rythmes scolaires, réalisée par les étudiants du Centre de formation des journalistes, est en vente en kiosque au prix de 20 francs pendant tout l'été. Réalisée à la demande du SNU-IPP, syndicat d'instituteurs et de professeurs des écoles de la FSU, elle fait le point sur les expériences menées et en détaille les avantages et leurs inconvénients.

■ **MARIE-DANIELLE FIEVRE**, principale du collège Garcia-Lorca de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), fondatrice de l'Auto-école pour la réinsertion de jeunes en difficulté, a été élue présidente d'initiatives éducatives, une association fondée par Gabriel Cohn-Bendit pour remédier à la violence scolaire.

■ **INSOLITE** : un canot de pêche a été mis en bouteille, ce week-end au port de Concarneau (Finistère), devenant ainsi vraisemblablement le plus grand bateau jamais mis en bouteille. Long de 5,20 mètres, le *Kelano* avait appartenu, entre 1964 et 1973, au couple d'écrivains Benoîte Groult et Paul Guimard. Rebaptisé *La Ville-Bleue*, il a été placé sous vide dans une bouteille en plastique, fabriquée pour la circonstance. Il sera exposé sous les remparts de Concarneau jusqu'au 1^{er} septembre.

Les Français supportent de moins en moins les nuisances olfactives

Des nez électroniques vont permettre de détecter des pollutions

Le public est de plus en plus sensible aux gênes olfactives. Celles-ci sont à l'origine de la moitié des plaintes déposées pour pollutions indus-

trielles et le degré d'exigence est en hausse permanente. Les scientifiques comptent sur la mise au point de « nez électroniques » pour

mesurer les odeurs. Reste que ces sensations sont trop subjectives pour être mesurées avec une totale fiabilité.

grande cause locale » plutôt qu'un enjeu national. Conséquence : un marché est en train d'émerger. Qu'il s'agisse d'un secteur non réglementé, les stations d'épuration et les usines d'épuration récemment construites s'équipent pour devenir moins gênantes.

« Les industriels s'inquiètent de plus en plus de la réaction des résidents. D'ailleurs, les nuisances ol-

factives commencent à être systématiquement intégrées dans les enquêtes d'utilité publique », constate Lionel Poutier, directeur de la société Etudes olfactométriques Guignes (EOG) d'Aix-en-Provence. « La grande difficulté, poursuit-il, c'est qu'une odeur est culturellement mauvaise ou bonne. Par exemple, les avis divergent souvent sur l'odeur dégagée par une usine selon que l'on en est salarié ou riverain ».

Une question, dès lors, se pose : comment mesurer des sensations largement subjectives ? Selon les scientifiques, la réponse passe par

le développement des « nez électroniques », auxquels vient d'être consacré un premier congrès international, les 26 et 27 juin à Paris. Ces appareils très sophistiqués permettent de détecter des composés chimiques avec une grande précision : les industriels de l'agroalimentaire utilisent déjà des « nez » pour déterminer le degré de fraîcheur de la viande, no-

capteur d'odeurs. « Technique », assure M. Talou, des nez intelligents peuvent être opérationnels d'ici deux à trois ans. Aux industriels, maintenant, de jouer ».

Pourtant, la mesure d'une sensation olfactive ne peut se résumer à une analyse physico-chimique. Il faut donc s'en remettre au nez humain, dont la sélectivité et les exigences semblent de plus en plus complexes à satisfaire. Ainsi, la Sécodip (société spécialisée dans les études de consommation) observe qu'un rayon des produits d'entretien les meilleures performances commerciales de l'année écoulée concernent les gels javellisés et les vaporisateurs qui neutralisent les odeurs.

Pour les truffes, le Détectotruffe vaut bien une truie

Le « nez électronique » est un instrument composé de plusieurs capteurs de la taille d'une pièce de 20 centimes. Il réagit aux composés volatils odorants et réalise une empreinte numérique des odeurs. Ainsi, l'odorimètre LCA 2000 est capable de distinguer des poudres de café arabica et des poudres de robusta mais aussi de veiller sur la fabrication d'un fromage et de se prononcer sur la durée de maturation d'un saucisson sec. De très sérieux travaux ont été menés pour étalonner un olfactomètre baptisé Détectotruffe et destiné à localiser les truffes aussi bien que la truie la plus expérimentée du Périgord.

En France, la réglementation définie par l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1993 repose sur des mesures olfactométriques et détermine, par exemple, un débit d'odeur à ne pas dépasser en fonction de la hauteur des cheminées.

Dans le domaine de la domotique, apparaissent des systèmes capables, par exemple, de repérer une forte odeur de brûlé et d'interrompre la cuisson en cours. Quant aux japonais, ils testent déjà des hottes aspirantes pilotées par un

TENDANCE À L'ISOLATION

« La demande du public est claire et nette, insiste pour sa part André Caron, consultant spécialisé dans l'habitat individuel : ne pas sentir les odeurs de cuisine lorsque l'on se trouve dans la salle à manger, ne pas sentir les odeurs de barbecue des voisins lorsqu'on se trouve dans son jardin. L'isolation olfactive va de pair avec l'aspiration à l'isolation phonique et visuelle. Le problème, c'est que nous ne disposons pas des produits susceptibles de répondre à cette demande ».

Pour leur part, de nombreuses entreprises pratiquent le « marketing olfactif », qui consiste à placer le client en condition favorable en l'exposant à des senteurs agréables : certaines agences bancaires diffusent ainsi des senteurs de cuir... La RATP ne mène-t-elle pas d'actives recherches pour rendre le métro plus agréable ?

Jean-Michel Normand

Le calvaire des voisins de la station d'Achères

ILS SONT une vingtaine et on les appelle « les experts », tant la tâche qu'ils assument réclame rigueur et méthode. A l'heure dite, sur le pas de leur porte, ils doivent se concentrer et, lentement, humer l'air.

Qu'ils perçoivent le moindre relent et ils ouvriront un attaché-case comprenant quarante-deux petites fioles. Six rangées de sept fioles qui, selon le dosage, correspondent à des degrés variables. Les dominantes vont de l'ammoniac au diméthylsulfure en passant par l'éthyl mercaptan. Remués soigneusement, vapeurs d'égouts, relents de chlore, exhalaisons de boues... Autant de sensations qui signalent la présence de la station d'épuration d'Achères (Yvelines), la plus importante d'Europe avec ses 800 hectares de superficie et plus de 2 millions de mètres cubes d'eau traités chaque jour.

Les « experts », chargés de déterminer avec la plus grande précision la nature et l'intensité des nuisances, constituent le cœur du très officiel « jury de nez » installé depuis trois ans par l'Observatoire de l'environnement, un organisme placé sous l'autorité du préfet des Yvelines qui offre une structure de dialogue entre le Syndicat interdépartemental d'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP) et les associations de riverains.

Aux relevés constitués par ces volontaires ont été agrégées les informations collectées par un réseau de deux cent cinquante autres bénévoles, qui notent la présence, de façon moins élaborée, des senteurs suspects. Fort

de ces données, l'Observatoire a forgé un « indice de désagrément » et un « indice de fréquence » qui ont permis d'établir un « indice de gêne ». Ce que le SIAAP appelle pudiquement des « observations spontanées » - plaintes, agressives ou résignées, formulées par voie téléphonique ou postale - sont comptabilisées, mais à part.

« Parfois, l'odeur nauséabonde, poisseuse, chimique prend à la gorge. L'été, il arrive que cela vous réveille »

« L'indice de gêne fournit une base de discussion et permet de porter un langage commun avec nos interlocuteurs, qu'ils soient qu'ils exigent, se félicite Gérard Penot, responsable du Centre technique de l'Observatoire. Entre 1993 et 1995, l'indice est passé de 3 à 1,8, ce qui recouvre une réalité que personne ne conteste : le niveau de nuisance a diminué. Depuis 1989, un milliard de francs de travaux ont été engagés pour atténuer les effluents d'égouts et de « boues cuites ». Pourtant, en 1995, le nombre des « observations spontanées » est resté pratiquement inchangé. Lorsque se lève le vent d'ouest et que l'atmosphère se ré-

chauffe, la colère gronde toujours chez une partie des 100 000 habitants des communes de Maisons-Laffitte, Achères, Sartrouville, Conflans-Sainte-Honorine, Cormeilles-en-Parisis, La Frette, Herblay ou Montigny-Lès-Cormeilles. Autant dire que le projet d'extension d'Achères carressé par le SIAAP n'est pas très populaire.

« Parfois, l'odeur nauséabonde, poisseuse, chimique, prend à la gorge. L'été, lorsque l'on dort les fenêtres ouvertes, il arrive que cela vous réveille », témoigne Christian Duffé, président du Collectif pour l'annulation des pollutions urbaines et industrielles (Capui), association transcommunale pionnière de la lutte contre « cette usine centenaire, techniquement dépassée et gigantesque ». « Des progrès ont été réalisés, mais les gens sont devenus plus exigeants. On ne va tout de même pas le leur reprocher ! », s'insurge le président du Capui, qui avoue « un léger sentiment de défiance à l'égard de l'Observatoire », accusé d'être beaucoup trop dépendant du SIAAP et soupçonné de ne pas tenir une comptabilité irréprochable des plaintes. « En outre, objecte un « expert » qui déplore l'insuffisance du nombre de « nez », les fioles ne contiennent qu'un seul produit, ce qui ne permet pas de préciser la nature de la nuisance. Quant à la formation qui nous est prodiguée, elle est perfectible. Certains n'ont jamais été capables de sentir quoi que ce soit ! »

« Par nature, les perceptions olfactives doivent être relativisées, tempère Christian Rognon, ingénieur chimiste chez EOG, l'une des seules sociétés françaises spécialisées dans la lutte contre ce type de nuisances. Cela dépend forcément du vécu des gens, du contexte. Il arrive que deux voisins divergent totalement sur l'intensité et même la présence d'une nuisance. » La cartographie réalisée par le SIAAP, où figurent les relevés effectués pendant deux ans par chaque « testeur », révèle en effet des appréciations divergentes à l'intérieur du même pâté de maisons. « Pour tous les gens chics de Maisons-Laffitte, persiste une mauvaise langue, l'odeur du crotin de cheval est très noble, mais la moindre effluve d'un

basin de décantation devient insupportable. » « Je vous assure que, d'un endroit à l'autre, l'odeur peut différer », proteste Ricardo Ugolini, qui, depuis trente-huit ans, demeure à Herblay, face à la station. « Tenez, poursuivit-il, j'ai parfaitement identifié chez moi une espèce de relent soufre que j'ai même retrouvé dans l'usine. Et pourtant, je suis le seul à l'avoir repérée. Les choses sont comme cela ».

Que leurs tourments soient mesurés quasi scientifiquement n'apaise guère les riverains. Au contraire, inquiètes devant des « phénomènes respiratoires préoccupants et des cas de conjonctivites en série », les associations ont obtenu la création d'un groupe de travail qui devra déterminer s'il y a lieu de lancer une étude épidémiologique. Il est vrai qu'il ne se plaint aussi des attaques de moustiques en été et des nuisances sonores engendrées en toute saison par les nouveaux couloirs aériens à l'approche de Roissy...

J.-M. N.



Le Monde EDITIONS

Marc VILBENOÏT

PLEIN CADRE

Itinéraire d'un syndicaliste comblé

Entretiens avec Jean-François RABILLOUD

De la guerre d'Algérie aux grèves de décembre 1995, quarante ans d'histoire, d'engagement et d'engagement, un itinéraire régulier et obstiné, une analyse sans angélisme ni concessions sur l'avenir des rapports sociaux en général et sur celui des cadres en particulier, par le président de la CFE-CGC.

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

LE MONDE DES LIVRES SUR MINITEL

300 000 livres : romans, biographies, essais...

Le Monde Éditions : dessins de Plantu, l'Histoire au jour le jour, l'album du Festival d'Avignon.

La sélection du Monde des livres.

36 15 LEMONDE

REUSSIR

APRÈS LE BAC

HEC - SCIENCES-PO

Stages intensifs et Cours préparatoires

MATH SUP et SPÉ

Stages intensifs et Math Spé PC "Pôle"

MÉDECINE-PHARMA

Préparation et Encadrement scientifique annuel

DROIT - SC. ECO

Préparation et Encadrement annuel

APRÈS LICENCE-MASTER

HEC - ESCP / ESSEC

SCIENCES-PO / CFP

MEILLEURS

RESULTATS NATIONAUX

IPESUP PREPASUP

43.25.63.30 3615 IPESUP

18 rue du Collège Notre-Dame 75004 Paris

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE

ENTREPRISES ET TELECOMMUNICATIONS INTERNATIONALES

Avancées technologiques et baisses tarifaires permettent aux entreprises d'optimiser - réellement - leurs communications téléphoniques vers l'étranger

Le marché des télécoms en France s'est aujourd'hui ouvert à de nouveaux opérateurs. Alors, tout nouveau tout beau ? Il faut se méfier des *a priori* et comparer avant d'acheter... De fait, France Télécom apporte réellement aux professionnels de quoi économiser de l'argent sur leurs communications téléphoniques vers l'étranger. Passage en revue de quelques exemples.

PAR PIERRE BEVERNOT

Depuis plusieurs années, France Télécom s'est mis à agir en "marketeur" de pointe, selon sa profession de foi de remettre le client au cœur de ses décisions. Les professionnels, les entreprises, les industriels se voient en effet proposer par France Télécom un "téléphone international sur mesure". Avec, notamment : pour les grandes entreprises, les Liaisons Louées Internationales et la gamme Modulance, et Avantage Partenaires International pour des utilisateurs qui ont une consommation plus modérée.

Liaisons Louées Internationales : maîtriser son propre réseau

Qui n'a rêvé de posséder son propre réseau téléphonique afin d'en maîtriser l'organisation et les coûts ? C'est ce que permettent les "Liaisons Louées Internationales", l'un des systèmes les plus économiques dès lors que l'on a besoin de relier en permanence filiales ou agents, fournisseurs ou clients avec les principaux centres de décision dans l'entreprise. Il s'agit, ni plus ni moins, d'un véritable réseau téléphonique privé : l'entreprise loue réellement un ou plusieurs "trunks" à France Télécom et l'organise exactement comme elle le souhaite. Le "trunk" s'adapte à toutes les formes de télécommunications : téléphonie, télécopie,

La gamme Modulance : jusqu'à 20 % de réduction

Voici une offre qui se décline en 4 options correspondant chacune à des besoins différents : Modulance International Pays, Modulance International Europe, Modulance International Monde et Modulance Global.

L'assurance de pouvoir optimiser de façon radicale ses communications internationales...

Modulance International Pays : cette offre concerne les entreprises qui n'ont d'appels (téléphone, fax ou trafic de données Numéris) que vers un seul et même pays. L'abonnement leur garantit une réduction de 8 % sur les communications vers ce pays.

Modulance International Europe : l'Europe à - 20 %, c'est possible... Avec Modulance International Europe, pour les communications vers un ensemble de 19 pays d'Europe (voir liste ci-dessous). La réduction de 20 % apparaît directement sur votre facture...

Les 19 pays de Modulance International Europe

Allemagne	Grèce	Norvège
Autriche	Irlande	Pays-Bas
Belgique	Italie	Portugal
Danemark	Lettonie	Royaume-Uni
Espagne	Luxembourg	Saint-Martin
Finlande	Slovaquie	Suisse

international très diversifié et relativement important. La réduction obtenue avec Modulance International Monde est de 20 % sur toutes les communications vers plus de 200 pays.

Enfin, il y a Modulance Global, qui s'applique au volume global d'appels internationaux et interurbains (donc non locaux) au départ de l'installation principale d'une entreprise : une réduction comprise entre 10 et 15 %.

Exemple d'économies réalisées grâce à Modulance International Europe

Exemple d'une société française d'import-export qui communique principalement vers le Danemark, la Suède, l'Espagne et la Grèce, pour une dépense mensuelle de 27.800 F HT. Les 20 % de la réduction Modulance International Europe s'appliquent sur le montant total (27.800 F HT) diminué du seul de facturation (6.000 F HT) : soit 21.800 F HT x 20 % = une économie de 4.360 F HT. Pour être précis, il faut en déduire les 300 F HT de l'abonnement : l'économie mensuelle réalisée est ainsi de 3.860 F HT. Soit, sur une année, une économie globale nette supérieure à 46.320 F HT. Non négligeable, n'est-ce pas ?

Il est évident que Modulance n'exige aucune modification de votre installation téléphonique. En revanche, une fois abonné à Modulance, vous bénéficiez d'un accès privilégié à France Télécom Assistance Internationale : en cas d'éventuelles difficultés rencontrées lors de l'établissement de communications internationales, une assistance technique efficace permet d'en déterminer les causes et de prendre plus rapidement les bonnes décisions pour y remédier.

Avantage Partenaires International : jusqu'à 15 % de réduction avec vos correspondants réguliers

A partir du tableau statistique de vos correspondants étrangers le plus fréquemment appelés dans votre entreprise (clients, commerciaux ou fournisseurs), vous déterminerez sans difficulté de 1 à 3 numéros de téléphone ou de fax. Lorsque vos communications internationales sont concentrées sur un seul numéro, vous avez tout intérêt à souscrire un abonnement à Avantage Partenaires International. Il ne vous coûtera que 8,29 F HT par mois et par ligne ; en revanche, vous aurez une réduction de 10 % sur toutes les communications vers ce



Les solutions France Télécom se révèlent très avantageuses pour les entreprises et les professions libérales

numéro. Si vous avez 3 numéros, ce sera 15 % que vous économiserez ! Pour un abonnement de 33,17 F HT par mois et par ligne.

Naturellement, si vous disposez de plusieurs lignes vous pouvez faire jouer Avantage Partenaires International sur chacune d'entre elles et donc économiser 15 % sur autant de fois 3 correspondants que vous avez de lignes. Et ce parmi 218 destinations partout dans le monde...

Exemple d'économies avec Avantage Partenaires International

Vous appelez régulièrement 3 numéros à l'international et tous les deux mois, ces appels représentent 2.000 F HT sur votre facture, soit 1.000 F HT par mois. Avec Avantage Partenaires International, vous économiserez chaque mois : 150 F HT - 33,17 F HT = 116,83 F HT

Ce qui représente une économie de 1.400 F HT pour l'année.

Sachez qu'en outre, vous cumulez Avantage Partenaires International avec les avantages horaires déjà proposés par France Télécom. Autrement dit, en appelant en en programmant vos fax ou transmissions de données Numéris aux heures de nuit, vous économiserez encore davantage !

Engagements réciproques et bénéfiques !

Les engagements que vous prenez avec France Télécom ne sont pas à sens unique : France Télécom s'engage également. Et, en particulier, à instaurer avec les entreprises une relation de professionnel à professionnel. France Télécom s'engage à ce que votre interlocuteur commercial vous aide, démonstration et calculs à l'appui, à faire le meilleur choix, celui qui sera bon pour votre entreprise. France Télécom s'engage à vous faire gagner du temps lorsque vous installez vos bureaux ou lorsque vous les déménagez ; à rétablir rapidement le contact avec



vos partenaires en cas de déménagement ; à vous accompagner dans les événements de la vie de votre activité professionnelle. Il n'y a pas de doute, France Télécom ne cesse de faire des progrès... Et tout porte à croire que cela va continuer ! P.B.



Maîtriser toutes ses télécommunications depuis la France d'un bout à l'autre de la planète

courrier électronique, transmission de fichiers et d'images, visioconférence, etc. Précisons que ce ne sont pas les communications qui sont facturées, mais un forfait. Le montant de la facture est donc indépendant du nombre et de la durée des communications. En fait, le forfait se rentabilise d'autant mieux que l'on fait transiter un maximum de communications sur ces liaisons louées...

Cela dit, pour passer un contrat de "Liaisons Louées Internationales", en règle générale, il faut déjà avoir, entre un site français et un site à l'étranger, des besoins en communications assez importants en volume ou en débit. C'est là où intervient la qualité d'écoute des interlocuteurs commerciaux France Télécom. En discutant avec le sien, on découvre si l'on a intérêt à choisir une Liaison Louée Internationale ou à opter pour l'une des offres de la gamme Modulance ou Avantage Partenaires International.

Modulance International Monde : cette offre est plus particulièrement destinée aux entreprises qui ont un trafic

CARACTERISTIQUES DES OPTIONS DE LA GAMME MODULANCE

MODULANCE	INTERNATIONAL PAYS	INTERNATIONAL EUROPE	INTERNATIONAL MONDE	GLOBAL
Pour les appels vers	1 pays	1 ensemble de 19 pays d'Europe	218 pays	218 pays + Interurbains
Montant de la réduction	8 %	20 %	20 %	de 10 à 15 %
Abonnement mensuel	30 F HT	500 F HT	1 000 F HT	200 F HT
Seuil de facturation mensuel au-dessus duquel s'applique la réduction	300 F HT	6 000 F HT	15 000 F HT	15 000 F HT
				130 000 F HT selon réduction

* Une option est attachée pour un site en France

L'indiscutable compétence des conseillers France Télécom

Esprit de compétitivité oblige, France Télécom met au service des entreprises des ingénieurs commerciaux formés à - très bien - servir le client. Partout en France. Ces interlocuteurs commerciaux ont évidemment pour fonction de vous proposer les offres et les services France Télécom les mieux adaptés à vos besoins. C'est pourquoi, avant toute chose, ils se montrent attentifs à vos besoins et cherchent à les cerner le mieux possible.

Vous pouvez le vérifier : consultez votre interlocuteur commercial. Vous verrez qu'avec lui, vous aurez une discussion globale et qu'il vous apportera la meilleure offre possible : celle qui répond le mieux à vos spécificités.

Qui, actuellement, peut vous offrir mieux ?

Pour recevoir une documentation commerciale sur ces services, Numéro Vert (appel gratuit) : 06 06 19 19

مكتبة الأهل

Naissances

Charlotte BONALDI
et
Edouard GIRARDET
ont la joie d'annoncer l'arrivée de
Alice,
à Paris, le 29 juin 1996.

Ulrike BRÜTT, Michel KOKOREFF
et Victor
sont heureux d'annoncer la naissance de
Augustin,
le 29 juin 1996.

Marie-Françoise RIGOS
et Xavier BERNANDEZ,
ses parents,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Sarah BERNANDEZ,
le 30 mars 1996.

Myriam LEVY
et Yves de SAINT-JACOB
partagent avec Kim la joie d'annoncer la
naissance de
Louise,
à Paris, le 24 juin 1996.

Silvian chéri,
te voilà citoyen, quelle fierté pour ton
papa et ta maman.

Patrice, Khélil et Selma ARCHER,
15, rue Victor-Consolat,
75005 Paris.

Mariages

Elizabeth LEROUXEL
et
Jean-Michel MAURIN
sont heureux de faire part de leur mariage,
le 22 juin 1996, à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume.

Nicolas et Antoine
souhaitent beaucoup de bonheur à leurs
parents, qui se marient le mardi 2 juillet
1996, à 17 heures.

Nos abonnés et nos actionnaires
bénéficiant d'une réduction sur les
inscriptions du « Carnet du Monde »,
sont priés de bien vouloir nous com-
muniquer leur numéro de référence.

Décès

François et André Benda,
Sylvie Benda-Alvarez et Dominique
Tardy,
Daniel Benda,
ses enfants,
Guy, Yana, Marc, Joëlle et Karine,
ses petits-enfants,
Les familles Hervieu, du Bois, La-
vigne, de Caux et Morillon,

M. Paul BENDA,
né Guillemin Morillon,
survécu le 28 juin 1996, à Paris, dans sa
quatre-vingt-cinquième année.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité
familiale, le 4 juillet, à 14 heures, dans le
caveau de famille, au cimetière de Loches
(Indre-et-Loire).

12, rue Fabre d'Eglantine,
75012 Paris.

M. et M^{me} Georges Bessas,
ont la douleur de faire part du décès subit
de leur fille,
Annick BESSAS,

agréée de l'université,
inspecteur d'académie à Strasbourg,
officier des Palmes académiques.

La cérémonie religieuse sera célébrée,
le mardi 2 juillet 1996, à 14 h 30, en
l'église Saint-Pierre-de-Charenton (Val-
de-Marne), suivie de l'inhumation, dans
le caveau de famille, dans l'intimité.

18, avenue de la Liberté,
94220 Charenton-le-Pont.

Nous avons la tristesse de faire part
du décès de
Gérard CAPIAT,

survécu le 21 juin 1996, à l'âge de cin-
quante-quatre ans.

Tous ceux qui l'ont connu se souvien-
dront de l'homme d'idées et de cœur qu'il
a toujours été.

M^{me} Maria Teresa Grendi Hirschhoff,
son épouse,
Daniel,
son fils,
M^{me} Rachel Kessel,
sa sœur,
ont la tristesse de faire part du décès de
docteur Santa HIRSCHHOFF,

survécu le 26 juin 1996, à Paris.

L'inhumation aura lieu le jeudi 4 juillet,
à 15 h 45, au cimetière du Père-
Lachaise.

M^{me} Margot Caussemille,
Ses enfants et petits-enfants,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jean-Marie CAUSSEMILLE,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre 1939-1945,
médaille des évadés,
croix du combattant,
croix du combattant volontaire
avec barrette,
croix du combattant volontaire
de la Résistance,
Distinguished Flying Medal,
survécu à Marseille, le 28 juin 1996, dans
sa quatre-vingt-neufième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Gilbert Fichet,
M. et M^{me} Michel Fichet,
M. Guy Fichet,
M. et M^{me} Annie Pascheco
et leurs enfants,
M^{me} Elisabeth Fichet
et ses filles,
M. et M^{me} Alain Fichet
et leur fille,
Edith Fichet et Jean-Pierre Quignaux
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Paul Gardes
et leurs enfants,
M^{me} Isabelle Valghe
et ses enfants,
M. et M^{me} Didier Massebieu
et leurs enfants,
Cécile Fichet et Pascal Decosta-
Marques,

ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Michèle FARINAUD,

survécue à Paris, le 25 juin 1996, dans sa
quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont été célébrées dans
l'intimité, à Charenton-le-Pont, le 28 juin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, rue Voltaire,
93400 Charenton-le-Pont.

95, boulevard Romain-Rolland,
92120 Montrouge.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 3 juillet, à 9 heures, en
l'église Saint-Léon, 1, place du Cardinal-
Amat, à Paris-13^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière de
Saint-Loup-de-la-Salle (Seine-et-Marne).

30, avenue Charles-Floquet,
75007 Paris.

« La Grande Maison »,
71350 Océange.

Le 20 juin 1996, victime d'un
accident,

Pierre LEROUX
quittait ceux qui l'aimaient.

76, boulevard Sévigné,
75019 Paris.

63-65, avenue de l'Ermitage,
1224 Genève (Suisse).

M. Jean QUANTIN,
né le 28 juin 1996, dans sa quatre-vingt-
deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le
3 juillet, à 14 h 30, à Lyon, en l'église
Saint-Pothin.

M. Mathias Clément,
président du conseil de surveillance de
Bernard Krief Consultants,
M. Louis Pélissier,
président du directeur,
M. Jean-Claude Dumit,
vice-président du groupe en charge de
l'international,
M^{me} Anne-Marie Haugon,
vice-présidente du groupe en charge des
ressources humaines,
Et tous ses collaborateurs,
ont l'immense tristesse de faire part
de la disparition de

M. Bernard KRIEF,
président du groupe
Bernard Krief Consultants,
officier de la Légion d'honneur,
décédé accidentellement le 26 juin 1996.

Bernard Krief Consultants,
26, boulevard Malesherbes,
75008 Paris.
(Le Monde du 29 juin)

M. Joseph Leflaive,
son épouse,
M. et M^{me} Michel Leflaive,
M. et M^{me} Paul Leflaive,
M. et M^{me} Jean-Paul Nolasse,
M^{me} Chantal Leflaive,
M^{me} Marie-Odile Leflaive,
M. et M^{me} Bruno Leflaive,
M. et M^{me} Jacques Leflaive,
ses enfants,
M^{me} Catherine Leflaive, Sœur Colette
en religion, sa sœur,
Le colonel et M^{me} Robert Michaud,
ses beaux-frères et belle-sœur,
Ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
font part du décès de
M. Joseph LEFLAIVE,
ingénieur des arts et manufactures,
ancien ingénieur en chef à Usinor,

survécu le 27 juin 1996, dans sa quatre-
vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 3 juillet, à 9 heures, en
l'église Saint-Léon, 1, place du Cardinal-
Amat, à Paris-13^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière de
Saint-Loup-de-la-Salle (Seine-et-Marne).

30, avenue Charles-Floquet,
75007 Paris.

« La Grande Maison »,
71350 Océange.

Le 20 juin 1996, victime d'un
accident,

Pierre LEROUX
quittait ceux qui l'aimaient.

76, boulevard Sévigné,
75019 Paris.

63-65, avenue de l'Ermitage,
1224 Genève (Suisse).

M. Jean QUANTIN,
né le 28 juin 1996, dans sa quatre-vingt-
deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le
3 juillet, à 14 h 30, à Lyon, en l'église
Saint-Pothin.

M. Mathias Clément,
président du conseil de surveillance de
Bernard Krief Consultants,
M. Louis Pélissier,
président du directeur,
M. Jean-Claude Dumit,
vice-président du groupe en charge de
l'international,
M^{me} Anne-Marie Haugon,
vice-présidente du groupe en charge des
ressources humaines,
Et tous ses collaborateurs,
ont l'immense tristesse de faire part
de la disparition de

M. Bernard KRIEF,
président du groupe
Bernard Krief Consultants,
officier de la Légion d'honneur,
décédé accidentellement le 26 juin 1996.

Bernard Krief Consultants,
26, boulevard Malesherbes,
75008 Paris.
(Le Monde du 29 juin)

M. Joseph Leflaive,
son épouse,
M. et M^{me} Michel Leflaive,
M. et M^{me} Paul Leflaive,
M. et M^{me} Jean-Paul Nolasse,
M^{me} Chantal Leflaive,
M^{me} Marie-Odile Leflaive,
M. et M^{me} Bruno Leflaive,
M. et M^{me} Jacques Leflaive,
ses enfants,
M^{me} Catherine Leflaive, Sœur Colette
en religion, sa sœur,
Le colonel et M^{me} Robert Michaud,
ses beaux-frères et belle-sœur,
Ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
font part du décès de
M. Joseph LEFLAIVE,
ingénieur des arts et manufactures,
ancien ingénieur en chef à Usinor,

survécu le 27 juin 1996, dans sa quatre-
vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 3 juillet, à 9 heures, en
l'église Saint-Léon, 1, place du Cardinal-
Amat, à Paris-13^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière de
Saint-Loup-de-la-Salle (Seine-et-Marne).

30, avenue Charles-Floquet,
75007 Paris.

« La Grande Maison »,
71350 Océange.

Le 20 juin 1996, victime d'un
accident,

Pierre LEROUX
quittait ceux qui l'aimaient.

76, boulevard Sévigné,
75019 Paris.

63-65, avenue de l'Ermitage,
1224 Genève (Suisse).

M. Jean QUANTIN,
né le 28 juin 1996, dans sa quatre-vingt-
deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le
3 juillet, à 14 h 30, à Lyon, en l'église
Saint-Pothin.

M. Mathias Clément,
président du conseil de surveillance de
Bernard Krief Consultants,
M. Louis Pélissier,
président du directeur,
M. Jean-Claude Dumit,
vice-président du groupe en charge de
l'international,
M^{me} Anne-Marie Haugon,
vice-présidente du groupe en charge des
ressources humaines,
Et tous ses collaborateurs,
ont l'immense tristesse de faire part
de la disparition de

M. Bernard KRIEF,
président du groupe
Bernard Krief Consultants,
officier de la Légion d'honneur,
décédé accidentellement le 26 juin 1996.

Bernard Krief Consultants,
26, boulevard Malesherbes,
75008 Paris.
(Le Monde du 29 juin)

M. Joseph Leflaive,
son épouse,
M. et M^{me} Michel Leflaive,
M. et M^{me} Paul Leflaive,
M. et M^{me} Jean-Paul Nolasse,
M^{me} Chantal Leflaive,
M^{me} Marie-Odile Leflaive,
M. et M^{me} Bruno Leflaive,
M. et M^{me} Jacques Leflaive,
ses enfants,
M^{me} Catherine Leflaive, Sœur Colette
en religion, sa sœur,
Le colonel et M^{me} Robert Michaud,
ses beaux-frères et belle-sœur,
Ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
font part du décès de
M. Joseph LEFLAIVE,
ingénieur des arts et manufactures,
ancien ingénieur en chef à Usinor,

survécu le 27 juin 1996, dans sa quatre-
vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 3 juillet, à 9 heures, en
l'église Saint-Léon, 1, place du Cardinal-
Amat, à Paris-13^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière de
Saint-Loup-de-la-Salle (Seine-et-Marne).

30, avenue Charles-Floquet,
75007 Paris.

« La Grande Maison »,
71350 Océange.

Le 20 juin 1996, victime d'un
accident,

Pierre LEROUX
quittait ceux qui l'aimaient.

76, boulevard Sévigné,
75019 Paris.

63-65, avenue de l'Ermitage,
1224 Genève (Suisse).

M. Jean QUANTIN,
né le 28 juin 1996, dans sa quatre-vingt-
deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le
3 juillet, à 14 h 30, à Lyon, en l'église
Saint-Pothin.

M. Mathias Clément,
président du conseil de surveillance de
Bernard Krief Consultants,
M. Louis Pélissier,
président du directeur,
M. Jean-Claude Dumit,
vice-président du groupe en charge de
l'international,
M^{me} Anne-Marie Haugon,
vice-présidente du groupe en charge des
ressources humaines,
Et tous ses collaborateurs,
ont l'immense tristesse de faire part
de la disparition de

M. Bernard KRIEF,
président du groupe
Bernard Krief Consultants,
officier de la Légion d'honneur,
décédé accidentellement le 26 juin 1996.

Bernard Krief Consultants,
26, boulevard Malesherbes,
75008 Paris.
(Le Monde du 29 juin)

M. Joseph Leflaive,
son épouse,
M. et M^{me} Michel Leflaive,
M. et M^{me} Paul Leflaive,
M. et M^{me} Jean-Paul Nolasse,
M^{me} Chantal Leflaive,
M^{me} Marie-Odile Leflaive,
M. et M^{me} Bruno Leflaive,
M. et M^{me} Jacques Leflaive,
ses enfants,
M^{me} Catherine Leflaive, Sœur Colette
en religion, sa sœur,
Le colonel et M^{me} Robert Michaud,
ses beaux-frères et belle-sœur,
Ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
font part du décès de
M. Joseph LEFLAIVE,
ingénieur des arts et manufactures,
ancien ingénieur en chef à Usinor,

survécu le 27 juin 1996, dans sa quatre-
vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 3 juillet, à 9 heures, en
l'église Saint-Léon, 1, place du Cardinal-
Amat, à Paris-13^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière de
Saint-Loup-de-la-Salle (Seine-et-Marne).

30, avenue Charles-Floquet,
75007 Paris.

« La Grande Maison »,
71350 Océange.

Le 20 juin 1996, victime d'un
accident,

Pierre LEROUX
quittait ceux qui l'aimaient.

76, boulevard Sévigné,
75019 Paris.

63-65, avenue de l'Ermitage,
1224 Genève (Suisse).

M. Jean QUANTIN,
né le 28 juin 1996, dans sa quatre-vingt-
deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le
3 juillet, à 14 h 30, à Lyon, en l'église
Saint-Pothin.

M. Mathias Clément,
président du conseil de surveillance de
Bernard Krief Consultants,
M. Louis Pélissier,
président du directeur,
M. Jean-Claude Dumit,
vice-président du groupe en charge de
l'international,
M^{me} Anne-Marie Haugon,
vice-présidente du groupe en charge des
ressources humaines,
Et tous ses collaborateurs,
ont l'immense tristesse de faire part
de la disparition de

M. Bernard KRIEF,
président du groupe
Bernard Krief Consultants,
officier de la Légion d'honneur,
décédé accidentellement le 26 juin 1996.

Bernard Krief Consultants,
26, boulevard Malesherbes,
75008 Paris.
(Le Monde du 29 juin)

M. Joseph Leflaive,
son épouse,
M. et M^{me} Michel Leflaive,
M. et M^{me} Paul Leflaive,
M. et M^{me} Jean-Paul Nolasse,
M^{me} Chantal Leflaive,
M^{me} Marie-Odile Leflaive,
M. et M^{me} Bruno Leflaive,
M. et M^{me} Jacques Leflaive,
ses enfants,
M^{me} Catherine Leflaive, Sœur Colette
en religion, sa sœur,
Le colonel et M^{me} Robert Michaud,
ses beaux-frères et belle-sœur,
Ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
font part du décès de
M. Joseph LEFLAIVE,
ingénieur des arts et manufactures,
ancien ingénieur en chef à Usinor,

survécu le 27 juin 1996, dans sa quatre-
vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 3 juillet, à 9 heures, en
l'église Saint-Léon, 1, place du Cardinal-
Amat, à Paris-13^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière de
Saint-Loup-de-la-Salle (Seine-et-Marne).

30, avenue Charles-Floquet,
75007 Paris.

« La Grande Maison »,
71350 Océange.

Le 20 juin 1996, victime d'un
accident,

Pierre LEROUX
quittait ceux qui l'aimaient.

76, boulevard Sévigné,
75019 Paris.

63-65, avenue de l'Ermitage,
1224 Genève (Suisse).

M. Jean QUANTIN,
né le 28 juin 1996, dans sa quatre-vingt-
deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le
3 juillet, à 14 h 30, à Lyon, en l'église
Saint-Pothin.

M. Mathias Clément,
président du conseil de surveillance de
Bernard Krief Consultants,
M. Louis Pélissier,
président du directeur,
M. Jean-Claude Dumit,
vice-président du groupe en charge de
l'international,
M^{me} Anne-Marie Haugon,
vice-présidente du groupe en charge des
ressources humaines,
Et tous ses collaborateurs,
ont l'immense tristesse de faire part
de la disparition de

M. Bernard KRIEF,
président du groupe
Bernard Krief Consultants,
officier de la Légion d'honneur,
décédé accidentellement le 26 juin 1996.

Bernard Krief Consultants,
26, boulevard Malesherbes,
75008 Paris.
(Le Monde du 29 juin)

M. Joseph Leflaive,
son épouse,
M. et M^{me} Michel Leflaive,
M. et M^{me} Paul Leflaive,
M. et M^{me} Jean-Paul Nolasse,
M^{me} Chantal Leflaive,
M^{me} Marie-Odile Leflaive,
M. et M^{me} Bruno Leflaive,
M. et M^{me} Jacques Leflaive,
ses enfants,
M^{me} Catherine Leflaive, Sœur Colette
en religion, sa sœur,
Le colonel et M^{me} Robert Michaud,
ses beaux-frères et belle-sœur,
Ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
font part du décès de
M. Joseph LEFLAIVE,
ingénieur des arts et manufactures,
ancien ingénieur en chef à Usinor,

survécu le 27 juin 1996, dans sa quatre-
vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 3 juillet, à 9 heures, en
l'église Saint-Léon, 1, place du Cardinal-
Amat, à Paris-13^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière de
Saint-Loup-de-la-Salle (Seine-et-Marne).

30, avenue Charles-Floquet,
75007 Paris.

« La Grande Maison »,
71350 Océange.

Le 20 juin 1996, victime d'un
accident,

Pierre LEROUX
quittait ceux qui l'aimaient.

76, boulevard Sévigné,
75019 Paris.

63-65, avenue de l'Ermitage,
1224 Genève (Suisse).

M. Jean QUANTIN,
né le 28 juin 1996, dans sa quatre-vingt-
deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le
3 juillet, à 14 h 30, à Lyon, en l'église
Saint-Pothin.

M. Mathias Clément,
président du conseil de surveillance de
Bernard Krief Consultants,
M. Louis Pélissier,
président du directeur,
M. Jean-Claude Dumit,
vice-président du groupe en charge de
l'international,
M^{me} Anne-Marie Haugon,
vice-présidente du groupe en charge des
ressources humaines,
Et tous ses collaborateurs,
ont l'immense tristesse de faire part
de la disparition de

M. Bernard KRIEF,
président du groupe
Bernard Krief Consultants,
officier de la Légion d'honneur,
décédé accidentellement le 26 juin 1996.

Bernard Krief Consultants,
26, boulevard Malesherbes,
75008 Paris.
(Le Monde du 29 juin)

M. Joseph Leflaive,
son épouse,
M. et M^{me} Michel Leflaive,
M. et M^{me} Paul Leflaive,
M. et M^{me} Jean-Paul Nolasse,
M^{me} Chantal Leflaive,
M^{me} Marie-Odile Leflaive,
M. et M^{me} Bruno Leflaive,
M. et M^{me} Jacques Leflaive,
ses enfants,
M^{me} Catherine Leflaive, Sœur Colette
en religion, sa sœur,
Le colonel et M^{me} Robert Michaud,
ses beaux-frères et belle-sœur,
Ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
font part du décès de
M. Joseph LEFLAIVE,
ingénieur des arts et manufactures,
ancien ingénieur en chef à Usinor,

survécu le 27 juin 1996, dans sa quatre-
vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 3 juillet, à 9 heures, en
l'église Saint-Léon, 1, place du Cardinal-
Amat, à Paris-13^e.

HORIZONS

ENQUÊTE

Alibi électoral ou héritier de Boris Eltsine : le président russe sortant comme le général qui se présente en « sauveur de la nation » et a recueilli 15 % de suffrages au premier tour de la présidentielle entretiennent l'ambiguïté sur leur alliance



Alexandre Lebed en embuscade au Kremlin

SERGUEI est rayonnant : « C'est fini, il a gagné. Il aura tous les pouvoirs. Tchernomyrdine [le premier ministre], c'est fini. Eltsine aussi est fini, vous ne comprenez donc pas qu'il n'est plus qu'une vieille carcasse impotente ? » L'enthousiasme de ce jeune militant bénévole d'Alexandre Lebed se donne libre cours après une semaine de tension anxiieuse. Depuis que son idole, le jeune général en retraite, a rallié le Kremlin après avoir gagné la médaille de bronze au premier tour de la présidentielle, Sergueï vivait dans une angoisse frisant la colère.

Ce sentiment avait gagné une partie de l'électorat d'Alexandre Lebed (15 % des suffrages), celle qui votait, avant, pour Vladimir Lirnovski ou pour les communistes, par haine de la nouvelle réalité russe. Comme le petit tiers d'électeurs ayant choisi l'un des outsiders du premier tour, elle a résisté à un changement intense au « vote mille », renvoyant dos à dos Boris Eltsine (avec ses « démocrates corruptibles ») et Guennadi Ziouganov (avec ses « communistes sélects »). Avant de voir le général — modèle de patriote intègre capable de ramener l'ordre dans le pays — se rallier aux « corruptibles ». Mais, en ce premier samedi suivant le premier tour, Alexandre Lebed a réuni, dans une maison de repos près de Moscou, plus de deux cent cinquante de ses activistes venus de toute la Russie pour les ramobiliser, en leur expliquant qu'il n'avait pas trahi, qu'il restait « fidèle à son programme et non à la personne de Boris Eltsine, pire porteur d'une bonne idée, celle du refus du communisme qui n'a pas d'avenir en Russie ».

A en juger par l'humeur de Sergueï, comme par un vote où plus de 80 % des militants présents se sont montrés satisfaits de la nouvelle ligne du chef, ce dernier a atteint son but. Qu'il a-t-il fait croire que le pouvoir actuel était aux abois et que lui, Alexandre Lebed, avait été appelé pour sauver le pays et reprendre l'héritage. Mythe ou réalité ? Nombreux d'analystes, sans parler des communistes, qualifient d'illusoire les pouvoirs qu'il a reçus de Boris Eltsine. Ils pensent que le général est un simple instrument électoral de Boris Eltsine, qui le rejetera s'il est élu. Son sort serait alors semblable jusqu'à la caricature à celui d'un autre général porteur du même prénom, Alexandre Routskoï : Boris Eltsine l'avait coopté comme vice-président pour se faire élire en avril 1991. Comme aujourd'hui le général Lebed, le général Routskoï apportait au candidat Eltsine des voix de communistes et de nationalistes qui lui manquaient cruellement. Mais Alexandre Routskoï, patibulaire intègre, s'indignait de la corruption qu'il voyait se développer autour de lui : il fut écarté des affaires dès qu'il fit mine de s'y opposer. Aujourd'hui, la lutte contre la corruption est, comme il se doit, l'une des trois priorités affichées par Alexandre Lebed (avec une réforme de l'armée et la fin de la guerre en Tchétchénie). Survivra-t-il à ses premières tentatives de passer des mots aux actes après le 3 juillet ?

Certains, en Russie, répondent « oui ». D'abord, Alexandre Lebed lui-même, bien sûr. Méprisant, il souligne ne pas avoir reçu « la même éducation » qu'Alexandre Routskoï, qu'il critique pour avoir lancé la édition armée au Parlement en 1993 ; ou que la formule « On l'utilise puis on te jette » ne s'appliquera pas à lui pour une raison simple : il démissionnera avant, ce qui embarrasserait avant tout le Kremlin. Le colonel Viktor Baranets, chef de la section d'analyse du département de l'information du ministère de la défense, est du même avis : « Routskoï n'avait pas les forces armées derrière lui, ni une millions d'électeurs. Boris Eltsine y pensera à deux fois avant de le renvoyer. » Autour d'un livre sur l'armée russe, ce colonel affirme qu'Alexandre Lebed « est protégé » par les services secrets de l'armée (le GROU) contre son ennemi déclaré, le ministre Pavel Gratchev et sa cour d'officiers corrompus et incapables. Et cela au moins depuis l'hiver 1995. En Russie, un tel soutien, s'il se maintient, reste une autre bonne raison pour être optimiste sur l'avenir du général Lebed. Mais ce n'est toujours pas la seule.

« En promettant de ramener l'ordre, il répond le plus exactement

aux aspirations de la société, mais aussi des principaux groupes financiers et industriels qui ont émergé avec assez de puissance en cette quatrième année de privatisations sauvages pour vouloir maintenant une stabilisation garantissant leurs acquis », estime le politologue Igor Klimine. Alexandre Lebed serait donc l'homme de cette nouvelle élite, qui, dit la rumeur à Moscou, ne lui a pas ménagé son soutien matériel. A l'époque d'Alexandre Routskoï, la redistribution de la propriété battait encore son plein, et le pouvoir n'était pas intéressé à dévoiler les turpitudes des hommes qui le soutenaient. Aujourd'hui, les richesses, dans leurs grandes contours, sont déteintes par des gens qui ont soit d'immobilité et qui défendent l'idée d'un Etat de droit. Un « M. Propre », dont l'arrivée coïnciderait avec quelques grands procès en corruption — les premiers que connaîtrait la nouvelle Russie —, leur conviendrait parfaitement. Selon M. Klimine, cela aiderait le pouvoir à faire supporter la crise économique, annoncée pour l'automne, provoquée par ses largesses préélectorales sans précédent.

MAIS cette belle construction n'était sans doute pas trop présente dans l'esprit des conseillers de Boris Eltsine, qui cherchaient avant tout, dès janvier, les moyens d'éviter la cristallisation d'une « troisième force » autour d'un candidat unique, qui aurait eu toutes les chances de valoir à la fois le président sortant et son rival communiste. Les plans du Kremlin (ou du GROU) furent favorisés par les ambitions d'Alexandre Lebed, comme de Grigori Ievlinski, le chef de l'opposition démocratique : au lieu d'être prêt à céder la place à l'autre, mais le général fit preuve de plus de souplesse — d'opportunisme, disent ses ennemis. A sa décharge, ses amis évoquent les débâcles qu'il venait de subir pour avoir accepté de figurer en numéro

deux d'une liste électorale (Congrès des communautés russes, ou KRO) conduite par un autre politicien ambitieux, l'ancien secrétaire du conseil de sécurité, Iouri Skolov. A cette époque, en décembre 1995, la presse, surtout étrangère, voyait déjà Alexandre Lebed en futur président de la Russie. Mais, sous la férule du terme Iouri Skolov, sa liste ne rassembla même pas les 5 % de voix nécessaires pour entrer au Parlement. Les deux hommes, comme prévu, se fâchèrent. Iouri Skolov se cacha, et Alexandre Lebed, facilement élu

favorable aux « durs » du régime, qui voulaient annuler l'élection, pour les donner aux libéraux du type Anatoli Tchoubais, qui devient le grand argument de sa campagne. C'est lui qui aurait alors financé Alexandre Lebed, affirme Mikhaïl Gorbatchev, menacé d'un procès par Alexandre Lebed. Mais l'accusation est reprise : « L'argent viendrait de Gazprom sur ordre de Viktor Tchernomyrdine », allié de M. Tchoubais, déclare ainsi au Monde le conseiller du candidat communiste, Alexei Podberiozine. Quoi qu'il en soit, le général Le-

« En promettant de ramener l'ordre, il répond le plus exactement aux aspirations de la société, mais aussi des principaux groupes financiers et industriels qui ont émergé »

bed obtint de toute évidence des fonds, équipe richement son local et commande des clips publicitaires de qualité qui seront beaucoup diffusés, après avoir loué les services d'experts issus des coulisses des gouvernements Gaïdar et Tchernomyrdine. Parmi eux Alexei Golovkov, resté fidèle au second quand le premier fut congédié, élu député et devenu célèbre pour savoir mener à bien les missions secrètes du Kremlin parmi ses pairs. Il crée une équipe avec un journaliste démocrate qui écrit les discours du général Lebed et avec un jeune économiste fier de nouvelles écoles américaines, Vitali Naïchouk, qui « inspira » son programme intitulé « Ordre et vérité ». Il y préconise d'associer un régime musclé et une économie ultra-libérale pour rompre la chaîne de corruption au sein de la nouvelle Nomenklatura.

L'idée semble avoir suscité des ralliements inédits, notamment de l'expert économique du général, Sergueï Glaziev, un ancien ministre

réformateur qui vira à l'opposition « étatiste » en 1993. Mais la concentration autour du général Lebed de personnes issues de courants si divers ne se fait pas sans mal. Ses assistants les plus fidèles, de jeunes officiers honnêtes et dévoués ayant comme lui démissionné de l'armée, ont du mal à s'adapter aux intrigues moscovites. Les drames sont fréquents ; le dernier en date aurait entraîné la mise à l'écart de M. Glaziev. Les experts « libéraux » proches du pouvoir, quand ce n'est pas d'instituts d'étude financés par les Etats-Unis, sont eux aussi éloignés, pour éviter le scandale.

CHACUN veut accompagner le général au conseil de sécurité, dont il est devenu le secrétaire, même s'il n'en a pas les compétences. Ces conflits internes, qui se règlent à coups de textes et programmes contradictoires publiés au nom d'Alexandre Lebed, sont utilisés par tous les camps qui cherchent aujourd'hui à prendre, à garder ou à reprendre le pouvoir au Kremlin. En attirant les hommes grâce du général ou en amassant des documents propres à le compromettre. Car, si la popularité du général ne fait pas de doute, son manque d'expérience politique non plus. En deux semaines passées « au pouvoir », il semble avoir accumulé faux pas, maladroites et écarts de langage, qui ne lui seront plus pardonnés. Le plus grave pour lui, dans l'immédiat, serait la réponse faite à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* : à la question « Vous voyez-vous président en l'an 2000 ? » il a répondu : « Peut-être même avant. » Ce qui est probable, étant donné l'état de santé de Boris Eltsine ; mais toutes les vérités, et spécialement celle-ci, ne sont pas toujours bonnes à dire. De même, son insistance à recevoir au plus vite du président les pouvoirs étendus qu'il réclame, comme si la simple parole de ce dernier devait lui être bienôt de peu de secours. Dès le lendemain du premier

tour, des articles de presse avaient suggéré que Boris Eltsine, ayant sauvé l'honneur en arrivant premier et préservé l'avenir en permettant à Alexandre Lebed d'arriver troisième, devrait renoncer à se présenter au second tour. Celui-ci pourrait alors, selon la loi électorale, se dérouler entre Guennadi Ziouganov et le général Lebed, les chances de ce dernier de l'emporter étant supposées être plus fortes que celles du président sortant. Le rédacteur en chef du quotidien *Nazvissimaila* affirmait même que le sujet avait déjà été discuté « par qui de droit ». Le simple fait que de telles hypothèses aient été publiquement évoquées montre à quel point la situation en Russie restait volatile à la veille du 3 juillet et quels enjeux tournaient autour du général Lebed.

Avec sa troisième place du 16 juin, il n'est pas seulement revenu à la « une » des grands magazines étrangers. Aujourd'hui, sa popularité dépasse sans aucun doute les 15 % récoltés ce jour-là. Le succès appelant le succès, le « phénomène Lebed » a pris parce qu'il fut le seul candidat, entre MM. Eltsine, Ziouganov et Iavinski, pouvant acquiescer une large popularité et redonner espoir à la Russie. Les militaires sont massivement de son côté : selon certains analystes, ils auraient voté pour lui à 47 %. Les femmes aiment sa voix caverneuse et sa nouvelle coiffure. Elles croient aussi en l'un de ses slogans électoraux les plus réussis, même s'il peut se révéler trompeur : « J'ai déjà arrêté une guerre » (celle de Moldavie). Elles succombent, enfin, à son sens de la formule : « La Russie, avec toutes ses richesses naturelles, peut avoir des riches et des pauvres, mais elle ne doit pas avoir de mendiants. » Aurait-il pu, sinon, affirmer impunément à la télévision qu'il était « né vainqueur », même si son « heure n'est pas encore venue » ?

Sophie Shihab
Dessin : Ludovic Debeurme

« La connaissance du socialisme permet de mieux comprendre le capitalisme »

BOSNIE
Bosnie, Ra
ciellement
sa vice-pré
Le haut ru

La «

de m
Rado
dimanche
officiellement
présidents
pression «
nauséabon
bie. Tout
ment de
diplomab
que le «
soit, une
nouveur
pas form
M^r Plas
meurtal
même :
« présid
élément
ser que
pas con
« Répu
l'actuel
Carl
interna
mé av
sident
cumen
serbe"
« éte r
exerci
m'a é
partir
M. Ka
foncti
bilité
"RS"
dém
retire
litiq
gest
pou
rair
fonc
rad
de l
tem
dior
Bo
L
dég
cul
nit
na
co
pr
la
les
su
é
ci
b
é
s
i
i

constituent un phénomène central capitaliste, la pénurie représente un aspect particulier du système social.

Nous Koradi, libéré dans son expressivité, nous avons, à ce sujet, théoriques et la transition entre socialisme et capitalisme socialiste. L'économie politique traduit et publié dans la Bibliothèque, aux Presses universitaires de (1966, 767 pages), pour que celle-ci soit un processus irréversible. Mais, c'est le professeur Marie Lavigade dans son ouvrage, l'une de ses fortes idées est « les nouvelles sociétés mettront fin à se déloger de l'héritage social ».

E. L.

parce que subventionnés, et on y observe les syndromes typiques du socialisme : pénuries chroniques, files d'attente, qualité médiocre, humiliation du consommateur par le vendeur... Cela ne signifie pas qu'il faille imposer partout une contrainte budgétaire dure. Mais cela permet d'éclairer les choix :

• On peut aussi mieux comprendre le capitalisme en contrastant son contraire, le socialisme. Un exemple : le mariage. Il est possible de mieux en percevoir la nature en étudiant les situations de stéréotypie qui apparaissent dans le système socialiste. Dans le capitalisme, le chô-

ment mauvaises. Je suis très irrité quand je lis les appréciations très cyniques que présentent certains experts occidentaux sur la Chine. Leur diagnostic est, grosso modo, le suivant : « des taux de croissance remarquablement élevés, associés, il est vrai, à des violations des droits de l'homme ». Rester silencieux ou s'autocensurer est terriblement difficile et humiliant pour un intellectuel. Ceux qui jouissent de la liberté de parole ne doivent pas oublier que beaucoup de leurs collègues en sont toujours privés. »

Propos recueillis par
Eric Izarelevsky

**Propos recueillis par
Erik Izraelewicz**

Un « nobélisable » européen

versité Harvard (Massachusetts), au sein duquel il a été élu. Appelé à décrire son parcours, James Callaghan n'a pas ses premiers travaux. Mais il évoque et surtout qu'il n'a pas tes idées qu'il pensait réellement. Dans les années 1960, il remarquait que ses travaux sur l'économie dans la gestion des économistes américains. Dans sa thèse de doctorat, intitulée en anglais des 1959 (« Overcentralized Administration »), il plaide pour une décentralisation des décisions. Cette thèse fut méconnaissable. Il sera ainsi l'un des fondateurs volontaires, des réformes introduites en 1968, puis plus tard dans les années 1970. Au moment où ces réformes se mettent à perdre ses illusions. Refusant de se laisser décevoir, il ne prendra néanmoins jamais de la critique de la théorie économique dans les réformes des années 1970. Il développe une critique de la théorie économique.

Etats-Unis.
Les Kormal ne reconnaissent qu'il a écrit une lettre le 20 mai 50, si se fait de centralisation de type soviétique et publiée sous l'introduction d'un fonctionnaire du système inspirateurs, inspirés en Hongrie par les socialistes.
Il introduit, il introduit la dissimulation de responsabilité et 80, il dévalaisienne de

des ressources dans les systèmes le mode de régulation.

Depuis 1990, la mission, participe à des pratiques, sur la ligne, dans le Système du communisme théorique de l'histoire Grenoble, avait été désarmé et est désormais comme le souligne la présentation convictions est beaucoup de temps.

(liste)

constituent un phénomène central capitaliste, la pénurie représente un aspect particulier du système social.

Nous Koradi, libéré dans son expressivité, nous avons, à ce sujet, théoriques et la transition entre socialisme et capitalisme socialiste. L'économie politique traduit et publié dans la Bibliothèque, aux Presses universitaires de (1966, 767 pages), pour que celle-ci soit un processus irréversible. Mais, c'est le professeur Marie Lavigade qui a écrit l'ouvrage, l'une de ses fortes idées est « les nouvelles sociétés mettront fin à se déloger de l'héritage social ».

E. L.

parce que subventionnés, et on y observe les syndromes typiques du socialisme : pénuries chroniques, files d'attente, qualité médiocre, humiliation du consommateur par le vendeur... Cela ne signifie pas qu'il faille imposer partout une contrainte budgétaire dure. Mais cela permet d'éclairer les choix :

• On peut aussi mieux comprendre le capitalisme en contrastant son contraire, le socialisme. Un exemple : le mariage. Il est possible de mieux en percevoir la nature en étudiant les situations de stéréotypie qui apparaissent dans le système socialiste. Dans le capitalisme, le chô-

ment mauvaises. Je suis très irrité quand je lis les appréciations très cyniques que présentent certains experts occidentaux sur la Chine. Leur diagnostic est, grosso modo, le suivant : « des taux de croissance remarquablement élevés, associés, il est vrai, à des violations des droits de l'homme ». Rester silencieux ou s'autocensurer est terriblement difficile et humiliant pour un intellectuel. Ceux qui jouissent de la liberté de parole ne doivent pas oublier que beaucoup de leurs collègues en sont toujours privés. »

Propos recueillis par
Eric Izarelevsky

personnes disparues.
M. Clinton. - (AFP.)

sont massivement rendus aux urnes

دكتور النجمل

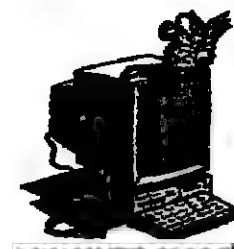
Le Monde
Le Monde
Le Monde

PROFESSIONS
Les métiers
de l'humainitaire
se diversifient
page IV



Portrait Alain Obadia,
ancien secrétaire de la CGT
page III

Le Monde des INITIATIVES

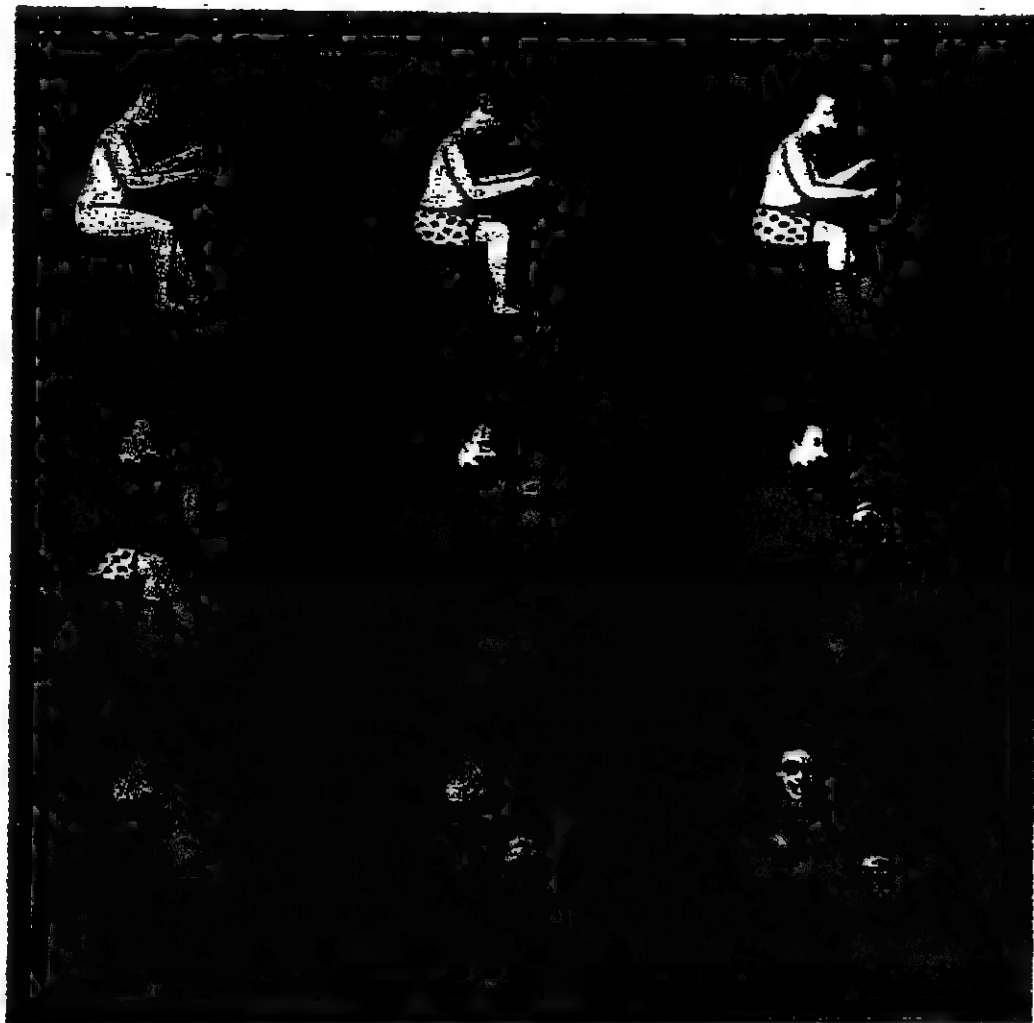


ANNONCES CLASSÉES
de la page V à la page X

DEMAIN
DANS
INITIATIVES
EMPLOI
Travailler
à la campagne

MARDI 2 JUILLET 1996

MÉTIER



Catalogues de vente sur multimédia

Des entreprises
de vente à distance
se lancent dans
la course
à l'innovation,
même si elles n'en
attendent pas
de retombées
immédiates

animées et se consulte sur micro-ordinateur) et sur CDI (disque compact qui a les mêmes capacités que le CD-ROM, mais se branche sur un téléviseur). A ce jour, 65 000 clients ont reçu gratuitement le catalogue Somewhere. Mais l'essai virtuel n'est pas pour demain : « Ce serait une erreur. Il ne faut pas aller trop loin », assure Jean-Pierre Cabry.

Même réserve aux 3 Suisses, le vénédict de Croix (Nord), qui affiche un chiffre d'affaires de 7 milliards de francs en 1995. A l'automne dernier l'entreprise a ouvert sa boutique sur le Net, laquelle propose actuellement plus de 500 produits. Et enregistre « plusieurs commandes par jour », selon la formule prudente d'Yves Bayart, responsable du mar-

Gestion informatique des commandes

Les premiers vénédicts apparaissent au XVII^e siècle, en majorité parmi les imprimeurs, suivis rapidement par les marchands qui voient là un moyen d'écouler leur stock. La tradition attribue au créateur du Ben Marché (Ardèche Souciaux, en 1852) le lancement de la VPCD moderne obéissant aux règles du commerce organisé. Jusqu'au milieu du XX^e siècle, les commandes des clients sont gérées sur des fiches cartonnées individuelles et la mise au point de la mécanographie par IBM constitue une révolution : expérimentée à La Redoute en 1954 elle va permettre une gestion informatique des commandes et des stocks.

Cette possibilité de travailler en temps réel ouvre la voie à la prise de commandes par téléphone : les 3 Suisses en seront les pionniers en 1968. A la fin des années 70, des entreprises de VPCD expérimentent un support électronique (la consultation de bases de données) qui connaîtra le succès que l'on sait : le Minitel.

Présente sur Internet depuis septembre 1995, La Redoute enregistre entre 300 et 350 connexions par jour, « mais la part des commandes est quasi nulle à notre échelle. Le climat ressemble à s'y méprendre à celui qui régnait à la sortie du Minitel au début des années 80 : méfiance et suspicion », poursuit-il.

ting télématique et des nouveaux médias. Les 3 Suisses reçoivent bien des commandes de l'étranger, mais sont obligés de filtrer et d'éliminer les livraisons trop lointaines. En clair, japonais et Néo-Zélandais s'abstiennent.

Clarisse Fabre
Lire la suite page II

Sur le site de modes, sûrement pas. Par définition la vente par correspondance et à distance (VPCD) a toujours utilisé les moyens de communication de son époque et, selon Bernard Slouff, délégué général du Syndicat des entreprises de la VPC, « elle est née de l'innovation technologique, l'invention de l'imprimerie, en 1453, apparaissant comme une condition sine qua non de son existence ». La Redoute et les 3 Suisses, pour ne citer que les deux poids lourds de la VPCD en France, ont toujours pris le virage de la technologie depuis leurs débuts, respectivement en 1922 et 1932.

Téléphone, Minitel, Audiotel, aujourd'hui Internet et les ser-

vices en ligne (réseaux ou services privés accessibles à partir d'un micro-ordinateur équipé d'un modem), rien ne leur a échappé. Sauf peut-être le téléachat, dont La Redoute a fait l'expérience, négative et sans lendemain, en 1983-1984 : « Ce n'est pas notre métier ».

MOYENS DE PAIEMENT

« Le télé achat consiste à vendre un seul produit à la fois alors que nous commercialisons des assortiments de produits », analyse Jean-Pierre Cabry, directeur adjoint de la direction catalogue et promoteur des secteurs linges et mobiliers à La Redoute.

Reste que, après tant d'investissements dans les nouvelles technologies, près de 60 % des commandes se font encore par

courrier en 1995, 25 % par téléphone et environ 13 % par télématique (Minitel et Audiotel).

Les cartes bancaires ne représentent que 13,4 % des modes de paiement contre près de 46 % pour les chèques, toujours dominants. Preuve que les comportements d'achat évoluent lentement. Avisés, les vénédicts qui se lancent à corps perdu dans le multimédia n'ont pas de retombées commerciales immédiates, mais à plus long terme, et veulent offrir un service varié à leur clientèle. Comme l'explique Bernard Slouff, « il faut tenir compte de l'évolution du taux d'équipement des ménages en micro-ordinateurs, modems, lecteurs de CD-ROM, etc. dans les cinq ans à venir. Le Minitel, lancé en 1981, est devenu un mar-

ché significatif pour la VPCD en 1985-1986 ». Aujourd'hui 25 % des ménages français seraient équipés d'un Minitel contre 16 % en micro-ordinateurs, et encore, pas toujours connectés.

« A La Redoute, le véritable tournant technologique date d'il y a vingt-cinq ans, avec le lancement de la commande par téléphone », poursuit Jean-Pierre Cabry. L'ancienne filature de Roubaix est actuellement la première entreprise de VPCD française avec plus de 9 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1995, soit près de 20 % du chiffre total de ce type de vente en France (46,8 milliards de francs). En 1995 l'entreprise a sorti un catalogue baptisé Somewhere sur CD-ROM (disque compact qui rassemble du texte, du son, des images fixes et



INGENIEURS

Altran
vous attend
en rubrique
Informatique

ALTRAN
Les ingénieurs de l'innovation

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
The Link Between Continents Since 1880
114 Sansome Street # San Francisco, CA 94104 U.S.A.

Université à San Francisco

DBA Doctorate of Business Administration
in International Management

■ Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco
+ Thèse.
■ Admission : MBA ou équivalent avec expérience professionnelle.

MBA Master of Business Administration
in International Management

■ Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational.
■ Admission : Diplôme d'enseignement supérieur avec expérience professionnelle ou stages validés.

BBA Bachelor of Business Administration
in International Management

■ Programme undergradué de 18 mois à San Francisco.
Assistance Financière, sélection : BAC + 2.

European Information Center :
148, rue de Grenelle 75007 Paris
Tél. : (1) 45-51-52-52 - Fax : (1) 45-51-09-08
San Francisco Admissions Office :
Tél. : U.S.A. (415) 397-2000 - Fax : (415) 397-2052
E-Mail : IUA @ IUA.EDU

IUA
SAN FRANCISCO

Les élus se mobilisent contre le chômage sur le front des Ardennes

Syndicalistes et chefs d'entreprise résistent, avec l'appui des collectivités locales, à la désindustrialisation de la vallée de la Meuse

C'EST le 24 mai 1993 : jour de séance plénière pour le conseil régional de Champagne-Ardenne. Le vice-président, Jacques Jeanteur (UDF), réclame que l'Etat donne plus de pouvoirs aux régions en matière de formation professionnelle des jeunes (ce qui sera obtenu quelques mois plus tard à travers la loi quinquennale sur l'emploi). Il part d'un constat inquiétant : « La situation de l'emploi en Champagne-Ardenne se dégrade plus rapidement qu'au niveau de la France entière. Dans le même temps, 18 % des jeunes Champardenais sortent sans qualification du système scolaire et la moitié des salariés des entreprises de la région n'ont pas le premier niveau de qualification reconnu. »

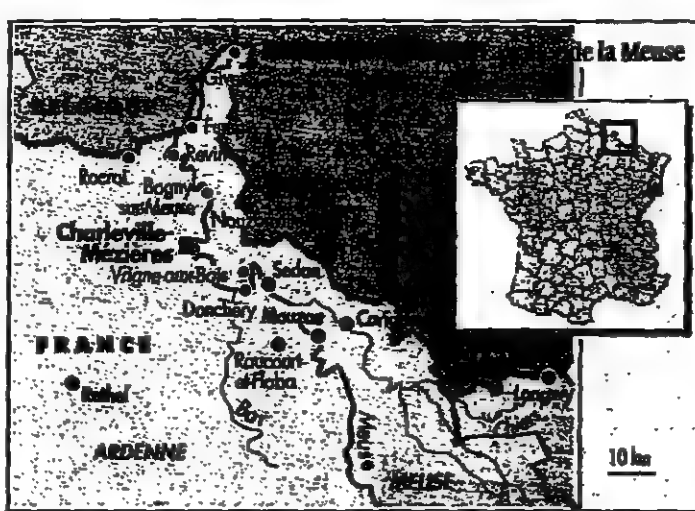
Si ce constat avait porté sur les seules Ardennes, il aurait été encore plus sombre. Et davantage encore s'il s'était polarisé sur cette zone extrême du département, en forme de langue, qui s'enfonce en territoire belge de part et d'autre de la Meuse : le pays de la Pointe, avec les petites villes de Givet, Fumay, Revin. Depuis le milieu des années 70, cette « Pointe », riche en fondrières et en sidérurgie, a vu se fer-

mer un bon nombre de ses usines et est en perpétuelle reconversion. En remontant la vallée de la Meuse vers le sud-est, du côté de Sedan, on trouve une situation un peu moins grave mais analogue. Ce pays à la beauté sauvage, hanté de légendes, mais excentré, va-t-il redevenir le royaume de la forêt d'Ardennes ? Ce même 24 mai 1993, Jacques Jeanteur exprime un projet : « Face à cette situation, les moyens en formation des demandeurs d'emploi sont écartés en de trop nombreux dispositifs (...). Il en ressort un manque d'harmonisation, de suivi (...). Il faut donc encore (...) inventer un véritable partenariat entre tous les acteurs de l'entreprise, de la formation et de la politique. » S'il lance cette idée, c'est certes

parce que telle est la « philosophie » du conseil régional ; mais c'est aussi parce que diverses initiatives ont commencé à esquissier localement ce type de partenariat depuis plusieurs années, notamment dans les Ardennes.

Là, dès 1982, sous l'impulsion du maire de Mouzon, Robert Legris, une Association de développement des cantons de Carignan, Mouzon et Raucourt (ADECMR) a vu le jour pour redynamiser ce qu'on appelle désormais les « trois cantons ». A la même époque, au pays de la Pointe, règne une vive agitation sociale pour deux raisons : un projet de nouvelle centrale nucléaire sur le site de Chooz et la fermeture de l'usine de la Chiers, une unité sidérurgique du groupe Usinor-Sacilor employant deux mille personnes.

Ces conflits sociaux et écologiques avaient un point commun : ils opposaient le « pays » à des puissances extérieures. Face à elles, responsables d'entreprises locales, syndicalistes, élus, associations se retrouvent plus d'une fois unis pour faire front. Et ce type de situation va se faire de plus en



conseil, Management et Organisation (M&O), qui a mis au point la méthode de travail que le conseil régional va promouvoir en matière de choix de formation. Autre exemple : c'est un responsable syndical CFDT, Joël Dujoux, qui est devenu le pivot au quotidien de l'action menée dans le pays de la Pointe.

Dans cette région, les demandes d'emplois se sont accrues de 7,8 % en un an, les offres durables à temps plein ont baissé de 45 % entre 1992 et 1993, le chômage partiel a augmenté de 155 % sur la même période

Le conseil régional ne veut intervenir localement que là où des acteurs suffisamment nombreux et divers ont déjà pris l'initiative. Il tente donc l'expérience dans trois bassins d'emploi : les « trois cantons », Sedan (où des partenariats se développent également) et pays de la Pointe. Son objectif est de s'assurer que les formations qu'il paiera seront bien adaptées au travail local : bien disponibles ; et pour cette raison qu'il finance également l'intervention du cabinet M&O. Jean-Louis Tardieu s'inspire de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC), une méthode employée jusque-là uniquement au sein de telle ou telle entreprise parti-

culière. Il part d'un double constat : d'une part, le bassin d'emploi est le niveau qui convient le mieux pour traiter les problèmes liés au travail et à l'intégration sociale. D'autre part, dans une vallée de la Meuse restée fortement industrielle, on connaît très mal les tâches accomplies par le personnel de production, donc les métiers.

Un état des lieux des emplois et des qualifications est dressé à travers la visite d'un nombre important d'entreprises dans chaque bassin. Sont ainsi repérées les compétences qui manquent dans l'immédiat et à terme, les passerelles possibles d'un type d'emploi à un autre, les regroupements d'entreprises qui permettraient de mettre sur pied des formations communes. Un système informatique permet de tenir à jour - au sein de chaque entreprise comme au niveau de l'ensemble du bassin - l'évolution des données.

On obtient ainsi un tableau de bord qui permet de définir les formations à organiser. A Sedan, où les données ont été collectées dès la fin de 1994, une première vague de stages a permis de répondre aux besoins les plus urgents, avec une embauche de 60 à 70 % des chômeurs formés. Dans les « trois cantons », le taux de placement des stagiaires est monté à 80 %. Actuellement, une deuxième vague de formation est en cours ; les résultats devraient être bons puisque certains des participants ont déjà trouvé un travail. Au pays de la Pointe, l'ADECMR, sans même attendre la fin de l'étude de Jean-Louis Tardieu, a pu organiser plusieurs formations. Et, pour la première fois, celles-ci ont pu être effectuées localement : en effet, l'association a obtenu qu'EDF lui laisse ses propres locaux de formation qu'elle s'appropriait à démonter, la construction de la seconde centrale de Chooz étant terminée.

Marie-Claude Betheder

Littéraires en apprentissage

Proposée par l'université de Marne-la-Vallée, cette initiative intéresse des entreprises

Il manque encore le feu vert du ministère de l'éducation nationale et celui du conseil régional, qui devrait participer au financement de l'opération. Il manque aussi une dérogation du ministère du travail, car, comme le souligne Jean-Yves Guédon, responsable du département de lettres modernes de l'université de Marne-la-Vallée (université de Marne-la-Vallée, département de lettres modernes, 2, allée Jean-Renoir, 93166 Noisy-le-Grand Cedex. Tél. (1) 43-05-53-94), « à l'heure actuelle, aucun texte ne prévoit que l'apprentissage puisse s'appliquer aux lettres modernes ». Pour le reste, tout est filé, et, passées ces formalités administratives, l'université devrait proposer dès la rentrée prochaine une maîtrise de lettres modernes par apprentissage. Une première.

Comme l'explique Daniel Laurent, président de l'université, à l'origine de cette initiative singulière, « les étudiants en lettres possèdent souvent un bon niveau culturel, une aisance rédactionnelle. Ils ont aussi appris à réfléchir par eux-mêmes pour rédiger leur mémoire, ils sont habitués à faire des exposés... Mais il leur manque fréquemment une dimension professionnelle ». D'où l'idée de combler le manque de professionnalisation du cursus par le biais de l'apprentissage.

PROFILS ALTERNATIFS

Alois que les écoles de commerce sont de plus en plus nombreuses à ouvrir leurs concours d'entrée aux étudiants de khâgne - les classes préparatoires littéraires -, la maîtrise de lettres par apprentissage devrait également profiter du regain d'intérêt des entreprises pour les profils littéraires. Et offrir une alternative aux étudiants en lettres qui ne souhaitent pas devenir enseignants.

Pour la première année, une quinzaine de places devraient être accessibles aux titulaires d'une li-

cence en lettres classiques, de lettres modernes, voire même de sciences du langage. Le rythme alternera deux semaines en entreprise et deux semaines à l'université. Au programme des cours : littérature française, bien sûr, mais aussi analyse du discours, argumentation, bureautique et technologie de la communication, connaissance de l'entreprise, ainsi que des journées d'échanges d'expériences.

Côté entreprises, les contrats d'apprentissage rémunérés devraient concerner des postes dans les services de communication, de vente, de ressources humaines... Un accord de principe a déjà été conclu avec plusieurs grandes entreprises. Axa, par exemple, devrait accueillir deux étudiants : « L'association apprentissage et lettres nous a un peu surpris, mais c'est à mon avis une très bonne idée, assure Dominique Schweitzer, directrice recrutement, mobilité, formation. Je suis persuadée que les diplômés de lettres, avec leur bagage essentiellement théorique et leurs compétences de généralistes, peuvent porter un regard original et nouveau sur l'entreprise. » Les apprentis pourraient y être employés pour l'élaboration de contrats d'assurance, pour la communication ou dans un service juridique. Chez Strafor Facom, entreprise de mécanique, le profil des apprentis en lettres intéresse surtout l'entreprise pour le secteur ventes : « L'objectif, pour nous, sera de mélanger les équipes, de s'enrichir des différences des uns et des autres », précise Henri Lachman, président de la société.

La sélection des étudiants est prévue pour le mois de septembre, et si, l'an prochain, les résultats se révèlent encourageants, l'expérience pourrait être étendue aux maîtrises d'histoire et de philosophie.

Nathalie Mlekuz

INSERION DES HANDICAPÉS

L'Agefiph (Fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées) et l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes) ont décidé de réaliser ensemble un Centre national de ressources et de recherches sur la formation des handicapés. L'objectif est de rapprocher tous ceux qui oeuvrent dans ce domaine, de favoriser la mise en synergie de leurs actions et de les aider à innover, à trouver les meilleures solutions en matière de formation, d'emploi et d'insertion. En projet : un inventaire des modules de formation existants, de nouvelles modalités de qualification, une mise en réseau des institutions compétentes, l'élaboration de normes de qualité et de critères d'évaluation des actions.

VALORISER LE TECHNIQUE

Tel est le but d'Intéqual (Intégrer les qualifications), un projet européen élaboré à l'attention des jeunes dans le cadre du programme Leonardo Da Vinci. Le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq) y participe au nom de la France, en même temps que des organismes de recherche britannique, autrichien, néerlandais, allemand, norvégien et suédois. L'objectif de l'Intéqual est de chercher comment inspirer aux jeunes la même estime, le même intérêt pour les formations techniques et professionnelles que pour les formations générales. (Sources : Cereq, BREF n° 118).

TEMPLE UNIVERSITY - IGS

MBA

INTERNATIONAL

GROUPE IGS

CEP

MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION

ACCREDITÉ AACSB

10 mois intensifs en anglais

4 à Paris - 5 à Philadelphie - 1 à Tokyo

Gestion des entreprises internationales.

Intégration des ressources offertes par Internet.

Chaque participant est parrainé par un cadre dirigeant d'entreprise multinationale.

Mission dans une entreprise internationale aux Etats-Unis.

Etude terrain au Japon.

Conditions d'admission : Bac+4 (Ecole de Commerce, Maîtrise de Gestion, Sciences Eco).

TOEFL, GMAT, dossier, entretien, cours pré-requis dans certains cas.

Reconnaissements :

Jarvis Dillon, IGS, 12, rue Alexandre Parodi, 75010 Paris - Tél. : (1) 40 03 15 04

Don Mindey, CEPMA, 107 rue de Marseille, 69007 Lyon - Tél. : 72 73 47 03

DEMANDE D'INFORMATION MBA

NOM _____ Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

Tel. _____

Diplôme obtenu ou formation en cours : _____

La VPC se met au multimédia

Suite de la page 1

Les 3 Suisses participent aussi à une expérience menée par Multicible, réseau privé de la Lyonnaise communication : actuellement des abonnés au câble habitant à Paris dans le 7^e arrondissement, testent un « bouquet de services » - dont le fameux « Chouchou », qui abrite également l'infonie, service en ligne lancé en octobre 1995 par la société lyonnaise Infogramme (spécialiste des jeux vidéo). Outre leur simplicité d'accès, ces réseaux privés - il existe aussi Wanadoo (France Télécom) et America online - procurent un confort d'utilisation supérieur à Internet pour l'instant : « Multicible est un réseau à très haut débit. L'affichage d'images vidéo animées ne prend que quelques secondes quand il nécessite une dizaine de minutes sur Internet. Sur Infonie la restitution du son est de très bonne qualité », assure

Yves Bayart.

D'autres vécipistes sont nés, issus d'une technologie spécifique qui soutient toute la stratégie d'entreprise. C'est le cas de Dégrifour, le spécialiste du voyage à prix cassés, présent dès son origine, en 1991, sur Minitel uniquement : pas de brochures, pas d'agences ni de revendeurs.

VOYAGES ELECTRONIQUES

« Quand j'ai vu les premiers Minitel, le concept de l'agence de voyage électronique s'est imposé », raconte Francis Reveré, créateur et actuel PDG de Dégrifour. Explication : le 36-15 Dégrifour propose chaque jour entre 900 et 1200 vols, des itinéraires solidés par les compagnies aériennes quelques jours avant le départ. La nécessité d'actualiser en permanence le stock des destinations disponibles implique donc une gestion sur base de données et exclut le catalogue papier qui, à peine sorti, serait déjà dépassé. Cette distribution présente l'avantage d'économiser les frais d'impression et les intermédiaires. La « seule agence 100 % électronique au monde », comme le revendique son PDG, a enregistré 120 000 clients en 1995, contre 3 000 l'année de lancement. On

ne s'étonnera donc pas de sa présence sur Internet depuis février 1996, qui permet entre autres au client de visualiser en couleur le lieu de sa destination, voire sa chambre d'hôtel.

De petites entreprises de VPCD ne sont pas en reste, comme la société Bien Joué, à Paris, spécialisée dans la vente de jouets pour les 0-12 ans et créée par Jean-Luc Colonna d'Istria en septembre 1993. En deux ans cette petite entreprise qui ne compte que sept collaborateurs - contre près de 6 000 pour La Redoute - a multiplié son chiffre d'affaires par cinq (26,5 millions de francs en 1995).

« La brochure électronique efface la contrainte économique du catalogue papier »

« Un commerçant doit utiliser tous les médias existants », explique le créateur de Bien Joué pour justifier l'ouverture d'un site sur Infonie au mois de mars pro-

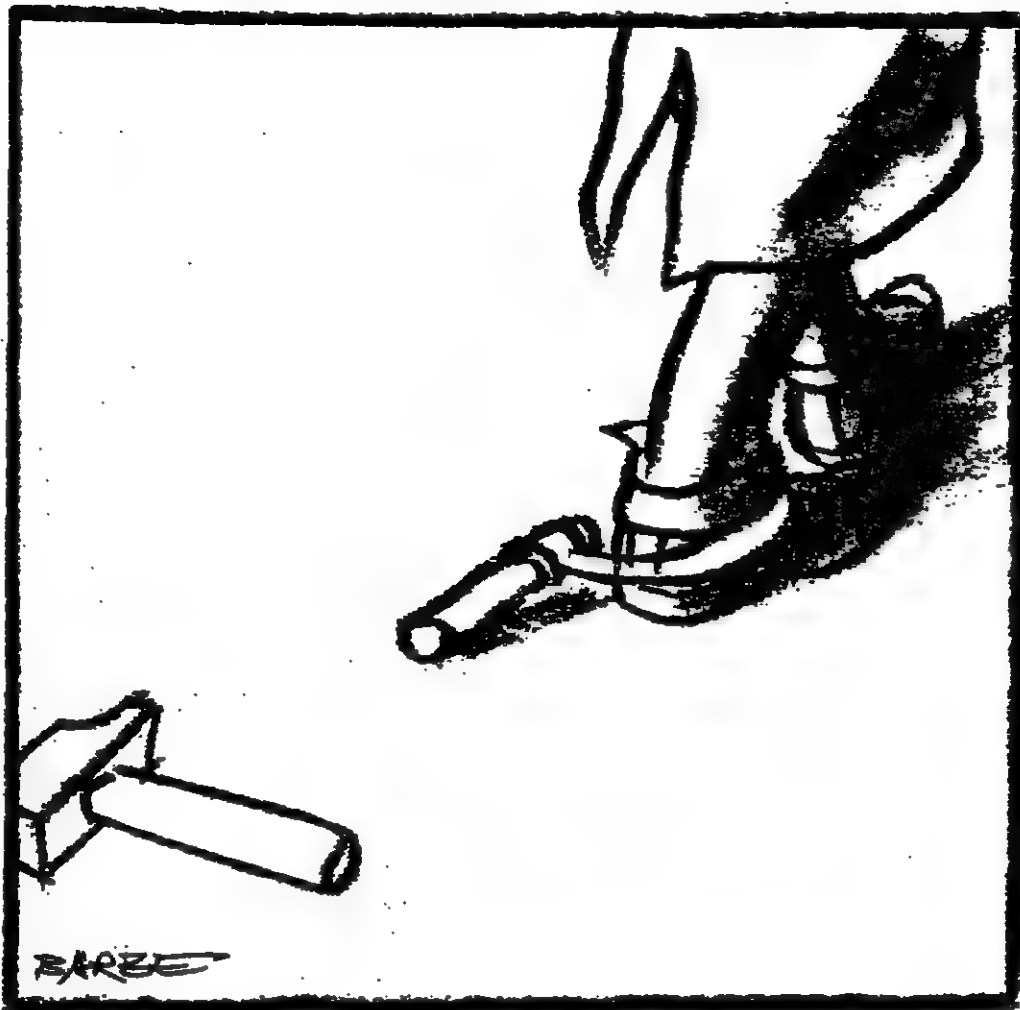
chain. « La brochure électronique efface la contrainte économique du catalogue papier - coûts d'impression et d'envoi par la poste - qui conduit à limiter son contenu en texte et en images. » Sur les réseaux électroniques, ce passionné de jeux pour enfants « conçu par des créateurs et non pas issus des grandes marques », comme il aime à le préciser, peut s'en donner à cœur joie et raconter par le menu, si cela lui chante, l'histoire du cheval à bascule ! Mais il reconnaît que la technique de vente sur catalogue électronique est encore balbutiante.

D'abord la manière de classer les produits - qui obéit à des règles marketing pour un catalogue papier - ne connaît pas de loi sur Infonie : « On met les produits les uns derrière les autres. » Le client potentiel risque donc de zapper sans prendre le temps de regarder... et de consommer. Sur tout il perd le contact physique avec le catalogue et le plaisir de le feuilleter. Là, c'est toute la séduction du consommateur qui est à revoir. Comme le résume Jean-Luc Colonna d'Istria, « Internet, c'est encore le saut sans le plaisir du saut ».

Clarisse Fabre

Alain Obadia, ancien secrétaire de la CGT

Un syndicaliste au modernisme dérangement



DE deux choses l'une, explique-t-il : « Soit je me cantonnais dans un débat politique stérile, soit je me taisais. » En choisissant, voilà deux ans, de quitter le bureau confédéral de la CGT, syndicat auquel il a consacré un quart de siècle, Alain Obadia a peut-être renoncé à être leader syndical, mais il entend bien ne pas s'effacer. Pour continuer à faire avancer le débat, il a trouvé deux terrains privilégiés : la mission « prospective et recherche » ainsi qu'AGIR, mouvement de reconstruction de la gauche, lancé par Martine Aubry en avril 1995. « J'ai toujours voulu être utile », dit-il. Déjà, lycéen, il veut entrer dans la fonction publique, devenir un « serviteur de l'Etat », ce qui le conduit à s'inscrire à Sciences-Po. Les événements de mai 68 le détournent de l'ENA, son ambition initiale. L'école de l'élite française devient à ses yeux le « comité de l'intégration dans la bourgeoisie ». En 1970, il adhère au Parti communiste après un passage au PSU et, comme il le décrit lui-même, traverse « tout l'arc-en-ciel des tendances politiques : rocardien, trotskiste, maoïste... ». Une fois diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il se met en quête d'un emploi, qu'il trouve... à la RATP. Embauché le 1^{er} avril 1971, il se syndique deux jours après à la section cadres CGT. Deux ans plus tard, celle-ci lui propose la présidence de la commission économique du comité d'entreprise. Appelé à prendre part à des réunions de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (Ugic-CGT), il commence à mettre un pied au sein de l'appareil national. En février 1974, il est élu à la direction nationale des jeunes de l'Ugic. Et, l'année suivante, il est présenté pour devenir le secrétaire particulier de Georges Séguin, alors secrétaire général de la CGT. Il n'a que vingt-cinq ans.

En juillet 1975, il entre ainsi dans le « salubrité des saints ». C'est donc l'apogée de la période unitaire au sein du mouvement syndical, puis la rupture de l'Union de la gauche, deux ans plus tard. Alain Obadia se souvient avec enthousiasme de la préparation du 40^e congrès en 1978 : « On suivait une

ligne d'ouverture. Pour Georges Séguin, si les partis de gauche n'avaient pu trouver d'accord, le mouvement syndical ne devait pas pour autant reproduire leurs blocages. » Déjà sa vision du syndicalisme est forgée. Il n'y a pas pour lui d'un côté les réformistes, de l'autre les protestataires. Toutes les confédérations doivent tenter de proposer et de construire ensemble. Aujourd'hui, il en est plus que jamais convaincu : « Entre dans un mouvement de convergence durable – et non pas seulement conjoncturel – est la seule voie qui peut permettre au syndicalisme français de se renouveler », affirme-t-il, militant pour la création d'un « forum syndical permanent où les confédérations

puissent se concerter régulièrement ». Une proposition déjà faite par Georges Séguin lors du congrès de 1978.

A l'époque, Alain Obadia connaît ses premières déceptions. Il vit en direct la bataille menée par l'appareil du Parti communiste pour « torpiller » cette idée. « Je n'étais pas d'accord. Mais, militant discipliné, j'ai pensé que c'était moi qui me trompais. » S'offre alors à lui une épreuve décisive : l'Ugic, où il entre en février 1979, pour devenir l'adjoint du secrétaire général René Le Guen, avant de lui succéder, en 1982. Sa conviction d'une nécessaire évolution de la CGT est déjà acquise. Elle passe, selon lui, par la prise en

compte de l'évolution du monde du travail et donc par un développement de la syndicalisation des cadres. Car cette population peut être le creuset d'une vision innovante, propre à faire évoluer la CGT.

Pendant douze ans, de 1979 à 1992, il va s'attacher à faire la démonstration que l'Ugic n'est pas condamnée à rester minoritaire chez les cadres en implantant, partout où c'est possible, des commissions départementales interprofessionnelles, et en créant des sections cadres dans toutes les fédérations. « Alain a cherché à ce que l'Ugic ne soit pas seulement un cercle de réflexion intellectuelle au niveau national. Son souci était de sortir d'une démarche

où le syndicat décide sans tenir compte de la base, souligne Gérard Delahaye, actuel secrétaire à l'Ugic. Il a toujours cherché à faire prévaloir les intérêts des salariés. »

La fin du « tour protestataire » et la recherche de solutions alternatives, cette ligne de conduite qu'Alain Obadia cherche en effet à faire prévaloir, lui vaut rapidement d'être soupçonné de réformisme. Les idées avancées alors par l'Ugic (comme sa façon de combattre l'individualisation des salaires tout en militant pour une prise en compte négociée de l'efficacité de chacun) ne sont pas sans susciter de vifs débats au sein de la CGT. « Nous n'avons pas cédé », se targue Alain Obadia, qui ressentira néanmoins comme de plus en plus pesante la mainmise du parti sur le syndicat.

L'indépendance syndicale est une autre de ses grandes batailles. Militant communiste, jamais celui-ci n'acceptera cependant que l'on prenne la CGT pour un bras séculier du parti. « Il est essentiel que le syndicat garde sa fonction, qui est de rejeter les revendications quotidiennes des salariés », affirme-t-il. Ce n'est toutefois qu'en janvier 1994 qu'il prend la décision de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat au comité central du PCF. Après douze ans d'expérience – il est devenu membre du bureau confédéral de la CGT en 1982, année de son accession au comité central du PCF –, il prend acte du caractère préjudiciable du cumul des mandats politiques et syndicaux.

Ce geste, qui some comme une forme d'autocritique, est une façon d'interpeller ouvertement ses camarades. Alain Obadia veut alors accélérer l'évolution de son syndicat où, depuis le 44^e congrès de janvier 1992, il est en charge de la communication. Ce poste se révèle cependant à haut risque. Alain Obadia a le sentiment grandissant de n'être plus sur la même longueur d'onde. Sa décision de se livrer à une opération vécue en avouant que la CGT compte 650 000 adhérents au lieu de 860 000 revendiqués officiellement lui attire de vives critiques. Jusque dans son propre camp, celui des « modernistes ». « Lors de réunions, se souvient-il, les discussions me

semblaient de plus en plus vides de sens et complètement étrangères au monde réel. Je finissais par me demander ce que je faisais là. » Pour celui qui fait désormais figure de numéro deux officieux de la CGT, cette prise de conscience marque un tournant : il ne croit plus au changement de l'intérieur. Point décisif qui le conduit, en octobre 1994, à quitter le bureau confédéral... après mûre réflexion.

L'analyse qu'il fait du syndicat se double d'un constat personnel : l'éventualité de succéder à Louis Vianet lors du congrès est désormais pour lui hors de portée. A Montreuil, si ses plus proches alliés respectent sa décision, ils le désavouent sur sa tactique : « Alain a trop joué sur l'extérieur. Nos camarades n'aiment pas cela. A la CGT, on lave notre linge sale en famille », relèvent-ils. Mais, au fond, Alain Obadia pouvait-il adhérer à la culture CGT ? « Homme très occupé, il apparaît beaucoup, raconte un militant. Il déjeunait très souvent avec des patrons, des DRH, plus qu'avec des militants syndicaux. » Un de ses amis cégétistes met en avant son « souci d'innovation et d'invention », tout en reconnaissant que de tels traits de caractère peuvent avoir un côté iconoclaste au sein de la CGT. Alain Obadia tient à garder sa carte syndicale. « J'aime la CGT », affirme-t-il, restant en accord avec les idées qu'il a toujours défendues. Il a simplement renoncé à être « un vieil appartenant inutile dans le débat public ».

Laetitia Van Eckhout

Les généalogistes successoraux traquent les héritiers

Droit, sociologie, histoire, les profils sont éclectiques dans une profession non réglementée

SUR les 500 000 personnes qui décèdent chaque année en France, 8 000 environ meurent sans laisser d'héritier connu. Pour mener à bien les recherches, les notaires font appel à des généalogistes (du grec *genos*, origine, et *logos*, science) dits successoraux, par opposition aux généalogistes familiaux. Conformément à la charte adoptée en novembre 1994 par la Chambre des généalogistes de France (qui regroupe 24 cabinets

titté de la famille du défunt est dévolu au notaire. Lourde responsabilité, en vérité, car dans le cas où, après le règlement de la succession, se manifesterait un héritier prioritaire non identifié, le généalogiste est juridiquement responsable et doit dédommager la personne lésée. Lorsqu'il annonce sa qualité d'héritier à l'intéressé, déçu par la recherche, le généalogiste fait quelquefois figure de Père Noël, même si le « contrat de révélation de suc-

cession » se conclut en espèces sonnantes et trébuchantes. La rémunération du généalogiste oscille entre 15 % et 40 % du montant net de la succession (après paiement des droits à l'Etat et règlement des créances), la moyenne des successions tournant autour de 300 000 francs. « Il n'y a pas de règle statutaire en matière de rétribution. Tout dépend de la difficulté de la recherche et du degré de parenté », prévient Jean-Claude Roehrig, président du cabinet Coutrot-Roehrig, le plus important de France, avec 183 salariés et 17 succursales en province. Le rôle du généalogiste ne s'arrête pas à l'identification de l'héritier : bien souvent, le premier est mandaté par le second pour le représenter dans toutes les formalités nécessaires à la dévolution de la succession, notamment auprès du notaire. Inévitablement, le généalogiste successoral est amené à pénétrer au cœur des secrets de famille. Aussi éphémères soient-ils, des liens très particuliers peuvent se tisser entre généalogiste et héritier. Ainsi Benoît Perotin, président de la Chambre des généalogistes de France, se souvient-il de cet homme à qui il annonce la mort de son père, dont il avait complètement perdu la trace : « Il a éclaté de rire en me disant que, à ses yeux, son père, c'était celui qui l'avait élevé, l'homme avec qui vivait sa mère. Finalement, il m'a demandé d'aller déposer des fleurs sur sa tombe. Il m'a aussi interrogé pour savoir s'il avait des frères et sœurs, ce qui lui a permis de reprendre contact avec sa demi-sœur. »

Patience, perspicacité et rigueur sont des qualités indispensables pour mener à bien toute investigation, a fortiori une recherche successorale, qui commence généralement par la consultation minutieuse des registres d'état civil des mairies, des archives de l'administration fiscale, des listes électorales... Une solide culture juridique, en droit des successions notamment, constitue en outre un atout non négligeable pour qui veut se lancer dans le métier, même si moult praticiens assurent qu'il s'apprend toujours sur le tas.

« Nombre de professionnels ayant fait leurs preuves n'ont pas le bac », souligne par exemple Benoît Perotin. En fait, les généalogistes affichent des profils de plus en plus éclectiques : juristes, diplômés d'école de commerce, historiens, sociologues... « J'ai moi-même une formation d'avocat. De toute façon, il faut pas

garder d'immuable il faut un certificat d'aptitude. Résultat : le nombre de cabinets croît comme champignons après la pluie », ironise Jean-Claude Roehrig. Quant aux salaires, ils ne sont pas mirobolants : « Chez moi, on démarre au SMIC », annonce le patron d'un grand cabinet de province, tout en précisant que, après dix ans de carrière, un bon généalogiste pourra prétendre à un salaire mensuel de 10 000 ou 12 000 francs – « 15 000 à 20 000 francs à Paris », nuance un confrère. Dernière ombre au tableau : les professionnels assurent à l'unisson que les débouchés sont plus que limités. « C'est un secteur très dur », constate Benoît Perotin, qui estime que le nombre de généalogistes successoraux en France ne dépasse pas 250.

Philippe Baverel

Secrets de famille

Parents pauvres des généalogistes successoraux, les généalogistes familiaux, dont la profession n'est pas davantage réglementée, sont sollicités par les particuliers désireux de connaître leur arbre généalogique. « Selon le nombre d'ancêtres recherchés, les tarifs varient entre 10 000 et 50 000 francs », indique Yves du Passage, président de la Chambre syndicale des généalogistes et héraldistes de France, qui estime que « le chiffre d'affaires annuel moyen d'un généalogiste familial tourne autour de 200 000 francs, alors qu'il n'est pas rare pour un cabinet successoral d'atteindre 10 ou 20 millions de francs ».

Les professionnels n'hésitent pas à accuser les bénévoles de concurrence déloyale, telle cette généalogiste qui exerce dans le sud de la France depuis treize ans : « Nous sommes en voie de disparition à cause des retraités qui dépouillent bénévolement les registres paroissiaux. »

Père Noël

Traquer l'héritier égaré dans la nature n'a rien d'une sinécure : l'éclatement de la cellule familiale, la banalisation du concubinage, la croissance du nombre des naissances hors mariage compliquent singulièrement la tâche des professionnels. Une fois les héritiers retrouvés, un arbre généalogique cer-

cession » se conclut en espèces sonnantes et trébuchantes. La rémunération du généalogiste oscille entre 15 % et 40 % du montant net de la succession (après paiement des droits à l'Etat et règlement des créances), la moyenne des successions tournant autour de 300 000 francs. « Il n'y a pas de règle statutaire en matière de rétribution. Tout dépend de la difficulté de la recherche et du degré de parenté », prévient Jean-Claude Roehrig, président du cabinet Coutrot-Roehrig, le plus important de France, avec 183 salariés et 17 succursales en province. Le rôle du généalogiste ne

fr-Monde
DOSSIERS
& ENQUÊTES

Cent ans
de
Jeux
olympiques

Numéro de juillet/août 1996 - 12 F

ESG
La Grande Ecole parisienne
basée pour l'emploi et les salaires

CONCOURS PARALLELE
d'entrée en 1ère année
ouvert aux étudiants de niveau
BAC+2 :

2 SESSIONS
22 et 23 juillet 1996
10 et 11 septembre 1996

• DROIT-SECS ECO. GESTION
• LETTRES
• SCIENCES

Ecole Supérieure de Gestion
RECONNUE PAR L'ETAT
DIPLOME HOMOLOGUE
PAR L'ETAT

25, RUE ST-MARCOUS
75011 PARIS
Renseignements : 43 55 44 44

UNIVERSITÉ DE LILLE I

Pour que vous puissiez apporter à votre employeur les connaissances linguistiques, économiques et sociales indispensables à toute collaboration suivie avec des partenaires nippons et, au delà, asiatiques, la Faculté de Sciences Économiques et Sociales crée à la rentrée 96 un nouveau :

DESS "Études Économiques et Sociales pour le Japon et l'Asie".

Cette formation s'adresse aux titulaires d'un BAC+3 de types : économique, gestionnaire, commercial, scientifique, langues O...

Pour les candidats salariés possibilités de validation d'acquis professionnels pour s'inscrire dans le cadre de la Formation Continue.

Dossier d'information et conditions de candidatures à demander à :

FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
SECRÉTARIAT DESS - Bâtiment SH2 - CITÉ SCIENTIFIQUE
59655 VILLENEUVE D'ASCO CÉDEX
Tél : 20.43.45.78 - Fax : 20.43.66.55

Date limite de candidatures : Lundi 02 septembre 1996.

Autres diplômes à vocation internationale : DESS Commerce International, DESS Franco-Britannique, DEA Espace Européen.

Les pays de l'Est ne forment pas un nombre suffisant de managers

Selon une étude anglo-saxonne, rares sont les cadres à avoir intégré les mécanismes de l'économie de marché et les techniques de gestion à l'occidentale

SEPT ans après la chute du mur de Berlin, les cadres des pays d'Europe centrale et de l'Est sont loin d'avoir acquis les techniques de gestion liées à une économie de marché. Malgré les programmes d'échanges et de formations qui existent déjà, dont beaucoup ont été lancés à l'initiative de l'Union européenne, le déficit est patent. C'est ce que confirme une étude que viennent de réaliser conjointement le cabinet Korn/Ferry International et la London Business School (*Human Resource Trends in Central and Eastern Europe*) auprès de présidents et de directeurs généraux de cent cinquante-sept sociétés (filiales de multinationales, joint-ventures, sociétés privatisées, compagnies publiques, etc.) dans six pays : la République tchèque, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Russie et la Slovaquie.

En préambule, l'enquête rappelle l'ampleur de la tâche pour que « l'Est passe à l'Ouest » : « Les responsables [de l'économie socialiste] avaient appris à atteindre des objectifs planifiés sur lesquels leur bonus était calculé. Ils l'ont fait de deux manières : en se fixant des résultats faciles à obtenir et en accumulant les ressources matérielles et humaines de manière à être sûrs, quoi qu'il en soit, de tenir les délais du plan. »

Les entreprises ne se préoccupaient ni de vendre leur production ni de financer les investissements nécessaires. Talentueux, il fallait surtout l'être pour établir de bons contacts avec la bureaucratie centralisatrice. Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que les expatriés occupent aujourd'hui, dans 65 % des entreprises sondées, les postes de présidence et de direction générale. Ils restent une ressource majeure aujourd'hui qu'il faut payer à prix d'or afin de compenser les contraintes d'une vie quotidienne difficile.

Si les lois du marché n'ont pas encore pénétré tous les esprits, la minorité des cadres locaux qui ont réussi à suivre une formation de manager assez performante pour être opérationnelle en ont, en revanche, parfaitement intégré les mécanismes. L'étude constate que ceux-ci se sont « parfaitement occidentalisés ». Dans leurs habitudes de travail, par exemple : cinquante heures hebdomadaires en moyenne, les dossiers emportés au domicile, un absentéisme faible et des déplacements importants à l'étranger.

Le point le plus révélateur concerne les rémunérations. Puisque les managers locaux sont une denrée rare, on se les arrache à coups de surenchère salariale,

jusqu'à 250 000 dollars (1,25 million de francs environ) par an. « Entre 1993 et 1995, les entreprises privées (celles que soient les pays concernés) ont pratiquement doublé les salaires, note l'étude, tandis que les compagnies publiques les ont augmentés de 25 % ».

COMPÉTITION

De plus, une majorité de sociétés réévaluent les rémunérations deux fois par an, voire plus souvent. Cette compétition entraîne bien évidemment des rotations de personnel considérables : les managers locaux passent sans difficulté d'une entreprise à une autre. La rotation de personnel moyenne est de 27 %, confirme l'enquête. Mais avec des scores bien plus élevés pour la Pologne (42 %) ou la Russie (46,7 %).

A la question : « Pourquoi les cadres locaux changent-ils d'entreprise ? », les réponses obtenues sont claires : « L'appât du gain immédiat est si fort qu'ils ne réfléchissent pas en terme de carrière » (un dirigeant russe), « C'est dommage, mais c'est pour un salaire plus élevé et une voiture de fonction » (un patron polonais), « Toujours pour une combinaison de raisons liées au salaire, au boulot, à la formation et au statut » (un responsable tchèque). L'ensemble de ces comportements concourt à ralentir le développe-

ment économique des pays concernés. Les changements fréquents au niveau de la hiérarchie ont des conséquences néfastes sur les stratégies des sociétés qui se retrouvent dans l'impossibilité de réfléchir à moyen terme.

« Est-ce une période de transition ? », s'interrogent les auteurs de l'étude. La réponse est prudente. Compte tenu du coût élevé que représentent les expatriés, il est évident que les entreprises locales et les filiales des multinationales ont tout intérêt à préparer la relève. D'où, par conséquent, l'importance accordée aujourd'hui à la formation. La théorie reste toujours enseignée mais la préférence va au concret, la formation sur le tas en entreprise. On comprend l'enjeu sur le long terme : réussir à ce que ces pays prennent en main leur destinée économique. Autre enjeu qui se décline davantage sur le court terme et que l'enquête ne manque pas de signaler : l'appartenance de deux catégories de salariés. Ceux qui ont déjà les compétences managériales et qui vivent bien. Ceux qui ne les ont pas encore et qui, par conséquent, sont au chômage ou survivent avec des salaires de misère. Sans oublier le développement de comportements malfaisants.

Marie-Béatrice Baudet

Le filon de la pensée magique

par Marie-Béatrice Baudet

UN consultant qui promet de réussir, en sept jours, l'audit d'un groupe de 20 000 personnes - rapport écrit à l'appui -, qu'est-ce que ça fait ? Rire, en principe. Pourtant, cela fait bel et bien une mission. Il faut dire que la méthode est, paraît-il, rodée « mathématiquement ». Tout est prévu, jusqu'à la composition de l'échantillon des salariés entendus, choisis selon les conseils de la direction - qui ne pourra que se féliciter de la cohérence du discours recueilli. Un égaré ? Une fatale collusion entre un magicien du management et un patron des ressources humaines désœuvré qui veut croire à une solution miracle ? Même si tel est le scénario, ne se répète-t-il pas un peu trop souvent ? Un mensuel américain, émanation de ce qui serait chez nous une grosse association de DRH, a, d'ores et déjà, enterré le *reengineering*, technique de management apparue il y a à peine un an et demi et qui promettait monts et merveilles. Il suffisait de remettre à plat les processus, les performances suivraient toutes seules : le rêve devenu réalité. D'ailleurs, les incrédules n'avaient qu'à parcourir les pages de la bible du moment pour ne plus douter. Les légendes étaient là, à leur portée. Comme celle de ce département assurance-crédit d'un grand groupe informatique qui, grâce au *reengineering*, avait réussi à diviser par quarante ses délais clientèle tout en multipliant par cent son volume de transactions, le tout à effectif réduit.

Si c'est exact, cela veut dire qu'un enfant de choeur aurait été un meilleur manager que le directeur en place et, si ce n'est qu'une histoire à dormir debout, on est en droit de se demander comment elle a permis aux cabinets-conseils spécialistes du *reengineering* de devenir une industrie lucrative et de se préparer de très beaux hivers au soleil compte tenu du nombre de contrats signés, même si, désormais, le filon semble épuisé. Signés, mais avec qui ? Avec des entreprises dont les directions, à force de ne plus savoir que faire, veulent croire à une espèce de pensée magique. La toute-puissance ne serait pas morte puisqu'on peut se la faire présenter sur un plateau. Le responsable d'un organisme professionnel, chargé de faire la police dans le monde sinueux de la formation, excuse volontiers une telle naïveté : « Nos dirigeants sont désespérés. Il faut bien qu'ils se rattachent à quelque chose... » Ce qui expliquerait pourquoi, notamment, les plaquettes luxueuses qui vantent tantôt les mérites du cerveau gauche et du cerveau droit ou proposent des stages de créativité - tous en salopette dans un hangar le pinceau à la main devant une magnifique toile blanche - pour développer le potentiel humain ne remplissent pas les poubelles. C'est qu'elles n'y vont pas toutes.

Les métiers de l'humanitaire se diversifient

Les ONG privilégient l'expérience professionnelle et élargissent l'éventail de leurs spécialités

POUR travailler dans l'humanitaire, il ne suffit pas de faire preuve de bonne volonté. Les organisations non gouvernementales (ONG) qui opèrent dans l'urgence (conflits, catastrophes naturelles) ou dans le développement, en Afrique, en Asie ou en Amérique latine, recherchent avant tout des jeunes qui ont de réelles compétences. « L'expérience professionnelle compte beaucoup plus que le diplôme lui-même dans la sélection des candidats au départ », affirme Alain Béraud qui, il y a quelques années, a quitté son poste d'auditeur financier chez Cooper and Lybrand pour partir en tant qu'administrateur en Somalie pour le compte de l'Action contre la faim (ACF). Sa mission : assurer le suivi budgétaire des programmes mis en place dans ce pays et prendre en charge la gestion du personnel local.

Après cette expérience, il est rappelé au siège pour occuper le

poste de responsable du service gestion des missions, avec un statut de salarié. Alain Béraud coordonne à ce titre le travail des vingt-quatre administrateurs sur le terrain. Au mois de juillet, nouveau changement en vue. Ce jeune homme de trente ans devrait occuper le poste de directeur financier. Bel exemple de déroulement de carrière dans l'humanitaire. Souvent - ce n'est pas vrai pour tous les postes - l'intégration au sein d'une ONG se fait en deux temps. Les candidats sont d'abord envoyés sur le terrain pour une « mission » de quelques mois à un an, voire un peu plus, avec le statut de « volontaire ». A ce titre ils sont indemnisés et leurs frais de séjour sont pris en charge. Bon nombre réintègrent ensuite une entreprise classique. Pour les passionnés de l'action humanitaire, il est possible de postuler à un poste de salarié de l'organisation. Toutefois, si les occasions existent, elles ne sont pas très nombreuses, car

les ONG n'emploient généralement qu'un nombre limité de salariés. Et puis, petit détail, il vaut mieux être militant dans l'âme pour poursuivre dans cette voie, car les salaires sont bien souvent inférieurs de 30 % à ceux du marché. A moins de viser à plus long terme des organisations internationales telles que le Service d'urgence de l'Union européenne, le Haut-Commissariat aux réfugiés... ou des organismes dépendant de l'ONU, qui offrent des rémunérations plus intéressantes.

On sait que les ONG sont particulièrement friandes de médecins, infirmières et autres nutritionnistes. Mais la palette des métiers de l'humanitaire est beaucoup plus vaste que cela. En fonction de leurs spécificités et des programmes en cours, les ONG recherchent des spécialistes de l'eau capables de mener un programme d'assainissement, de construire ou réhabiliter un puits, des techniciens agricoles ou des ingénieurs

agronomes susceptibles, selon les cas, de relancer des potagers ou de monter un élevage. Elles peuvent avoir besoin également de chefs de construction, de maçons, voire même d'architectes... A côté de ces métiers bien définis, il existe une panoplie de postes qui concernent l'organisation et la gestion des missions : les coordinateurs de missions, les administrateurs et les logisticiens.

VOCATION

Les voies d'accès aux métiers de l'humanitaire sont multiples. Certains y arrivent un peu par hasard au gré des rencontres. D'autres affichent une vocation précoce. Jeune bachelier, Jérôme Ameurism contacte des ONG, son manque d'expérience joue contre lui. Déçu, il enchaîne les emplois par intérim : monteur en gâches de chauffage, maçon, vendeur... Mais son rêve le poursuit. Il intègre Bioforce Développement Rhône-Alpes à Vénissieux, un centre de formation

qui le prépare au diplôme de logisticien de la solidarité internationale (homologué bac + 2). Pendant quatre ans, il enchaîne les missions : six mois au Liberia comme logisticien pour le compte d'Alde médicale internationale (AMI), quatre mois au Sud-Soudan pour le Programme alimentaire mondial (PAM), et diverses missions pour l'ACF. Son rôle en tant que logisticien de terrain : organiser la structure de vie des équipes, assurer l'approvisionnement du camp, le transport, la gestion des stocks, gérer le parc automobile, assurer les communications avec la base arrière, « la capitale », où se trouvent le coordinateur de mission, l'administrateur et le logisticien administrateur. Depuis deux ans, il est responsable de la logistique de l'ACF à Paris. Il s'occupe du recrutement et du suivi des soixante-dix logisticiens, se rend régulièrement sur le terrain pour évaluer les problèmes, débloquer une situation.

Stephan Oberreit, chargé du développement de la Fondation MSF, la structure de réflexion sur l'humanitaire de Médecins sans frontières, se souvient avec émotion des dix-huit mois passés à Nairobi (Kenya) en tant qu'administrateur dans le cadre du programme Sud-Soudan, mais surtout, des six mois passés en ex-Yougoslavie comme chef de mission. Une période courte mais très dense. « Dans les missions d'urgence, il y a énormément de travail, de pression, de stress, mais c'est extrêmement intéressant. Chaque volontaire a ses motivations personnelles pour partir en mission, mais il existe un plus petit commun dénominateur extrêmement fort qui nous permet de travailler en synergie. » Une expérience marquante, même s'il ne s'agit bien souvent que d'une parenthèse dans la vie professionnelle.

Catherine Leroy

FORMATION PROFESSIONNELLE

IICP INSTITUT INTERNATIONAL DE COMMUNICATION DE PARIS

Formations Professionnelles de haut niveau du Bac au 3^e Cycle

Communication - Journalisme
Ressources Humaines
Relations Publiques - Relations Presse

- Mi-cours / Mi-stages fournis par l'Ecole
- Formation Continue / Congé Individuel de Formation

Tél : 42.40.47.47

Euro★mba

★ MBA européen compatible avec l'activité professionnelle :
- enseignement à distance
- séminaires résidentiels dans les pays des six institutions partenaires (Allemagne, Espagne, Finlande, France, Irlande, Pays-Bas)

★ Formation en langue anglaise
★ 1800 heures de formation sur 24 mois
★ Diplôme Universitaire "European Master of Business Administration"

Groupes ESC Nantes Atlantique
8 route de la Jonelière - BP 31222
44313 NANTES CEDEX 3
Tél : 40 37 34 34 - Fax : 40 37 34 07
E-mail : info@escna.fr

IAE Aix-en-Provence
Boulevard des Canus
13540 Puyricard
Tél : 43 28 08 08 - Fax : 43 28 08 08
E-mail : iae@romark.univ-aix.fr

L'expertise européenne

INSTITUT DES ENTREPRENEURS

Sous la tutelle du Ministère de l'Industrie

Tout le cycle de la vie d'entreprise
de la création à la liquidation

GAGNEZ 5 ANS D'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Formation continue
à distance
à temps partiel

* Ouvert aux Bac+4 / Bac+5 et Cadres

ESTER TECHNOPOLE
87069 LIMOGES CEDEX
Tél. 55 42 61 00

Association Loi 1901 - Diplôme d'Enseignement Supérieur Technique Privé

CARRIERES

ECTEUR TECHNIQUE

etap

SCIENCE

Post-Doctorat
Gastro-
enterologie

178
Journé
Journé de travail

هكمن النفل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 2 JUILLET 1996 / V

CARRIÈRES INTERNATIONALES

**Buenos Aires
Assainissement**

DIRECTEUR TECHNIQUE

Nous sommes une entreprise de prestations de services techniques, rattachée à un groupe français de tout premier plan. Nous recherchons le Directeur Technique de notre filiale en Argentine.

Membre du Comité de Direction :

- Il collaborera à l'élaboration de la politique générale de la Société
- Il organisera les services d'exploitation (120 personnes) pour répondre au mieux aux besoins des clients et en optimisant les moyens humains et matériels
- Il proposera les solutions techniques adaptées en relation avec la Direction du Développement du Groupe.

Ce poste requerrait un ingénieur ETP, AM... ayant 5 à 10 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la prestation de services techniques en ETP, excellent manager, organisateur, gestionnaire et doté d'un sens commercial marqué.

Maîtrise de l'espagnol absolument indispensable.

Envoyer votre CV à :
27A 3036 AM
Déclaration absolue

etap

71, rue d'Alsace
75016 Paris

Donnez une dimension internationale à vos projets

PERRIER VITTEL S.A.
Groupe Nestlé

Le Groupe PERRIER-VITTEL
CONSTRUIT LE PÔLE Eaux Minérales
ENNE EN SOURCE DE NESTLÉ.
Avec plus de 80 années d'expérience
industrielle, commerciale
dans 140 pays, un CA de 15 milliards
de francs et plus de 15000 personnes
réparties dans le monde, il est leader
sur son marché.

Sous la responsabilité du Directeur
Informatique International, vous êtes chargé
d'un projet d'envergure : développer et
standardiser l'informatisation des filiales du
Groupe, principalement en Europe.

Impliqué dans l'élaboration des standards,
vous veillerez à leur respect et à leur mise
en œuvre, tout en prenant en compte les
spécificités locales. Vous êtes assisté d'une
équipe de consultants internes et externes
dont vous coordonnez les interventions.

Votre mission implique donc une bonne
appréhension de nos métiers et des besoins
des directions utilisatrices au sein des filiales,
afin de pouvoir concevoir et mettre en œuvre
des solutions efficaces.

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Elle implique également un excellent sens
de la communication, la maîtrise de l'anglais,
du français, et si possible d'une autre langue
(italien et allemand appréciés).

A 30/35 ans, votre parcours s'est
essentiellement déroulé au sein d'une SSII
ou encore dans une entreprise liée à l'univers
de la grande distribution, à fortes contraintes
commerciales et logistiques. Vous avez
développé une solide expertise en
management de projet, idéalement en multi-
sites et à l'international. Vous avez une
formation supérieure technique ou
économique.

Votre sens du service, vos facultés
relationnelles avec de multiples interlocuteurs
internes et externes au groupe, votre capacité
de management sont vos atouts principaux,
tout comme votre disponibilité, car vous êtes
en déplacement près de 80 % de votre temps.

Merci d'adresser lettre de motivation, C.V.,
photo, et présentations sous/réf. LM/1 à
BOUTTIER & Co - 66, avenue Victor Hugo
75116 PARIS.

SCIENCES ET SANTÉ

■ L'Institut de Recherche du laboratoire
JOUVEINAL (1 000 personnes, 1 milliard
de francs de CA), recherche

Post-Doctorat Gastro- entérologie

Docteur en pharmacologie, vous êtes
chercheur en gastro-entérologie et possédez
une bonne connaissance en physiologie
digestive. Vous travaillerez avec des modèles
pharmacologiques digestifs appliqués à nos
produits en recherche et en développement.

Autonome et rigoureux, ce qui vous
caractérise avant tout, c'est votre esprit de
synthèse, votre créativité et votre sens de
l'initiative.

Ce poste est un contrat à durée déterminée
d'un an.

Merci d'adresser votre dossier
de candidature (lettre manuscrite + CV)
sous la référence 007 LM à JOUVEINAL -
DRH - BP 100 - 94265 Fresnes Cedex.

Jouveinal

Blood Pressure ♥ Watch

N°1 des ventes en Europe maintenant en France. Avec vous.

■ Pour prendre sa tension, NAIS commercialise
un appareil qui se lit
comme une montre, en
toute simplicité et en
toute fiabilité. Cette nou-
velle technologie connaît un grand suc-
cès en Europe auprès des médecins et



du grand public. NAIS,
du groupe Matsushita, un
des leaders mondiaux de
l'industrie électrique, dont
le siège social se situe en
Allemagne, ouvre une
filiale en France et recherche des
collaborateurs.

UN RESPONSABLE COMMERCIAL

Votre mission sera de l'implanter NAIS dans les circuits de distribution du secteur médical, d'en
assurer le développement et de gérer les ventes. De formation supérieure, âgé de 30/40 ans, vous
avez déjà fait la preuve de vos compétences dans la vente en France. Vous parlez, lisez, écrivez
parfaitement l'anglais et savez travailler sur Mac ou PC. Le poste est basé au sud de Paris, mais
nécessite de fréquents déplacements.

UNE SECRÉTAIRE/ASSISTANTE COMMERCIALE

Votre formation, votre expérience et votre rigueur vous permettront d'assister en permanence le
responsable commercial dans toutes ses activités. Vous avez de bonnes notions de gestion et de
comptabilité. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais, parlé, lu et écrit. Une solide connaissance des
logiciels (texte, gestion...) sur Mac ou PC est indispensable. Le poste est basé au sud de Paris.

□ Ces postes sont à pourvoir très rapidement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite et CV) rédigé en anglais, avec photo à :

NAIS

NAIS Healthcare
C/O NAIS Matsushita Automatic Controls
B.P. 44 - 10, rue des Petits Ruisseaux - 91371 Verrières CEDEX

مكاتب العمل

VI / LE MONDE / MARDI 2 JUILLET 1996

REPRODUCTION INTERDITE

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

INFORMA
TELECO

Consultants

Reconnu comme l'un des leaders mondiaux dans les métiers "Conseil" et "Système d'information", CSC (34 000 personnes, 575 bureaux) développe aujourd'hui rapidement ses activités en Europe où le CA a triplé en deux ans.

Pour accompagner cette forte croissance, nous recherchons des hommes et des femmes à fort potentiel, motivés par le métier du Conseil dans un contexte international.

Diplômés d'une grande école : X, Mines, Centrale, Supélec, Ponts, A & M, HEC, ESSEC...

Vous bénéficiez d'une première expérience en Entreprise ou dans le Conseil (2-3 ans).

- Vous contribuerez à la compétitivité et au développement de nos Clients, en contact direct avec les Dirigeants d'Entreprise.
- Vous développerez vos compétences dans les domaines de la Stratégie, du Business Reengineering (CSC en est à l'origine), de l'Organisation Industrielle et Logistique, et des Systèmes d'Information.
- Vous valoriserez vos qualités de synthèse, de créativité et de leadership au sein d'équipes pluridisciplinaires.

Notre fort développement ouvre des opportunités rapides aux candidats motivés par la Direction et l'Encadrement d'équipes.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et si possible une autre langue européenne.

Merci d'envoyer votre candidature sous la référence LM603 à la Direction des Ressources Humaines - CSC Ouroumoff Consultants, 63 ter avenue Edouard-Vaillant - 92517 Boulogne-Billancourt Cedex.

CSC Ouroumoff Consultants
Une Division de CSC France



Hydro Agri France, second fabricant français d'engrais chimiques, 1200 personnes, filiale du leader européen NORSK HYDRO recherche pour sa Division produits chimiques à usage Industriel un :

Ingenieur Commercial

Export

A 30 ans, diplômé d'une école d'ingénieur chimiste complétée par une formation commerciale (IAE, ISIA...), vous êtes débutant ou vous avez une expérience de 2 ou 3 ans dans la vente de produits chimiques à l'industrie.

Intégré à une équipe de 12 personnes placées sous l'autorité du Responsable Marketing/Vente, vous développerez nos parts de marché en déstaurant de nouvelles opportunités de développement auprès des grands donneurs d'ordre de l'industrie en Europe et dans le monde.

Autonome et mobile, vous êtes ouvert à de fréquents et lointains déplacements. Ces derniers vous amèneront par conséquent à pratiquer un anglais courant. Des connaissances en espagnol seraient un plus.

Ce poste, basé à Nanterre, présentant de réelles perspectives d'évolution vers une fonction d'encadrement au sein de votre Division ou dans notre groupe, nous souhaitons rencontrer des candidats à fort potentiel technique, commercial et humain.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV) sous référence ICH à Hydro Agri France - DRHC - 106, rue des Trois Fontenot - 92751 Nanterre Cedex.

TRAITER L'EAU, PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT

Filiale du groupe français des Eaux et premier groupe mondial de traitement d'eau

(4000 personnes, 4,9 milliards de francs de CA et 154,5 millions de francs de bénéfice net en 1995), nous répondons à un besoin vital de l'homme en réservant à l'eau, partout dans le monde, les meilleurs traitements.

Nos directions régionales recherchent leur

Responsable Commercial

Industrie

Ingenieur Commercial

Ouest de la France

Au sein de notre équipe, vous avez la responsabilité commerciale sur plusieurs secteurs de la région grand-ouest. En relation permanente avec les collectivités locales et les entreprises, vous développerez les contacts commerciaux, proposez notre savoir-faire et détectez les projets en cours. Vous assurez le suivi auprès des élus et négociez les contrats. Par ailleurs, vous êtes l'interlocuteur auprès des différents services du siège.

Ingénieur de formation, vous avez une expérience professionnelle dans le secteur de l'eau et des collectivités locales. Votre fort potentiel, vos qualités d'écoute, votre sens relationnel et vos compétences techniques vous permettront de réussir rapidement dans ce poste.

Pour ces deux postes, la connaissance et une expérience dans les métiers du traitement de l'eau seraient vivement souhaitées.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V.) à DEGRÉMONT - Direction des Relations Humaines 183, avenue du 18 juin 1940 - 92508 Rueil-Malmaison cedex en précisant la réf. du poste choisi.



Degrémont

Sony... et votre engagement prend du sens

Ingenieur commercial

Sony France (3 000 personnes, 8,7 mds de CA) produit et commercialise des équipements électroniques à l'usage du grand public et des professionnels.

Au sein de la Division Composants et Périphériques, vous serez chargé de promouvoir les ventes des produits périphériques informatiques de Sony (moniteurs, CD-Rom, enceintes, modems, projecteurs, scanners...) auprès des distributeurs, intégrateurs, grands comptes utilisateurs finaux, clients OEM et GMS. Vous prospecterez de nouvelles cibles (grands comptes et administrations) et renforcerez la présence de Sony sur plusieurs marchés verticaux. Vous assurerez également l'animation du réseau, le suivi des clients existants et la formation de leurs vendeurs, analyserez le marché et participerez à l'élaboration du reporting et des prévisions de ventes à moyen terme.

De formation ingénieur ou école supérieure de commerce, vous avez une expérience de 2 à 5 ans dans la vente de périphériques informatiques ou de micro-ordinateurs. Vous avez une bonne connaissance du réseau de distribution et des constructeurs informatiques, de la GMS et des produits micro informatiques multimédia. Autonome, dynamique, disponible, vous maîtrisez les techniques de négociation et de prospection, êtes opérationnel très rapidement et avez une excellente pratique de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) à Eric Bastard, Sony France, 15 rue Floréal, 75631 Paris Cedex 17.

SONY

Pour en savoir plus sur les 2 cahiers Initiatives
Contactez le Département Emploi
du Monde Publicité
Tél. : 44-43-76-13
Fax : 44-43-77-32

شركة النخيل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 2 JUILLET 1996 / VII

INFORMATIQUE/RÉSEAUX TÉLÉCOMMUNICATION



Ingénieurs de haut niveau

TEUCHOS

Société d'ingénierie (400 ingénieurs fin 95,
+ de 500 prévus fin 96) intervenant dans les
domaines aéronautique, automobile, ferroviaire,
naval, télécom, énergie et pétrole, recherche
de nouveaux collaborateurs.

INGÉNIEURS ET TECHNICIENS DE HAUT NIVEAU AYANT 2 À 10 ANS
D'EXPÉRIENCE EN TELECOM ET RADIO, DANS LE CADRE D'IMPLANTA-
TION D'ÉQUIPES BASÉES EN RÉGION PARISIENNE OU À ROUEN

Missions : Tout ou partie des activités suivantes :

- Responsable d'équipe de développement de cartes électroniques dans le domaine Radio-Hyperfréquence.
- Mise au point et simulation de cartes électroniques dans le domaine Radio-Hyperfréquence (outil Viewlogic) et conception du schéma de routage.
- Développement et maintenance de logiciel autour du microprocesseur 68HC11 (conception, intégration, validation...) avec une connaissance en spécification de protocoles.
- Mise en place de méthodes qualité pour le développement de logiciel Temps Réel.
- Tests de qualification matérielle et vérification système selon spécification préalable.

Si vous avez des compétences en Radiocommunications Mobiles et Télécommuni-
cations, électronique, Hyperfréquence (bande 500 MHz - 2,8 GHz), informatique
et réseaux DECT et que l'un de ces postes vous intéresse rejoignez l'équipe qui
sera basée en région parisienne ou à Rouen en adressant votre candidature
(lettre de motivation, CV détaillé) sous référence LM-13 à Teuchos Exploitation,
6 avenue du Général de Gaulle, 78000 Versailles.

Premier diffuseur européen de radio et de télévision, société anonyme au sein d'un
groupe prestigieux (Groupe France Télécom), avec ses 4 000 professionnels de
l'audiovisuel, TDF S.A. exporte son savoir-faire dans le monde entier et réalise
un chiffre d'affaires de plus de 4,5 milliards de francs.

A la pointe de la technique, nous innovons en permanence pour faire
évoluer les nouveaux services de diffusion des images, du son et
des données.

Nous recherchons le responsable de notre département
architecture des réseaux de notre Centre Technique.

Il anime une équipe de six cadres ayant un excellent niveau technique,
organise et gère les plannings et les budgets, identifie les domaines de
développement des compétences et propose des formations adaptées.

Homme de coordination, il joue un rôle d'interface entre le Centre Technique et
les services opérationnels pour garantir la cohérence des actions en matière
d'architecture de réseaux, coordonne des actions d'expertise entre TDF et les fournisseurs
externes, anime des activités de soutien technique à l'exploitation du réseau TDF.

Il assure, par ses qualités relationnelles, son charisme et son sens de la communication, des contacts
importants tant vers l'interne que vers l'externe (clients, fournisseurs, industriels...).

Élément moteur sur les nouvelles techniques des réseaux de télécommunication, il montre un
engagement fort en participant à des actions de veille technologique et en proposant des axes de
développement ou d'évolution des réseaux et techniques associées. Il a de plus, une première
expérience professionnelle dans le domaine des architectures et protocoles.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. AR/UM, à Isabelle Merlin,
TDF, 10 rue d'Orléans-sur-Clame, 75732 Paris Cedex 15.

**Prendre la responsabilité
de notre département architecture des réseaux
en région parisienne**

L'ESPRIT DES ONDES



Telemate

N° 1 en Europe du conseil en communications mobiles.

■ Notre jeune société est reconnue comme un consultant de
haut niveau en infrastructure de réseaux mobiles. Nous fournis-
sons dans de nombreux pays des prestations d'ingénierie et
de conseil en radiocommunications pour lesquelles nous
utilisons l'ensemble des équipements de test et de mesure
disponibles sur le marché ainsi que nos propres logiciels.
Notre maîtrise technique et notre capacité à anticiper les
besoins des clients contribuent à les satisfaire par un apport
méthodologique important.

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons
actuellement des

Ingénieurs confirmés en Radiocommunications

pour des postes à pourvoir principalement à l'export dans les
domaines de l'ingénierie, du déploiement, du paramétrage et
de l'optimisation de réseaux (GSM/GPRS, CDMA et DECT).

■ Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés en
télécommunications, avec une expérience prouvée des
domaines précités.

L'anglais courant est indispensable.

■ Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre
manuscrite, CV et photo sous la référence INVTMT à notre
conseil :

INVTMT - 51/59 rue Ledru Rollin
94853 Ivry-sur-Seine Cedex.

Auditeur Informatique

Grande banque

Internationale,

la Deutsche Bank

recherche pour

son Groupe en

France (400

personnes) en

Agé d'environ 30 ans, ingénieur ou diplômé
Bac + 5 informatique ou mathématiques
avec 5 ans d'expérience en audit des
systèmes d'information dans le secteur
financier, vous connaissez également les
activités de marchés.

Nous vous proposons de rejoindre notre
Département Audit pour y conduire et parti-
ciper aux missions portant sur l'ensemble
des systèmes de notre groupe à Paris.

Au-delà de vos qualités rédactionnelles,
vous pratiquez couramment l'anglais.

Rigoureux et doté d'un bon sens relationnel,
vous alliez à votre autonomie, des aptitudes
réelles au travail en équipe.

Pour nous rejoindre et évoluer au sein de notre
structure, merci d'adresser votre candidature
(lettre manuscrite, CV et photo) en précisant
la réf. AI à Deutsche Bank AG, Direction des
Ressources Humaines, 3 avenue de Friedland,
75008 Paris.

Deutsche Bank



BRETAGNE

Grand groupe français, notre ambition est de nous affirmer comme
leader sur les marchés du numérique. Dans notre pôle
technologique rennais, nos équipes de recherche et de
développement conçoivent et mettent au point les systèmes de
télévision nouvelle génération. Pour nos activités "interface
utilisateurs et interactives", nous recherchons un

INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT LOGICIEL

Vous participerez à la phase de conception, de développement et de
suivi technique des applications. Vous assurerez la faisabilité des
concepts, la veille technologique et appliquerez la méthodologie
sélectionnée pour la création de logiciels.

Vous êtes ingénieur informaticien, avec impérativement une
connaissance approfondie des aspects temps réel.

Vous connaissez les langages C et C++ et la méthodologie de
développement OMT.

Idéalement, l'esprit d'équipe vous fait motiver pour vous investir sur des
projets stratégiques dans un grand groupe.

Anglais courant (contacts internationaux).

Merci d'adresser votre candidature (lettre man., photo et CV) sous
réf. 5359 à Préconcept - BP 197 - 35004 Rennes cedex qui transmettra.

Nous vous remercions de la confiance que vous nous avez accordée
jusqu'à ce jour.
A partir du 1er juillet, nous aurons le plaisir de vous accueillir dans
nos nouveaux locaux.

SPH

Systèmes et Potentiels Humains

9 rue Royale - Galerie Royale 2 - 75008 PARIS
Tél. 40 07 34 20 - Fax 40 07 34 21

Conseil en Sélection et Gestion des Ressources Humaines

SPH

Pour insérer votre annonce dans Initiatives
Appelez Le Monde Publicité
au

44-43-76-03 - 44-43-77-34

Fax : 44-43-77-32

هكازن الرطل

VIII / LE MONDE / MARDI 2 JUILLET 1996

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

2 Ingénieurs d'Affaires

Anglais + allemand
Anglais + italien

Équipementier automobile de renom, nous sommes un spécialiste mondialement reconnu et une référence pour les principaux constructeurs européens.

En véritable "Homme orchestre", l'ingénieur d'affaires assure la relation technico-commerciale avec le constructeur depuis l'identification d'un projet jusqu'à sa réalisation en série. Il définit le planning et les dates d'engagement, suit le développement du projet dans le respect du cahier des charges, propose les dates de mise en fabrication, gère les problèmes rencontrés en cours de fabrication, assure le suivi économique, établit le dossier prix et la proposition commerciale qu'il argumente et négocie. Il est en relation permanente avec les principaux services techniques de son client. Ce poste est basé dans la région d'Orléans.

A 26/28 ans, ingénieur en mécanique ESTACA, A&M, IDN... (un troisième cycle en gestion de type IAE, DESS, Mastère est un plus), vous parlez impérativement l'anglais et, selon les postes, vous êtes opérationnel en allemand ou italien. Vous avez acquis une première expérience dans le secteur automobile, idéalement à un poste de relations client/fournisseur ou, débutant, vous avez effectué de bons stages dans ce secteur. Rigoureux et organisé, opérationnel et proche du terrain, vous avez le goût des contacts et du dialogue et une bonne aisance relationnelle. Vous souhaitez vous orienter vers une activité de gestion et coordination et vous êtes intéressé par les relations commerciales.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée sous référence 154-15/LM (sur l'enveloppe) à notre Conseil ARPE 43, rue Laffitte - 75009 Paris.

CONSEIL
orpe
EN RECRUTEMENT

THOMSON BROADCAST SYSTEMS,

filiale de THOMSON multimedia, est spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de produits destinés au marché de la vidéo professionnelle. Dans le cadre du développement, en France et à l'international de nos différents produits en Système de Diffusion Numérique (SDN), nous recherchons un

Chargé d'affaires numériques H/F

En très étroite collaboration avec nos services commerciaux, vous assurez un rôle de conseil auprès de nos clients pour des affaires importantes. A partir d'un appel d'offres ou d'un cahier des charges, vous élaborez les propositions commerciales : conception d'un système, devis, planning de réalisation, dans le respect de votre budget affaires.

Vous vous appuyez sur l'expertise de nos spécialistes des centres techniques de SDN, sur les lignes de produits et usines Thomson Broadcast Systems et êtes l'interface de l'ensemble des intervenants participant à la réalisation des affaires (bureau d'études, commerciaux, contrôle budgétaire, après-vente, expédition...).

De formation supérieure (Supelec, Telecom...), vous possédez une expérience d'au moins 6 ans, acquise en gestion d'affaires dans un domaine de pointe. Autonomie, sens relationnel et excellentes compétences en électronique sont indispensables pour ce poste.

La dimension internationale de ce poste implique un anglais courant et des déplacements fréquents à l'étranger.

Vous serez basé à Cergy Saint Christophe (95) puis, début 97, à Boulogne (92).

Merci d'adresser votre CV accompagné d'une lettre manuscrite (avec vos prétentions) sous réf. LGCAN à THOMSON BROADCAST SYSTEMS - Sabine MARCHAL - 17 rue du Petit Albi - 95801 Cergy Pontoise Cedex.

Aucune précision ne sera donnée par téléphone

THOMSON MULTIMEDIA

Ingénieur d'affaires Futur responsable régional

S'appuyant sur notre centre de tuyauterie de La Hague, il développera les activités de notre groupe, maintenance et environnement, sur place et dans la région.

La réussite de cette mission accompagnée du sens de la gestion d'un centre de profit permettra au candidat d'évoluer très rapidement vers la responsabilité régionale.

Ce poste intéresse un ingénieur de formation mécanique générale ou électromécanique, âgé de 35 ans au minimum, ayant prouvé ses capacités commerciales en plus de sa maîtrise de l'exploitation. Une expérience en milieu nucléaire n'est pas indispensable, mais constitue un réel atout.

Pour en savoir plus sur notre groupe et sur le poste, appelez le message enregistré

16 (1) 41 38 17 05

et envoyez votre dossier de candidature (CV, lettre de motivation et prétentions) sous référence 87217 à notre conseil ONOMA, 29 rue de Berri, 75008 Paris.

Onoma

GRUPE COURTAUD

Leader européen dans sa spécialité, ce système aéronautique, filiale d'un groupe international recherche un

RESPONSABLE DU SITE C.A.O.

Au sein du service études avancées, vous serez chargé de :

- la mise à niveau du site C.A.O. • l'implantation de progiciels multiples
- l'élaboration de banques de données sur chacun des systèmes multiples
- la réalisation des connexions temps réel avec les sites des maîtres d'œuvre
- la mise en place d'une démarche d'intégration C.A.O. - F.A.O.

Ce poste peut être très évolutif à moyen terme.

De formation ingénieur mécanicien, vous avez une première expérience de la responsabilité d'un site C.A.O. Vos connaissances en F.A.O. s'appuient de préférence sur celles des systèmes EUCLID/V.M.S. et CATIA/UNID.

Une maîtrise parfaite de l'anglais est impérative. L'allemand est apprécié.

Merci d'adresser lettre man. CV et photo sous réf RSM à Dominique Sperte Conseil 104, avenue Jean Rieux - 31500 Toulouse.

Dominique Sperte
CONSEIL

Pour en savoir plus sur les 2 cahiers Initiatives

Contactez le Département Emploi
du Monde Publicité

Tél. : 44-43-76-13

Fax : 44-43-77-32

Opportunité
de tout premier plan
pour un ingénieur confirmé.

MANAGER
DÉVELOPPEMENT
DE PROCESS CHIMIE
PÉTROCHIMIE

RÉGION PARISIENNE

ANGLAIS

A la tête d'une équipe de 10 Ingénieurs, spécialisés par type de procédé, vous validez les opportunités identifiées par les analyses de marché et contribuez au développement de partenariats permettant la réalisation des études, essais et simulations de process industriels novateurs. Vous amenez les projets à un stade de normalisation et de diffusion à une plus grande échelle.

Vous développez par ailleurs les relations avec les leaders scientifiques des grands groupes chimiques et pétrochimiques.

De formation grande école, vous justifiez d'une solide expérience (au moins 10 ans) dans un groupe chimique ou en ingénierie de procédés ; vous avez acquis une grande compétence du développement de procédés chimiques ou pétrochimiques et constitué un réseau de relations dans l'industrie mondiale.

Pratique courante de l'anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la référence 73.4162/LM; portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

Le Monde

مكتبة النهر

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 2 JUILLET 1996 / IX

SECTEURS DE POINTE

a-Vallée,
ses

METZ

Directeur des achats

Nous sommes la filiale (370 personnes) d'un grand équipementier automobile européen.

Membre du comité de direction, vous proposez et animez la mise en œuvre de notre politique d'achats, dans un contexte international. Vous supervisez une équipe de 17 personnes gérant les approvisionnements et achats de production (fonderie, sous-traitance d'usinage, roulements mécaniques...), d'investissements, de prestations et de consommables.

Pour cette fonction, stratégique dans notre secteur d'activité, une solide expérience industrielle et de management, de préférence dans l'industrie automobile, et des connaissances en fonderie sont indispensables. Vous parlez couramment l'anglais. Une formation d'ingénieur mécanicien et la pratique de l'italien ou de l'allemand seraient des atouts supplémentaires.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre candidature, sous la référence 207, à notre conseil :

PRH
2 allée d'Enghien,
54603 Villers-lès-Nancy Cedex.

GRUPE
phiade

Filiale française d'un groupe international poursuivant à son rythme soutenu le développement de ses implantations sur les cinq continents et sollicitant toujours des ingénieurs capables d'assumer rapidement des responsabilités opérationnelles à l'étranger, nous recherchons :

2 Ingénieurs généralistes

Pour vous permettre de vous familiariser avec le groupe, vous serez affecté pour quelques années à l'un des postes opérationnels suivants, situés dans le sud de la France :

poste référence 101 : ingénieur d'études

Vous travaillez au département d'engineering et nous vous confions des projets provenant de tous nos sites d'Europe du Sud. Vous faites les avant-projets, les budgets, la réalisation et la mise en route. Vous intervenez sur site en support des directions locales.

poste référence 102 : chef de production

Vous gères une production complètement automatisée ISO 9001 (process continu) et en assurez la responsabilité globale : qualité, délai, sécurité, environnement, animation des équipes.

A 27/30 ans, ingénieur grandes écoles (X, Mines, Centrale, Supélec), anglais courant, vous avez une première expérience réussie dans l'industrie lourde (ciment, pétrole, chimie) ou l'engineering. Vous disposez d'un fort potentiel et désirez vous épanouir.

Evolution intéressante pour candidat de valeur, dans un groupe à forte culture.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à notre Conseil

M.V.P. Consultant
4, rue du Rocher - 30133 Les Arènes

Ingénieur Etudes Amont
Prétraitement du Signal /
Traitement de l'Information
Sophie Antipolis (95)

Pour le service Etudes Générales Sonar, vous serez responsable de l'élaboration et du suivi des études amont, et/ou de clients externes ou internes. Vos domaines d'intervention relèveront du traitement du signal ou de l'information, pour des équipements de détection acoustique. De formation supérieure (D.E.T., D.E.S., I.N.S.E.R.M., ou un P.D.O. de traitement de signal et de l'information), vous êtes capable de faire des recherches et des projets.

Notre bon relationnel vous permettra de vous épanouir dans une équipe.

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence 103, à : M. V. P. Consultant, 4, rue du Rocher, 30133 Les Arènes.

TRANSITION ENTRE ACTIVITES SOUS-MARINES

Responsable commercial
et contrats de services

Nous sommes la filiale française d'un groupe international diversifié, nous sommes leader mondial dans les systèmes d'équipement pour les eaux usées.

Dans le cadre de notre développement, nous créons le poste d'ingénieur projet pour prendre en charge notre activité de séchage et d'incinération des boues résiduaires.

En collaboration étroite avec le Directeur Général, vous prospectez notre clientèle de collectivités locales et d'entreprises principalement en France et sur quelques territoires à l'international. Vous travaillez avec notre bureau d'études central basé en Autriche, assurez le bon déroulement des projets jusqu'à la livraison. Vous êtes le support technique dans votre spécialité pour cette nouvelle activité.

Ingénieur de formation, âgé d'au moins 30 ans, vous avez une expérience réussie de chef de projet et la connaissance du traitement thermique et des activités de process. L'anglais est votre langue de travail.

Ce poste évolutif est basé à Orléans.

Merci d'adresser lettre, CV, photo sous réf. LM/66 à Jacques Thibaud & Partners - 34 rue de Pontieu - 75008 Paris.

JACQUES THIBAUD & PARTNERS

INGÉNIEUR PROJET ENVIRONNEMENT

Filiale française d'un groupe international diversifié, nous sommes leader mondial dans les systèmes d'équipement pour les eaux usées.

Dans le cadre de notre développement, nous créons le poste d'ingénieur projet pour prendre en charge notre activité de séchage et d'incinération des boues résiduaires.

En collaboration étroite avec le Directeur Général, vous prospectez notre clientèle de collectivités locales et d'entreprises principalement en France et sur quelques territoires à l'international. Vous travaillez avec notre bureau d'études central basé en Autriche, assurez le bon déroulement des projets jusqu'à la livraison. Vous êtes le support technique dans votre spécialité pour cette nouvelle activité.

Ingénieur de formation, âgé d'au moins 30 ans, vous avez une expérience réussie de chef de projet et la connaissance du traitement thermique et des activités de process. L'anglais est votre langue de travail.

Ce poste évolutif est basé à Orléans.

Merci d'adresser lettre, CV, photo sous réf. LM/66 à Jacques Thibaud & Partners - 34 rue de Pontieu - 75008 Paris.

JACQUES THIBAUD
& PARTNERS

Tioxide EUROPE

TIOXIDE EUROPE SA CALAIS,
Premier producteur européen de pigments d'oxyde de titane,
Membre du groupe ICI,
Recherche dans le cadre de la création d'un service européen de suivi des produits ("Product Stewardship"),
Intégré au Département Marketing, un

Ingénieur Chimiste

Pour prendre en charge les activités liées à la connaissance et au respect des législations concernant les produits tout au long de leur cycle de vie.

Nous souhaitons rencontrer des candidats Ingénieur Chimiste ayant 4 à 5 ans d'expérience dans le domaine des législations, de l'hygiène et de la sécurité des produits. Les candidatures d'ingénieurs débutants ayant suivi une spécialisation sur ces aspects seront également examinées.

Le candidat maîtrisera parfaitement l'Anglais, sera méthodique, organisé et rigoureux et présentera des facilités à communiquer dans un contexte international, la fonction nécessitant de nombreux contacts au sein du Groupe.

Les candidatures sont à adresser à :
TIOXIDE EUROPE SA, N. BAUDE,
Direction des Ressources Humaines, B.P. 88,
62102 Calais Cedex France.

TIOXIDE EUROPE SA est membre du groupe ICI

Découvrez votre emploi de demain avec Initiatives

LES RENDEZ-VOUS DU MARDI

- Gestion Financière • Conseil/Audit • Juristes/Ressources Humaines
- Marketing & Communication • Fonction Commerciale

Le Monde des Cadres
Carrières Internationales

Deux Carrières Européennes en Entreprises

Le Monde

CONSULTANT

Vous avez la trentaine,
et vous voulez devenir Consultant

Attiré par la diversité des problèmes, vous savez les aborder avec une intelligence aiguë.

Avec un diplôme d'une Grande Ecole d'ingénieurs, et une première expérience industrielle réussie, vous disposez d'une forte puissance de travail et d'une bonne capacité de persuasion.

Notre Cabinet, membre de Syntec, possède une notoriété de premier ordre et peut vous permettre d'évoluer rapidement vers un poste de responsabilité, comprenant de larges initiatives et une réelle autonomie dans l'action.

Nos bureaux sont à Paris et Lyon.
Votre domicile est en France.

La rémunération que nous vous proposons sera très attractive, à la mesure de votre potentiel et de votre ambition professionnelle.

Si vous souhaitez rejoindre notre équipe, écrivez à AXIAL (s/réf. 7273), 27 rue Taitbout, 75009 Paris, en adressant lettre manuscrite, c.v. et photo. Votre dossier sera examiné de façon confidentielle.

مركز العمل

X / LE MONDE / MARDI 2 JUILLET 1996

REPRODUCTION INTERDITE

partout le terrorisme

Ingénieurs Grandes Écoles



Pouvez-vous offrir meilleure évolution à votre carrière ?

Avec 36% de croissance et un CA de 1 Md de francs en 1995, Altran (2600 consultants) leader français en ingénierie et conseil technologique se développe dans tous les grands secteurs de l'économie, collaborant avec plus de 250 entreprises en Europe. Ce succès, Altran le doit aussi à ses domaines d'intervention très variés qui couvrent l'étude technique, le conseil, la conduite de projets, l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, l'audit et l'expertise. En constante progression, cette diversité de domaines d'activité est une véritable opportunité pour des Ingénieurs Grandes Ecoles désirant évoluer à terme vers des responsabilités de coordination de projets, d'expertise technique ou de management d'affaires.

LES SECTEURS

- ▲ Télécommunications, Radio
- ▲ Transport (automobile, ferroviaire, ...)
- ▲ Énergie (nucléaire, pétrole, ...)
- ▲ Aéronautique, Espace, Défense
- ▲ Banque, Assurance, Finance

LES MÉTIERS

- ▲ Électronique (analogique, numérique, ASIC, traitement du signal, ...)
- ▲ Radiotéléphonie mobile, GSM, DECT, Commutation, Gestion des réseaux
- ▲ Acoustique, Vibrations, Thermique
- ▲ Automatique, Fiabilité, CAO, CFAO, ...
- ▲ Production, Process
- ▲ Logiciels, Temps réel, Génie logiciel
- ▲ Systèmes d'information
- ▲ Qualité Sécurité

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence LMDE-144 à Jean-Michel Martin, ALTRAN, 58, Bd Gouvion St-Cyr, 75858 Paris Cedex 17.



ALTRAN

Les ingénieurs de l'innovation

un façon de dire • D

de non

Handwritten notes and signatures at the bottom right of the page, including the word "terrorisme" and other illegible scribbles.

talisme

européennes

les

Réprimer partout le terrorisme

par Alain Marsaud

Il y a quelques jours, l'attentat de Khobar est venu nous rappeler que les actes terroristes commis contre les intérêts nationaux à l'étranger constituent une forme de violence à l'égard de laquelle un Etat, et singulièrement un Etat de droit, est le moins préparé et sans doute le moins déterminé à fournir une réponse adaptée.

Cette violence heurte tout d'abord la tradition séculaire de la souveraineté des Etats et de la compétence nationale qui en découle. Pourtant, force est de constater que ce modèle traditionnel est un atout supplémentaire pour un terrorisme qui devient progressivement transnational, voire, comme l'économie, « mondialisée », et qui ne connaît ni frontières, ni limitations de compétences.

Seuls certains Etats ont pris conscience de cette évolution pour mettre en œuvre une législation correspondante. Ainsi, en 1986, les Etats-Unis ont-ils permis à leur justice de connaître des actes terroristes à l'étranger, et même d'en appréhender les auteurs où qu'ils se trouvent.

Le second obstacle à la répression de cette violence réside dans le fait que les terroristes sont en mesure de frapper là où ils sont les moins vulnérables, parfois même sur leur propre terrain. La France en a eu la triste expérience au Liban, au cours des années 80, ou en Algérie, plus récemment.

L'attentat de Khobar, en Arabie saoudite, n'est que la dernière manifestation de la capacité des terroristes à viser l'Etat victime à l'étranger où il est le moins protégé et le moins préparé à la riposte.

Ajoutons que la répression des actes terroristes à l'étranger se heurte à un écueil psychologique qui peut être résumé par l'adage « loin des yeux, loin du cœur », tant il est vrai que ce type de violence, furtivement « saisi » par les caméras de télévision, a rarement, dans les consciences, le même impact que le terrorisme traditionnel lorsqu'il s'exerce sur le territoire national.

Dans ce contexte, la poursuite des actes terroristes paraît, à bien des égards, décalée par rapport à l'événement lui-même. Encore faut-il qu'elle soit mise en œuvre, ce qui, hélas, n'est pas toujours le cas, en particulier pour notre pays.

Regrettons-le. Une ère nouvelle doit s'ouvrir dans la lutte antiterroriste, reposant sur la volonté de la communauté internationale de s'unir pour répondre en commun au danger qui menace chacun de nos pays, et dépasser ainsi la conception purement nationale de la répression qui prévalait jusqu'alors, y compris au sein des instances internationales.

Le déplacement de la violence interne vers les intérêts extérieurs des Etats victimes est un phénomène qu'il convient de prendre en compte sur le plan international.

Afin de donner corps à cette prise de conscience, il conviendra d'abord d'institutionnaliser cette volonté commune par la création de ce qui pourrait être un « conseil international de sécurité antiterroriste ». Il s'agirait d'une organisation internationale permanente d'échange de renseignements à vocation opérationnelle. Chaque Etat

choix politiques, économiques, sociaux et culturels du pays concerné.

En outre, la justice a reconnu le droit d'extraditer sous certaines conditions le droit pénal national à des personnes sinistrées hors du territoire national. Les Etats peuvent se fonder sur un lien personnel, tel que la nationalité, pour rendre applicable leur droit à l'étranger, notamment à l'égard des auteurs d'un acte terroriste dont la victime est l'un de leurs ressortissants. Dans cet esprit, le Parlement a récemment adopté, à mon initiative, dans le cadre du projet de loi renforçant la répression du terrorisme, une disposition prévoyant de rendre compétentes les juridictions et procédures pénales dérogatoires aux actes terroristes commis à l'étranger, dont la victime ou l'auteur est français.

Dès la promulgation de cette loi, des poursuites pourraient ainsi

Il faut créer un « conseil international de sécurité antiterroriste », organisation permanente d'échange de renseignements à vocation opérationnelle

mettrait à disposition des fonctionnaires spécialisés et pourrait décider dans ce cadre la mise en œuvre de moyens communs de riposte.

Un mécanisme similaire à celui de l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord pourrait prévoir une réaction internationale à des actions terroristes dirigées contre l'un des Etats membres de l'organisation.

L'heure est peut-être venue de réaffirmer que le droit international permet, sous certaines conditions, la répression internationale des crimes terroristes. Le droit d'intervention des Etats est tout d'abord l'une des manifestations de la légitime défense individuelle ou collective contre toute agression armée, telle qu'elle est consacrée par l'article 51 de la Charte des Nations unies.

La Cour internationale de justice a précisé, par un arrêt du 27 juin 1986, dans l'affaire des activités militaires et paramilitaires au Nicaragua, que ce type d'intervention est admis lorsqu'il n'a pas pour objet d'exercer une contrainte sur les

être engagées contre les auteurs de l'assassinat des moines français en Algérie. Cela serait le gage que le gouvernement de la France donnerait aux victimes et à leur famille, afin que l'on n'oublie pas, passé l'instinct de l'émotion publique et médiatique.

Afin de pallier le peu d'empressement de certains Etats à réprimer ces actes lorsqu'ils n'ont pas été commis sur leur territoire, la communauté internationale devrait consacrer la doctrine de la compétence universelle à l'égard des auteurs d'actes « barbares », en considérant qu'à l'instar des pirates les terroristes sont des ennemis communs de l'humanité. Cette qualification entraînerait une compétence universelle à leur égard, et une ubiquité de la répression.

En troisième lieu, il conviendra de réprimer plus sévèrement, notamment par le biais de sanctions ou de contre-mesures, l'inaction de certains Etats et leur manque de diligence dans la poursuite pénale ou l'extradition des auteurs d'actes

terroristes. La responsabilité des Etats dans ce cadre a, en effet, été établie par la justice internationale depuis de nombreuses années.

Il devrait en être de même pour les Etats soutenant directement ou indirectement le terrorisme. L'Assemblée générale des Nations unies a, en l'occurrence, plusieurs reprises, affirmé que, en vertu du droit international, les Etats ont l'obligation de « s'abstenir d'organiser ou d'encourager des actes de terrorisme dans d'autres Etats, d'aider ou d'y participer ou de tolérer sur leur territoire des activités en vue de l'accomplissement de tels actes ».

Il s'agit désormais de donner une traduction concrète à ces principes pour signifier aux terroristes que la communauté internationale est unanime pour dénoncer et réprimer leurs actes, car aucune violence, même éloignée du « sanctuaire » national, ne doit rester impunie.

La nouvelle ère de la lutte antiterroriste doit prendre en compte l'urgence grandissante de la répression du terrorisme par les Etats concernés. Si cet espoir est déçu, le risque est grand de voir les Etats se faire justice eux-mêmes, au détriment du droit et de la nécessaire coopération internationale.

La France ne doit pas rester à l'écart de l'évolution. L'assassinat de nos moines en Algérie est là pour nous rappeler que nul n'est à l'abri du danger et que, bien au contraire, les intérêts économiques, sociaux ou culturels à l'étranger constitueront de plus en plus, demain, des cibles privilégiées pour les terroristes déterminés à frapper notre pays.

Il faut sortir dès à présent de la culture strictement hexagonale de la lutte antiterroriste, en particulier dans le domaine judiciaire où il est sans doute temps de percevoir qu'un attentat commis contre nos soldats à Beyrouth porte autant atteinte à la souveraineté de la nation qu'un attentat rue Marbeuf, et qu'une répression identique doit être mise en œuvre avec la même imagination et la même détermination. Pourquoi pardonner à Beyrouth et à Média à ceux que l'on poursuit à Paris ?

Alain Marsaud est député (RPR) de la Haute-Vienne et ancien chef de la section antiterroriste du parquet de Paris.

Bosnie : le défi du rapatriement

par Manuel Carballo et Natale Losi

On estime à 2,9 millions le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants de la Bosnie - déracinés par les trente-six mois de conflit. Une majorité a trouvé refuge à Sarajevo, Tuzla et Mostar. Au moins un million ont été accueillis par les pays européens voisins et par des pays aussi éloignés que l'Australie, le Canada, la Malaisie et les Etats-Unis. Les accords de Dayton prévoient à juste titre un retour de ces réfugiés et personnes déplacées dans leur communauté et domicile d'origine.

Il est clair que peu de pays sont disposés ou capables de leur offrir un sanctuaire indéfiniment. Il est peu probable que l'offre de naturalisation des réfugiés qui a caractérisé dans le passé des situations post-conflituelles en Europe se renouvelle, et certainement pas à une échelle suffisamment grande pour absorber le nombre actuel des réfugiés. A des politiques libérales et de « porte ouverte » ont succédé les législations actuelles plus restrictives et des attitudes qui reflètent une austerité économique croissante et le sentiment que les pays d'accueil sont déjà « saturés ».

Par ailleurs, la Bosnie-Herzégovine va avoir besoin de la plupart de ses réfugiés et de leurs talents pour faire face au défi de la reconstruction matérielle, sociale et économique d'un pays dévasté par l'agression. L'assistance internationale ne sera jamais suffisante pour accomplir cette tâche immense qui va exiger l'engagement et le travail de la communauté bosniaque elle-même. Le retour des réfugiés peut certainement accélérer ce processus.

Mais en s'engageant pour un retour des réfugiés et des personnes déplacées, la communauté internationale doit prendre en considération un certain nombre de facteurs. Si l'on veut éviter de mettre en danger la santé de réfugiés ou des effets contre-productifs pour le pays, il est important de bien planifier le calendrier du retour dans le respect des exigences de l'éthique.

La première condition d'un retour couronné de succès est que les réfugiés en expriment le désir. La seconde est la capacité du pays d'origine d'absorber ces personnes d'une manière satisfaisante. Les évaluations initiales suggèrent que, malgré l'euphorie qui a suivi les accords de Dayton, un sentiment de fragilité continue de tempérer le désir de rentrer.

Un certain nombre de retours spontanés ont été rapportés, et il semble que nombreuses soient les personnes âgées qui se disent désireuses de rentrer chez elles (ou ce qu'il en subsiste). Les jeunes paraissent moins résolus. Les réfugiés ayant trouvé asile en Italie et en Allemagne, par exemple, souhaitent que le processus de paix soit un peu plus avancé avant de prendre la décision de retourner dans des régions où la tension est encore grande. La diffusion récente d'images de maisons brûlées et de pillage par les Serbes dans certains quartiers de Sarajevo n'a pas échappé aux réfugiés.

Un retour permettra aux personnes âgées de retrouver les racines familiales et culturelles qui ont forgé leur identité. Mais pour les jeunes réfugiés, le retour risque d'interrompre une éducation ou une carrière professionnelle commencées en exil et de couper des liens d'amitié avec des personnes rencontrées dans le pays d'accueil. Pour d'autres, rentrer signifie le sacrifice d'un statut

quo relativement stable pour l'incertitude d'une situation d'après-guerre où règne un chômage de près de 70 % qui ne baisse que très progressivement.

D'autres réalités doivent être prises en considération. Trois ans et demi d'agression ont anéanti une grande partie de la Bosnie. Plus de 30 % de ses villes et villages ont été gravement endommagés, sinon rasés. Au moins 40 % des infrastructures de son système de santé sont hors d'usage. D'autres secteurs, comme celui de l'éducation, ont beaucoup souffert. La capacité du pays à accueillir les réfugiés dans un avenir immédiat et à leur fournir les services de santé et services sociaux dont ils auront besoin est inévitablement limitée. Leur offrir un logement avant l'hiver va être encore plus difficile. Des milliers de maisons et d'habitations ont été détruites, et d'autres ont été allouées à des personnes déplacées qui n'avaient nulle part où aller et qui se sont maintenant adaptées à la vie urbaine.

Il semble que nombreuses soient les personnes âgées qui se disent désireuses de rentrer chez elles. Les jeunes paraissent moins résolus

Certains réfugiés ont le sentiment que, s'ils rentrent le plus vite possible, ils auront peut-être une meilleure chance de trouver du travail. Mais rentrer trop vite et avant que l'économie montre des signes bien visibles de relance signifie aussi entrer en compétition avec ceux qui sont restés au pays et qui, eux aussi, sont désespérément à la recherche d'un travail. A ce stade du processus de reconstruction, il faut épargner à la Bosnie ce genre de conflit !

Pour des centaines de milliers de personnes, le conflit a pris la forme de la persécution ethnique. Fuyant un pays où les mariages mixtes étaient très répandus, beaucoup de familles ont, grâce au statut de réfugiés, non seulement pu survivre, mais aussi préserver leur intégrité. Il va être très difficile pour ces réfugiés d'accepter un retour dans des communautés victimes du nettoyage ethnique et devenues, par la force, monolithiques, et le risque d'exposer leur famille à de nouveaux dangers.

La transition de l'urgence à la reconstruction doit être perçue comme un processus de développement qu'il faut soutenir avec une aide financière mais aussi beaucoup de patience et de compréhension. La communauté internationale offre déjà un soutien économique et technique important et s'est engagée à donner bien davantage, mais il est encore plus difficile de mobiliser patience et compréhension, qui sont cependant tout aussi indispensables !

Le succès d'un programme de retour et la stabilité de l'effort de reconstruction de la Bosnie-Herzégovine, qui sort de la guerre mais fait partie de l'Europe, exige de la part de toutes les parties concernées vision et imagination. Il serait dangereux de compromettre par un retour trop précipité la stabilité économique et sociale et le futur de la Bosnie-Herzégovine et des pays qui l'entourent. Cela risquerait de mettre en péril les concepts mêmes d'asile et de protection internationale.

Le Dr Manuel Carballo est coordinateur du Centre international pour la migration et la santé (CIMS), à Genève.

Le Dr Natale Losi est chercheur scientifique au CIMS.

La meilleure façon de dire « non », c'est de dire « non » par Jacques Attali

La décision prise par le sommet de Lyon au cours du dîner du jeudi 27 juin marque un tournant radical dans l'histoire de ces sommets et menace de constituer une grave défaite diplomatique pour la France et pour l'Europe.

Jusqu'à présent, les présidents de la République successifs se sont toujours tenus à un principe simple : le sommet des Sept était une réunion informelle, jamais précédée ni suivie de réunions des ministres des Sept, dans aucun domaine, sauf les finances.

La justification de cette position était claire : si l'on acceptait la multiplication de telles réunions, on en viendrait vite à la constitution de centres de décision à sept, imposant leurs décisions aux institutions internationales, hors des procédures officielles. En particulier dans le domaine de la sécurité, la France s'est toujours méfiée de toute réunion ministérielle qui donnerait compétence à ces sept pays dans des domaines dans lesquels l'indépendance de la France n'est pas réduite par son appartenance à une alliance.

A l'inverse, la tentation américaine a toujours été d'utiliser ces sommets pour élargir le champ de compétence de l'Alliance atlantique, tant géographique - en proposant aux Sept des résolutions sur le Moyen-Orient, Cuba ou l'Asie du Sud-Est - que technique - en y faisant traiter des sujets comme le terrorisme, la drogue ou la sécurité aérienne.

A plusieurs reprises, la France a dû s'opposer à de telles tentatives. Chaque fois avec succès. Par exemple, en 1979, au sommet de

Bonn, quand les Américains voulaient mettre en place une institution à sept sur le terrorisme aérien ; en 1983, à Williamsburg, quand ils voulaient créer une institution à sept sur la sécurité de l'Asie ; en 1986, à Tokyo, quand ils proposaient la mise en place d'une organisation à sept de lutte antiterroriste ; en 1989 (sommet de l'Arche), quand ils suggéraient l'installation d'un consortium à sept pour gérer la transition des pays de l'Est vers la démocratie et l'économie de marché ; en 1993, à Munich, sur les problèmes de drogue.

La France a cédé sur un point capital en acceptant qu'une réunion des sept ministres des affaires étrangères et de l'intérieur se tienne en juillet à Paris

Chaque fois, la France a su empêcher, expliquant qu'elle souhaitait se concentrer d'abord avec ses partenaires européens et ne pas se voir lier, à la va-vite, par un communiqué imposé à la fin d'un dîner. Elle réussit ainsi à éviter que les Etats-Unis n'imposent à leurs partenaires européens et asiatiques des choix conformes à leurs seuls intérêts stratégiques et commerciaux.

Il était tout à fait normal que le sommet de Lyon réagisse au tragique attentat terroriste qui a coûté la vie à dix-neuf américains en Arabie saoudite. Il était aussi tout à fait souhaitable qu'il marque la volonté ferme de chacun des pays membres de lutter contre ce terrible fléau. Mais pas plus. La France a d'ailleurs eu raison de refuser d'avaliser les lois américaines interdisant à toutes les entreprises étrangères d'investir dans certains pays. Elle a su aussi obtenir, à juste titre, que le communiqué sur le terrorisme reste vague et qu'il mentionne « la nécessité pour tous les Etats d'adhérer aux conventions internationales ayant pour objet cette lutte ».

Mais elle a cédé sur un point capital en acceptant qu'une réunion des sept ministres des affaires étrangères et de l'intérieur se tienne en juillet à Paris. Cette décision risque en effet, en échange d'un effet d'annonce et d'une photo souriante, de créer les conditions d'une mise sous tutelle de sa diplomatie et de sa politique commerciale dans des régions du monde où elle n'était jusqu'ici tenue par aucune solidarité institutionnelle. Il aurait mieux valu renvoyer de tels sujets aux institutions internationales compétentes. Et si elles n'existent pas, de décider de les créer, sans en limiter l'appartenance aux seuls pays du sommet.

Cette erreur n'est sans doute pas le résultat d'une volonté stratégique de la France de s'allier sur les Etats-Unis. Elle n'est que la conséquence d'un désir irrésistible de faire plaisir à des invités insistants. Comme ce fut déjà le cas avec l'organisation à Lille et à Cambourg des réunions à sept des mi-

nistres de l'emploi et de l'environnement. Avec le succès que l'on sait.

Il est encore possible de refuser cet engagement en décidant que la réunion des ministres à Paris, en juillet, ne sera pas limitée aux Sept, mais qu'y seront également invités les autres pays membres de l'Union européenne (les questions commerciales sont de compétence communautaire) et ceux de l'OCDE (dont la compétence institutionnelle dans ces domaines est reconnue).

La courtoisie n'est jamais une arme diplomatique, car elle n'est jamais payée de retour. En politique internationale, la meilleure façon de dire « non », c'est de dire « non ».

Jacques Attali, ancien conseiller spécial auprès de François Mitterrand, ancien président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, est conseiller d'Etat.

François Mitterrand au regard du Monde

DOCUMENTS

Préface de Jean-Marie Colombani
Introduction d'André Laurens

Le Monde
ÉDITIONS

EN VENTE CHEZ
VOTRE LIBRAIRE

Suite de la première page

Jean-Louis Andreard

autre journal sur ce thème ou sur un autre. Il s'agit donc d'un faux et d'une manipulation dont l'origine semble évidente. Elle porte atteinte à mon intégrité et à mon honneur d'historien. En outre, au-delà de ma propre personne, c'est le CNRS, auquel j'appartiens, qui se voit signalé ledit courrier, qui se trouve visé. Je me réserve la possibilité de donner à cette affaire des suites judiciaires.

(Le Monde, victime d'une manipulation malveillante, présente ses excuses à M. Peschanski.)

Daniel Vernet

• LE GOUVERNEMENT

LE MONDE

diplomatique

32 pages - 25 F
Abonnement 1 an : 280 F
Abonnement 6 mois : 140 F
Abonnement 3 mois : 70 F

Publication mensuelle - 25 bd. des Capucins - Paris, 6^e - 75001 Paris Cedex 06

**Théâtre
et démocratie**
(Pages 15 à 17)

[illegible]

«E TANT données la mondialisation croissante de l'économie et la poursuite de la libéralisation de tous les secteurs de la vie économique, des adaptations de plus en plus importantes s'imposent. Les pays seront de plus en plus contraints d'accepter les règles du commerce, les échanges de services, de production et de technologies, les échanges de capitaux, les transferts de savoirs pour poursuivre l'évolution des capacités concurrentielles. Les gouvernements des pays développés devront faciliter ces ajustements

JUILLET
1996

CET MOIS-CI DANS « LE MONDE DIPLOMATIQUE » :

Espagne : Jésus Infante).

Villes : Explosion urbaine, le sens de la démesure (François Moriconi-Ebrard).

Défense : Très chère armée professionnelle (Je...)

ESPAGNE
La résurrection de l'Opus Dei (Jésus Infante).

surrection de l'Égypte
 HAITI
 Sous la férule de Washington et du FMI
 (Christophe Wargny).
 HONGKONG
 patrie » (B

HONGKONG

Retour sans joie à la « mère-patrie » (Bernard Cassen, Gérard Henry).

Égale

DIPLOME
VILLE
Explosion urbaine, le sens de la mesure
(François Moriconi-Ebrard).
DEANS! Ille (Jean)

Très chère armée professionnelle (Jean-Louis
Dufour).

chère armée
(our).

TOULON

La ville amirale du Front national (Yasmina Salhi
Gilbert Rochu).

zes.

de Washing
gny).

HONGKONG

ns joie à la « mère-patrie » (Bernard
Gérard Henry).

Également au sommaire

● EUROPE : L'Arlésienne du social. - Faire de l'Union européenne un levier pour l'égalité des sexes.
● ALLEMAGNE : Les ambitions d'un pays unifié. ● BAHRÉÏN : Une lutte pour la démocratie.
● AFRIQUE DU SUD : Les auditions de la commission Vérité sur l'apartheid. ● RWANDA :
Difficile reconstruction. ● PHILIPPINES : Des paysans en lutte contre les « développeurs ».

**EN VENTE CHEZ
NOTRE MARCHAND
D'ARTICULES**

EN VENTE CHEZ
VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX
22 F

l'être - mettront en commun dans un premier temps leur recherche de base et leur politique d'achats, et rationaliseront leurs bureaux d'études et leurs sites de production.

Conformément aux souhaits exprimés, le 22 février, par le chef de l'Etat, le premier ministre devait annoncer, lundi 1^{er} juillet, le cadre général pour la constitution d'un « groupe unique » dans l'aéronautique française

Jacques Isnard

C'est aussi le sort réservé aux 9 à 10 milliards de francs de trésorerie chez Dassault, dont l'existence, liée à des contrats profitables à l'exportation, arrangerait bien un groupe Aerospatiale-Jour-

participations aéronautiques (Sogepa), 33 % du capital (45 % des votes). Les 5,1 % restants, en moyenne, sont en Bourse.

■ **Aéropatiale.** Avec un chiffre d'affaires de 49,2 milliards de francs en 1995 (25 % d'activités militaires) et des commandes à hauteur de 39,3 milliards de francs, le groupe emploie 38 000 salariés. Il a enregistré un résultat net négatif de 981 millions de francs et son endettement a atteint 6,5 milliards de francs. L'Etat détient directement 62,2 % du capital ; la Sogepa 20 % et le Crédit lyonnais 17,8 %.

Sous-marins, avions Mirage F1 et chars AMX-30 seront bientôt libres à la vente

Le ministre de la défense, Charles Millon, sur la base d'un rapport d'un ancien ministre du commerce extérieur, Bruno Durieux, a demandé à la DGA de lui présenter avant la fin de l'année « un plan stratégique » des exportations, qui définira des priorités et les moyens de les réaliser.

L'archetier n'a pas fait connaître ses intentions sur une éventuelle réorganisation de la PME champardaise qui avait supprimé une centaine d'emplois en 1992. La nomination d'un nouveau PDG, Peter Krudup, directeur de la Division Forge Estampage de Manoir Industries, laisse à penser que Forges de Bologne pourrait rester une entité autonome au sein du

Loïc Le Lagadec


La vente, bouclée au terme de cinq mois de négociations intensives, a été conclue pour un montant de 62 millions de francs. Le comité central d'entreprise de Forges de Bologne avait émis un

entreprise de transformation de métaux qui travaille notamment pour l'aéronautique et la défense (245 millions de francs de chiffre d'affaires en 1995). Elle emploie près de 600 salariés sur deux sites, le plus important (500 personnes) près de Chaumont (Haute-Marne) et l'autre à Parthenay (Deux-Sèvres). Manoir Industries, 1,7 milliard de francs de chiffre d'affaires, possède neuf usines en

Loïc Le Lagaden

LE CONSOMMATEUR a « viré sa cuti » : il n'accepte plus qu'on le gave comme une oie avec des discours de bateleurs. Il veut maintenant comparer, choisir en connaissance de cause, et exige la « qualité ».

Le maître-mot est lâché depuis déjà des lustres dans les



BIBLIOGRAPHIE nagement. Les japonais, traumatisés par l'image que leurs produits ont laissé traîner avant-guerre dans le subconscient de leurs clients étrangers, ont réagi les premiers pour effacer leur fâcheuse réputation.

La logique de la valeur qualitative des produits fait son chemin dans toutes les sociétés industrielles. « La compétitivité naît de la capacité de l'entreprise à accroître cette valeur tout en réduisant son coût d'obtention. » C'est à démontrer ce théorème que se consacrent Pierre Jocu et Pierre Meyer. Le premier a fait ses classes chez Renault et le deuxième à l'Oréal avant de devenir consultant international. Le prix de leur analyse tient justement au fait qu'ils peuvent témoigner de leur expé-

Après avoir, par touches successives, expliqué à quel point le candidat devait figurer « au centre de l'entreprise », devenir « le moteur de l'amélioration continue », et ce que cela impliquait dans la stratégie de la firme, nos auteurs consacrent la partie la plus attachante de leur recherche à la mutation culturelle que cette attitude d'écrit implique.

L'idée de base est celle-ci : ce ne sont pas les machines, ce sont les hommes qui font le progrès. Et progresser dans la complexité c'est résoudre des contradictions en accentuant l'idée qu'il n'y a pas une so-

lution intrinsèquement meilleure
que toutes les autres

Ce qui est sûr, c'est que le management par la qualité totale déplace l'objet de l'entreprise du produit vers l'organisation. On vise un système, non un modèle, car aucun ne peut satisfaire à toutes les nécessités et contraintes de l'entreprise. Le but est de déployer les objectifs stratégiques pour donner à chaque collaborateur les indications qui lui permettent de se mettre en position de les atteindre.

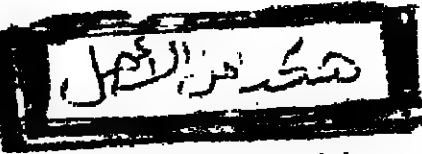
RECONNAÎTRE L'EXPERTISE

Le rôle des managers est de s'assurer que la valeur produite par chacun des processus contribue à la bonne marche de l'entreprise. La fonction hiérarchique n'est pas abolie, mais elle ne se limite plus à l'exercice du contrôle et de l'autorité. La capacité à convaincre n'est pas une exigence nouvelle mais, à l'inverse de la direction par objectifs, cela suppose que le « *quoi faire* » soit toujours transformé en « *comment faire* » précis, quantifié et planifié.

L'implication de tous les collaborateurs nécessite un système de modification moins classique que les primes et la promotion hiérarchique. On peut penser à mieux reconnaître l'expertise, à valoriser les changements efficaces, les suggestions porteuses de progrès des individus et des groupes. Mais qui pousserait son effort s'il avait pour résultat de conduire au chômage ?

« L'objectif de protection de l'emploi doit [donc] être considéré comme une valeur stratégique. » Un langage qu'on aimerait entendre un peu plus souvent.

★ La Logique de la valeur de Pierre Jacou et Pierre Meyer, Ed. Pymed, 1960, 128 p.



Les pays du G7 jugent « essentielle » une meilleure surveillance des risques de marché

Quatre « accidents » majeurs se sont produits en un an et demi

L'affaire Sumitomo, la quatrième affaire de grande ampleur sur les marchés en un peu plus d'un an et demi, illustre les risques qui pèsent sur

le système financier international. Si à chaque fois les conséquences ont été limitées, le FMI, la Banque des règlements internationaux et le G7

s'inquiètent. Ils veulent renforcer le contrôle des établissements financiers et améliorer la coopération entre les autorités de tutelle.

PAR NATURE, les marchés sont dangereux, et les lourdes pertes, comprises entre 1,8 et 4 milliards de dollars (9,3 à 20,6 milliards de francs), du japonais Sumitomo, à la suite de spéculations incontrôlées sur le cuivre, suffiraient à le démontrer. Les chefs d'Etat et de gouvernement des sept pays les plus industrialisés (G7) réunis à Lyon du 27 au 29 juin s'en inquiètent. Dans son communiqué final, le G7 indique « qu'une réglementation prudentielle renforcée et une meilleure surveillance des marchés sont essentielles pour protéger la stabilité du système monétaire et financier international ».

L'affaire Sumitomo est loin d'être un cas isolé. Il s'agit du quatrième « accident » de grande ampleur en un peu plus d'un an et demi. La crise mexicaine et l'effondrement du peso de décembre 1994 et janvier 1995, la faillite de la banque anglaise Barings en février 1995 à la suite de positions prises sur les marchés à terme de Singapour et d'Osaka et la découverte en septembre de la même année des pertes considérables accumulées par Daiwa sur le marché obligataire américain ont à chaque fois ébranlé les marchés et fait craindre une vague de panique.

Les Sept se sont engagés, « à assurer au FMI les ressources suffisantes pour qu'il puisse remplir ses missions au service de la stabilité monétaire internationale ».

A la lumière de ces désastres, le risque systémique, c'est-à-dire la théorie des dominos appliquée aux marchés financiers, n'est plus seulement de la pure théorie pour amateur de scénarios catastrophes. Les autorités de marchés en sont conscientes. C'est une concentration entre le London Metal Exchange (LME) et les banques centrales d'Angleterre, des Etats-Unis et du Japon qui a évité le pire, lundi 24 juin, à la reprise des cotations du cuivre après l'annonce le vendredi précédent des pertes de Sumitomo.

Le système a encore tenu. Comme il l'avait fait au lendemain des affaires Barings et Daiwa et de la crise mexicaine, même si dans ce dernier cas une vague de défiance à l'égard des Bourses des pays en développement a failli se transformer en un

véritable krach. Les Etats-Unis, le FMI (Fonds monétaire international) et la Banque des règlements internationaux (BRI) ont rétabli en extrême confiance en utilisant la recette classique qui consiste à réprimer massivement au débiteur (en l'occurrence 50 milliards de dollars) pour qu'il continue à rembourser.

Considérant du rôle-clé joué par le FMI, le G7 s'est engagé, à Lyon, « à assurer au FMI les ressources suffisantes pour qu'il puisse remplir ses missions au service de la stabilité monétaire internationale ». Le système financier semble, au fil du temps, de moins en moins contrôlable et finalement tout de même solide puisque les conséquences des accidents ont toujours été limitées. Pour combien de temps ?

La créature semble parfois échapper à ses créateurs. Les flux financiers ont connu au cours des dernières années une progression explosive, sans commune mesure avec les besoins de l'économie mondiale. Les opérations transfrontalières sur actions et obligations au sein des pays du G7 sont passées de 35 % du PIB en 1985 à 140 % dix ans plus tard. Les transactions quotidiennes sur les marchés de change atteignent 1 200 milliards de dollars, près du double du montant de 1989. Les banques commerciales sont de plus en plus engagées sur le marché des produits dérivés de gré à gré (c'est-à-dire qui ne sont pas négociés sur des marchés organisés). Selon une étude publiée sous les auspices de la BRI, le total des encours de contrats de gré à gré atteignait à la fin du mois de mars 1995 la somme phénoménale de 41 000 milliards de dollars.

A l'aide d'instruments de plus en plus rapides, de systèmes de communication toujours plus performants et du développement de l'innovation financière, les banques effectuent toujours plus d'opérations entre elles. La multiplication des transactions et les sommes considérables en jeu ont fait de la gestion des risques une activité cruciale qui conditionne la survie des banques et celle de tout le système financier.

Mais si les établissements s'affinent disposer de systèmes toujours plus sophistiqués et toujours plus « efficaces » de gestion de risques, ils présentent tout de même des failles. Ils ne les mettent pas à l'abri des « défaillances » individuelles. A chaque fois dans les affaires Barings, Daiwa et Sumitomo, la logique semble être la même. Le « trader fou » tient sa propre comptabilité et peut dissimuler seul ou avec l'aide de complicités l'existence du trou en train de se creuser. Comme un

joueur de poker, il espère toujours masquer son erreur en se refusant. Il bénéficie à chaque fois de l'entière confiance de sa hiérarchie et d'un passé exemplaire. Mais le trou se creuse inexorablement et un jour le désastre apparaît dans toute son ampleur.

Toshihide Iguchi a pu ainsi dissimuler pendant onze ans, à New York, les pertes en constante progression de la banque Daiwa sur les obligations américaines. Le déficit avait atteint 1,1 milliard de dollars quand il a été découvert. Nick Leeson, le trader de Barings à Singapour, a été pendant des années un modèle de réussite. Il a fait gagner beaucoup d'argent à la plus vieille banque anglaise avant de perdre 1,2 milliard de dollars en six mois en tentant de se refaire après avoir pris des positions à terme perdantes sur la Bourse de Tokyo. Enfin, Yasuo Hamanaka était présenté avec fierté par Sumitomo comme l'un des plus grands spécialistes au monde du marché du cuivre.

« Le fait que le système a continué à fonctionner correctement en dépit de

divers chocs... ne saurait justifier une attitude complaisante », souligne la BRI dans son rapport annuel publié il y a deux semaines. Ce que réclament avant tout les experts du G7, du FMI et de la BRI, c'est une plus grande coopération entre les autorités de tutelle.

Les marchés sont mondiaux et les tentatives nationales. Dans l'affaire Daiwa, les autorités de contrôle américaines ont été informées avec beaucoup de retard par leurs homologues japonais. Dans le cas Barings, les tentatives du Royaume-Uni et de Singapour se sont renvoyé la responsabilité.

Pour l'affaire Sumitomo, la coopération apparaît cette fois plus efficace. Mais elle ne permettra pas d'éviter la question de la création d'une autorité de régulation à l'échelle de la planète. Cette dernière n'aurait pas pour mission de suppléer aux éventuels défauts de contrôle des établissements financiers. Sa vocation serait d'éviter la propagation des sinistres.

Eric Leser

Le Crédit agricole pourrait passer à la semaine de 32 heures

Selon la CFDT, cela créerait 10 000 emplois

LA FÉDÉRATION nationale du Crédit agricole a ouvert le 24 juin une « discussion » sur le temps de travail avec les syndicats. Prudemment, la direction, qui n'a « aucune opposition de principe à la réduction du temps de travail », a annoncé qu'elle allait lancer des études techniques de faisabilité avant d'ouvrir des négociations.

La CFDT, première organisation syndicale dans cette fédération qui regroupe les caisses régionales, mais pas la caisse nationale, est plus volontariste. Même en tenant compte des gains de productivité, une réduction de 18 % du temps de travail (soit un passage aux trente-deux heures hebdomadaires) des 69 000 salariés pourrait permettre, selon elle, de créer environ 10 000 emplois. Si la branche utilise la nouvelle loi facilitant la réduction du temps de travail (Le Monde du 26 juin), le coût pour la collectivité pourrait s'élever à plusieurs centaines de millions de francs par an.

La CFDT a présenté jeudi 27 juin les résultats d'une enquête menée

auprès de 7 000 salariés du Crédit agricole. En cas de réduction du temps de travail à trente-deux heures par semaine, avec création d'emplois en contrepartie, 59 % des salariés seraient prêts à réduire leur salaire de 6 % et 15 % à le diminuer de 12 %. 60 % seraient également prêts à un gel du salaire durant deux ans.

« UNE MESURE NÉCESSAIRE » Pour lutter contre le chômage, 35 % des 6 800 salariés ayant répondu au questionnaire estiment que la réduction massive du temps de travail est « une mesure indispensable contre le chômage », et 57 % « une mesure nécessaire ».

Par ailleurs, la chambre syndicale des industries de la conserve (35 000 salariés) a conclu un accord avec la CGC et FO. En cas d'annulation, la durée du travail peut être réduite à trente-huit heures payées trente-neuf. En deçà de trente heures, les entreprises devront recourir au chômage partiel.

Frédéric Lemaitre

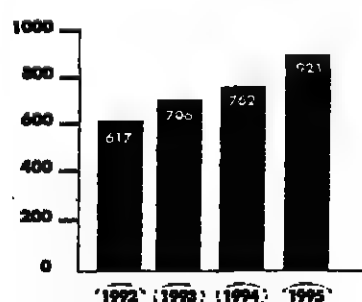
AVIS FINANCIER DES SOCIÉTÉS

“1995 aura permis à Groupama de conforter ses positions de premier plan dans chacun de ses métiers”

Bernard Delas Directeur général

Exerçant l'ensemble des métiers de l'assurance et de la réassurance, Groupama a de nouveau amélioré son résultat net consolidé. Avec 921 millions de francs en 1995, ce dernier enregistre une progression de 21 % par rapport à 1994.

Evolution du résultat net 1992 / 1995 (en millions de francs)



Ce bon résultat concrétise au plan économique un mode de fonctionnement original dans le monde de l'assurance.

1ère MUTUELLE D'ASSURANCE DE FRANCE

12 000 Caisses Locales constituent le lieu privilégié de contact avec les sociétaires. 24 Caisses Régionales, entreprises de plein exercice, gèrent au plan technique et financier l'ensemble des opérations d'assurance. Elles sont réassurées par la Caisse Centrale, instance de pilotage et de coordination de l'activité du Groupe, en France et à l'international. Faire que l'assurance soit vraiment différente, c'est l'engagement des 125 000 administrateurs élus au sein des Caisses Locales. Solidarité, Transparence, Responsabilité sont les valeurs fondamentales du mutualisme de Groupama.

Les chiffres 1995

- 5 millions de sociétaires
- 14 700 salariés
- 25 milliards de francs de capitaux propres
- 34 milliards de francs de chiffre d'affaires consolidé



CCAMA - 810, rue d'Amoy - 75008 Paris - Entreprise régie par le Code des Assurances

Suez serait prêt à vendre son portefeuille immobilier

LA COMPAGNIE de Suez serait sur le point de céder l'ensemble de son portefeuille immobilier d'une valeur comptable de 11 milliards de francs. Selon le Financial Times du lundi 1er juillet, trois banques américaines, Goldman Sachs, Lehman brothers et Morgan Stanley, resteraient en compétition et auraient fait des offres fermes. Si la transaction avait lieu, il s'agirait de la plus importante opération de cession de biens et de créances immobilières en France, en dehors des opérations de défaisance.

Le portefeuille immobilier du groupe Suez est regroupé dans une filiale baptisée Crédisuez. Cette dernière avait déjà vendu pour 775 millions de francs d'actifs au début de l'année au fonds américain Partnership. Gérard Mestrallet, président de Suez, s'est engagé à mettre un terme aux activités du groupe dans l'immobilier d'ici cinq ans.

DÉPÊCHES

■ COMMISSION BANCAIRE : le décret instituant la nomination du secrétaire général de la Commission bancaire, organisme de tutelle des banques, par le ministre de l'économie a été publié dans le Journal officiel du samedi 29 juin. Aux termes de ce décret, le secrétaire général est nommé par le ministre, sur proposition du gouverneur de la Banque de France. Auparavant, il était nommé par la Banque de France.

■ EK-AIR INTER : le projet d'Air France Europe est « fortement compromis par le maintien de la crise sociale (...), on va être obligés d'envisager, parce que ce sera la seule solution possible, la fusion » d'Air France et de l'ex-Air Inter, a estimé dimanche 30 juin le porte-parole du gouvernement, Alain Lamassouie, invité de l'émission 7/7 sur TF 1.

■ LUFTHANSA : le président du directoire de la compagnie aérienne allemande, Juergen Weber, affirme, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire Der Spiegel du lundi 1er juillet, que sa société a renoué avec les bénéfices depuis le mois de mai.

■ L'ORÉAL : le groupe de cosmétiques a annoncé, lundi 1er juillet, le regroupement de toutes ses activités au Japon au sein d'une seule structure, Nihon L'Oréal KK.

CAC 40
↓
PARIS

-0,35 %
CAC 40 :
2116,28

[illegible][illegible][illegible]

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2020	2025	2030	2035	2040	2045	2050	2055	2060	2065	2070	2075	2080	2085	2090	2095	2100																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																			
172,50	173,00	173,50	174,00	174,50	175,00	175,50	176,00	176,50	177,00	177,50	178,00	178,50	179,00	179,50	180,00	180,50	181,00	181,50	182,00	182,50	183,00	183,50	184,00	184,50	185,00	185,50	186,00	186,50	187,00	187,50	188,00	188,50	189,00	189,50	190,00	190,50	191,00	191,50	192,00	192,50	193,00	193,50	194,00	194,50	195,00	195,50	196,00	196,50	197,00	197,50	198,00	198,50	199,00	199,50	200,00	200,50	201,00	201,50	202,00	202,50	203,00	203,50	204,00	204,50	205,00	205,50	206,00	206,50	207,00	207,50	208,00	208,50	209,00	209,50	210,00	210,50	211,00	211,50	212,00	212,50	213,00	213,50	214,00	214,50	215,00	215,50	216,00	216,50	217,00	217,50	218,00	218,50	219,00	219,50	220,00	220,50	221,00	221,50	222,00	222,50	223,00	223,50	224,00	224,50	225,00	225,50	226,00	226,50	227,00	227,50	228,00	228,50	229,00	229,50	230,00	230,50	231,00	231,50	232,00	232,50	233,00	233,50	234,00	234,50	235,00	235,50	236,00	236,50	237,00	237,50	238,00	238,50	239,00	239,50	240,00	240,50	241,00	241,50	242,00	242,50	243,00	243,50	244,00	244,50	245,00	245,50	246,00	246,50	247,00	247,50	248,00	248,50	249,00	249,50	250,00	250,50	251,00	251,50	252,00	252,50	253,00	253,50	254,00	254,50	255,00	255,50	256,00	256,50	257,00	257,50	258,00	258,50	259,00	259,50	260,00	260,50	261,00	261,50	262,00	262,50	263,00	263,50	264,00	264,50	265,00	265,50	266,00	266,50	267,00	267,50	268,00	268,50	269,00	269,50	270,00	270,50	271,00	271,50	272,00	272,50	273,00	273,50	274,00	274,50	275,00	275,50	276,00	276,50	277,00	277,50	278,00	278,50	279,00	279,50	280,00	280,50	281,00	281,50	282,00	282,50	283,00	283,50	284,00	284,50	285,00	285,50	286,00	286,50	287,00	287,50	288,00	288,50	289,00	289,50	290,00	290,50	291,00	291,50	292,00	292,50	293,00	293,50	294,00	294,50	295,00	295,50	296,00	296,50	297,00	297,50	298,00	298,50	299,00	299,50	300,00	300,50	301,00	301,50	302,00	302,50	303,00	303,50	304,00	304,50	305,00	305,50	306,00	306,50	307,00	307,50	308,00	308,50	309,00	309,50	310,00	310,50	311,00	311,50	312,00	312,50	313,00	313,50	314,00	314,50	315,00	315,50	316,00	316,50	317,00	317,50	318,00	318,50	319,00	319,50	320,00	320,50	321,00	321,50	322,00	322,50	323,00	323,50	324,00	324,50	325,00	325,50	326,00	326,50	327,00	327,50	328,00	328,50	329,00	329,50	330,00	330,50	331,00	331,50	332,00	332,50	333,00	333,50	334,00	334,50	335,00	335,50	336,00	336,50	337,00	337,50	338,00	338,50	339,00	339,50	340,00	340,50	341,00	341,50	342,00	342,50	343,00	343,50	344,00	344,50	345,00	345,50	346,00	346,50	347,00	347,50	348,00	348,50	349,00	349,50	350,00	350,50	351,00	351,50	352,00	352,50	353,00	353,50	354,00	354,50	355,00	355,50	356,00	356,50	357,00	357,50	358,00	358,50	359,00	359,50	360,00	360,50	361,00	361,50	362,00	362,50	363,00	363,50	364,00	364,50	365,00	365,50	366,00	366,50	367,00	367,50	368,00	368,50	369,00	369,50	370,00	370,50	371,00	371,50	372,00	372,50	373,00	373,50	374,00	374,50	375,00	375,50	376,00	376,50	377,00	377,50	378,00	378,50	379,00	379,50	380,00	380,50	381,00	381,50	382,00	382,50	383,00	383,50	384,00	384,50	385,00	385,50	386,00	386,50	387,00	387,50	388,00	388,50	389,00	389,50	390,00	390,50	391,00	391,50	392,00	392,50	393,00	393,50	394,00	394,50	395,00	395,50	396,00	396,50	397,00	397,50	398,00	398,50	399,00	399,50	400,00	400,50	401,00	401,50	402,00	402,50	403,00	403,50	404,00	404,50	405,00	405,50	406,00	406,50	407,00	407,50	408,00	408,50	409,00	409,50	410,00	410,50	411,00	411,50	412,00	412,50	413,00	413,50	414,00	414,50	415,00	415,50	416,00	416,50	417,00	417,50	418,00	418,50	419,00	419,50	420,00	420,50	421,00	421,50	422,00	422,50	423,00	423,50	424,00	424,50	425,00	425,50	426,00	426,50	427,00	427,50	428,00	428,50	429,00	429,50	430,00	430,50	431,00	431,50	432,00	432,50	433,00	433,50	434,00	434,50	435,00	435,50	436,00	436,50	437,00	437,50	438,00	438,50	439,00	439,50	440,00	440,50	441,00	441,50	442,00	442,50	443,00	443,50	444,00	444,50	445,00	445,50	446,00	446,50	447,00	447,50	448,00	448,50	449,00	449,50	450,00	450,50	451,00	451,50	452,00	452,50	453,00	453,50	454,00	454,50	455,00	455,50	456,00	456,50	457,00	457,50	458,00	458,50	459,00	459,50	460,00	460,50	461,00	461,50	462,00	462,50	463,00	463,50	464,00	464,50	465,00	465,50	466,00	466,50	467,00	467,50	468,00	468,50	469,00	469,50	470,00	470,50	471,00	471,50	472,00	472,50	473,00	473,50	474,00	474,50	475,00	475,50	476,00	476,50	477,00	477,50	478,00	478,50	479,00	479,50	480,00	480,50	481,00	481,50	482,00	482,50	483,00	483,50	484,00	484,50	485,00	485,50	486,00	486,50	487,00	487,50	488,00	488,50	489,00	489,50	490,00	490,50	491,00	491,50	492,00	492,50	493,00	493,50	494,00	494,50	495,00	495,50	496,00	496,50	497,00	497,50	498,00	498,50	499,00	499,50	500,00	500,50	501,00	501,50	502,00	502,50	503,00	503,50	504,00	504,50	505,00	505,50	506,00	506,50	507,00	507,50	508,00	508,50	509,00	509,50	510,00	510,50	511,00	511,50	512,00	512,50	513,00	513,50	514,00	514,50	515,00	515,50	516,00	516,50	517,00	517,50	518,00	518,50	519,00	519,50	520,00	520,50	521,00	521,50	522,00	522,50	523,00	523,50	524,00	524,50	525,00	525,50	526,00	526,50	527,00	527,50	528,00	528,50	529,00	529,50	530,00	530,50	531,00	531,50	532,00	532,50	533,00	533,50	534,00	534,50	535,00	535,50	536,00	536,50	537,00	537,50	538,00	538,50	539,00	539,50	540,00	540,50	541,00	541,50	542,00	542,50	543,00	543,50	544,00	544,50	545,00	545,50	546,00	546,50	547,00	547,50	548,00	548,50	549,00	549,50	550,00	550,50	551,00	551,50	552,00	552,50	553,00	553,50	554,00	554,50	555,00	555,50	556,00	556,50	557,00	557,50	558,00	558,50	559,00	559,50	560,00	560,50	561,00	561,50	562,00	562,50	563,00	563,50	564,00	564,50	565,00	565,50	566,00	566,50	567,00	567,50	568,00	568,50	569,00	569,50	570,00	570,50	571,00	571,50	572,00	572,50	573,00	573,50	574,00	574,50	575,00	575,50	576,00	576,50	577,00	577,50	578,00	578,50	579,00	579,50	580,00	580,50	581,00	581,50	582,00	582,50	583,00	583,50	584,00	584,50	585,00	585,50	586,00	586,50	587,00	587,50	588,00	588,50	589,00	589,50	590,00	590,50	591,00	591,50	592,00	592,50	593,00	593,50	594,00	594,50	595,00	595,50	596,00	596,50	597,00	597,50	598,00	598,50	599,00	599,50	600,00	600,50	601,00	601,50	602,00	602,50	603,00	603,50	604,00	604,50	605,00	605,50	606,00	606,50	607,00	607,50	608,00	608,50	609,00	609,50	610,00	610,50	611,00	611,50	612,00	612,50	613,00	613,50	614,00	614,50	615,00	615,50	616,00	616,50	617,00	617,50	618,00	618,50	619,00	619,50	620,00	620,50	621,00	621,50	622,00	622,50	623,00	623,50	624,00	624,50	625,00	625,50	626,00	626,50	627,00	627,50	628,00	628,50	629,00	629,50	630,00	630,50	631,00	631,50	632,00	632,50	633,00	633,50	634,00	634,50	635,00	635,50	636,00	636,50	637,00	637,50	638,00	638,50	639,00	639,50	640,00	640,50	641,00	641,50	642,00	642,50	643,00	643,50	644,00	644,50	645,00	645,50	646,00	646,50	647,00	647,50	648,00	648,50	649,00	649,50	650,00	650,50	651,00	651,50	652,00	652,50	653,00	653,50	654,00	654,50	655,00	655,50	656,00	656,50	657,00	657,50	658,00	658,50	659,00	659,50	660,00	660,50	661,00	661,50	662,00	662,50	663,00	663,50	664,00	664,50	665,00	665,50	666,00	666,50	667,00	667,50	668,00	668,50	669,00	669,50	670,00	670,50	671,00	671,50	672,00	672,50	673,00	673,50	674,00	674,50	675,00	675,50	676,00	676,50	677,00	677,50	678,00	678,50	679,00	679,50	680,00	680,50	681,00	681,50	682,00	682,50	683,00	683,50	684,00	684,50	685,00	685,50	686,00	686,50	687,00	687,50	688,00	688,50	689,00	689,50	690,00	690,50	691,00	691,50	692,00	692,50	693,00	693,50	694,00	694,50	695,00	695,50	696,00	696,50	697,00	697,50	698,00	698,50	699,00	699,50	700,00	700,50	701,00	701,50	702,00	702,50	703,00	703,50	704,00	704,50	705,00	705,50	706,00	706,50	707,00	707,50	708,00	708,50	709,00	709,50	710,00	710,50	711,00	711,50	712,00	712,50	713,00	713,50	714,00	714,50	715,00	715,50	716,00	716,50	717,00	717,50	718,00	718,50	719,00	719,50	720,00	720,50	721,00	721,50	722,00	722,50	723,00	723,5

Financed 8.6%
Floor 9.75%
CAT 1.5% p.a.

30 DAT 9,902.8
DAT 88-98 T
DAT 9/85-96

		5787	ACTIONS FRANÇAISES	Cour
W&A-03	112,51	5787		
W&A-04	112,45	5787		
W&A-05	103,74	5787		
W&A-06	103,74	5787		
W&A-07	102,45	5787		
W&A-08	102,45	5787		
W&A-09	102,45	5787		
W&A-10	102,45	5787		
W&A-11	102,45	5787		
W&A-12	102,45	5787		
W&A-13	102,45	5787		
W&A-14	102,45	5787		
W&A-15	102,45	5787		
W&A-16	102,45	5787		
W&A-17	102,45	5787		
W&A-18	102,45	5787		
W&A-19	102,45	5787		
W&A-20	102,45	5787		
W&A-21	102,45	5787		
W&A-22	102,45	5787		
W&A-23	102,45	5787		
W&A-24	102,45	5787		
W&A-25	102,45	5787		
W&A-26	102,45	5787		
W&A-27	102,45	5787		
W&A-28	102,45	5787		
W&A-29	102,45	5787		
W&A-30	102,45	5787		
W&A-31	102,45	5787		
W&A-32	102,45	5787		
W&A-33	102,45	5787		
W&A-34	102,45	5787		
W&A-35	102,45	5787		
W&A-36	102,45	5787		
W&A-37	102,45	5787		
W&A-38	102,45	5787		
W&A-39	102,45	5787		
W&A-40	102,45	5787		
W&A-41	102,45	5787		
W&A-42	102,45	5787		
W&A-43	102,45	5787		
W&A-44	102,45	5787		
W&A-45	102,45	5787		
W&A-46	102,45	5787		
W&A-47	102,45	5787		
W&A-48	102,45	5787		
W&A-49	102,45	5787		
W&A-50	102,45	5787		
W&A-51	102,45	5787		
W&A-52	102,45	5787		
W&A-53	102,45	5787		
W&A-54	102,45	5787		
W&A-55	102,45	5787		
W&A-56	102,45	5787		
W&A-57	102,45	5787		
W&A-58	102,45	5787		
W&A-59	102,45	5787		
W&A-60	102,45	5787		
W&A-61	102,45	5787		
W&A-62	102,45	5787		
W&A-63	102,45	5787		
W&A-64	102,45	5787		
W&A-65	102,45	5787		
W&A-66	102,45	5787		
W&A-67	102,45	5787		
W&A-68	102,45	5787		
W&A-69	102,45	5787		
W&A-70	102,45	5787		
W&A-71	102,45	5787		
W&A-72	102,45	5787		
W&A-73	102,45	5787		
W&A-74	102,45	5787		
W&A-75	102,45	5787		
W&A-76	102,45	5787		
W&A-77	102,45	5787		
W&A-78	102,45	5787		
W&A-79	102,45	5787		
W&A-80	102,45	5787		
W&A-81	102,45	5787		
W&A-82	102,45	5787		
W&A-83	102,45	5787		
W&A-84	102,45	5787		
W&A-85	102,45	5787		
W&A-86	102,45	5787		
W&A-87	102,45	5787		
W&A-88	102,45	5787		
W&A-89	102,45	5787		
W&A-90	102,45	5787		

C.E.E. # _____
 CEGEP # _____
 Cernox # (L) _____
 CEM # _____

30
Change Bous
Christ Dallas
CNIM CAJ...

259	259	GLM S.A.	308
198	137.30	Grandoplastic Phono	308
240	340	Gye Gullin Lg.	194
226	226	Kely	194
245	245	Kelly	823
1530	1530	Hermes Interim II	1360
210	213	Hind Dubois	330
250	250	ICI Group I	203.5
Tele-CRT	307	I.C.C.	172
5-A	305	Idroflow	67
Command.	199	IMI Computer	102.0
263	263	IPM	50
310	310	Int. Microtel TV	60.0
340	340	Manitou	406
340	340	Manitex	586
340	340	Marine Bricol	1254
460	460	Maxi-Lines/Pro	260
460	460	Mecanic (Ly)	89
390	390	MCI Comptel	255
390	390	Meunier Jussier Ige	81
390	390	Mil-Haf	60
320	320	M.S.C. Schim. Ly	680
320	320	N.O.C. Int. Ges. Fin.	680
320	320	Orco	114.0
292	292	P.C.W.	89
108	108	Peak Bay Co.	26.0
307	307	Pedco	30
42.10	42.10	Paraglobe (Sts) Nts	34.0

- **Natio Patria**
- **Natio Perspectiva**
- **Natio Plena**

Natio Placent
Natio Reven
Natio Secur
Natio Valen

...n	1530,49	1.049,48	Capitex CDO	→	11479
...n	1254,67	1.225,08	Horizon CDO	→	1194
...n	7059,37	7059,37	Phénix CDO	→	97
...n	167,22	1.067,54	Fonds communaux de placements	→	11530
...n	11597,87	11597,87	Cap. Scaprimaire C.	→	11530
...n	1.065,32	1.065,49	Cap. Scaprimaire C.	→	11629
LE D BANQUE POPULAIRE					
...n	8597,15	8597,15			
...n	234,18	230,72	Amis	→	11631,91
...n			Amis Américains	→	139
...n			Amis Asia	→	105
...n			Amis Austral	→	105
...n			Amis Europe	→	105
...n			Amis France	→	105
...n			Amis Japon	→	105
...n			Amis Mexique	→	105
...n			Amis Russie	→	105
...n			Amis Suisse	→	105
...n			Amis USA	→	105
...n			Amis Vietnam	→	105
...n			Amis Chine	→	105
...n			Amis Australie	→	105
...n			Amis Nouvelle Zélande	→	105
...n			Amis Afrique du Sud	→	105
...n			Amis Brésil	→	105
...n			Amis Argentine	→	105
...n			Amis Chili	→	105
...n			Amis Pérou	→	105
...n			Amis Colombie	→	105
...n			Amis Équateur	→	105
...n			Amis Bolivie	→	105
...n			Amis Paraguay	→	105
...n			Amis Uruguay	→	105
...n			Amis Venezuela	→	105
...n			Amis Cuba	→	105
...n			Amis République Dominicaine	→	105
...n			Amis Porto Rico	→	105
...n			Amis Jamaïque	→	105
...n			Amis Haïti	→	105
...n			Amis République Centrafricaine	→	105
...n			Amis République Démocratique du Congo	→	105
...n			Amis République du Congo	→	105
...n			Amis République du Tchad	→	105
...n			Amis République du Bénin	→	105
...n			Amis République de Côte d'Ivoire	→	105
...n			Amis République de Guinée	→	105
...n			Amis République de Libéria	→	105
...n			Amis République de Sierra Leone	→	105
...n			Amis République de Gambie	→	105
...n			Amis République de Soudan	→	105
...n			Amis République de Soudan du Sud	→	105
...n			Amis République de Éthiopie	→	105
...n			Amis République de Kenya	→	105
...n			Amis République de Ouganda	→	105
...n			Amis République de République centrafricaine	→	105
...n			Amis République de République démocratique du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Tchad	→	105
...n			Amis République de République du Bénin	→	105
...n			Amis République de République de Côte d'Ivoire	→	105
...n			Amis République de République de Guinée	→	105
...n			Amis République de République de Libéria	→	105
...n			Amis République de République de Sierra Leone	→	105
...n			Amis République de République de Gambie	→	105
...n			Amis République de République de Soudan	→	105
...n			Amis République de République de Soudan du Sud	→	105
...n			Amis République de République de Éthiopie	→	105
...n			Amis République de République de Kenya	→	105
...n			Amis République de République de Ouganda	→	105
...n			Amis République de République centrafricaine	→	105
...n			Amis République de République démocratique du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Tchad	→	105
...n			Amis République de République du Bénin	→	105
...n			Amis République de République de Côte d'Ivoire	→	105
...n			Amis République de République de Guinée	→	105
...n			Amis République de République de Libéria	→	105
...n			Amis République de République de Sierra Leone	→	105
...n			Amis République de République de Gambie	→	105
...n			Amis République de République de Soudan	→	105
...n			Amis République de République de Soudan du Sud	→	105
...n			Amis République de République de Éthiopie	→	105
...n			Amis République de République de Kenya	→	105
...n			Amis République de République de Ouganda	→	105
...n			Amis République de République centrafricaine	→	105
...n			Amis République de République démocratique du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Tchad	→	105
...n			Amis République de République du Bénin	→	105
...n			Amis République de République de Côte d'Ivoire	→	105
...n			Amis République de République de Guinée	→	105
...n			Amis République de République de Libéria	→	105
...n			Amis République de République de Sierra Leone	→	105
...n			Amis République de République de Gambie	→	105
...n			Amis République de République de Soudan	→	105
...n			Amis République de République de Soudan du Sud	→	105
...n			Amis République de République de Éthiopie	→	105
...n			Amis République de République de Kenya	→	105
...n			Amis République de République de Ouganda	→	105
...n			Amis République de République centrafricaine	→	105
...n			Amis République de République démocratique du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Tchad	→	105
...n			Amis République de République du Bénin	→	105
...n			Amis République de République de Côte d'Ivoire	→	105
...n			Amis République de République de Guinée	→	105
...n			Amis République de République de Libéria	→	105
...n			Amis République de République de Sierra Leone	→	105
...n			Amis République de République de Gambie	→	105
...n			Amis République de République de Soudan	→	105
...n			Amis République de République de Soudan du Sud	→	105
...n			Amis République de République de Éthiopie	→	105
...n			Amis République de République de Kenya	→	105
...n			Amis République de République de Ouganda	→	105
...n			Amis République de République centrafricaine	→	105
...n			Amis République de République démocratique du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Tchad	→	105
...n			Amis République de République du Bénin	→	105
...n			Amis République de République de Côte d'Ivoire	→	105
...n			Amis République de République de Guinée	→	105
...n			Amis République de République de Libéria	→	105
...n			Amis République de République de Sierra Leone	→	105
...n			Amis République de République de Gambie	→	105
...n			Amis République de République de Soudan	→	105
...n			Amis République de République de Soudan du Sud	→	105
...n			Amis République de République de Éthiopie	→	105
...n			Amis République de République de Kenya	→	105
...n			Amis République de République de Ouganda	→	105
...n			Amis République de République centrafricaine	→	105
...n			Amis République de République démocratique du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Tchad	→	105
...n			Amis République de République du Bénin	→	105
...n			Amis République de République de Côte d'Ivoire	→	105
...n			Amis République de République de Guinée	→	105
...n			Amis République de République de Libéria	→	105
...n			Amis République de République de Sierra Leone	→	105
...n			Amis République de République de Gambie	→	105
...n			Amis République de République de Soudan	→	105
...n			Amis République de République de Soudan du Sud	→	105
...n			Amis République de République de Éthiopie	→	105
...n			Amis République de République de Kenya	→	105
...n			Amis République de République de Ouganda	→	105
...n			Amis République de République centrafricaine	→	105
...n			Amis République de République démocratique du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Tchad	→	105
...n			Amis République de République du Bénin	→	105
...n			Amis République de République de Côte d'Ivoire	→	105
...n			Amis République de République de Guinée	→	105
...n			Amis République de République de Libéria	→	105
...n			Amis République de République de Sierra Leone	→	105
...n			Amis République de République de Gambie	→	105
...n			Amis République de République de Soudan	→	105
...n			Amis République de République de Soudan du Sud	→	105
...n			Amis République de République de Éthiopie	→	105
...n			Amis République de République de Kenya	→	105
...n			Amis République de République de Ouganda	→	105
...n			Amis République de République centrafricaine	→	105
...n			Amis République de République démocratique du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Tchad	→	105
...n			Amis République de République du Bénin	→	105
...n			Amis République de République de Côte d'Ivoire	→	105
...n			Amis République de République de Guinée	→	105
...n			Amis République de République de Libéria	→	105
...n			Amis République de République de Sierra Leone	→	105
...n			Amis République de République de Gambie	→	105
...n			Amis République de République de Soudan	→	105
...n			Amis République de République de Soudan du Sud	→	105
...n			Amis République de République de Éthiopie	→	105
...n			Amis République de République de Kenya	→	105
...n			Amis République de République de Ouganda	→	105
...n			Amis République de République centrafricaine	→	105
...n			Amis République de République démocratique du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Tchad	→	105
...n			Amis République de République du Bénin	→	105
...n			Amis République de République de Côte d'Ivoire	→	105
...n			Amis République de République de Guinée	→	105
...n			Amis République de République de Libéria	→	105
...n			Amis République de République de Sierra Leone	→	105
...n			Amis République de République de Gambie	→	105
...n			Amis République de République de Soudan	→	105
...n			Amis République de République de Soudan du Sud	→	105
...n			Amis République de République de Éthiopie	→	105
...n			Amis République de République de Kenya	→	105
...n			Amis République de République de Ouganda	→	105
...n			Amis République de République centrafricaine	→	105
...n			Amis République de République démocratique du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Tchad	→	105
...n			Amis République de République du Bénin	→	105
...n			Amis République de République de Côte d'Ivoire	→	105
...n			Amis République de République de Guinée	→	105
...n			Amis République de République de Libéria	→	105
...n			Amis République de République de Sierra Leone	→	105
...n			Amis République de République de Gambie	→	105
...n			Amis République de République de Soudan	→	105
...n			Amis République de République de Soudan du Sud	→	105
...n			Amis République de République de Éthiopie	→	105
...n			Amis République de République de Kenya	→	105
...n			Amis République de République de Ouganda	→	105
...n			Amis République de République centrafricaine	→	105
...n			Amis République de République démocratique du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Tchad	→	105
...n			Amis République de République du Bénin	→	105
...n			Amis République de République de Côte d'Ivoire	→	105
...n			Amis République de République de Guinée	→	105
...n			Amis République de République de Libéria	→	105
...n			Amis République de République de Sierra Leone	→	105
...n			Amis République de République de Gambie	→	105
...n			Amis République de République de Soudan	→	105
...n			Amis République de République de Soudan du Sud	→	105
...n			Amis République de République de Éthiopie	→	105
...n			Amis République de République de Kenya	→	105
...n			Amis République de République de Ouganda	→	105
...n			Amis République de République centrafricaine	→	105
...n			Amis République de République démocratique du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Tchad	→	105
...n			Amis République de République du Bénin	→	105
...n			Amis République de République de Côte d'Ivoire	→	105
...n			Amis République de République de Guinée	→	105
...n			Amis République de République de Libéria	→	105
...n			Amis République de République de Sierra Leone	→	105
...n			Amis République de République de Gambie	→	105
...n			Amis République de République de Soudan	→	105
...n			Amis République de République de Soudan du Sud	→	105
...n			Amis République de République de Éthiopie	→	105
...n			Amis République de République de Kenya	→	105
...n			Amis République de République de Ouganda	→	105
...n			Amis République de République centrafricaine	→	105
...n			Amis République de République démocratique du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Tchad	→	105
...n			Amis République de République du Bénin	→	105
...n			Amis République de République de Côte d'Ivoire	→	105
...n			Amis République de République de Guinée	→	105
...n			Amis République de République de Libéria	→	105
...n			Amis République de République de Sierra Leone	→	105
...n			Amis République de République de Gambie	→	105
...n			Amis République de République de Soudan	→	105
...n			Amis République de République de Soudan du Sud	→	105
...n			Amis République de République de Éthiopie	→	105
...n			Amis République de République de Kenya	→	105
...n			Amis République de République de Ouganda	→	105
...n			Amis République de République centrafricaine	→	105
...n			Amis République de République démocratique du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Tchad	→	105
...n			Amis République de République du Bénin	→	105
...n			Amis République de République de Côte d'Ivoire	→	105
...n			Amis République de République de Guinée	→	105
...n			Amis République de République de Libéria	→	105
...n			Amis République de République de Sierra Leone	→	105
...n			Amis République de République de Gambie	→	105
...n			Amis République de République de Soudan	→	105
...n			Amis République de République de Soudan du Sud	→	105
...n			Amis République de République de Éthiopie	→	105
...n			Amis République de République de Kenya	→	105
...n			Amis République de République de Ouganda	→	105
...n			Amis République de République centrafricaine	→	105
...n			Amis République de République démocratique du Congo	→	105
...n			Amis République de République du Congo	→	1

1006
1325
2020

1000
1000
1000
1000

[illegible]

HORS-COTE

LUNDI 1^{er} JUILLET

	Cours précédent	Derniers cours
● 29		
● 38,45		
● 1400		
● 153,50		
● 195		

10

—

Country	Year	Population (millions)	Urban population (millions)	Urban population (%)
China	1990	1,192	310	26
China	2000	1,242	410	33
China	2010	1,371	540	39
China	2020	1,426	640	45
China	2030	1,456	740	51
China	2040	1,466	840	57
China	2050	1,466	940	64
China	2060	1,466	1,040	71
China	2070	1,466	1,140	78
China	2080	1,466	1,240	85
China	2090	1,466	1,340	92
China	2100	1,466	1,440	98

This is a scan of a blank white piece of paper. There are no markings, text, or figures present. A few small black specks are visible, likely due to dust or scanning artifacts.

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

✓

AUJOURD'HUI

SPORTS

TOUR DE FRANCE Le Français Frédéric Moncassin a gagné la première étape à 's-Hertogenbosch (Pays-Bas), au terme d'un sprint tumultueux qui a vu l'italien Mario Cipollini, arrivé deuxième, être dé-

classé par les commissaires. ● ALEX ZÜLLE a conservé le maillot jaune qu'il avait conquis en remportant, samedi sous la pluie, le prologue contre la montre devant l'Anglais Chris Boardman. C'est une re-

vanche pour les deux hommes, victimes d'une chute dans le même exercice, en 1995 à Saint-Brieuc. ● Zülle ne pourra utiliser son vélo caréné lors du prochain contre-la-montre : il n'a pas été homologué par les

commissaires. ● LUC LEBLANC, l'ancien champion du monde français, fait partie des coureurs qui ont été victimes d'une chute lors de la première étape. Le Colombien Hernan Buenahora a dû abandonner.



Frédéric Moncassin sprinte enfin pour son propre compte

Le Français a gagné la première étape, à l'issue de laquelle le Suisse Alex Zülle, vainqueur du prologue, conserve le maillot jaune

's-HERTOGENBOSCH (Bois-le-Duc)

de notre envoyé spécial

Frédéric Moncassin a gagné en solitaire, dimanche 30 juin, à 's-Hertogenbosch. Il ne s'est pas vraiment échappé - sauf à considérer que les sprinters sont en fait des fuyards de la dernière seconde, mais il a gagné sur sa seule valeur cette première étape du Tour de France. « C'est le plus beau sprint de ma carrière », affirmait le Français. Il pouvait s'en attribuer sans vergogne l'entière responsabilité. A plus de un kilomètre de la ligne d'arrivée, au bout de l'interminable avenue Rietveld, le coureur de GAN n'avait déjà plus de coéquipier pour l'épauler. Alors que le peloton dépassait les 60 kilomètres à l'heure, il ne se trouvait pas le moindre sillage complice ou s'abrite. Les autres spécialistes étaient encore égoïstement calés derrière leurs adjoints. L'esprit de saint Martin ne plane pas sur le peloton. Personne n'avait envie de partager son coupe-vent avec un mendigot. Mais, les séides s'étant écartés, l'explication s'est faite d'homme à

homme, « à la pédale » comme aime à la qualifier les coureurs. Dans ces derniers hectomètres, la règle du jeu devient simplissime : la plus grosse cuisse tire le plus gros braquet. A raison de 10 mètres par tour de pédalier (54 x 11), Frédéric Moncassin s'est imposé en force dans les dernières longueurs, devant le Néerlandais Jeroen Blijlevens, l'italien Mario Cipollini et le Tchèque Jan Svoboda.

La vie des sprinters se mesure en fractions de seconde. Cette unité de temps les départage sur la ligne. Elle décide également, l'éclair d'un bon ou d'un mauvais réflexe, de la survie ou de la chute. En avril, Frédéric Moncassin avait heurté un photographe à l'arrivée d'une étape des Trois Jours de La Panne. Une fêlure du rocher et une fracture de la clavicule avaient compromis son début de saison. Dimanche, le coureur n'a dû qu'à une manœuvre désespérée d'éviter l'accident quand Mario Cipollini (déclassé après la course par les commissaires) l'a tassé contre la balustrade.

L'italien avait pourtant failli

mourir lors du Tour d'Espagne, en 1994, dans des circonstances similaires. Preuve supplémentaire qu'un sprinter ne vit que dans l'instant. Mais, s'il réfléchissait, comment oserait-il aller à plus de 70 à l'heure sur un vélo ?

Mario Cipollini est le grand perdant de cette journée, lui qu'on dit et qui se croit imbattable au sprint. Le Toscan a pourtant une équipe à son entière dévotion. Ces importants gabarits, affichant entre 1,85 m et 1,94 m sous la toise, protègent le maestro dans les derniers kilomètres. Mais, dimanche, il *Magnifico* s'est trouvé le nez dans le vent plus tôt qu'à l'accoutumée. Sur ce Tour de France, un châtiment manque, l'homme du dernier re-

lais, le plus précieux des serviteurs, Silvio Martinello.

Le vélocité coureur de Padoue aurait pu faire une belle carrière à son compte. Il a préféré se mettre au service d'un autre, plus brillant, estimant « y retirer plus de gloire » et sans doute plus d'argent. Le fidèle postillon avait encore conduit son patron à la victoire, dimanche 23 juin, lors du championnat d'Italie. Mais il a préféré renoncer à la Grande Boucle pour préparer les épreuves sur piste d'Atlanta, spécialité où il se distingue en nom propre (il est champion du monde de la course aux points).

Frédéric Moncassin a, lui, décidé de sortir du service. En 1995, il lançait encore les sprints de l'Ouzbek

Djamolidine Abdoujaparov. En le faisant venir dans son équipe, Roger Legey, le directeur sportif du GAN, a affranchi le Toulousain à vingt-sept ans. Ses six victoires du début de saison lui ont ensuite donné des certitudes. En cadets, Frédéric prenait régulièrement le meilleur sur Laurent Jalabert, originaire de la même région, et les spécialistes lui promettaient un avenir brillant. L'année 1996 semble enfin confirmer les augures. La victoire de 's-Hertogenbosch réconcilie également Frédéric Moncassin avec le Tour de France, après ses abandons sans gloire de 1993 et 1995. Elle lui permettra surtout d'oublier sa mésaventure de 1994. Le coureur avait été victime d'une

double fracture de la cheville en descendant du podium de présentation des équipes avant le départ à Lille.

Benoît Hopquin

■ Plusieurs chutes ont émaillé cette première étape, dues notamment aux nombreux flots directionnels et terre-pleins dispersés sur le parcours. Luc Leblanc a brèvement perdu connaissance après être tombé lourdement. Il a ensuite pu regagner le peloton, mais il souffre de multiples contusions. Le Colombien Hernan Buenahora, un des animateurs du Tour de France en 1995, a abandonné après s'être fracturé la main gauche.

La prudence à 50 kilomètres à l'heure

's-HERTOGENBOSCH (Bois-le-Duc)

de notre envoyé spécial

Pour deux minuscules secondes, Chris Boardman aura raté, samedi 29 juin, sa revanche sur la malchance. Après avoir remporté, à plus de 55 kmh de moyenne, le prologue du Tour 1996 à Lille, il avait gravement chuté l'an dernier à Saint-Brieuc, lors d'un prologue couru en nocturne et sous une pluie battante. Cette année encore, le ciel n'était pas de la partie et, si le circuit de la ville néerlandaise était moins escarpé que celui de la cité bretonne, la pluie n'en était pas moins au rendez-vous. Une petite pluie fine, tenace, glaciale, à rester boiter du schiedam dans ces accueils carés bâteaux, qui sentent la bière et l'encensement.

Les cyclistes professionnels n'ont pas de ces états d'âme. Minute après minute, ils s'élancent sous la pluie pour ces dix kilomètres contre la montre, prélude à des bagarres plus féroces. Ayant tous à l'esprit les chutes de l'an dernier, craignant qu'une mauvaise glissade, un coup de frein intempestif, un fuyage moment d'inattention viennent ruiner une année

de préparation, ils admettent tous, à l'arrivée, avoir été « prudents ». Sauf peut-être le plus fou d'entre eux, Richard Virenque, qui, lui, le grimpeur, remporta une 15^e place inespérée au terme d'une course pleine d'audace. Les autres, donc, ne prirent pas de risques inconsidérés. C'est-à-dire qu'ils roulaient seulement à plus de 50 kmh de moyenne. Excusez du peu.

LE VÉLO D'UN JOUR D'ALEX ZÜLLE

Le sort ne fut pas totalement injuste. Grâce en partie à un vélo futuriste qu'il n'aura plus le droit d'utiliser dans les prochains contre-la-montre du Tour 96, c'est un coureur qui avait aussi chuté en 1995, le Suisse Alex Zülle, qui l'emporta devant Chris Boardman.

A la grande satisfaction d'un public toujours rapide, tel comme ailleurs, à « naturaliser » un champion qui gagne. Sa mère étant néerlandaise, voilà Zülle est devenu l'enfant de 's-Hertogenbosch ! Le voilà, surtout, confirmé comme un des rares coureurs à pouvoir sérieusement battre en brèche la domination de Miguel Indurain, qu'il avait déjà thülé à plusieurs reprises en 1995, terminant deuxième de

l'épreuve, à moins de cinq minutes de l'Espagnol.

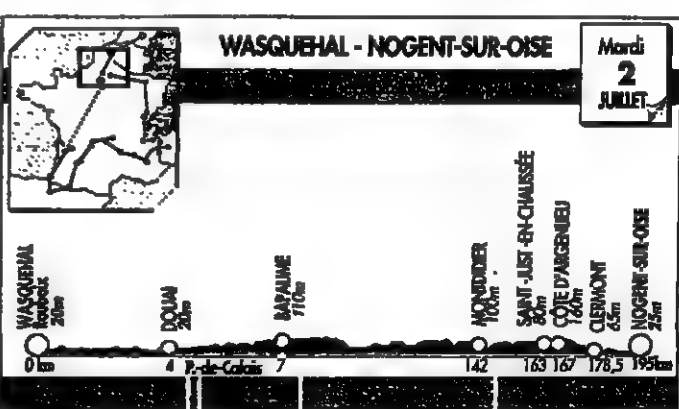
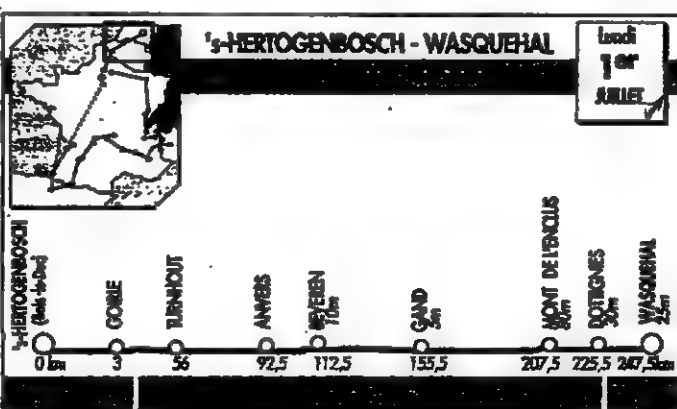
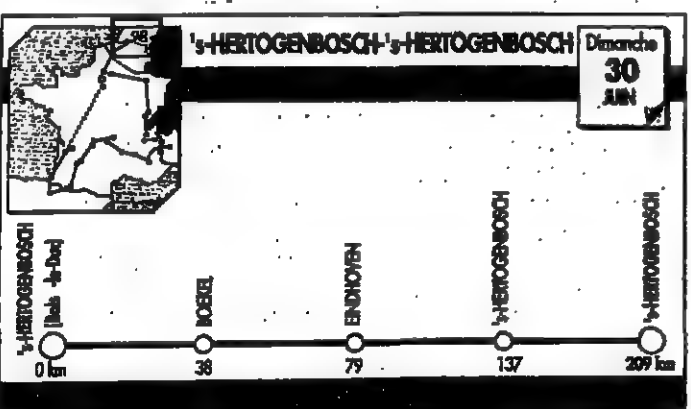
Avec ses 185 centimètres sous la toise, ses lunettes à double foyer, sa parfaite maîtrise de l'allemand, de l'anglais, de l'espagnol et du néerlandais, on le prendrait aisément pour un étudiant en voyage d'études sur le continent. Sa placidité n'est qu'apparente. Samedi, il a annoncé d'emblée qu'il fallait plus que jamais compter avec lui.

Les quelques secondes grappillées ne peseront sans doute plus très lourd, dans trois semaines à Paris, au moment du décompte final. Pourtant, ces 10 kilomètres, sur un parcours qui en compte près de 4 000, auront déjà permis de faire un premier tri. On n'accepte plus, aujourd'hui, de voir les favoris flâner durant les premiers jours de l'épreuve en attendant la seule explication de la haute montagne. Il faut être tout de suite au rendez-vous. Dans les dix premiers du prologue de samedi, on trouve ainsi tous les favoris de l'épreuve, à l'exception peut-être de l'italien Ivan Gotti.

José-Alain Fralon

Entrée payante

Le départ du prologue du Tour de France, samedi 29 juin, et celui de la première étape, dimanche 30 juin, ont été donnés à l'intérieur d'une halle couverte. Des tables avec chacune huit chaises et une bougie avaient été disposées dans la Brabantia. Chaque table se louait 25 000 francs (environ 75 000 francs) pour quatre jours. La plupart des places avaient été réservées par des sociétés commerciales, sur le modèle des loges d'opéra dans les stades de football. Les 2 500 spectateurs privilégiés ont pu assister jeudi à la présentation des équipes, vendredi à un concert de Shirley Bassey, samedi et dimanche aux bûches de la course. Des sandwiches et des boissons (bière, vin, champagne) étaient servis aux invités. Un dîner ou les amants emportaient dans des salles attenantes. La recette a été perçue par le comité privé d'organisation de 's-Hertogenbosch. La Société du Tour de France avait donné son accord pour cette initiative. Cette formule de loges payantes est une première.



Renault place son moteur aux quatre premières places du Grand Prix de France remporté par Damon Hill

MAGNY-COURS

de notre envoyé spécial

Il manquait une quatrième marche au podium du circuit de Magny-Cours. Les quatre-vingt mille spectateurs du Grand Prix de France auraient alors pu saluer comme il le mérite le triomphe du moteur Renault. Le V10 français équipe en effet la Williams du vainqueur, le Britannique Damon Hill, et celle de son dauphin, le Canadien Jacques Villeneuve. Il a également permis au Benetton de Jean Alesi et de l'Autrichien Gerhard Berger de prendre les 3^e et 4^e places d'une course qui aurait été insipide sans la réalisation de ce pari.

Pour la deuxième fois seulement depuis 1987, qui avait vu le moteur Honda assurer en Grande-Bretagne sa domination absolue avec les écuries Williams et Lotus, une marque a ainsi réussi à prendre, dimanche 30 juin, les quatre premières places d'une course de formule 1. Cette démonstration de puissance est comme une réponse de l'équipe Renault-Sport à la décision de la direction générale de l'entreprise d'arrêter en 1998 la compétition au plus haut niveau (Le

Monde du 22 juin). Pour leur retour sur un circuit, les satimbanques de la technologie automobile avaient attendu l'excitation des premiers essais pour retrouver la passion qui les anime depuis près de deux décennies. « Je croyais que nous n'avions plus rien à prouver en formule 1. Avec ce résultat, l'équipe de Renault-Sport m'a donné tort, devait d'ailleurs reconnaître après la course Louis Schweitzer, le président de Renault. Nous avons ainsi démontré une fois de plus l'impor-

ance de notre suprématie technologique. »

Ce tir groupé des moteurs Renault complète un palmarès qui associe déjà la marque à sept titres mondiaux, dont trois comme constructeur avec Williams et Benetton. Depuis un premier triplé sur le même circuit de Magny-Cours, il y a un an, Renault a réussi à placer à cinq occasions trois moteurs en tête d'un Grand Prix. Le dernier podium intégralement aux couleurs de la marque ne date que de deux se-

maines. A Montréal, Damon Hill avait également devancé Jacques Villeneuve et Jean Alesi. Le Grand Prix de France a d'ailleurs été la copie conforme de l'épreuve canadienne.

JOURNÉE MORTUE POUR FERRARI

Michael Schumacher a couru dans la Nièvre les mêmes déceptions que sur l'île Notre-Dame, où son moteur n'avait pu démarrer sur la grille de départ. Cette fois, le V10 de sa Ferrari a explosé dans le tour

de chauffe, alors qu'il aurait pu profiter de sa troisième pole position de la saison. Les mésaventures du champion du monde, qui a quitté Benetton-Renault l'an dernier après son deuxième titre, ont permis à Louis Schweitzer de rappeler la part du moteur français dans les succès du champion allemand. En revanche l'abandon de l'irlandais Eddie Irvine, sur l'autre Ferrari, pouvait faire dire à Jean Todt, directeur de l'écurie italienne qu'il connaissait ainsi « le jour le plus noir de toute sa

longue carrière dans la compétition automobile. »

Les difficultés des autres écuries obligent Renault à imaginer de nouveaux défis pour son équipe sportive. « Il nous reste 23 Grands Prix à courir. Nous en avons gagné 81 et nous savons aujourd'hui que nous sommes capables de quitter la formule 1 avec 100 victoires », propose Patrick Faure, le directeur de Renault-Sport. Il estime que le triomphe du Grand Prix de France est une réponse suffisante à ceux qui craignent une démotivation dans les rangs du personnel de Viry-Châtillon. Rien de tel chez Denis Chevrier, l'ingénieur-motoriste : « Jamais une saison n'a été aussi passionnante que celle-ci. Jacques Villeneuve a encore montré aujourd'hui qu'il se bat lui aussi pour un premier titre. L'émulation au sein même de Williams explique l'avance que nous avons prise sur nos concurrents. »

Il s'impatiente lorsqu'on lui demande si les échéances de 1998 vont influer sur les résultats de Renault dans les dix-huit prochains mois : « Poserait-on la question à des sportifs qui ont la possibilité de remporter encore deux titres de champions du monde ? Quand nous arrivons sur un circuit, nous ne pouvons avoir qu'une idée en tête : aider nos pilotes à gagner le plus de courses possible. »

C. de C.

Christophe de Chenay

La formule 1 reste à Magny-Cours cinq années de plus

MAGNY-COURS

de notre envoyé spécial

Le circuit de Magny-Cours aurait pu faire les frais de l'alternance. En plein hiver, le comité directeur de la Fédération française du sport automobile (FFSA) attribuait au circuit Paul-Ricard du Castellet l'organisation des Grands Prix de France jusqu'en 1999. Une décision officiellement justifiée par la volonté de redonner sa chance à l'équipement du Var, qui avait accueilli la formule 1 jusqu'en 1990. Il s'agissait en fait pour la FFSA d'affirmer son pouvoir face à la toute-puissance de Bernie Ecclestone, le patron des constructeurs (FOCA), mais aussi d'offrir aux élus du Var une revanche sur les socialistes de la Nièvre. C'est en effet sur ordre de François Mitterrand qu'avait été financée la reconstruction d'un circuit dans un département dont l'ancien président avait longtemps été l'ennemi.

Depuis 1991, Magny-Cours accueille la formule 1 dans un des plus beaux stades automobiles du monde. Si le tracé ne fait pas l'unanimité chez les pilotes, la sécurité y est parfaitement assurée. La FOCA a donc préféré donner son agrément technique à une structure bien réelle plutôt qu'à ce qui n'est encore que promesses du côté de la Méditerranée.

80 000 SPECTATEURS NÉCESSAIRES

Un accord que la FFSA n'a pu qu'avaliser le 6 mars, en revenant sur sa décision. Mais elle n'a voulu attirer que les trois prochains grands prix au circuit nierval. Les dirigeants de Magny-Cours ont cependant signé avec la FOCA un contrat de cinq ans qui leur garantit la présence de la formule 1 jusqu'en 2001.

Le circuit nierval devra faire, d'ici là, la preuve de sa rentabilité. Celle-ci vient d'être

mise en doute par un rapport de la Chambre régionale des comptes de Bourgogne. Les magistrats s'interrogent d'abord du déficit d'exploitation accumulé depuis sa création. « En fait, nous sommes quasiment en équilibre depuis 1991, répond Jean Glavany, président de l'Association du circuit Nevers Magny-Cours (ACNMC). Mais c'est vrai qu'avec les deux tiers de notre chiffre d'affaires, chaque grand prix pèse beaucoup dans nos comptes. Le plateau de FI coûte 2,5 millions de dollars et la FOCA dispose des droits de télévision, de la publicité et des meilleures places pour les loges. Il nous faut 80 000 spectateurs chaque année. Le départ de Renault nous inquiète. Un pilote français de premier plan ou une écurie 100 % française est vraiment nécessaire en 1998. »

L'Allemagne championne d'Europe de football pour la troisième fois de son histoire

Elle a battu la République tchèque lors de la prolongation (2-1)

L'équipe d'Allemagne a obtenu son troisième titre de champion d'Europe, dimanche 30 juin à Wembley, en battant en finale la République

tchèque (2-1) dans une prolongation interrompue par la « mort subite ». Après un penalty de Patrik Berger (59') pour les Tchèques, Oliver

Bierhoff avait égalisé (73'), avant de signer le « but en or » (85') qui donnait à Bert Vogts son premier titre en tant que sélectionneur.

LONDRES

de notre envoyé spécial
Berti Vogts ne savait comment dire son bonheur. Alors, il s'est fendu d'un geste presque insolite chez un homme si respectable. Devant la tribune où étaient rassemblés les milliers de supporters allemands, il a mimé la ola. C'était une invite spontanée. Ils y ont répondu. Les dandinements maladroit du petit entraîneur ne leur semblaient même pas ridicules. Car dans la nuit londonienne à peine tiède ils ne pouvaient rien lui refuser. Wembley venait de lui dresser une statue de héros. Il rejoignait le panthéon des vainqueurs, en serviteur zélé d'une grande cause nationale.

L'Allemagne, pour la troisième fois de son histoire, la première depuis la réunification, était championne d'Europe. Trente ans après, elle était sacrée sur le terrain même où elle avait perdu une Coupe du monde. C'étaient eux, les joueurs au maillot blanc, qui étreignaient la trophée, eux qui étaient sortis indemnes du premier cas de « mort subite » de la ligue chronologique du football. La victoire de l'équipe de Bert Vogts n'était pas ordinaire. Elle s'était dessinée dans un nouveau genre d'exercice, cruel et voluptueux à la fois, où le geste du buteur devient un mobile d'assassin.

Malgré quatre matches pour

l'Allemagne, pour la troisième fois de son histoire, la première depuis la réunification, était championne d'Europe. Trente ans après, elle était sacrée sur le terrain même où elle avait perdu une Coupe du monde. C'étaient eux, les joueurs au maillot blanc, qui étreignaient la trophée, eux qui étaient sortis indemnes du premier cas de « mort subite » de la ligue chronologique du football. La victoire de l'équipe de Bert Vogts n'était pas ordinaire. Elle s'était dessinée dans un nouveau genre d'exercice, cruel et voluptueux à la fois, où le geste du buteur devient un mobile d'assassin.

Le second but d'Oliver Bierhoff, qui a donné la victoire à l'Allemagne, était-il entaché d'un hors-jeu ? Il a en tout cas donné lieu à une discussion inhabituelle entre l'arbitre Pierluigi Pairetto et l'un de ses assesseurs. Le juge de touche avait levé son drapeau pour signaler un hors-jeu de position d'un attaquant allemand au moment du tir de Bierhoff, avant de le rabaisser. M. Pairetto a finalement décidé d'accorder le but, à la colère des joueurs tchèques.

« Je connais bien M. Pairetto pour l'avoir eu comme arbitre dans le championnat d'Italie avec mon club d'Udine », déclarait Oliver Bierhoff après la rencontre. Il est très bon, et il n'aurait pas hésité à se déjuger s'il l'avait estimé nécessaire. Dusan Uhrin, l'entraîneur de l'équipe tchèque, était moins catégorique : « Le juge de touche a levé puis baissé son drapeau. L'arbitre l'a finalement ignoré. Il est difficile de dire si le résultat du match est vraiment conforme à la justice sportive. C'était en tout cas une finale honnête. »

Discussions autour d'un but

Le second but d'Oliver Bierhoff, qui a donné la victoire à l'Allemagne, était-il entaché d'un hors-jeu ? Il a en tout cas donné lieu à une discussion inhabituelle entre l'arbitre Pierluigi Pairetto et l'un de ses assesseurs. Le juge de touche avait levé son drapeau pour signaler un hors-jeu de position d'un attaquant allemand au moment du tir de Bierhoff, avant de le rabaisser. M. Pairetto a finalement décidé d'accorder le but, à la colère des joueurs tchèques.

« Je connais bien M. Pairetto pour l'avoir eu comme arbitre dans le championnat d'Italie avec mon club d'Udine », déclarait Oliver Bierhoff après la rencontre. Il est très bon, et il n'aurait pas hésité à se déjuger s'il l'avait estimé nécessaire. Dusan Uhrin, l'entraîneur de l'équipe tchèque, était moins catégorique : « Le juge de touche a levé puis baissé son drapeau. L'arbitre l'a finalement ignoré. Il est difficile de dire si le résultat du match est vraiment conforme à la justice sportive. C'était en tout cas une finale honnête. »

durs, c'est Bert Vogts qui le prononçait : « Il aurait été plus facile de jouer que les Tchèques puissent rejouer jusqu'à la fin du temps des prolongations. La mort subite, je n'aime pas ça. »

SANS GRAND RELIEF

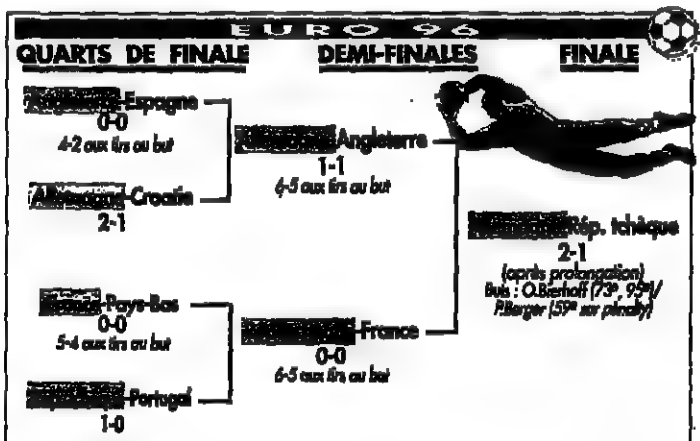
Elle donnait pourtant comme une pointe d'originalité à la conclusion d'un Euro sans grand relief. Sans l'accident survenu aux Tchèques, la finale aurait rassemblé aux trois semaines et demi de football pratiqué sur les terrains d'Angleterre. On y a salué les vertus d'une bonne organisation défensive, sanctifiée les

deux, est la plus faible de toutes les grandes compétitions (Euro ou Coupe du monde) depuis 1990. Et les hommes sortis grands de l'épreuve sont surtout des défenseurs, commis d'office à la sauvegarde des intérêts supérieurs de leur pays.

Dans ce décor un peu terne, l'Euro ne pouvait sans doute pas s'offrir meilleur candidat à la consécration que l'Allemagne. Fidèle à une vieille tradition, elle est la formation la plus solide, la plus « solide », dit Bert Vogts, celle qui a su gérer le mieux les aléas de trois semaines et demi de compétition. Rien n'a arrêté sa marche, pas même l'avalanche de blessés et de suspensions qui a rythmé les derniers jours de la Mannschaft.

Lors du premier tour, elle s'est imposée dans le groupe C, baptisé « groupe de la mort », en éliminant l'Italie et la Russie. En demi-finale, elle a survécu à l'Angleterre, et à tout le désir d'un peuple qui rêvait de voir son équipe couronnée. En finale, à la minute où il fallait qu'il y eut un mort, elle n'a pas hésité, préférant sans aucun doute endosser le rôle du tueur plutôt que celui de la victime.

Pascal Ceaux



Avant d'être détruit, le court n°1 de Wimbledon justifie sa réputation de « cimetière des éléphants »

LONDRES

de notre envoyé spécial
Par tradition, Wimbledon sait patienter. Plus qu'ailleurs ses amateurs apprécient les histoires. Entre deux éclaircies, elles font les conversations ou elles nourrissent les nuits des centaines d'amateurs qui se massent dès le crépuscule aux portes du club pour grappiller les derniers billets mis en vente chaque matin.

Pour tous les conteurs du tennis, cette année est une mine d'or. Samedi, Wimbledon a pleuré sur le sort de Boris Becker, contrainct à la veille à l'abandon, en plein match, sur une blessure au poignet. Puis, de court en court, l'information s'est propagée : souffrant d'une rupture d'un tendon latéral du poignet, le joueur allemand devait être placé quatre semaines. Il espère disputer les Internationaux des États-Unis fin août.

De bouche à oreille, Wimbledon a murmuré que Boris est arrivé à l'hôpital désespéré, pensant avoir laissé sa carrière dans l'accident. Après les soins, le joueur s'est entretenu une bonne partie de la nuit avec son médecin personnel, Hans Wilhelm Müller-Wohlfahrt, qui, par chance, est aussi celui de l'équipe

allemande de football qui allait gagner la finale de l'Euro 96. Becker a été apaisé, et a pu aller à Wembley assister à la victoire de ses compatriotes. Le choc passé, Wimbledon s'est enquis des rétros de série qui ne vont pas bien fort cette année, les hommes surtout. Ils sont presque tous partis, trop fatigués, vieillissants, malchanceux. Les superstitieux ont leur interprétation. C'est sur le court n°1 que sont « tombés » Jim Courier, Stefan Edberg ou Boris Becker, celui qu'on surnomme le « cimetière des éléphants ».

REVOLTE DU SYSTÈME ?

Il sera détruit après le tournoi, pour laisser la place au nouveau central bis, qui se dresse déjà et qui sera inauguré en 1997. Alors, le vieux n°1 s'emplirait d'une dernière série n°14, y a échoué face à l'Australien Patrick Rafter. Anke Huber (n°5), victime de vertiges, s'y est effacé devant Al Sugiyama. Wayne Ferreira (n°11), lui, est tombé sur un autre court, battu par Magnus Gustafsson.

Après les éliminations d'Agassi, Kafelnikov, Courier ou le départ de

Becker, il ne reste qu'une seule tête dans la deuxième moitié du tableau. Todd Martin, modeste n°13, ne se voit pas en finale : « Tous ceux qui les ont battus s'accordent le droit d'être affamés », dit l'Américain. Parmi eux, Tim Henman, dernier Britannique, qualifié, samedi, pour les seizièmes de finale. L'Anglais l'attend désormais en finale.

Michael Stich a eu la malchance de se trouver sur l'autre rive. Dans cette moitié supérieure du tableau, il doit encore partager ses rêves avec Pete Sampras ou Goran Ivanišević : « Le système devrait être fait autrement, a pesté l'Allemand, champion à Wimbledon en 1991 et finaliste de Roland Garros. Les têtes de série du bas du tableau entrent des hommes de la terre battue. Ils ont été battus quand les gros serveurs sont en haut. Il faut changer. »

Wimbledon est le seul tournoi du Grand Chelem qui dispose des têtes de série à son goût et surtout à celui de l'herbe. En effet, il n'y a pas assez de tournois sur cette surface pour que le classement y soit juste. Ensuite, le tirage au sort réserve ses malices. Samedi, Pete Sampras, maître des lieux en triple champion, a assuré qu'il ne faudrait rien chan-

ger, rappelant toutes les simples incertitudes de la compétition : « Qui se plaindrait du système, en 1995, lorsque je jouais Goran en demi-finale, et que Boris rencontrait André ? Laissez les jeunes faire leur trou. » Wimbledon admire Alex Radulescu qui s'est taillé un chemin vers la deuxième semaine à coups de victoires en cinq manches. A vingt-deux ans, ce Roumain devenu Allemand n'avait jamais disputé de tournoi du Grand Chelem. Il rencontrait, lundi, le champion tombé de Boris Becker, Neville Godwin.

Wimbledon, enfin, est amoureux de Steffi Graf. Ici, l'Allemande est attendue pour un septième sacre et pour battre les records qu'elle n'a pas encore battus. Avec 337 semaines de règne, elle est n°1 mondiale depuis plus longtemps que tout le monde. En une dix-neuvième victoire à Roland Garros, elle a dépassé Chris Evert et Martina Navratilova au nombre de tournois du Grand Chelem gagnés. Graf sourit : « Je suis encore dans le jeu, difficile. Je me rendrai compte de l'histoire plus tard. Aujourd'hui, je joue et je laisse les autres écrire les histoires »

Bénédicte Mathieu

Des surprises aux sélections olympiques kenyanes d'athlétisme

LES SÉLECTIONS KENYANES pour les jeux Olympiques, qui ont eu lieu dimanche 30 juin à Nairobi, ont été marquées par les éliminations d'Ismaïl Kirui (5 000 m), Moses Tanui (10 000 m), Patrick Sang et Christopher Kosgei (5 000 m steeple). Kirui, double champion du monde du 5 000 m en 1993 et en 1995, n'a terminé que huitième de l'épreuve gagnée par Tom Nyariki, un sprinteur reconverti dans le demi-fond en début de saison. Il a devancé Paul Bitok, médaillé d'argent à Barcelone, et Shem Kororia, médaillé de bronze au championnat du monde 1995. Moses Tanui, sélectionné pour le marathon, avait décliné l'invitation pour tenter sa chance sur 10 000 m. Il a dû abandonner, victime d'une blessure au tendon d'Achille gauche. Paul Tergat, double champion du monde de cross-country, souffrant de crampes, n'a pris que la quatrième place, mais le porte-drapeau de la délégation kenyane a été repêché.

Sur 800 m, Philip Kibitok, un officier d'aviation, a réalisé en 1 min 43 sec 80 la meilleure performance jamais enregistrée sur le sol africain et la deuxième meilleure performance mondiale de la saison. Sur 3 000 m steeple, Mathew Birir, champion olympique en 1992 et tout juste remis d'une typhoïde, a battu le triple champion du monde et recordman du monde de la spécialité, Moses Kiptanui. Quant au champion olympique 1992 du 800 m, William Tanui, il s'est qualifié grâce à une deuxième place sur 1 500 m.

Le Quinze de France gagne le second test en Argentine (34-15)

EN DÉPÎT d'un jeu le plus souvent brouillon et hésitant, les Français ont remporté, samedi 29 juin à Buenos-Aires, leur second test-match face aux Pumas argentins (34-15). Pluqués au vir par les déclarations de l'entraîneur argentin selon lequel, à l'issue du premier test-match, remporté 34-27 samedi 22 juin, « l'équipe de France était facile et agréable à jouer », les Bleus ont imposé à leurs adversaires un intense bras de fer physique.

Le jeu tricolore n'a cependant pas convaincu : de nombreuses maladroites et un jeu de pied défaillant ont rendu ce succès laborieux. Deux essais de Fabien Pelous (26') et Philippe Saint-André (31') ont permis aux Bleus d'atteindre la pause avec quatre points d'avance (13-9). Le travail du pack a permis aux Tricolores de finir la partie en force. Emile Ntamack (75') et Philippe Benetton (89'), par deux essais, et Thomas Castaignède, régulier dans ses tirs au but, ont définitivement distancé les Pumas.

■ LA Fédération galloise de rugby a refusé les 40,5 millions de livres (environ 320 millions de francs) offerts par Sky Television, la chaîne de Robert Murdoch, pour la diffusion des matches internationaux du pays de Galles. L'Angleterre, qui a vendu les droits de ses rencontres à Sky Television, risque plus que jamais d'être exclue du prochain tournoi des Cinq Nations. - (AFP)

■ BASKET-BALL : le tirage au sort de la nouvelle Euroleague n'a pas été favorable à l'AS Villeurbanne. Les demi-finalistes de la coupe Korac en 1996 affronteront en poule le Panathinaïkos d'Athènes et le FC Barcelone.

■ LILLE 2004 : le président Jacques Chirac a remis dimanche 30 juin à Marie-José Pécot, marraine de la candidature de Lille aux JO de 2004, « une lettre garantissant par l'Etat l'organisation des Jeux Olympiques ». « Tout le monde est mobilisé pour soutenir la candidature de Lille, les élus, les sportifs, le Comité national olympique et sportif français (CNOSF), le gouvernement », a déclaré le président de la République.

■ ATHLÉTISME : l'Australienne Emma George a amélioré son record du monde de saut à la perche, samedi 29 juin à Reims, grâce à un bond de 4,42 m. Le record précédent de cette ex-trapéziste et gymnaste reconvertie, 4,41 m, avait été établi à Perth (Australie) le 28 janvier.

■ VOILE : Michael Birch était attendu, lundi 1^{er} juillet, à Newport (États-Unis), où il devait logiquement prendre, derrière Lick Payton et Paul Vatine, la troisième place des multicoques de sa dernière Transat anglaise en solitaire, sur son trimaran *Scutts-La Trinité*. A soixante-quatre ans, le skipper canadien ne souhaite plus naviguer seul, mais il prendra le départ de la course en équipage Québec-Saint-Malo le 11 août.

RÉSULTATS

AUTOMOBILISME

Formule 1 : Grand Prix de France
1. D. Hill (GB), Williams-Ferrari, les 308 km en 1 h 38 min 28 s 765 (moyenne 180,183 km/h) ; 2. J. Villeneuve (Can), Williams-Ferrari, à 8 s 127 ; 3. A. Prost (Fra), Benetton-Ferrari, à 46 s 442 ; 4. G. Berger (Aut), Benetton-Ferrari, à 46 s 889 ; 5. M. Häkkinen (Fin), McLaren-Mercedes, à 1 min 2 s 774 ; 6. D. Coulthard (GB), McLaren-Mercedes, à 4 s 401.
Championnat du monde des pilotes : 1. D. Hill (GB), 66 pts ; 2. J. Villeneuve (Can), 38 ; 3. M. Schumacher (Ale), 28 ; 4. J. Prost (Fra), 28 ; 5. D. Coulthard (GB), 14.
Championnat du monde des constructeurs : 1. Williams-Ferrari, 101 pts ; 2. Ferrari et Benetton-Ferrari, 55 ; 3. McLaren-Mercedes, 28 ; 5. Ligier-Mugen Honda, 12.

CYCLISME

Tour de France
étape 14 : 1. A. Zülle (Sui), 4 h 10 min 54 s ; 2. C. Boudinhon (GB), à 2 s ; 3. E. Bazzani (Fra), à 3 s ; 4. A. Olmo (Esp), à 7 s ; 5. T. Rostgaard (Dan), à 10 s.
«V» Heringsbosch-Versluisbosch (200 km)
1. F. Moncassin (Fra), 54 min 54 s ; 2. J. Bignard (Fra), à 1 s ; 3. J. Smeets (Bel), à 1 min 11 s ; 4. N. Meil (Bel), à 1 min 11 s.
Championnat général : 1. A. Zülle (Sui), 4 h 10 min 54 s ; 2. E. Bazzani (Fra), à 2 s ; 3. A. Olmo (Esp), à 7 s ; 4. F. Moncassin (Fra), à 9 s ; 5. B. Hill (Dan), à 11 s.

FOOTBALL

Coupe Interbaltica (demi-finale)
«Groupe 1»
FC Nantes (Fra)-PSK Kaunas (Lit) 3-0
S. Bala (Lit)-V. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 2»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 3»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 4»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 5»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 6»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 7»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 8»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 9»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 10»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 11»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 12»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 13»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 14»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 15»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 16»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 17»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 18»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 19»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 20»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 21»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 22»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 23»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 24»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 25»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 26»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 27»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 28»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 29»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 30»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 31»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 32»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 33»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 34»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 35»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 36»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 37»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 38»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 39»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 40»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 41»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 42»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 43»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 44»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 45»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 46»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 47»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 48»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 49»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 50»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 51»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 52»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 53»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 54»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 55»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 56»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 57»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 58»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 59»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 60»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 61»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 62»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 63»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 64»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 65»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 66»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 67»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 68»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 69»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 70»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 71»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 72»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 73»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 74»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 75»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 76»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 77»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 78»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 79»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 80»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 81»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 82»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 83»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 84»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 85»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 86»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 87»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 88»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 89»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 90»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 91»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 92»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 93»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 94»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 95»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 96»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 97»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 98»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 99»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 100»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 101»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 102»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 103»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 104»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 105»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 106»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 107»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 108»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 109»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 110»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 111»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 112»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 113»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 114»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 115»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 116»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 117»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 118»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 119»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 120»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 121»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 122»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 123»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 124»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 125»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 126»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 127»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 128»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 129»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 130»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 131»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 132»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 133»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 134»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 135»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 136»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 137»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 138»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 139»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 140»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 141»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 142»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 143»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 144»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 145»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 146»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 147»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 148»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 149»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 150»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 151»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 152»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 153»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 154»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 155»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 156»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 157»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 158»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 159»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 160»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 161»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 162»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 163»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 164»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 165»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 166»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 167»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 168»
L. Ustermann (Lit)-S. Bortone (Lit) 1-0
«Groupe 169»
L.

Le nouveau permis moto se cherche une bonne conduite

La réglementation qui va entrer en vigueur vise autant à relancer le marché qu'à améliorer la sécurité des motards

RENDRE les routes plus sûres pour les motards mais aussi relancer les ventes de motos : ces deux objectifs, qui sous-tendent la réforme du permis qui entrera en vigueur vers la mi-juillet, ne sont pas contradictoires. Reste que leur complémentarité ne va pas forcément de soi. Cette apparente ambiguïté est sans doute pour beaucoup dans la relative complexité de cette nouvelle réglementation qui ouvre à la plupart des automobilistes l'accès aux motos légères et réglemente l'accès aux grosses cylindrées.

L'élément principal de ce dispositif, qui sera applicable dans les tout prochains jours, est le rétablissement du droit de piloter une moto ou un scooter de 125 cc (à condition d'être titulaire du permis auto depuis deux ans). Dans les années 70 une telle équivalence avait permis aux 125 cc de s'épanouir de façon spectaculaire en attirant - déjà - nombre de citoyens lassés des encombrements. Sabordé en 1980 (l'équivalence ne fut reconnue qu'aux seuls engins de 80 cc afin de favoriser les scooters de Peugeot), ce marché représentait alors plus de la moitié des ventes de deux-roues et 75 000 unités.

Comment les constructeurs et revendeurs ne fonderaient-ils pas de gros espoirs sur cette réforme qui apparaît comme le seul moyen de relancer un secteur assez mal en point (84 700 immatriculations en 1995 contre 123 000 en 1990) ? Le coup d'accélérateur escompté - et qui, assurément, les importateurs, n'est déjà traduit par de nombreuses commandes - devrait surtout profiter aux scooters, mais il sonnera aussi le réveil

de ces petites motos légères qui, mise à part la limitation de puissance qui leur a été imposée, sont pratiquement les mêmes que celles des années 70.

La clientèle, en revanche, a évolué. Ou, plus exactement, a vieilli. Les nouvelles 125 cc ne visent plus les teenagers mais leurs grands frères, voire leurs parents qui fournissent l'essentiel des troupes motocyclistes. Un exemple ? Chez Yamaha, la moyenne d'âge des acheteurs est passée de 21 ans en 1980 à 32 ans aujourd'hui. « Nous sentons un très net frémissement, essentiellement parmi la tranche d'âge des 30-35 ans. Le nouveau permis réveille des désirs de moto », constate Jean-Claude Ollivier, président du directoire de Yamaha-Motor France, persuadé que « les grèves de décembre ont fait prendre conscience que les grandes villes pouvaient très facilement être bloquées ».

PARCOURS INITIATIQUE

Ces trente-trois et quadragénaires en quête d'une alternative intelligente, moins polluante et pratique, à l'automobile, sont aussi supposés constituer une clientèle « plus raisonnable ». Pas du genre à prendre des risques inconsidérés ou à circuler sans casque. « Pour toutes ces raisons, le nouveau règlement va doper les ventes sans porter préjudice à la sécurité routière », assure Philippe Sion, président-délégué de la chambre syndicale des importateurs d'automobiles et de motocycles.

Patrick Jacquot, président de la Mutuelle des motards, est plus réservé. « Nous sommes bien placés

pour savoir qu'un novice de vingt ans ou de quarante ans reste un novice face aux pièges de la circulation, insiste-t-il. On ne peut pas s'improviser motocycliste sans apprentissage. » Aux néophytes qui acceptent de suivre un « module de sensibilisation de dix heures, d'un coût de 700 à 1 000 francs », la Mutuelle des motards accordera une réduction de 25 % de la prime d'assurance. En revanche, l'instauration d'un « sas » pour l'accès aux « gros cubes » n'aura guère de retombées commerciales. Le permis A (motos de plus de 125 cc) en poche, les 18-20 ans se contenteront d'une machine d'une puissance inférieure à 34 chevaux. La Sécurité routière ne manque pas d'arguments pour justifier cet accès progressif : plus d'un tué sur trois à moto - 780 décès au total en 1995 - est titulaire de son permis depuis moins de deux ans et un sur cinq depuis moins d'un an (contre un sur douze chez les automobilistes).

« Il aurait été plus cohérent d'imposer l'accès progressif à tous les nouveaux titulaires du permis A sans exception », objecte Patrick Borg, porte-parole de la Fédération des motards en collette, qui conteste également la limitation à 34 ch. Celle-ci « résulte d'un compromis d'intérêts entre



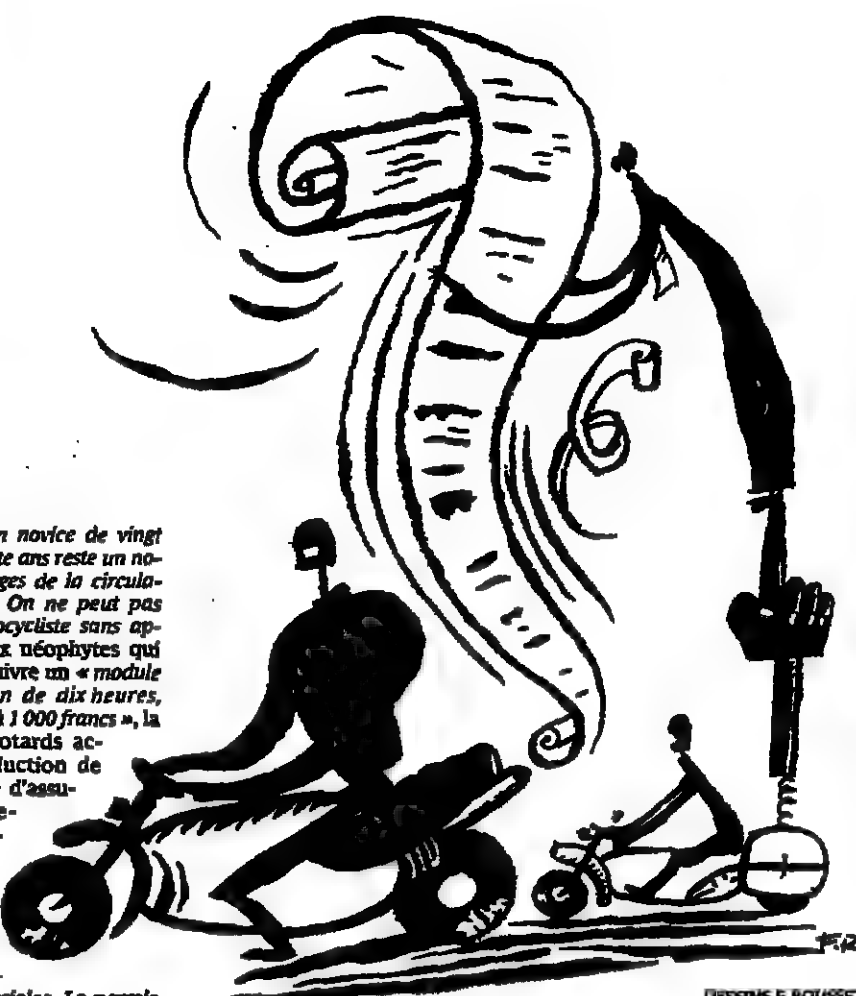
imposer le Leonardo (20 900 francs), un scooter de 125 cc haut de gamme : allure générale réussie et

performances plus qu'honorables (105 km/h au compteur avec deux personnes). Quelques dizaines de kilomètres sur des routes de la campagne italienne embaumée par les magnolias en ce début d'été ne nous ont pas permis de déceler d'éventuels défauts. Tout au plus pourrions-nous lui reprocher un poids élevé (130 kilos) et un manque de nervosité.

De côté des motos, les nouveautés sont moins folles. Les incroyables 125 cc des principaux constructeurs ont toutes été mises au normes des 15 chevaux. Chez Honda, on remarquera surtout la Rebel, jolies petites custom (25 970 francs), et l'insaisissable CM 125 (22 900 francs). Au catalogue Yamaha se

profile une version 125 cc de la Virago, mais on trouve toujours la SR 125 (16 900 francs) et, chez Suzuki, la GN 125 (16 800 francs). Pour sa part, Aprilia a mis sur le marché sa Classic, séduisante mais chère (30 290 francs). Pour les 18-21 ans, les constructeurs ont bridé plusieurs modèles de milieu de gamme afin d'en faire des « motos d'apprentissage » dont la puissance n'excède pas 34 chevaux. Honda va proposer des versions spéciales des modèles NTV 650, VT 600 Shadow, Dominator 650, Transalp et CB 500 pour des tarifs non encore déterminés (entre 35 000 et 47 000 francs environ). Outre une version spéciale de la SR 500 (30 990 francs), Yamaha a fait un effort particulier avec le Majesty, un gros scooter de 250 cc à transmission automatique (34 990 francs).

Jean-Pierre Thuquet



DESSINS E. ROUSSET

Un accès plus facile aux engins légers

Retranscription d'une directive européenne, la réglementation qui entrera en vigueur dans les prochains jours élargit l'accès aux motos légères (125 cc) et soumet les moins de 21 ans à un accès progressif aux engins plus puissants. Des règles qui s'appliquent aux personnes qui s'inscrivent aux épreuves du permis après juillet 1996.

Les motos légères. La réglementation rétablit l'accès direct aux motos (ou aux scooters) de 50 cc à 125 cc dont bénéficiaient, jusqu'en 1985, les titulaires du permis auto (permis B). Toutefois, cette possibilité ne sera ouverte qu'aux automobilistes titulaires de leur permis depuis au moins deux ans. Un permis spécifique (permis AL), comprenant des épreuves théoriques et pratiques, pourra être passé à partir de 16 ans (et non plus 17 ans) pour conduire ces motos légères qui ne pourront excéder une puissance de 11 kilowatts (15 chevaux) ce qui, de facto, limite leur vitesse de pointe à un peu plus de 100 kilomètres-heure.

Les motos intermédiaires. Le permis moto (permis A) est accessible dès 18 ans. Toutefois, il ne permet pas forcément de conduire n'importe quelle motocyclette de plus de 125 cc. S'il est obtenu après l'âge de 21 ans, ce permis donne accès directement à toutes les motos disponibles sur le marché. En revanche, une période transitoire de deux ans est imposée aux 18-21 ans. Ces nouveaux motards devront s'en tenir à des « motocycles d'initiation », machines dont la puissance n'excède pas 25 kW (34 ch) et, pour être tout à fait précis, dont le rapport puissance-poids ne dépasse pas 0,16 kW/kg.

Ce n'est qu'après deux ans d'expérience qu'il leur sera possible d'enfourcher un engin plus puissant ou de faire « débrider » le plus légalement de monde leur moto. Les plus de 21 ans, quant à eux, auront la possibilité de piloter sans attendre des machines dont la puissance ne peut, comme c'est déjà le cas, être supérieure à 73,6 kW (100 ch).

Cyclomoteurs. Un décret prochainement signé instituera un brevet de sécurité routière obligatoire pour piloter un cyclomoteur (moins de 50 cc), entre 14 et 16 ans. En outre, le droit de conduire un engin d'une cylindrée comprise entre 45 et 80 cc (des scooters) est maintenu pour les titulaires de deux ans B (auto) depuis moins de deux ans, à condition que celui-ci ait été obtenu avant juillet 1996.

Une autre génération de scooters

L'un des premiers effets de la nouvelle législation est d'effacer l'offre des constructeurs de scooters dans le domaine des 125 cc. Si Peugeot, un peu à la traîne, ne propose qu'un modèle unique (le SV 125 L vendu 17 890 francs), Suzuki en a trois à son catalogue (dont l'AN 125 à 17 900 francs) et l'italien Piaggio, leader européen du scooter, pas moins de six dont les prix s'échelonnent de 15 900 francs (Vespa PX 125 E) à 21 300 francs pour l'Hexagon. Comme Piaggio, les constructeurs attendent l'arrivée d'une frange nouvelle de clientèle. Le pari des constructeurs n'est pas sans risques : entre un scooter de 125 cc et son petit frère de 80 cc, le surcoût atteint plusieurs milliers de francs et la prime d'assurance s'avère plus onéreuse. Pour quelle contrepartie ?

Au-delà du supplément de puissance, sans grand intérêt pour qui se contente de circuler paisiblement en ville, opter pour un scooter de 125 cc, c'est s'offrir une machine confortable, presque doublée comme cet Hexagon, venturi et à la ligne futuriste. L'Hexagon, en dépit de son prix, est, avec près de 3 000 exemplaires vendus en 1995, le scooter 125 cc le plus vendu en France. Piaggio déploie moins d'efforts pour doper les ventes d'un autre 125 cc, le Sfera, meilleur marché (17 990 francs) et, surtout, plus innovant puisque doté d'un moteur 4 temps. Or l'avenir, assurent les spécialistes, appartient au 4 temps, plus souple et plus silencieux qu'un 2 temps, moins polluant et à la longévité accrue. Aprilia compte sur ces arguments pour

AUTO MOBIL

PUNTO 55 S SP, 95... 38 500 F
TWINGO Clim. 96... 42 100 F
MEGANE RX 96... 79 800 F
106 KID 94... 32 200 F

MODELES EQUIPES
TOUTES OPTIONS :

LAGUNA KID 96... 104 600 F
CYCLADE 2.1 TD... 141 000 F

POUR D'AUTRES
MODELES RECENTS
VOUS POUVEZ NOUS
CONSULTER AU : 42.50.43.00

405 GR 1.8 DA, LVE, CCP,
18 840 km, 67 500 F, 94
306 Style 1.4 Climax,
10 884 km, 83 000 F, 96
106 Midnight Climax, 5 portes
13 713 km, 56 000 F, 95

NEUBAUER - OCCASIONS
☎ (1) 45.19.19 M. Buffetille

Vente de véhicules récents
Faibles kilométrages
Millésime 96
Garantie 1 an ou 12 000 km
Possibilité d'essai ou
financement intéressant

AVIS CENTRE OCCASIONS
5, rue Bixio - 75007 PARIS
(1) 44.18.10.65
Port. 07.84.10.33
Pascal Bonnet

CONCESSION ET AUTOS

ROVER 220 Ti Lux 96
6 000 km... 149 000 F
ROVER 325 Diesel Turbo 96
5 000 km... 125 000 F
ROVER 214 Cab. 96
4 500 km... 115 000 F
☎ 42.51.20.20

PROMO SPECIAL NEUF
provenance CEE 0 km

106 Midnight, 1.4 SP, Clim., + radio
satellite + Pack électrique + P.M.
Prix France : 82 900 F - 80 300 F

AUTRES MODELES - AUTRES MARQUES
DEVIS GRATUIT AU : 42.50.93.52

TOYOTA FRANCE
CENTRE LEXUS

- GS 300
- LS 400
de 92 à 95

Garantie 24 mois
Crédit exceptionnel
Jean Yves PATALANE
☎ 46.13.46.72

CLIO RN 1.9 Diesel
92 - Boite - Vitres teintées
Pneus AV récents
Contr. tech. - 77 500 km.
Prix : 38 000 F
☎ 48.42.98.92 (à partir de 19 h)

GOLF S 60
Airbag - métal - 13 000 km
96 - NA 88 130 F - 22 %

ESPACE CYCLADE 2.1 DT
métal - clim. - toutes options
13 800 km - NA 189 800 F - 23 %

AVIS CENTRE OCCASIONS
(1) 44.18.10.65
Port. 07.84.10.33

- BMW 525 TDS Touring
95, Clim. T.O., 30 000 km
bleu métal.

- OPEL CORSA 89

- MONDEO TD 95 Clim.

- LAGUNA 96

- 605 SRDT Autom. Clim. 95

- FIESTA Diesel 93

Mandat CEE 129/95

CARS CHEAP IMPORT
96, rue Desmoulins - 75015 PARIS
Tél : 45.31.98.00

Particulier vend (cause départ) :

306 D. TURBO LOOK SPORT
95 000 F, impeccable

Airbag, jantes alu., alarme, pto,
anti-démarrage codé, rouge bordeaux
métallisé, dir. assistée, pack ergo.,
vitres élect., intérieur tissu noir/rouge,
année modèle 96, 16 000 km.

Tél : 45.33.84.68 (répondeur)

TOYOTA FRANCE

- SUPRA Biturbo - 96
- RAV GX-VX - 95/96
- PREVIA GL - 96

Jean-Yves PATALANE
(1) 46.13.46.72

Géant
OCCASIONS
GRUPE NEUBAUER

3, bd. Raymond Saint Cyr
75017 PARIS
☎ 45.19.19.19

300 OCCASIONS
TOUTES MARQUES GARANTIES
Notre sélection, cette semaine :

804 SVDT ABS Clim. Radio AM 95	22 480 km
804 SVT ABS Clim. Radio AM 96	9 480 km
804 SVT 2.1 Clim. Radio AM 96	20 348 km
405 Signature TD Clim. Radio AM 96	11 km
405 Break Sillage D AM 96	18 km
306 Style Diesel AM 96	11 965 km
306 XS Clim. Jantes alu. AM 96	12 km
306 XT DT ABS Clim. Radio AM 96	6 982 km
106 Griffe 5 Portes Clim. AM 95	11 050 km
106 XND 5 Portes AM 96	3 035 km

Contactez M. BUFFETILLE

CHACUNE SEMAINE RETROUVEZ
NOTRE RUBRIQUE **AUTOMOBILE**
pour les annonces publicitaires contactez
PARIS GRAVETOT ☎ 42.50.43.00 (1) 44.18.10.65

CULTURE

LE MONDE / MARDI 2 JUILLET 1996

MUSIQUE Elle est arrivée à Manhattan, venue de son New Jersey natal, en 1967: Patti Smith avait vingt ans et l'underground new-yorkais était encore magnifique. Actrice,

peintre, poète, un temps compagne du photographe Robert Mapplethorpe, elle est devenue chanteuse de rock, avec son complice Lenny Kaye. Ils ont fait leur premier album en 1975. Après

des éclipses et des deuils, les voilà de nouveau ensemble. ● **GONE AGAIN**, le nouveau disque de Patti Smith, après huit ans de silence, marque un retour à la vie artistique et

à la vie tout court - elle a quitté Detroit pour regagner New York. En l'écoutant, on se souvient de ce qu'elle disait naguère de sa musique, « trois accords de rock mariés à la puissance

du verbe ». ● **RIMBAUD** fut son premier amour littéraire, et elle a publié cinq recueils de poésie entre 1972 et 1979. Un autre livre sortira en français, à l'automne, aux éditions Tristram.

Le magnifique retour de Patti Smith, rockeuse littéraire

De son apparition, en 1975, à son actuelle tournée, après bien des éclipses et des deuils, la chanteuse androgyne, alliant puissance physique et amour de la poésie, a su garder intact son pouvoir de séduction

ON OBSERVE ces deux pochettes de disque comme le portrait de Dorian Gray. Sur celle de *Horses*, premier album de Patti Smith (1975), le photographe Robert Mapplethorpe a saisi la sensualité androgyne de celle qui fut sa compagne. Sur le fond de mur blanc se détache une silhouette filiforme, une boule de crin noir en désordre, des sourcils épais, un léger duvet au-dessus de lèvres charnues. Une veste noire sur l'épaule. Loin des clichés mignons des chanteuses de l'époque, les yeux fixent l'objectif avec arrogance.

Vingt années plus tard, pour illustrer la pochette de *Gone Again*, premier album de Patti Smith depuis huit ans, Annie Leibovitz a fait reprendre à la poétesse rock cette

Stone. A l'époque, le Factory d'Andy Warhol a fermé ses portes, mais son rayonnement se fait encore sentir dans l'underground new-yorkais. Les genres se mêlent sans a priori.

Actrice, peintre, poète, Patti n'a rien d'une chanteuse avant sa rencontre avec Lenny Kaye. Le guitariste se souviendra toute sa vie de ce moment. « Je venais d'aller voir Vain Victory, une pièce d'avant-garde où Patti jouait un personnage très effronté. Au restaurant, après le spectacle, elle dinait avec Robert. Je me rappelle avoir pensé: « Mon Dieu, c'est l'une des plus jolies femmes que j'ai vues de ma vie. » Mais je ne l'ai rencontrée que plus tard. J'étais journaliste musical et je venais d'écrire dans la revue *Jazz & Pop* un article intitulé « Best of a cappella ». Patti m'a appelé pour me féliciter. Nous avons commencé à nous voir dans le magasin de disques dans lequel je travaillais. Je lui faisais découvrir de vieux disques. Nous sommes devenus amis. Quand elle a fait ses premières lectures à Saint Marks Church, elle m'a demandé si je pouvais l'accompagner à la guitare sur deux, trois poèmes ».

Quelques années avant, le Velvet Underground de Lou Reed avait prouvé que le rock'n'roll pouvait côtoyer la littérature. Longtemps unique (avec son compagne de l'époque, le dramaturge et acteur Sam Shepard, Patti écrit la pièce *Cowboy Mouth*), cette première collaboration donne enfin lieu à d'autres performances qui tendent de plus en plus vers le chant.

« Nous nous apercevions qu'à chaque fois les gens semblaient hypnotisés par ce qu'ils voyaient. Nous avons alors décidé d'essayer de capter cette magie sur un enregistrement ».

Avec un peu d'argent donné par Mapplethorpe, ils produisent en 1974 un single: *Piss Factory/Hey Joe*. Le duo s'entoure d'un second guitariste, Ivan Kral, d'un pianiste, Richard Sohl, et d'un batteur, Jay Dee Daugherty. Le Patti Smith Group publie son acte de naissance en donnant trois semaines de concerts au CBGB, fameux club new-yorkais. Dès le début, il révèle sa fougue, trahie d'abord par une chanteuse hors du commun. La hargne et l'insolence de son phrasé poétique, portées par l'énergie de ses musiciens, retrouvent l'urgence originelle d'un rock qui, à l'époque, avait tendance à s'avachir. Patti Smith fait le lien entre les années baby et la rage punk à venir.

En 1975, *Horses*, leur premier album, sera accueilli comme un chef-d'œuvre libérateur. Lenny Kaye passe en revue une discogra-



trés sur la concision et l'efficacité des morceaux.

Grâce, entre autres, à *Because the Night*, coécrit par Bruce Springsteen, le disque connaît, en 1976, un immense succès. La suite sera la fin d'une époque. « Nous nous sommes retirés à la campagne pour composer *Wave*. Nous voulions un disque plus doux, aux contours plus flous, même si, au bout du compte, des morceaux comme *Frederick* ou *Dancing Barefoot* sont très soigneusement arrangés. On perçoit, en filigrane, que cet album est un disque d'adieu ».

En 1979, le groupe part de nouveau en tournée, mais Patti a le cœur ailleurs. Folle amoureuse de Fred Sohl Smith, l'ancien guitariste du MCS, elle n'aspire qu'à le rejoindre à Detroit. Le 10 septembre, le groupe se sépare après un dernier concert donné à Florence devant 70 000 personnes.

Après son mariage, Patti se consacre à sa vie de famille jusqu'en 1988. On soupçonnera Fred Smith de contraindre sa femme au silence. Patti répondra qu'on peut créer pour le monde, mais aussi pour soi-même. « Très égoïste », le couple sort pourtant de sa retraite musicale le temps d'un cinquième album. Lenny Kaye ne participe pas au disque. L'échec commercial est cruel, mais l'avenir le sera plus encore. Robert Mapplethorpe est mort en 1988. En 1990, Richard Sohl, l'ancien clavier du Patti Smith Group, meurt d'une crise cardiaque à l'âge de trente-sept ans. En 1994, le mari et le frère de Patti Smith meurent coup sur coup. La musique, à nouveau, sera une thérapie.

Lenny, confidant de toujours, l'aidant dans son travail de deuil.

« Nous avons avancé très librement, sans jamais essayer de reconstruire l'ambiance du passé. Nous avons mis à l'écart tout ce qui nous ramènerait au réel. Je lui suis de moitié, elle force mon âme à s'élever ».

Les relations de Patti Smith avec les hommes ont souvent été violentes et passionnées. Lenny Kaye n'a-t-il jamais cédé à la tentation amoureuse? « Bien sûr que je suis totalement amoureux d'elle. Mais notre relation est restée sage, c'est pour cela que nous sommes toujours ensemble. C'est mieux ainsi. Même si, à chaque fois que je la regarde, j'ai le même frisson qu'au premier jour ».

Stéphane Davet

* Patti Smith est en tournée en France. Le 2 et le 3 juillet à l'Olympia, à Paris. Le 5, à Vitrol, Le 6, à Belfort. Le 17, à Salon-de-Provence. Le 18, à Lyon. Le 20, à Carcassonne. Le 21, à Saint-Malo.

En 1974, la hargne et l'insolence de son phrasé poétique, portées par l'énergie de ses musiciens, retrouvent l'urgence originelle d'un rock qui avait tendance à s'avachir

pose. Les yeux sont baissés, cachés par une bataille de mèches poivre et sel. La veste légère s'est muée en un blouson de cuir qui semble peser. Dédie à son mari, Fred Smith, mort en 1994, ce disque aux allures funèbres est paradoxalement un éloquent retour à la vie artistique.

Le 3 juin, à Londres, sur la petite scène de la Serpentine Gallery, Patti Smith donne un concert privé, accompagné des guitaristes du jeune Oliver Ray et de l'éternel Lenny Kaye. Avant de panacher poèmes, anciennes et nouvelles chansons, elle attaque par une lecture de *Piss Factory*, le titre de son premier 45 tours, écrit quand elle avait dix-neuf ans. Passionnée très jeune de peinture et de littérature, elle fait de Rimbaud son modèle. Le rock des Rolling Stones, de Bob Dylan et de Jim Morrison la fait vibrer autant qu'il la réconforte.

Elle quitte son New Jersey natal et débarque à Manhattan en 1967, à vingt ans. Patti vit avec Robert Mapplethorpe, qui deviendra l'un des grands photographes américains contemporains. Elle peint. En 1970, elle écrit de la poésie et des articles pour des magazines rock comme *Creem* ou *Rolling*

phie aussi courte qu'exemplaire.

« Le premier album était plein d'innocence. Nous avions demandé à John Cale de le produire. Nous pensions qu'il nous laisserait beaucoup de liberté. En fait, il était dans sa période *Beach Boys* et voulait nous faire enregistrer un disque très orchestral. Nous nous sommes battus pour réaliser un disque en grande partie improvisé. Un petit poème de trois minutes comme *Birdland* s'est transformé ainsi en un morceau de dix minutes ».

Le deuxième album, *Radio Ethiopia*, sera encore plus expérimental.

« Nous voulions mettre plus en avant notre côté rock dur. C'est notre disque le plus avant-gardiste. Bizarrement, on y trouve aussi des chansons très traditionnelles comme *Ask the Angels*. Radio Ethiopia a été un échec critique et commercial ».

Une grave chute de scène permettra à Patti de réfléchir plus calmement à la suite. Lenny se rap-

pelle avec précision cet accident.

« Les concerts de cette tournée devenaient de plus en plus hystériques. Au cours d'un morceau, Patti tournait comme un derviche et s'amusait à défier Dieu. Un soir, elle est

tombée et s'est cassé plusieurs vertèbres. Nous ne pouvions aller plus loin dans le sens de l'explosion. Nous nous serions détruits. Easter, le troisième album, est le fruit de ce constat. Nous nous sommes concen-

Ivan Kral, le guitariste oublié

Des musiciens survivants du Patti Smith Group, Ivan Kral est le seul à ne pas avoir été convié à l'enregistrement de *Gone Again*. Ce fin guitariste avait pourtant coigné plusieurs titres des quatre albums de la formation, notamment l'obsédante mélodie de *Dancing Barefoot*. Employé d'abord par Apple Records, la société appartenant aux Beatles, le jeune homme s'est illustré ensuite à la six cordes, accompagnant, outre Patti Smith, Iggy Pop, Debbie Harry ou John Cale. Alors que Lenny Kaye le considérait comme l'élément le plus rock du groupe, Patti a dit de lui: « Son profil nous convenait parfaitement, car nous étions tous un peu marginaux, et nous nous sentions décalés par rapport aux courants dominants de la société. Comme Ivan était un authentique étranger, il cadrait bien avec notre réalité ».

Si la chanteuse ne l'a pas invité à participer à son disque, elle a accepté de participer à *Nostalgia*, l'album solo du guitariste. Écrivant même deux titres avec lui.

Un chant mordant et fier comme au premier jour

EN 1988, *Dream of Life*, le disque du premier retour de Patti Smith, se nourrissait de sentiments pulsibles et de bonheur conjugal, loin de l'insolence qui alimentait ses albums précédents. On y trouvait quelques belles chansons (*People Have the Power*, *The Jackson Song*), mais un choix de production donnait malheureusement à sa voix une brillante trop bête. *Gone Again*, morceau-titre d'un nouvel album fruit de ses déchirements, attaque une entrée martiale qui n'est pas sans rappeler la façon dont *Till Victory* introduisait *Easter*. Son chant, mordant et fier comme au premier jour, nous réconcilie aussitôt avec la grande dame du rock américain.

On se souvient à l'occasion de la déduction qu'elle donnait de sa musique: « Trois accords de rock mariés à la puissance du verbe ». Cette chanson et *Summer Cannibals*, l'autre envolée tonique du disque, sont consignées par Fred Smith, le défunt mari, qui prouve d'outre-tombe que son surnom de « Sonic » au sein du MCS (groupe historique du rock extrême) n'était pas usurpé. En 1968, Fred s'était frotté,

très jeune, au vampirisme de la gloire et de la fortune. Cette expérience et son amertume lui avaient dicté le texte de *Summer Cannibals*.

« Trois accords de rock mariés à la puissance du verbe »

D'autres brûlures ont inspiré le reste de l'album. Marquées par le deuil, ces chansons introspectives portent en elles autant de douleur que de sagesse. Bien qu'aide par quelques vieux compagnons - Jay Dee Daugherty, Tom Veraine, John Cale - et de jeunes admirateurs comme Jeff Buckley, l'ami-guitariste-producteur Lenny Kaye a privilégié l'intimité de la guitare acoustique. Le folk et la country sont des idiomes qui conviennent mieux que le rock à cette noirceur hivernale.

Les vers traversés sont parfois acides. Sur *About a Boy*, dédié à Kurt Cobain, autre victime des

« cannibales de l'été », une trame rêche et squelettique témoigne de la désolation. *Wing et Frigates* ont l'opacité de blues antédiluviens. Mais le chagrin et cet amour perdu ont aussi dessiné des courbes plus douces. Caresse par un violoncelle, la mélodie de *My Madrigal*, une chanson enregistrée à l'anniversaire de la mort de Fred, est d'une bouleversante délicatesse.

Si la seconde moitié du disque est d'une austérité un peu répétitive, on admire un phrasé qui ne cède jamais aux sanglots. Souvent, sa sèche dignité évoque le débit acide d'un Bob Dylan (dont elle reprend par ailleurs *Wicked Messenger*). La morgue des débuts a gagné en spiritualité sans perdre en caractère. Morceau final, *Paradise Real* est un adieu poignant. « Un arc-en-ciel apparaît, on dirait un sourire venu du paradis. Chéri, je ne peux m'empêcher de penser que ce sourire est le tien ».

S.D.

* *Gone Again*, 1 CD, Arista 74321 38474 2. Distribué par BMG.

Un goût de l'écrit qui ne se dément pas

DIFFICILE d'écrire des protest songs sans se bercer de mots, sans en jouer, sans les aimer. Alors, de Bob Dylan (trois livres chez « 10/18 »: *Blonde on Blonde*, *Tarantula* et *The Times they're a-changing*) à Leonard Cohen (deux titres chez « 10/18 »), *The Favorite Game* et *Mort d'un séducteur*, John Lennon (*Éclats de ciel par où-entre aux éditions du Rocher* et *En flagrant délit*, Laffont) ou Lou Reed (*Parole de la nuit sauvage*, « 10/18 ») et Patti Smith, ils ont été nombreux à succomber avec plus ou moins de réussite à la maladie de l'écriture.

Comme le déclarait Lou Reed dans le numéro spécial vingtième anniversaire (novembre-décembre 1987) du célèbre magazine *Rolling Stone*: « J'ai toujours eu envie d'écrire "le" grand roman américain. Et je voulais que les chansons de rock en soient le support ».

Patti Smith a découvert Rimbaud, son premier amour littéraire, chez un bouquiniste: elle avait acheté le livre parce qu'elle trouvait que « le type de la couverture ressemblait à Dylan » et, toute sa vie, elle lui est restée fidèle, le ci-

tant à tout bout de champ. Un de ses premiers poèmes lui est consacré. Elle a publié cinq recueils de poésie entre 1972 et 1979 (une anthologie, en anglais, éd. Norton, 1994, rassemble des textes en prose et en vers sous le titre *Early Work*, et, en français, on peut encore trouver *Babel*, Christian Bourgois, et *Flowers*, éd. Schirmer-Mosel). Elle a également écrit une pièce de théâtre en collaboration avec Sam Sheppard, *Cowboy Mouth*, en 1972, et un recueil de nouvelles, *Wool Gathering*, en 1993.

HOMMAGE À MAPPLETHORPE

Au mois de mai, les éditions Norton ont publié *The Coral Sea* (La Mer de corail), qui est actuellement en cours de traduction et sortira en français chez Tristram, en octobre, tiré à 3 000 exemplaires, avec une photographie entièrement refaite - et ce ne sera pas un mal -, dans un format proche du livre d'art, pour laisser place au texte comme à l'image. Il coûtera environ 130 francs, le prix d'un disque. Cet ouvrage est un hommage à Robert Mapplethorpe,

le photographe mort du sida à quarante-trois ans, avec qui Patti Smith a vécu à son arrivée à Manhattan. Une vie, une amitié. Il est l'auteur des photos des pochettes de ses disques et elle a choisi celles, très douces, de ce livre.

Le travail de Mapplethorpe est vite devenu plus implacable, plus violent, plus rageur, autoportraits ou cruels tableaux vivants d'un esthétisme sado-masochiste, exotique, dandy. Rimbaud, encore, n'est pas loin, et sa *Saison en Enfer* où la syphilis sert de révélateur des morts annoncées - comme le sida aujourd'hui. Patti Smith en a forcément été consciente, elle le sait, les aime trop tous les deux, Arthur Rimbaud, Robert Mapplethorpe, pour ne pas les lier. Même si un peu de mélo sucre trop sans doute la fin du périple de ce « voyageur M » sur la mer de Corail. Patti Smith signe sans doute là le plus fort de ses livres, y glissant entre chaque ligne, chaque mot, l'infini de sa tristesse et de sa tendresse mêlées.

Martine Silber

L'esprit d'Ella swingue au Calvi Jazz Festival

Quatre chanteuses, quatre cuivres, une rythmique à toute épreuve : un puissant « hommage » dirigé par Olivier Hutman

CALVI
de notre envoyé spécial
Le regard d'Ella Fitzgerald - ses yeux en treize tableaux (par Marc Taraskoff) - indique sur la jetée la direction de l'événement, le 9^e Calvi Jazz Festival, du 22 au 29 juin. Quinze musiciens et chanteuses en scène, vendredi, pour un « Hommage à Ella » préparé à la hâte, ce n'est pas évident. Pas un bookmaker sérieux n'aurait misé (trop) gros. C'est le piège type, la situation à la mode. Erreur. Ce serait sans compter avec le maître d'œuvre qui a pris l'affaire au sérieux, Olivier Hutman, pianiste et compositeur. Sur la nappe du restaurant, à quelques minutes du concert, il termine les arrangements.

Il y a eu dans cette aventure plus de fraîcheur, plus de musique, plus de justesse que dans un été de festivals. Quelque chose a pris. On mettrait la troupe dans un car, prête à écumer les plages et les chapiteaux, rien ne serait joué. C'est le jazz, le génie du lieu et l'accident heureux des inconnus.

On n'a vu personne tirer la couverture à soi. Même pas Daniel Huck (saxophoniste, chanteur), qui sautait faire le pitre avec la modestie d'un grand clown. Si cette chose était arrivée aux Djangos d'or, en lieu et place de la farce sinistre qui s'y est produite, on aurait eu droit à cette gaieté bouleversante. Mais elle ne peut pas arriver à la télévision.

Donc, à l'avant-scène, Michèle Hendricks (kaï bass), Anne Ducros, Florence Toul et Judy Niemack (étonnantes), dans un parfait exercice de scat et de précision. Seule voix d'homme,

belle présence, Marc Thomas. Aux saxophones, Huck, Lionel Belmont et Yannick Rieu (promesse du Québec); deux trompettistes, Flavio Bolto et Claude Egea; J.-F. Privitz (guitare), Salvatore La Rocca (bassiste belge, belle école) et Charles Bellonzi (batterie), pour la rythmique, sous la houlette d'Olivier Hutman, qu'on a vu alterner en plein solo, « comme avant », sans solution de continuité, avec Georges Arvanitas. Soit, la garde montante, bouillonnante (Belmont, Rieu), solidement encadrée par des joueurs de champ.

Sur la nappe du restaurant, à quelques minutes du concert, il termine les arrangements

Pour le principe, on revient aux fondamentaux, les standards, l'esprit d'Ella, ses airs fétiches (*Alr Mail Special* en ouverture) exposés dignement, en toute loyauté. L'entraîneur, les bonheurs, cette folle concertée qui s'est mise à monter, c'est ce qui arrive, ou qui n'arrive pas. A Calvi, ce soir-là, cela s'est passé. Et comme un signe, un péage, Les Kontz est apparu, barbe blanche et regard doux, cinquante ans de musique au sommet, fragile au début, comme toujours, vacillant et soudain dans la musique, au fond. Pour les beaux yeux d'Ella?

Francis Marmande

Montpellier-danse célèbre les « seventies » et tient à l'écart la création actuelle

« Fruits », de Catherine Diverrès, est l'objet d'une injuste controverse

Le festival Montpellier-Danse, qui se termine dimanche 7 juillet, s'est tourné cette année vers l'histoire du minimalisme américain des an-

nées 70 et de ses pièces emblématiques. Ce goût subit pour le passé, cette manière de chercher la reconstitution de ballets anciens plus que la

réinterprétation, sonnent comme une réaction et dissimulent mal un manque d'intérêt pour la création d'aujourd'hui.

TROP, c'est trop ! Certes on s'attendait que la reconstitution par le *Quatuor Kaust de Continuous Project* d'Yvonne Rainer et de *Satisfy My Lover*, de Steve Paxton, pièces emblématiques des années 70, fut un événement (*Le Monde* du 27 juin). On ne pensait pas pour autant assister à une « messe ». Un tel désir d'histoire, louable, nécessaire, devient néanmoins suspect quand il apparaît, indirectement, comme un désaveu de la création actuelle, ou plutôt comme un inconscient, pour éviter d'en parler. Qu'importe qu'Yvonne Rainer ne soit plus chorégraphe, mais cinéaste ! Qu'importe que la danse de Steve Paxton ait évolué en trente ans ; tous les discours, tous les débats revenaient en boucle à ces fameuses années 70, « à leur liberté, leur sens de la démocratie, à leurs inventions formelles, minimalistes ».

Une obsession sonnant comme une réaction. Le talent des deux artistes américains n'est pas en cause. Frances-Therese, encore aujourd'hui rebelles à l'ordre établi, quelque peu éberlués d'être acclamés en idoles des *seventies*, ils ont joué le jeu avec fair-play, assez fins pour comprendre rapidement qu'ils cristallisaient soudain une ambiguïté qui les dépassait. A mi-voix, Yvonne Rainer disait qu'il est peut-être mieux fallu, au bout du compte, choisir de rendre hommage à un chorégraphe mort plutôt qu'à elle. Et Steve Paxton conseillait, à l'issue d'un débat, qu'on reprenne son *Satisfy My Lover*, construit autour de l'idée de la marche, sans y adjoindre forcément son nom. A soixante ans passés, ces deux esprits libres, à résonance libérale, résistent à cette tentative d'« empalle-

ment ». Steve Paxton avait pourtant très envie de parler du présent. De son présent d'artiste de soixante ans. Il dansait les 27 et 28 juin, au Théâtre de Grammont, avec Lisa Nelson, une création ironiquement intitulée *Excavations Continued* (Les fouilles continuent). Sa pièce n'a suscité aucune question, seulement une admiration inconditionnelle. Avec en arrière-fond, comme une sorte de reniement de la danse contemporaine, telle qu'elle s'est développée, théâtrale, en France, en Europe. Paxton, le cheveu court, polaire et sel, est l'inventeur du « contact-improvisation » : une danse fondée sur les techniques des arts martiaux. L'énergie, l'humour, la vitesse des corps qui entrent en contact défilent la chorégraphie. Le chorégraphe se voit tel « un chercheur, dont chaque création remplit le rôle de la publication universitaire ». Il préfère privilégier l'enseignement, la démonstration.

Au début des années 80, on avait découvert Steve Paxton - il dansait déjà avec Lisa Nelson - au Centre américain, à Paris. Sa danse-contact ressemblait alors à du close-combat. Les corps rebondissaient sans cesse, se cherchant sans relâche. Lisa Nelson, petite, nerveuse, se mesurait avec vaillance à l'énergie masculine. Quinze ans après, Paxton a conservé à son mouvement la même impulsion, à cette différence près, qu'il n'est pas nu : les corps, au lieu de rechercher l'engagement, s'évitent, se contournent. L'énergie n'est pas dispersée, mais reste homogène, passant d'un corps à l'autre sans qu'ils se touchent. Ou si peu. Une espèce de « contact-improvisation » virtuel. C'est la danse de la sagesse, du

« à quoi bon ». C'est drôle. C'est la danse et la philosophie d'un homme qui a bien vieilli. Dans *Excavations Continued*, il s'arrête, regarde le paysage, s'assied sur un des menhirs qui forment le décor (signé par Richard Nonas), joue à monter une barrière, rate son coup, jardine. On admire l'incroyable liberté de ton, la science du mouvement, l'agilité du torse. Mais la force de Paxton, pour ce qu'on en connaît, tient davantage à cette recherche expérimentale qu'il livre régulièrement au cours des stages qu'il anime. Un peu comme un Foucault, un Deleuze, venant à Vincennes, ou au Collège de France, apporter, chaque quinzaine, le résultat de leur réflexion en gestation.

Ceux qui glorifient Yvonne Rainer aujourd'hui n'auraient sûrement pas compté parmi ses supporters il y a vingt ans

Comment expliquer un tel refus de *Fruits* ? Catherine Diverrès, installée au Centre chorégraphique de Rennes, présente sa création, les 28 et 29 juin, à l'Opéra-Comique. Elle a reçu une volée de bois vert. Cette chorégraphie exige seulement du public la même attention, la même disponibilité, qu'une pièce d'Yvonne Rainer. Pas plus, pas moins. C'est là le paradoxe de *Montpellier-Danse 1996* : ceux qui glorifient aujourd'hui Yvonne Rainer n'auraient sû-

rement pas compté parmi ses supporters il y a vingt ans ! *Fruits* est une œuvre. Une grande réussite esthétique. Daniel Jeannetteau, scénographe du metteur en scène Claude Régy, Alain Neddam, ont assisté une chorégraphie qui a cherché, cette fois-ci, à ouvrir sa danse, à la détendre.

Archaïque, violente, proche du sacrifice, de l'offrande, peuplée de créatures somnambules, qui interprètent le pire comme en dormant, la danse de Catherine Diverrès ne pouvait se métamorphoser qu'en donnant du temps au mouvement, qu'en l'étirant. La pièce dure deux heures : la belle affaire ! Bob Wilson, Pina Bausch, n'ont jamais essayé de faire tenir leurs spectacles dans un temps prédéterminé. Ces deux heures sont nécessaires pour que le mouvement, souvent violent, se détache des corps, se dilue dans l'espace. La violence ainsi devient la forme même de la pièce. Elle est partout, impalpable, émue. Le corps est à la fois présent et ailleurs, parfois totalement immobile. *Fruits* est d'une sophistication toxique.

Catherine Diverrès est une adepte du regard flottant, comme on le dit de l'écoute. Tout le reste du regard sans jamais le forcer. La trace du geste, la couleur des robes, un scintillement au sol, la poésie de Hölderlin hachée dans le souffle et le mouvement. Le violon, les voix d'enfants. Dans *Fruits*, c'est sa propre violence que la chorégraphie s'est attachée au corps. Pour la première fois, elle ne danse pas. Elle regarde ses danseurs, tous nouveaux, venus du monde entier, élégants, dépeçer soit être sur scène.

Dominique Frérot

Trois mois berlinois à Paris

Cent vingt films pour tracer le portrait d'une capitale

PORTRAITS DE BERLIN. Du 2 juillet au 6 octobre 1996 à la Vidéothèque de Paris, nouveau forum des Halles, porte Saint-Eustache, 75001 Paris (44-76-62-00)

Compte tenu de l'affinité électorale qui existe de longue date entre le cinéma et la ville, on peut entretenir l'espoir que de cette imposante rétrospective berlinoise jaillira quelque chose qui ressemble à une histoire. Peut-être une histoire de la ville. Plus sûrement, une histoire de cinéma. La Vidéothèque de Paris, en collaboration avec le Goethe Institut, esquisse, pendant trois mois, le portrait de Berlin, future capitale de l'Allemagne réunifiée, à travers cent vingt films couvrant un siècle de cinéma. Lors de la soirée d'ouverture (mardi 2 juillet à 18 h 30), sera projeté en avant-première mondiale un film de Wim Wenders réalisé avec les élèves de l'école de cinéma de Munich en hommage aux pionniers du septième art allemand, les frères Skladanowsky.

La soirée d'ouverture, en programmant à la fois les premières vues des frères Skladanowsky et le film de Wim Wenders qui leur est consacré, fixe comme le début et la fin (ouverte) de ce grand film nommé Berlin. Nati de la ville - il a vu le jour en 1863 -, Max Skla-

danowsky fabrique avec son frère Emil sa première caméra en 1892. Trois ans plus tard, le 1^{er} novembre 1895, ils font breveter un projecteur de leur invention, le Bioscope, et organisent le jour même une projection payante au Wintergarten de Berlin, un théâtre de variétés. Le spectacle, qui tiendra l'affiche jusqu'à la fin du mois, dure quinze minutes, et comprend neuf films, parmi lesquels *La Barre fine comique*, *Le Kangourou boxer*, ou la très belle *Danse serpentine*. Sans doute le Bioscope était-il techniquement moins performant que le Cinématographe des frères Lumière. On n'en doit pas moins à la vérité de rappeler que les Skladanowsky ont brûlé la politesse aux frères Lumière en organisant la première projection publique payante en Europe. La séance « historique » du Grand Café des Capucines sortira de l'histoire deux mois plus tard, le 28 décembre. En 1896, Max Skladanowsky produit une deuxième série de films. Parmi ceux-ci : *Berlin Alexanderplatz*, *La Parade de la garde Unter den Linden*, et, déjà, à travers *Tivoli*, une joyeuse bande ou *Rencontre comique*, des saynètes qui penchent vers la fiction.

Bien des fictions et des désastres plus tard, Wenders et les étudiants de l'école de cinéma de Munich revisitent l'œuvre de ces pionniers

dans le style et avec une caméra à l'époque, et le sient d'un jeu de mots : *Les Lumières de Berlin*. Sous ses allures enjouées et naïves, le film est cependant bien davantage qu'un hommage de circonstance. Tout en utilisant subtilement les procédés anciens et modernes du langage cinématographique, il pare la reconstitution biographique des charmes de la fiction, et suggère en contrepoint la problématique de son épuisement aujourd'hui. La perte d'une certaine innocence du regard est ainsi représentée par une série de champs-contre-

champs où la fille de Max Skladanowsky, bientôt centenaire, apparaît en couleurs et l'équipe qui la filme en noir et blanc.

Conçu comme un « ciné-concert », dont la réalisation a été confiée à Daniel Renard, l'accompagnement musical du film, condensé par la circonstance, est assuré (avec talent) par la formation de Laurent Petitgand, compositeur familial du cinéaste. De l'ensemble du spectacle, se dégage quelque chose comme une tristesse joyeuse.

Jacques Mandelbaum

Le treizième numéro de la revue « Egoïste » sous le regard de Richard Avedon

TOUT LECTEUR d'*Egoïste* apprend à être patient. Privé de cette revue inclassable pendant plus de trois ans, il peut enfin se plonger dans le treizième numéro, ou plutôt les deux tomes qui le constituent. Ce double objet réunit l'acheminé de son succès : grand format, tout en noir et blanc, papier épais, pages non reliées, impression impeccable, maquette élégante, savants dosages en tous domaines, choix guidés par les convictions de Nicole Wisnizak - directrice, conceptrice du projet comme des publicités -, le tout porté par quelques auteurs et photographes de renom. Le prix n'a pas bougé (200 F), le tirage non plus (35 000 exemplaires).

Quoi de neuf, donc, chez *Egoïste* ? L'influence toujours plus grande du photographe Richard Avedon. C'est lui qui a réalisé les deux couvertures - l'actrice Uma Thurman et le Cirque du soleil -, lui qui a tiré le portrait de Juliette Binoche pour Lancôme, de l'écritain Bernard Frank, de l'actrice Sharon Stone montrant son nombril, lui qui arrive à faire jaillir des choses inattendues, comme ce tire qui éblouit le metteur en scène Luc Boudry. Lui, enfin, qui délivre une leçon pédagogique

de mode en vingt-quatre pages. Et Avedon de dire, ce qu'il ne cesse de rappeler à tous ceux qui violent dans les images de mode féroce et genre *minimé* : « la mode n'est pas le reflet passif de l'époque, elle est l'effet rétrograde du temps ».

Richard Avedon a réalisé soixante-huit pages d'*Egoïste*. Son influence se fait également sentir quand il tire le portrait des frères John et Charles Saumarez Smith - le second étant le directeur de la National Portrait Gallery de Londres, qui a accueilli sa rétrospective en 1995. Ou dans la publication troublante de gros plans de bébés, par Amy Arbus, où l'on sent la marque de sa mère, Diane Arbus, photographe géniale, disparue en 1971.

Avouons que tout n'est pas mémorable dans la production du maître américain, notamment le reportage sur le Cirque du soleil. Mais il donne quatre bonnes raisons d'acheter cet opus 13 : un texte superbe sur le portrait photographique à partir de sa célèbre prise de vue avec Henry Kissinger ; le portrait de Daniel Cohn-Bendit, porté par un texte tonique de Philippe Sollers ; Salman Rushdie,

comme statué dans un imperméable noir. Et puis il y a ce portrait de Marguerite Duras, « petite fille » photographiée en 1993, pour ses soixante-ans-neuf ans, sourde d'enfant qui a fait une bêtise.

Richard Avedon porte une publication qui accueille d'autres photographes, hélas peu à la hauteur. L'inévitable Karl Lagerfeld joue au reporter, Max Vadukul est anecdotique ou maniériste, François-Marie Banier un peu ennuyeux, Daniel Jouanneau délivre ses énièmes natures mortes impeccables, Bettina Rheims s'est assagie.

Les publicités n'emportent plus l'adhésion. Alors que, dans les années 80, elles traduisaient un art de vivre, elles apparaissent dorénavant comme un exercice de style un peu vain face à la dureté des années 90. On peut comprendre Nicole Wisnizak, fidèle à une équipe et à son projet, et dont l'obstination a fait le succès d'une revue. Mais il se dégage de ce numéro 13 un côté académique et un brin convenu. Le zozzle a changé, la photographie aussi, et *Egoïste* fait semblant de l'ignorer.

Michel Guerrin

NOUVEAU FILM

T-REX

Film américain de Jonathan Demme. Avec Whoopi Goldberg, Armin Mueller-Stahl, Richard Roundtree (1 h 40).

C'est une comédie policière qui repose sur le classique ressort du tandem, aussi disparate que possible, que vient d'imaginer Jonathan Demme. D'un côté, une humanoïde noire répondant au nom de Coltrane (Whoopi Goldberg), de l'autre Théodore Rex, un clone de dinosaure, emporté et à l'occasion pétomane. Soit une double référence immédiate : celle de la néo-comédie américaine, via Whoopi Goldberg, et celle de la série télévisée *Dinosaures*, de Jim Henson, à travers le monstre humanisé. Un scénario totalement inepte lance le couple mixte dans une enquête consécutive au meurtre d'un dinosaure. La piste les mènera jusqu'à un écologiste fou, l'énigmatique citoyen Kane, dont le projet est de se rendre maître du monde. Cette trame très superficielle est prétexte à une accumulation d'emprunts à divers classiques de la science-fiction, dont on ne sait s'ils relèvent de la parodie ou d'un kitsch qui s'ignore. Cela donne un film de synthèse sans effet numérique, mais en carton-pâte intégral. Signé par un réalisateur qui pourra peut-être inspirer un jour un hommage comparable à celui rendu par Tim Burton à Ed Wood.

Jacques Mandelbaum

DÉPÊCHES

LITTÉRATURE : rencontres avec Umberto Eco à Cerisy. Depuis samedi 29 juin et jusqu'au 9 juillet, l'œuvre d'Umberto Eco fait l'objet de rencontres au Centre culturel international de Cerisy-la-Salle (Manche), en présence de l'auteur. Organisées par Paolo Fabri et Jean Petitot, elles rassemblent notamment des sémioticiens, des historiens, des philosophes et des traducteurs, parmi lesquels Moshe Idel, Maurice Olender, Jacques Le Goff, Jean-Noël Schifano. La conférence de clôture, prononcée par Umberto Eco, aura lieu le 9 juillet au matin. Renseignements au (16) 33-46-91-66.

MUSIQUE : Johnny Hallyday et Michael Bolton chantent en duo. Les deux hommes ont enregistré (pour Columbia) séparément : Bolton dans le Connecticut, aux États-Unis, où il habite ; et Hallyday aux studios Criteria, à Miami. La chanson est une adaptation d'un classique des années 70 de Johnny Hallyday, *Requiem pour un fou*. Ce duo a pour but de faire mieux connaître le chanteur américain en France et Johnny Hallyday outre-Atlantique (il se produira en novembre à Las Vegas). Par ailleurs, *Déraciné*, le premier volume de l'autobiographie de Hallyday (elle en comportera trois), sort lundi 1^{er} juillet aux éditions Michel Lafon.



« Nous privilégions le renouvellement des publics »

nérale, plus fédératrice. Jacques Santamaria, directeur des programmes, travaille donc au retour d'émissions plus construites, plus élaborées, avec des programmes plus fédérateurs. Les émissions dites «phares» demeurent : «Le Masque et la plume», «Le Jeu des 1 000 francs», «La Tribune de l'histoire», «La bas, si j'y suis». La prochaine grille comptera plus d'émissions culturelles qu'aujourd'hui : outre un magazine quotidien, une émission historique quotidienne sur le XX^e siècle, un magazine hebdomadaire sur le théâtre, une émissions scientifiques (totalement absente aujourd'hui), un programme consacré à la science-fiction. Enfin, j'entends donner un nouvel élan à la création radiophonique : dès janvier 1991, on pourra entendre un feuilleton quotidien sur l'antenne de France-Inter.

— Quels sont vos projets pour



le numérique ?
 « Si le numérique a du succès auprès du public, nous pourrions réaliser des radios thématiques en descendant nos radios actuelles. Faire, par exemple, un France-Culture scientifique, un France-Culture littéraire, un France-Musique lyrique, un France-Musique rock, un France-Info économie, un France-Info sports... Et pourquoi pas une chaîne de rediffusion pour faire connaître les grandes richesses de notre patrimoine radiophonique ? »

**Propos recueillis par
 Véronique Cauché**

Radio

France-Culture

19.33 Perspectives scientifiques
Les herbiers du Muséum (1)
Cécile de Rudder, Jean Ralston
20.00 **20.00 Georges Izard et Marie-Agostini. Esquisses d'une œuvre (1).**
20.30 **20.30 L'Histoire en direct.**
Fredrik Colander : histoire d'un sam. Avec Alice Marthe Jean-Michel Vaguey, Paul Lederman, Konrad Boutsier
21.30 **21.30 Fiction.**
Le dernier des Marci Marcel Marci les Contes parapsychiques, de Guy de Maupassant : Histoire d'une fille femme / Tourné
22.40 **22.40 Accès direct.**
Jean Clair, au Centre d'Art Contemporain de la Fondation Hergott, commissariat de l'exposition Jean-Louis Scheller.

France-Musique
19.05 L'Été des festivals.
En direct. Les échos des
festivals de France-Musique,
Paris.
19.30 France-Musique l'été.
20.00 Festival
de J. S. Bach.

22.15 Concert.
Donné le 7 juin, Salle Pleyel.
Musique, par l'Orchestre
philharmonique de
Radio-France, dir. Mark
Jandelli : *Cygnets de Bizar,*
Maurice Strakosky.

0.05 La route des vases. *Quatuor*
classique de veillée, par le groupe
Karlmeitl (concert donné le 34 mai
à la salle Olivier-Messiaen, à Paris).
France 4.00 Les Nuits de France.

Radio-Classique

20.40 Les Sotirées
de Radio-Classique.
Hans von Bulow. Les Préludes
de Liszt, par l'Orchestre
philharmonique de Berlin, dir.
Herbert von Karajan; La Mort
d'Isoide, de Wagner, par

Box. Film de Edouard Molinaro C

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles :

- ◆ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia »
- On peut voir.
- Ne pas manquer.
- Chef-d'œuvre ou classique.
- ◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Les programmes complets du radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles :

- Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
- On peut voir.
- ■ Ne pas manquer.
- ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
- ◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Le réveil des virus

Arte enquête sur les apparitions du virus Ebola avant de se pencher sur les réactions individuelles et institutionnelles face au sida. Une remarquable soirée thématique

NOUVEAUX VIRUS, maladies émergentes, nouveaux fléaux... Il y a un demi-siècle, Charles Nicolle, l'un des plus brillants disciples de Louis Pasteur, avait tout dit ou presque. Il affirmait déjà que l'éradication de certaines maladies était un objectif réalisable (ce fut le cas avec la variole), mais que l'insouciance individuelle, une discipline personnelle incomplète, une organisation sociale déficiente, l'indifférence des pouvoirs publics et des Parlements seraient autant de freins à de réels progrès dans le champ de la santé publique.

« Il y aura donc des maladies nouvelles, prévoyait le bactériologiste. C'est un fait fatal. Un autre fait fatal est que nous ne saurons jamais les dépister dès leur origine. Lorsque nous aurons notion de ces maladies, elles seront déjà toutes formées, adultes, pourrui-on dire. Elles apparaîtront comme Athéna parut, sortant tout armée du cerveau de Zeus. » Etait-il déjà trop tard pour entendre ce message prophétique ? Les virus, et tout particulièrement les nouveaux virus auxquels Arte consacre une remarquable soirée thématique, sont, avec l'épidémie de la « vache folle », l'une des meilleures illustrations des propos de Charles Nicolle.

Ces micro-organismes, fragments d'informations génétiques, peuvent parasiter l'ensemble du monde vivant. Captant et tournant le métabolisme de leur hôte, ils peuvent au choix vivre en harmonie avec lui ou, au contraire, le détruire en quelques heures, en quelques semaines ou en quelques années.



Les plus immédiatement redoutables pour l'espèce humaine sont les virus responsables des fièvres hémorragiques, comme celui d'Ebola, du nom d'une rivière zaïroise sur les rives de laquelle il est apparu pour la première fois, voilà trente ans. On redécouvre le virus d'Ebola à échecs plus ou moins réguliers, en différents points de l'Afrique. Comme à Kikwit au Zaïre, en mai 1995, où il tua plus de deux cents personnes en quelques jours. En janvier dernier, on le signale au Gabon. Chasseurs de virus, le documentaire de Denis Chegaray, montre la collaboration médicale et

scientifique internationale face à l'émergence d'un tel virus, meurtrier autant que mystérieux.

Mais les nouveaux virus ne sont pas qu'affaires de médecine et de science. L'épidémie de sida a montré, à l'envers, à quel point les fragments d'informations génétiques transmis par le sang ou via les relations sexuelles peuvent bouleverser les rapports au sein de l'espèce humaine. Offrant fort heureusement la parole au professeur Peter Piot, responsable de l'agence de l'ONU chargée de la lutte contre le sida, Hugues Darnois et Hélène Cadere, réalisateurs de *Vis-à-vis du mal*,

ouvrent la porte d'un hôpital où la société suédoise a jugé nécessaire d'isoler les personnes séropositives tenues « irresponsables » et susceptibles de transmettre leur mal.

Où, ici, situer la frontière entre le moralement inacceptable et le biologiquement nécessaire ? La question est au cœur d'un tel phénomène épidémique dès lors qu'on ne dispose — comme presque toujours avec les virus — d'aucune panacée.

On retrouve cette interrogation dans *La Maladie de Hambourg*, une fable écrite en 1978 par Peter Fleischmann, Otto Jägersberg et Roland Topor. Un nouveau virus, amené par des marins turcs, sévit à Hambourg. Dans toute la ville, des cadavres sont retrouvés recroquevillés en position fœtale. Le nouveau mal frappe tous les habitants, les jeunes comme les vieux, les pauvres, les riches, les marginaux ou les médecins. Il s'étend à la région environnante. Les autorités tentent de juguler l'épidémie en transférant dans des camps de quarantaine tous ceux qui ont été en contact avec des malades. Certains s'échappent et s'enfuient vers la Baie. Face au fléau grandissant, les pouvoirs publics mettent en place des « légions de normalisation ».

Peu après le tournage de ce téléfilm, un autre virus se réveille sur les rivages californiens du Pacifique. Adulte déjà armé, le sida était né.

Jean-Yves Nau

★ Thème : « Le Retour des virus », 21 h 45.

Le voleur d'image

par Agathe Logeart

QUI SAIT qui sont ces passants qui passent ? Ils marchent à petits pas comptés ou à grandes enjambées pressées. Un œil à droite, un œil à gauche, ils se faufilent entre les voitures, lèchent de l'œil une vitrine, s'arrêtent au kiosque à journaux, descendent l'escalier du métro, s'arrêtent pour une mousse à la terrasse du bistrot, ou attendent que les sous-coups volants du manège finissent de tourner. Ils sont les passants qui passent, ces inconnus entrecroisés aussitôt disparus, leurs rêves et leurs chagrins en bandoulière. On emporte leur image avec soi comme un inutile bagage. Il faut pour entendre le son de leur voix, ou un hasard ou une idée un peu folle pour que l'image se fige et que quelque chose se passe entre ces gens qui se croisent et jamais ne se rencontrent.

L'idée de Louis Malle était bien un peu folle. Passer dix jours, sur un coin de trottoir de la place de la République à Paris, avec une caméra légère. Et aller vers ces inconnus, à moins que ce ne soit eux qui viennent à lui, attirés par la caméra-prétexte à la rencontre. C'était en 1974. Les enfants ont grandi, les très vieux sont morts. Les jeunes filles en fleur ont dû fuir. Les policiers portaient des képis et des gilets blancs. Louis Malle est mort.

Place de la République, que diffusait Planète, est un drôle d'objet, du temps où, lorsqu'ils voyaient une caméra, les passants ne pensaient pas d'abord que c'était pour un jeu, et qu'il y aurait peut-être

quelque chose à gagner. Il n'y avait rien du tout à gagner, juste de petits moments à vivre, où le cinéaste demandait aux gens s'il y avait un bout de vie qu'ils aimeraient raconter, un fardeau qu'ils voudraient poser sur ce coin de trottoir où d'ordinaire ils passent claquements dans leur solitude.

Il y a ce monsieur qui enlève son chapeau, comme pour saluer l'objectif et mieux prendre la pose. Il dit qu'il est cinéaste, lui aussi. Mais sa voisine de trottoir sait bien qu'il n'est qu'un vieux déboussolé depuis qu'on l'a trépané. Et Margot la tapineuse, qui pousse la chansonnette comme Mistinguett, en faisant virevolter sa jupe. Et la vendeuse de billets de loterie, qui écoute les secrets du quartier en disposant dans sa cahute les tickets de la chance en éventail. Et le tailleur juif venu de Pologne qui a le cœur malade, et la vendeuse de perruques synthétiques qui taille les faux cheveux à même le crâne des chauves tentés par l'aventure, la vieille aveugle qui trotte dans ses bottillons pour venir regarder jouer les joueurs de dominos et la dactylo sans boulot, et le clochard et l'ouvrier dans sa tranchée et la femme de ménage qui n'a pas la télé.

Il y a celle qui minaude et celle qui se méfie : « Quel journal que vous représentez ? C'est d'abord ? » Et c'est pour quoi faire, qu'il leur vole leur image ? C'était pour rien, c'était gratuit. Juste pour donner la parole à ceux qui ne la prennent jamais. Sans autre sens que le plaisir de croiser leur chemin. Oserait-on cela, aujourd'hui ?

TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal, Météo.
13.15 Météo des plages.
13.35 Femmes Magazine.
13.40 Les Feux de l'Amour.
14.30 Dallas.
15.25 Hawaii police d'Etat.
Série. La ville dans le Pinocchio.
16.25 Club Dorothée.
vacances.
17.20 Des copains en or. Jeu.
17.35 J'aimerais être...
Série. Vieux ches noi.
18.20 Case K.O. Jeu.
18.35 Marc et Sophie. Série.
19.25 La Chanson trécor. Jeu.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal, Tierscé.

20.50

MAIS OÙ EST DONC PASSÉE LA 7^e COMPAGNIE ?
Film de Robert Lamouroux
(1973, 105 min). 400045
Aventures romanesques de trois soldats français en mai 1940.

22.25 Les Films dans les salles.

22.35

ET VIVE LA LIBERTÉ !
Film de Serge Korber avec Gérard Philipe, Jean Seberg
(1978, 90 min). 902989
Du comique triporteur à l'humour.
0.05 Embarrasement.
Série. La ville dans le Pinocchio.
C'est la dernière émission de la série fct achevée par Jean-Pierre Hulin juste avant son décès.
0.35 Journal, Météo.
0.45 Informations (jeudi) : 1.15 et 2.15, 2.50, 3.10, 4.30, 5.15, 6.15, 7.15, 8.15, 9.15, 10.15, 11.15, 12.15, 13.15, 14.15, 15.15, 16.15, 17.15, 18.15, 19.15, 20.15, 21.15, 22.15, 23.15, 24.15, 25.15, 26.15, 27.15, 28.15, 29.15, 30.15, 31.15, 32.15, 33.15, 34.15, 35.15, 36.15, 37.15, 38.15, 39.15, 40.15, 41.15, 42.15, 43.15, 44.15, 45.15, 46.15, 47.15, 48.15, 49.15, 50.15, 51.15, 52.15, 53.15, 54.15, 55.15, 56.15, 57.15, 58.15, 59.15, 60.15, 61.15, 62.15, 63.15, 64.15, 65.15, 66.15, 67.15, 68.15, 69.15, 70.15, 71.15, 72.15, 73.15, 74.15, 75.15, 76.15, 77.15, 78.15, 79.15, 80.15, 81.15, 82.15, 83.15, 84.15, 85.15, 86.15, 87.15, 88.15, 89.15, 90.15, 91.15, 92.15, 93.15, 94.15, 95.15, 96.15, 97.15, 98.15, 99.15, 100.15, 101.15, 102.15, 103.15, 104.15, 105.15, 106.15, 107.15, 108.15, 109.15, 110.15, 111.15, 112.15, 113.15, 114.15, 115.15, 116.15, 117.15, 118.15, 119.15, 120.15, 121.15, 122.15, 123.15, 124.15, 125.15, 126.15, 127.15, 128.15, 129.15, 130.15, 131.15, 132.15, 133.15, 134.15, 135.15, 136.15, 137.15, 138.15, 139.15, 140.15, 141.15, 142.15, 143.15, 144.15, 145.15, 146.15, 147.15, 148.15, 149.15, 150.15, 151.15, 152.15, 153.15, 154.15, 155.15, 156.15, 157.15, 158.15, 159.15, 160.15, 161.15, 162.15, 163.15, 164.15, 165.15, 166.15, 167.15, 168.15, 169.15, 170.15, 171.15, 172.15, 173.15, 174.15, 175.15, 176.15, 177.15, 178.15, 179.15, 180.15, 181.15, 182.15, 183.15, 184.15, 185.15, 186.15, 187.15, 188.15, 189.15, 190.15, 191.15, 192.15, 193.15, 194.15, 195.15, 196.15, 197.15, 198.15, 199.15, 200.15, 201.15, 202.15, 203.15, 204.15, 205.15, 206.15, 207.15, 208.15, 209.15, 210.15, 211.15, 212.15, 213.15, 214.15, 215.15, 216.15, 217.15, 218.15, 219.15, 220.15, 221.15, 222.15, 223.15, 224.15, 225.15, 226.15, 227.15, 228.15, 229.15, 230.15, 231.15, 232.15, 233.15, 234.15, 235.15, 236.15, 237.15, 238.15, 239.15, 240.15, 241.15, 242.15, 243.15, 244.15, 245.15, 246.15, 247.15, 248.15, 249.15, 250.15, 251.15, 252.15, 253.15, 254.15, 255.15, 256.15, 257.15, 258.15, 259.15, 260.15, 261.15, 262.15, 263.15, 264.15, 265.15, 266.15, 267.15, 268.15, 269.15, 270.15, 271.15, 272.15, 273.15, 274.15, 275.15, 276.15, 277.15, 278.15, 279.15, 280.15, 281.15, 282.15, 283.15, 284.15, 285.15, 286.15, 287.15, 288.15, 289.15, 290.15, 291.15, 292.15, 293.15, 294.15, 295.15, 296.15, 297.15, 298.15, 299.15, 300.15, 301.15, 302.15, 303.15, 304.15, 305.15, 306.15, 307.15, 308.15, 309.15, 310.15, 311.15, 312.15, 313.15, 314.15, 315.15, 316.15, 317.15, 318.15, 319.15, 320.15, 321.15, 322.15, 323.15, 324.15, 325.15, 326.15, 327.15, 328.15, 329.15, 330.15, 331.15, 332.15, 333.15, 334.15, 335.15, 336.15, 337.15, 338.15, 339.15, 340.15, 341.15, 342.15, 343.15, 344.15, 345.15, 346.15, 347.15, 348.15, 349.15, 350.15, 351.15, 352.15, 353.15, 354.15, 355.15, 356.15, 357.15, 358.15, 359.15, 360.15, 361.15, 362.15, 363.15, 364.15, 365.15, 366.15, 367.15, 368.15, 369.15, 370.15, 371.15, 372.15, 373.15, 374.15, 375.15, 376.15, 377.15, 378.15, 379.15, 380.15, 381.15, 382.15, 383.15, 384.15, 385.15, 386.15, 387.15, 388.15, 389.15, 390.15, 391.15, 392.15, 393.15, 394.15, 395.15, 396.15, 397.15, 398.15, 399.15, 400.15, 401.15, 402.15, 403.15, 404.15, 405.15, 406.15, 407.15, 408.15, 409.15, 410.15, 411.15, 412.15, 413.15, 414.15, 415.15, 416.15, 417.15, 418.15, 419.15, 420.15, 421.15, 422.15, 423.15, 424.15, 425.15, 426.15, 427.15, 428.15, 429.15, 430.15, 431.15, 432.15, 433.15, 434.15, 435.15, 436.15, 437.15, 438.15, 439.15, 440.15, 441.15, 442.15, 443.15, 444.15, 445.15, 446.15, 447.15, 448.15, 449.15, 450.15, 451.15, 452.15, 453.15, 454.15, 455.15, 456.15, 457.15, 458.15, 459.15, 460.15, 461.15, 462.15, 463.15, 464.15, 465.15, 466.15, 467.15, 468.15, 469.15, 470.15, 471.15, 472.15, 473.15, 474.15, 475.15, 476.15, 477.15, 478.15, 479.15, 480.15, 481.15, 482.15, 483.15, 484.15, 485.15, 486.15, 487.15, 488.15, 489.15, 490.15, 491.15, 492.15, 493.15, 494.15, 495.15, 496.15, 497.15, 498.15, 499.15, 500.15, 501.15, 502.15, 503.15, 504.15, 505.15, 506.15, 507.15, 508.15, 509.15, 510.15, 511.15, 512.15, 513.15, 514.15, 515.15, 516.15, 517.15, 518.15, 519.15, 520.15, 521.15, 522.15, 523.15, 524.15, 525.15, 526.15, 527.15, 528.15, 529.15, 530.15, 531.15, 532.15, 533.15, 534.15, 535.15, 536.15, 537.15, 538.15, 539.15, 540.15, 541.15, 542.15, 543.15, 544.15, 545.15, 546.15, 547.15, 548.15, 549.15, 550.15, 551.15, 552.15, 553.15, 554.15, 555.15, 556.15, 557.15, 558.15, 559.15, 560.15, 561.15, 562.15, 563.15, 564.15, 565.15, 566.15, 567.15, 568.15, 569.15, 570.15, 571.15, 572.15, 573.15, 574.15, 575.15, 576.15, 577.15, 578.15, 579.15, 580.15, 581.15, 582.15, 583.15, 584.15, 585.15, 586.15, 587.15, 588.15, 589.15, 590.15, 591.15, 592.15, 593.15, 594.15, 595.15, 596.15, 597.15, 598.15, 599.15, 600.15, 601.15, 602.15, 603.15, 604.15, 605.15, 606.15, 607.15, 608.15, 609.15, 610.15, 611.15, 612.15, 613.15, 614.15, 615.15, 616.15, 617.15, 618.15, 619.15, 620.15, 621.15, 622.15, 623.15, 624.15, 625.15, 626.15, 627.15, 628.15, 629.15, 630.15, 631.15, 632.15, 633.15, 634.15, 635.15, 636.15, 637.15, 638.15, 639.15, 640.15, 641.15, 642.15, 643.15, 644.15, 645.15, 646.15, 647.15, 648.15, 649.15, 650.15, 651.15, 652.15, 653.15, 654.15, 655.15, 656.15, 657.15, 658.15, 659.15, 660.15, 661.15, 662.15, 663.15, 664.15, 665.15, 666.15, 667.15, 668.15, 669.15, 670.15, 671.15, 672.15, 673.15, 674.15, 675.15, 676.15, 677.15, 678.15, 679.15, 680.15, 681.15, 682.15, 683.15, 684.15, 685.15, 686.15, 687.15, 688.15, 689.15, 690.15, 691.15, 692.15, 693.15, 694.15, 695.15, 696.15, 697.15, 698.15, 699.15, 700.15, 701.15, 702.15, 703.15, 704.15, 705.15, 706.15, 707.15, 708.15, 709.15, 710.15, 711.15, 712.15, 713.15, 714.15, 715.15, 716.15, 717.15, 718.15, 719.15, 720.15, 721.15, 722.15, 723.15, 724.15, 725.15, 726.15, 727.15, 728.15, 729.15, 730.15, 731.15, 732.15, 733.15, 734.15, 735.15, 736.15, 737.15, 738.15, 739.15, 740.15, 741.15, 742.15, 743.15, 744.15, 745.15, 746.15, 747.15, 748.15, 749.15, 750.15, 751.15, 752.15, 753.15, 754.15, 755.15, 756.15, 757.15, 758.15, 759.15, 760.15, 761.15, 762.15, 763.15, 764.15, 765.15, 766.15, 767.15, 768.15, 769.15, 770.15, 771.15, 772.15, 773.15, 774.15, 775.15, 776.15, 777.15, 778.15, 779.15, 780.15, 781.15, 782.15, 783.15, 784.15, 785.15, 786.15, 787.15, 788.15, 789.15, 790.15, 791.15, 792.15, 793.15, 794.15, 795.15, 796.15, 797.15, 798.15, 799.15, 800.15, 801.15, 802.15, 803.15, 804.15, 805.15, 806.15, 807.15, 808.15, 809.15, 810.15, 811.15, 812.15, 813.15, 814.15, 815.15, 816.15, 817.15, 818.15, 819.15, 820.15, 821.15, 822.15, 823.15, 824.15, 825.15, 826.15, 827.15, 828.15, 829.15, 830.15, 831.15, 832.15, 833.15, 834.15, 835.15, 836.15, 837.15, 838.15, 839.15, 840.15, 841.15, 842.15, 843.15, 844.15, 845.15, 846.15, 847.15, 848.15, 849.15, 850.15, 851.15, 852.15, 853.15, 854.15, 855.15, 856.15, 857.15, 858.15, 859.15, 860.15, 861.15, 862.15, 863.15, 864.15, 865.15, 866.15, 867.15, 868.15, 869.15, 870.15, 871.15, 872.15, 873.15, 874.15, 875.15, 876.15, 877.15, 878.15, 879.15, 880.15, 881.15, 882.15, 883.15, 884.15, 885.15, 886.15, 887.15, 888.15, 889.15, 890.15, 891.15, 892.15, 893.15, 894.15, 895.15, 896.15, 897.15, 898.15, 899.15, 900.15, 901.15, 902.15, 903.15, 904.15, 905.15, 906.15, 907.15, 908.15, 909.15, 910.15, 911.15, 912.15, 913.15, 914.15, 915.15, 916.15, 917.15, 918.15, 919.15, 920.15, 921.15, 922.15, 923.15, 924.15, 925.15, 926.15, 927.15, 928.15, 929.15, 930.15, 931.15, 932.15, 933.15, 934.15, 935.15, 936.15, 937.15, 938.15, 939.15, 940.15, 941.15, 942.15, 943.15, 944.15, 945.15, 946.15, 947.15, 948.15, 949.15, 950.15, 951.15, 952.15, 953.15, 954.15, 955.15, 956.15, 957.15, 958.15, 959.15, 960.15, 961.15, 962.15, 963.15, 964.15, 965.15, 966.15, 967.15, 968.15, 969.15, 970.15, 971.15, 972.15, 973.15, 974.15, 975.15, 976.15, 977.15, 978.15, 979.15, 980.15, 981.15, 982.15, 983.15, 984.15, 985.15, 986.15, 987.15, 988.15, 989.15, 990.15, 991.15, 992.15, 993.15, 994.15, 995.15, 996.15, 997.15, 998.15, 999.15, 1000.15, 1001.15, 1002.15, 1003.15, 1004.15, 1005.15, 1006.15, 1007.15, 1008.15, 1009.15, 1010.15, 1011.15, 1012.15, 1013.15, 1014.15, 1015.15, 1016.15, 1017.15, 1018.15, 1019.15, 1020.15, 1021.15, 1022.15, 1023.15, 1024.15, 1025.15, 1026.15, 1027.15, 1028.15, 1029.15, 1030.15, 1031.15, 1032.15, 1033.15, 1034.15, 1035.15, 1036.15, 1037.15, 1038.15, 1039.15, 1040.15, 1041.15, 1042.15, 1043.15, 1044.15, 1045.15, 1046.15, 1047.15, 1048.15, 1049.15, 1050.15, 1051.15, 1052.15, 1053.15, 1054.15, 1055.15, 1056.15, 1057.15, 1058.15, 1059.15, 1060.15, 1061.15, 1062.15, 1063.15, 1064.15, 1065.15, 1066.15, 1067.15, 1068.15, 1069.15, 1070.15, 1071.15, 1072.15, 1073.15, 1074.15, 1075.15, 1076.15, 1077.15, 1078.15, 1079.15, 1080.15, 1081.15, 1082.15, 1083.15, 1084.15, 1085.15, 1086.15, 1087.15, 1088.15, 1089.15, 1090.15, 1091.15, 1092.15, 1093.15, 1094.15, 1095.15, 1096.15, 1097.15, 1098.15, 1099.15, 1100.15, 1101.15, 1102.15, 1103.15, 1104.1

L'ETA refuse de prolonger sa trêve en Espagne

Une reprise des attentats est à craindre

MADRID
de notre correspondant
Tous les espoirs nés de la trêve d'une semaine annoncée le 23 juin par l'ETA ont été réduits pratiquement à néant, lundi matin 1^{er} juillet, lorsque le mouvement indépendantiste a fait savoir que, contrairement à ce que tout le monde espérait, il n'y aurait pas de prolongation.

Dans un communiqué remis au quotidien *Egin*, proche des milieux radicaux basques, la direction de l'organisation séparatiste a fait savoir que, selon elle, le gouvernement n'avait pas l'intention d'entreprendre de véritables négociations et qu'il entendait poursuivre « la politique de guerre » contre le peuple basque. L'ETA a donc rejeté les propositions des partis démocratiques basques, qui, le 25 juin, avaient saisi cette possibilité d'ouvrir un dialogue en demandant aux responsables de la lutte armée d'accepter de relâcher le fonctionnaire de prison qu'ils séquestrent depuis le 17 janvier, de mettre un terme à la violence et de reconnaître la pluralité politique au Pays basque.

La réponse a donc été négative en dépit des possibilités d'ouverture que pouvait offrir cette trêve. Le numéro deux du nouveau régime, le vice-président Francisco Alvarez Cascos, avait même cru que « la sortie du long tunnel de la nuit du terrorisme [était] proche ». Le gouvernement, après avoir qualifié de « piège » cette semaine de trêve, avait indéniablement fondé quelques espoirs sur les chances d'amorcer une stratégie de pacification au Pays basque. Au sein même de la mouvance radicale indépendantiste, il semblait qu'un courant s'était dégagé en faveur d'une pro-

longation de la trêve afin d'encourager, si possible, un processus de paix. Les syndicats ELA et surtout LAB, proche de Henri Batasuna (HB), le bras politique de l'ETA, s'étaient prononcés en faveur de sa reconduction. D'autre part, selon un sondage publié dimanche par le quotidien *El Mundo*, 86 % des Basques et 73 % des militants de HB étaient eux aussi partisans d'une interruption de la violence afin d'offrir une chance à la paix.

UNE IMMENSE DÉCEPTION

Enfin, dans un souci de bonne volonté, le gouvernement avait entrepris, à la fin de la semaine dernière, de rapprocher du Pays basque des prisonniers de l'ETA, revendication de ce mouvement pour relâcher José Antonio Ortega Lara, le fonctionnaire enlevé il y a cinq mois et demi. Pour le moment, seuls trente-deux détenus ont bénéficié de ce « geste pour la paix », mais cette politique doit être poursuivie en étudiant au cas par cas les dossiers des quelque cinq cents prisonniers.

Le non-renouvellement de la trêve a donc provoqué une immense déception, surtout au sein du peuple basque, fatigué par une violence qui dure depuis désormais plus de vingt-huit ans et qui a déjà fait plus de huit cents victimes. Les mesures de sécurité renforcées à la fin de la semaine dernière vont être maintenues dans l'hypothèse d'un nouvel attentat. Elles seront dramatiques à l'occasion du passage du Tour de France à Pampelune (Navarre), le 17 juillet, que l'ETA entend mettre à profit pour se faire entendre.

Michel Bôle-Richard

Repli à Paris

LA BOURSE de Paris était orientée à la baisse, lundi 1^{er} juillet, en fin de matinée. A 12 h 15, l'indice CAC 40 reculait de 0,31 % pour s'inscrire à 2 117,07 points. Il avait ouvert en repli de 0,55 %.

Sur le marché des changes, le dollar était stable, cotant 1,5236 mark, 109,60 yens et 5,1535 francs. Sur celui des taux d'intérêt, le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, cédait 18 centimes à 121,82 points.

Les transactions étaient peu actives, l'environnement politique et monétaire incitant les investisseurs à la prudence. L'état de santé de Boris Eltsine accroît l'incertitude qui plane sur le deuxième tour de l'élection présidentielle russe. Une défaite de l'actuel chef du Kremlin, mercredi 3 juillet, provoquerait de

fortes turbulences sur les marchés financiers internationaux. Les opérateurs attendaient aussi la décision du conseil de la Réserve fédérale américaine, réuni mardi 2 et mercredi 3 juillet. Certains analystes n'excluent pas une hausse du taux des fonds fédéraux (fixé à 5,25 %), de façon à prévenir l'apparition de tensions inflationnistes aux Etats-Unis.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	01/07	02/07	Capitalisation
SEB (Gie des)	4145	26210254	
Carrefour	16794	4624327	
DASSAULT SYSTEMES	23728	402709130	
Elf	23699	3920483	
Elf Aulacine	95620	3991191530	
Total	87570	352916530	
Alcatel Alsthom	66162	280025150	
UBM Most Vision	24134	2554409	
Unilever	291502	269431330	
B.N.P.	144680	2608139920	

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE
Cours relevés le lundi 1^{er} juillet, à 12 h 30 (Paris)

FRANCAIS	ETATS UNIS	EUROPE	ASIE
Paris CAC 40	2117,07	15000	17000
London FT 100	3695,30	0,45	0,16
Zurich	1614	19,44	19,44
Frankfurt Dax 30	2538,92	0,29	13,55
Bombay	1242	12,42	12,42
Suisse SMI	2992	15,92	15,92
Amsterdam AEX	1807	18,07	18,07

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	Cours 01/07	% 27/06	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	338,2700	-0,09	327	339
Euro	6,4190	+0,14		
Euro-Unité (1 usd)	5,1523	+0,05	4,8800	5,4800
Belgique (100 F)	16,4365	-0,04	15,9000	17,0000
Pay-Bas (100 f)	301,5400	-0,05	290,0000	310,0000
Italie (1000 L)	3,3580	+0,05	3,1400	3,5800
Danemark (100 kr)	87,7700	-0,01	83	93
Irlande (100 p)	8,2065	-0,08	7,8000	8,6000
Gde-Bretagne (1 £)	7,9775	+0,07	7,5600	8,4100
Grèce (100 drach.)	2,1385	+0,12	1,9000	2,4000
Suède (100 kr)	77,4600	-0,19	74	84
Suisse (100 F)	411,3000	-0,01	399	423
Norvège (100 N)	79,3300	+0,02	73	84
Autriche (100 sch)	48,0640	-0,05	46,8000	49,3000
Espagne (100 pes)	4,0170	-0,10	3,7500	4,3500
Portugal (100 esc)	3,2850	-0,15	3,0500	3,5000
Canada 1 dollar ca	3,2745	-0,19	3,1000	3,4500
Japon (100 yens)	4,6918	-0,09	4,5300	4,8500

Tirage du Monde daté dimanche 30 juin-lundi 1^{er} juillet: 524 303 exemplaires

Leonel Fernandez est élu président de Saint-Domingue

Le candidat conservateur a obtenu 51 % des voix au second tour

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant
Pratiquement inconnu il y a deux ans, Leonel Fernandez, pragmatique avocat militaire âgé de quarante-deux ans, a remporté dimanche 30 juin, l'élection présidentielle dominicaine. Avec l'appui du vieux caudillo conservateur Joaquín Balaguer, Leonel Fernandez a obtenu un peu plus de 51 % des suffrages, devançant de justesse son rival social-démocrate, José Francisco Peña Gómez. Arrivé en deuxième position au premier tour, Leonel Fernandez a bénéficié du report des voix réformistes, le parti fondé par Joaquín Balaguer, président aveugle et âgé de quatre-vingt-neuf ans qui domine la vie politique dominicaine depuis un demi-siècle.

Brillant orateur, Leonel Fernandez a passé son enfance à New York, où sa mère avait émigré, à la recherche d'une vie meilleure. « J'admire le charisme du président Kennedy », se souvient Leonel Fernandez, qui partageait son temps entre un petit job de livreur dans une épicerie juive du haut de

Manhattan, la lecture et le baseball, l'une de ses grandes passions. Rentré à Saint-Domingue, il y fait des études juridiques et milite activement au sein du Parti de la libération dominicain (PLD), que vient de fonder Juan Bosch. Rapidement, il gravit les échelons du parti.

Successeur de Juan Bosch à la tête du PLD, Leonel Fernandez a recentré sa formation qui se réclamait autrefois du marxisme et dont le drapeau, en hommage aux combattants vietnamiens, porte toujours une étoile jaune. Sous les auspices de Juan Bosch et de Joaquín Balaguer, réconciliés pour l'occasion, il s'est allié, au sein du Front national patriotique, au Parti réformiste social-chrétien (conservateur) et à de petites formations d'extrême droite.

Constitué pour barrer la route au candidat social-démocrate José Francisco Peña Gómez, qui, selon M. Balaguer, « n'est pas véritablement dominicain », le Front national patriotique a mené contre son adversaire, Noir accusé par l'extrême-droite d'être d'origine haï-

tienne, une campagne de dénigrement aux relents racistes, divisant profondément la société dominicaine où les mulâtres, des plus clairs aux plus foncés, constituent la grande majorité de la population. Le jour des élections, le Conseil électoral ordonnait encore à une station de télévision privée de suspendre ses émissions, alors que, au mépris de la loi électorale, elle continuait de diffuser des spots diffamatoires contre Peña Gómez.

Tout au long de sa campagne, Leonel Fernandez s'est présenté comme l'homme du « nouveau chemin », représentant d'une nouvelle génération qui allait moderniser un pays gouverné par un octogénaire autoritaire dont le respect des institutions ne fut jamais la préoccupation majeure. Si aux yeux de beaucoup de Dominicains, son alliance avec M. Balaguer fait finalement de lui l'homme de la continuité, pour ses opposants, en revanche, il est douteux que Balaguer, vieux renard de la politique, lui ait donné son appui sans contrepartie. Selon M. Peña Gómez, Leonel Fernandez va être l'otage de l'« anillo palaciego » (l'anneau du palais), petit groupe de conseillers tout-puissants et corrompus qui entourent M. Balaguer. Alors que la lutte contre la corruption a constitué l'une des principales promesses du PLD, les dirigeants de l'opposition affirment que les membres de l'anneau ont acheté leur impunité en finançant la campagne de Leonel Fernandez, dont le parti, minoritaire au Congrès, ne peut faire passer les lois nécessaires à la modernisation du pays sans l'appui des sénateurs et députés réformistes.

Jean-Michel Carro

Difficiles préparatifs de l'intervention internationale au Burundi

LA PRÉPARATION d'une intervention internationale pour tenter de mettre fin à la guerre civile au Burundi rencontre toujours des difficultés. Le gouvernement burundais a fait savoir, dimanche 30 juin, qu'il souhaitait le report de la première réunion, prévue lundi à Arusha (Tanzanie), de la « commission technique » chargée d'évaluer la forme et le volume de l'assistance militaire régionale qu'il a lui-même demandé la semaine dernière. « Nous ne sommes pas prêts », a déclaré un représentant, en précisant que les membres du gouvernement de Bujumbura étaient encore engagés dans une délicate « campagne d'explication » des décisions prises, le 25 juin, lors du sommet de six chefs d'Etat de la région réunis à Arusha.

Pour la première fois, le Burundi, représenté par son président, Sylvestre Ntibantunganya - qui appartient à l'ethnie majoritaire hutu -, et son premier ministre,

Antoine Ndirwayo, un Tutsi, avait demandé l'aide des pays voisins pour engager une violence qui a fait des dizaines de milliers de morts depuis deux ans et demi.

Le président et le premier ministre, tous deux dénoncés comme des « traîtres », sont en butte aux violentes critiques des extrémistes tutsis, catégoriquement opposés à toute forme d'intervention étrangère. Jusqu'à présent, l'armée, dominée par les Tutsis, était très hostile à l'intervention étrangère. Le lieutenant-colonel Longin Minani, au nom de l'armée, a déclaré, dimanche, que celle-ci rejetait les pressions internationales en faveur de négociations avec une rébellion hutu « dont on se fout et qui est génocidaire ». (AFP)

■ RWANDA: vingt-sept personnes ont été tuées dans la préfecture de Gisenyi (nord-ouest du Rwanda), a-t-on appris, samedi 29 juin, auprès du haut-commissariat de l'ONU aux droits de l'homme. Les victimes, pour la plupart, seraient des rescapés du génocide de 1994. Ceux-ci sont la cible d'extrémistes hutus qui veulent éliminer des témoins considérés comme « gênants » à l'approche des premiers procès des auteurs du génocide.

■ PLAINTE: Patrick Balkany, député RPR des Hauts-de-Seine, fait l'objet d'une plainte pour menaces avec arme et violence sexuelle déposée, samedi 29 juin, par son amie, Sybille Jacquin de Margerie, qui partage un appartement dans le 17^e arrondissement de Paris avec l'ancien maire RPR de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). Elle aurait expliqué aux policiers avoir été contrainte, sous la menace d'un 357 Magnum, à avoir des relations sexuelles avec le député dans la nuit de vendredi à samedi.

Joint lundi 1^{er} juillet au matin par *Le Monde*, il a qualifié cette affaire de « complètement aberrante », expliquant: « Je vis avec Sybille depuis un an mais ça fait cinq ans qu'on se connaît. Vendredi soir, quand je me suis endormi, elle m'a dit: je t'aime, dors bien. » Mais auparavant, la jeune femme lui avait annoncé son intention de le quitter. « A mon sens, elle a subi des pressions de sa famille et surtout de son frère qui l'emploie. Quant à cette histoire, ajoute M. Balkany, c'est grotesque. Je ne lui ai jamais mis une claque. Une chose est sûre, elle a pété les plombs. »

« Vache folle » : en 1990, une note de Bruxelles souhaitait une « désinformation »

DATÉE du 12 octobre 1990, « note succincte de dossier sur céphalopathe spongiforme b (ESB) » émanant de la Commission des communautés européennes moigne de la volonté de certains responsables de Bruxelles de piquer une « désinformation » l'affaire de la « vache folle ».

Cette note émane du « service litique des consommateurs » de la Commission. Des extraits de ce document avaient été publiés en vrier 1991 par le mensuel de défense des consommateurs *Que Choisir*. Le représentant de la commission ayant déclaré devant le comité terminaire permanent des 9 et 10 octobre 1990: « Il faut avoir une attitude froide pour ne pas provoquer réactions défavorables sur le marché. Ne plus parler d'ESB. Ce point ne doit pas figurer à l'ordre du jour. »

Ce même représentant aura ajouté, au cours de la réunion: « Nous allons demander officiellement au Royaume-Uni de ne plus publier les résultats de ses recherches. En conclusion, il aurait indiqué: « fait minimiser cette affaire ESB, pratiquant la désinformation. Il ne faut pas dire que la presse a tendance à exagérer. »

Interrogé sur la signification de ce document par le *Journal de la semaine* (daté du 30 juin), Jacques Delors, qui était alors président de la Commission européenne, affirmait avoir « jamais eu connaissance de cette note », qui, selon lui, « constitue ni une décision, ni une position de la Commission ».

COLLECTION XX^e SIECLE

SCIENCE & VIE

A la découverte de la planète océan

L'origine des océans
Les cycles de la vie
L'avenir des mers

Un dossier de référence à conserver

EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI
Retrouvez Science & Vie sur 3615 SCV (2,23 TTC/mn)

RAFAL

Fait à la pureté de l'acier

Habille les hommes

GRANDS FORTS

15, place du Havre
Paris 84 - Tél. 43.87.34.64

CAP 3000 - NICE
18, av. J. Médecin
LYON - FLOREY
80, rue E. Marrot

LATREUILLE

SPÉCIALISTE DES BÂTIMENTS

soldes d'été

QUALITÉ INÉPUISABLE
PRIX EXCEPTIONNELS

62, rue St André des Apis, 6^e
Tél. 43.29.44.10
PARKING ATTENDANT À VOS VÉHICULES